

L'HISTOIRE

ANNIVERSAIRE : p. 62

**Février 1848 :
la révolution
des femmes**

DOSSIER

**1938 : l'année
d'Adolf Hitler**

- 13 mars :
annexion de l'Autriche
- 30 septembre :
capitulation de Munich
- 10 novembre :
la Nuit de cristal

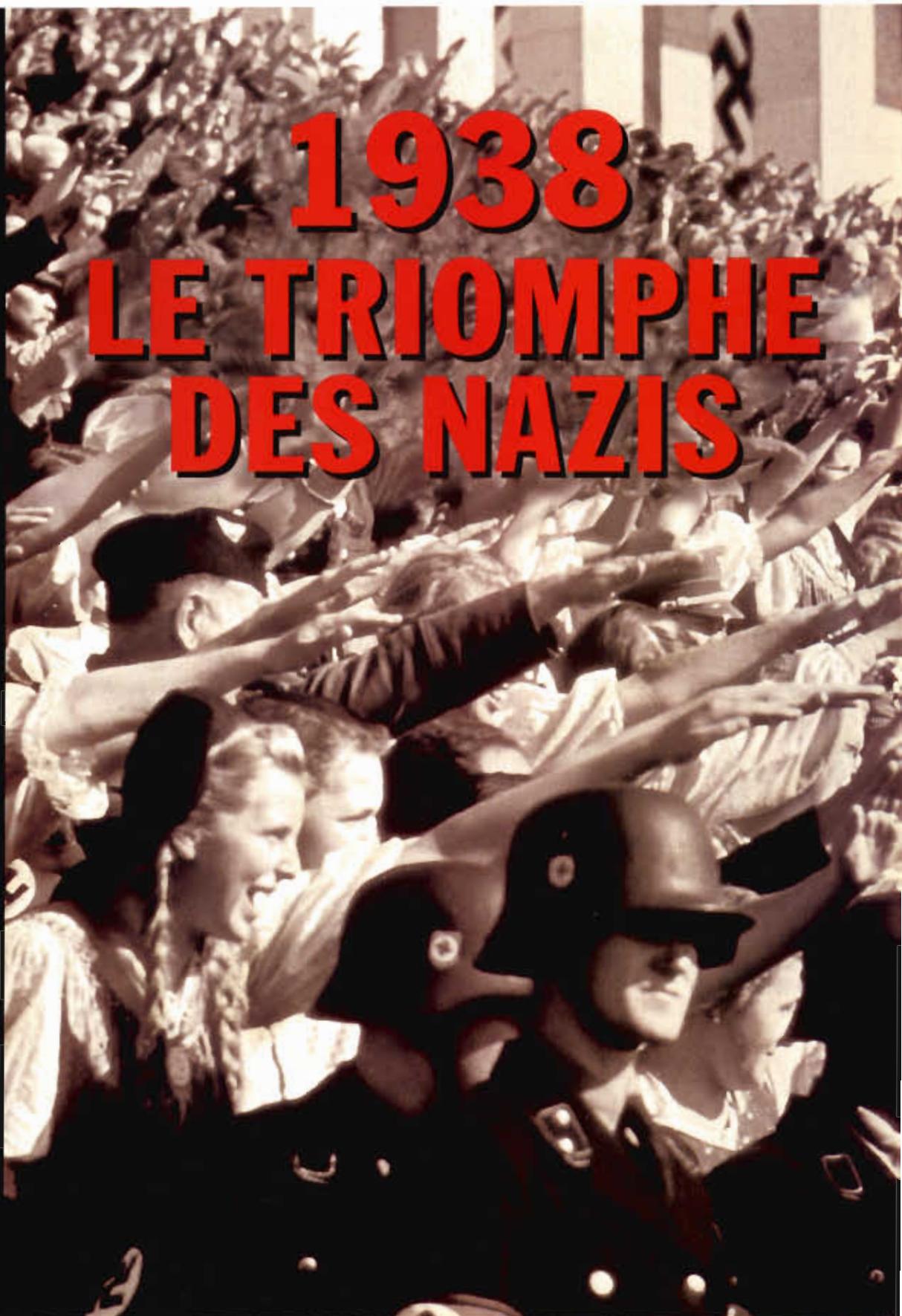
AU SOMMAIRE

L'odyssée
de la 2 CV

Vercingétorix,
portrait d'un
rebelle gaulois

La grande peur
des épidémies

L'énigme
Pierre Brossolette



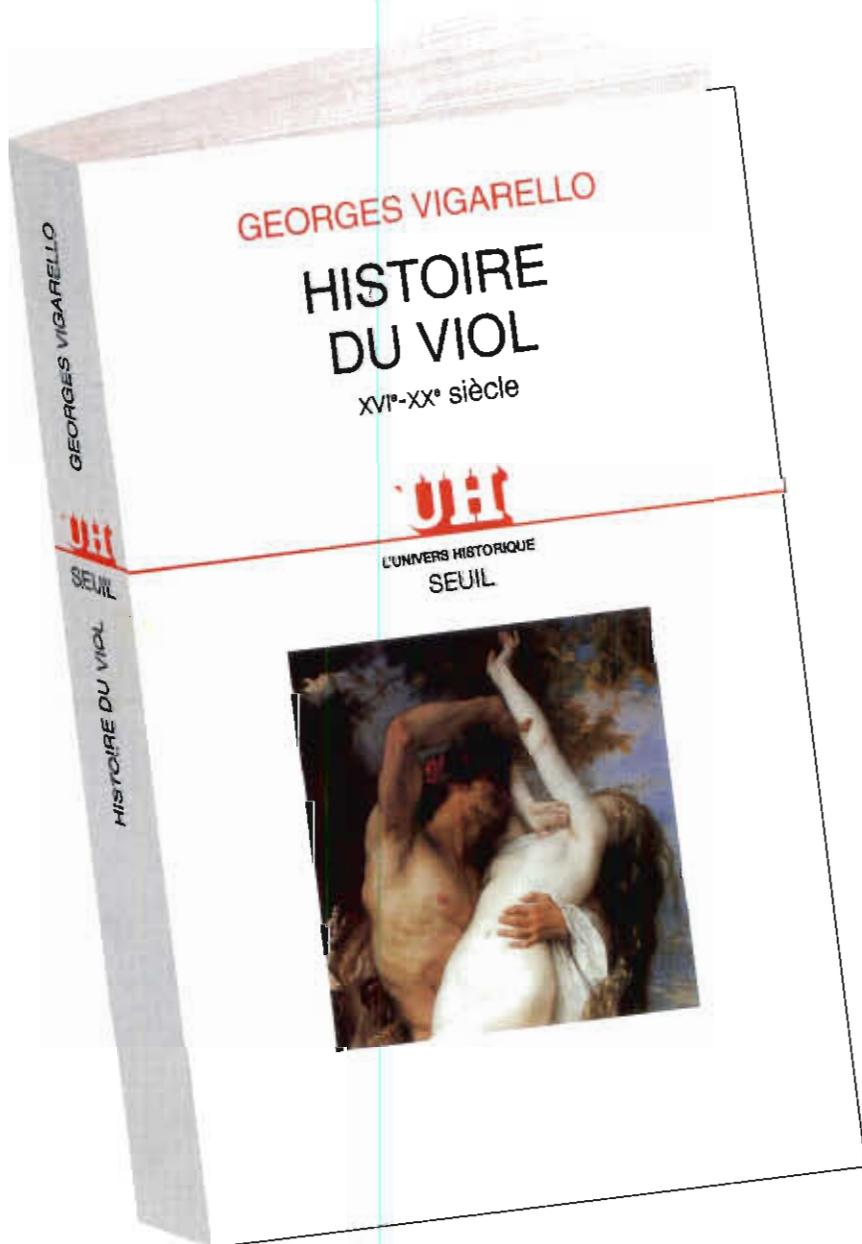
1938 LE TRIOMPHE DES NAZIS

T 1842 - 218 - 38,00 F



MENSUEL BELGIQUE 270 FB MAROC 40 DH
CANADA 7 \$ SUISSE 12 FS ISSN 01822411

GEORGES VIGARELLO



Georges Vigarello, qui s'est imposé avec *Le Propre et le Sale*, puis avec *Le Sain et le Malsain* comme l'un des meilleurs historiens français du corps et de ses représentations, renouvelle avec ce livre son interrogation sur la manière dont les Français ont conçu leurs relations avec la violence sexuelle infligée aux femmes et aux enfants depuis le XVI^e siècle. A travers les variations du droit, les procès et les faits divers, l'auteur marque l'évolution des mentalités, depuis le silence de jadis jusqu'à l'émergence contemporaine du scandale.

Editions du Seuil



AU LECTEUR

Une bonne nouvelle pour *L'Histoire* : nous avons signé, avec

la chaîne « Histoire », un contrat de trois ans qui nous permet de diffuser, par le bouquet TPS, une heure de programme par semaine, le samedi à 21 h, rediffusée à plusieurs reprises.

Cette émission hebdomadaire, intitulée *Le Magazine de l'histoire* et présentée par Patricia Martin, a pour ambition de faire connaître au public des historiens qui trouvent là l'occasion de parler de leurs travaux en cours.

Le Magazine de l'histoire passe aussi en revue les productions importantes du moment ayant un rapport avec l'histoire, dans le domaine de l'édition, du théâtre, du cinéma, des expositions, des CD-Roms, etc. « Histoire » sur TPS a actuellement 100 000 téléspectateurs réguliers.

A noter également ce mois-ci : la publication, aux éditions du Seuil, en collection de poche (« Points-Histoire »), des grands articles, parus dans *L'Histoire*, sur l'affaire Dreyfus, alors que nous allons célébrer le centenaire de la rédaction de « J'accuse » par Émile Zola. Enfin, à l'occasion des élections cantonales et régionales du mois de mars, nous publierons un dossier sur « L'extrême droite en France », avec notamment les contributions de Pierre Assouline, Serge Berstein, Anne-Marie Duranton-Crabol, Gérard Gengembre, Jacques Julliard, Pascal Perrineau, René Rémond, Alain-Gérard Slama et Michel Winock.

Pierre Gaxotte
et Jean-Paul Sartre

Dans notre n° 216, p. 7, nous évoquions l'itinéraire de l'historien et journaliste Pierre Gaxotte. Deux de nos lecteurs ont réagi. Réfutant du même coup une méchante rumeur à propos de Jean-Paul Sartre.



Cl. Keystone

« J e n'ai aucune sympathie pour Pierre Gaxotte, historien léger et mondain. Mais il est contraire à la vérité d'énoncer qu'il a été, "pendant la guerre, l'un des inspirateurs de la publication collaborationniste *Je suis partout*". Pierre Gaxotte, dans *Candide*, a justement refusé la collaboration et l'antisémitisme, et tenu un discours conservateur, considéré comme anglophile.

« Il a condamné, dès le début, la ligne de *Je suis partout*, et dissuadé en vain Brasillach de s'y ruer et de s'y perdre. Vous trouverez toutes les preuves dans le livre définitif de Jeannine Verdes-Leroux, *Refus et violences* (Gallimard, 1996).

« Dans cette époque de controverses, la presse n'a pas le droit de lancer, sans les vérifier, des contre-vérités. On a pu lire, dans *Le Nouvel Observateur* (16 octobre 1997), que Sartre avait, par ambition, pris la place d'un professeur juif révoqué, en 1941. Or une vérification élémentaire montre que Sartre fut nommé en khâgne, à Condorcet, en remplacement de Ferdinand Alquié, appelé à d'autres fonctions. Il n'importe : les lecteurs ont cru à une faute inexpiable. »

Jacques Lecarme

« Il est de bon ton aujourd'hui de décrier la bonne littérature qui, quand elle obéit aux critères du bon goût et respecte les canons de la prose classique, se trouve rapidement taxée d'académisme. Il est tout aussi courant, et répandu dans les milieux universitaires, de dénoncer l'histoire qui plaît au public des non-spécialistes, de ceux qui pratiquent cette disei-

pline par goût et non par devoir, et n'en sont pas pour autant plus mauvais juges de ce qu'ils lisent.

« Et quand cette histoire, agréablement racontée, a pour objet non pas des grandes idées, ou de rébarbatives structures économiques, ou bien d'absconses "mentalités", quand elle prend au contraire pour point de mire un personnage marquant de l'épopée nationale, pire encore, l'un de nos rois, l'un de nos pauvres rois d'Ancien Régime si vilipendés, au nom de la République triomphante, et

des souffrances qu'enduraient quotidiennement, sous leur joug infâme, leurs millions de sujets, l'indignation est à son comble !

« D'où l'oubli dans lequel est bien injustement tombé Pierre Gaxotte, l'un des plus grands historiens de ce siècle, dont *Le Siècle de Louis XV*, parmi bien d'autres livres, reste un de mes plus chers et vifs souvenirs de lecture.

« L'usage est actuellement de se moquer de lui et de ses œuvres, voire de se scandaliser qu'il ait fait carrière. Pierre Gaxotte, il est vrai, avait en outre le tort d'être de droite, et académicien : deux tares qu'on ne pardonne pas aisément — au moins dans les colonnes de votre

revue. Il méritait mieux, cependant, que les quelques lignes vengeresses que vous lui avez consacrées dans votre dernier numéro.

« Je tiens pour ma part à féliciter les éditions Fayard, fidèles à leurs engagements d'origine, qui ont eu l'intelligence de rééditer deux de ses ouvrages. »

Sylvie Braun

LA RÉPONSE DE LA RÉDACTION

S'il est vrai que Pierre Gaxotte a abandonné la direction de *Je suis partout* en 1937, s'opposant aux articles de Robert Brasillach, il serait erroné de le dédouaner de tout antisémitisme. Gaxotte a été, parmi les publicistes d'extrême droite, formés par l'Action française, un antisémite comparable à son maître, Charles Maurras. Qu'il suffise de citer son portrait de Léon Blum dans le numéro du 7 avril 1938 de *Candide*, où il est éditorialiste : « D'abord, il est laid. Sur un corps de pantin désarticulé, il promène la tête triste d'une jument palestinienne. [...] Il est le mal, il est la mort. » Comme quoi il n'y a pas, il n'y aura jamais de « livre définitif » en la matière, pas plus celui de Mme Verdes-Leroux qu'un autre.

En revanche, nous donnons raison à M. Lecarme sur Jean-Paul Sartre, auquel on peut certes beaucoup reprocher, mais à condition d'être rigoureux sur les faits. Il est avéré que Sartre a bien remplacé Ferdinand Alquié dans la khâgne de Condorcet. Il serait intéressant de savoir d'où vient ce bobard ratifié par *Le Nouvel Observateur*. ■

Sauver Carnac !

L'État a-t-il entrepris de défigurer le site de Carnac (n° 215, p. 15) ?

UN PROJET EXEMPLAIRE

« C'est en tant qu'abonnée à *L'Histoire* et personne privée que je réagis à l'entrefilet titré "Polémique à Carnac". Je pourrais vous répondre en tant qu'agent du ministère de la Culture, chargée de mission auprès de la Direction du patrimoine et vous apporter alors, documents à l'appui, l'ensemble des éléments nécessaires à votre jugement.

« Votre collaborateur n'a pu que se laisser abuser par des échos partiels diffusés par des personnes ou des associations ayant intérêt à ce que le projet d'aménagement d'un monument majeur du patrimoine mondial initié par le ministère de la Culture ne puisse être mené à son terme.

« L'ensemble monumental, en cours de restauration depuis 1991, doit être mis en valeur et présenté au public dans des conditions conformes à sa notoriété. Le projet de travaux déclaré d'utilité publique en 1997 a été conçu pour répondre aux objectifs suivants : recouvrer l'intégrité archéologique du site en supprimant les éléments qui l'ont altérée, en particulier les routes récentes (1935-1953), aménagées sur les sols archéologiques eux-mêmes ainsi que les constructions qui attentent à la monumentalité de l'espace, puis organiser l'accueil du public en conciliant les contraintes qu'imposent la conservation et la volonté de satisfaire le million de visiteurs annuels avec toutes leurs diversités.

« Le dossier d'enquête a précisé les modalités d'accès : seul le parking sera payant, l'ensemble des services culturels d'information comme l'accès aux cheminements piétons et cyclables de visite seront gratuits.

Le projet d'aménagement est donc, pour qui l'examine avec sérieux, le contraire d'un "menhirland" ; il apparaît, en revanche, comme une réponse exemplaire aux conséquences désastreuses de la surfréquentation touristique dans les monuments très sensibles. »

Geneviève Le Louarn

Quelques considérations sur le communisme

Les anciens communistes sont-ils les plus aptes à faire une analyse critique de l'idéologie marxiste et de ses conséquences (n° 215) ? Et que fait-on des victimes de la démocratie américaine ?

GUÉRIR LES TROUBLES DE L'ÂME



CL BDC

« A l'occasion de la sortie du *Livre noir du communisme*, *L'Histoire* s'interrogeait sur l'éventuelle aptitude privilégiée des anciens communistes à faire une analyse critique et objective de l'idéologie communiste et de ses conséquences.

« Que l'on prenne pour sujet d'études, souvent exclusif, un domaine qui a été l'objet d'un engagement intense, ne manque pas d'interroger.

« S'agit-il de faire œuvre de pédagogie, de mettre en garde, de faire bénéficier d'une expérience, ou de guérir les troubles de l'âme provoqués par l'engagement passé, et, forcément pour des anciens communistes, par le mode de l'autocritique publique, explicite ou implicite, plutôt que dans le secret du cabinet d'un psychanalyste ?

« L'analyse la plus pertinente de ces évolutions radicales paraît avoir été donnée par Cioran dans *Aveux et anathèmes* : "Vous avez beau désertier telle croyance religieuse ou politique, vous conserverez la ténacité et l'intolérance qui vous avaient poussé à l'adopter. Vous serez toujours furieux, mais votre fureur sera dirigée contre la croyance abandonnée ; le fanatisme, lié à votre essence, y persistera [...]. Le fond, votre fond, demeure le même, et ce n'est pas en changeant d'opinions que vous arriverez à le modifier." »

Jean-Marc Brebion

DÉRIVE FLAGRANTE

« Ah ! qu'il est dur d'être centriste ! » C'est le cas de *L'Histoire*. Alors comme je suis de gauche (pas communiste, je précise, mais sincèrement de gauche), je vous attaquerai de la gauche. Et sur ce que vous persistez à baptiser le "communisme" dans le numéro de janvier 1998...

« Excusez-moi, mais cette

fois-ci votre dérive est flagrante. Après Staline, c'est Lénine ("l'inventeur du terrorisme d'État") et l'on voit poindre Marx ! Et la révolution bien entendu ! Je ne sais pas si vous mesurez votre absurdité ! Ou alors vous êtes carrément réactionnaires !

« Tiens, je prends un exemple que vous aimez bien, les États-Unis. Et si vous comptiez les morts et les réfugiés de la "guerre d'indépendance américaine" ? Au nom des "Lumières" cette fois-ci, et des grands principes que vous semblez défendre.

« Alors pour la "démocratie américaine", s'il vous plaît, faites votre petite enquête. Allez jusqu'au bout de votre logique ! Vous verrez, et si je m'en souviens bien, il y a même eu plus de dégâts humains que lors de la révolution cubaine ! Faut-il alors réduire ce premier soulèvement (américain) légitime (je pense) à l'aune de vos esprits morbides ? Selon votre petite façon étroite de "faire" de l'histoire. Absurde ! »

Georges Iachy

Retour sur le Chili d'Allende

Précisions sur le gouvernement du président Allende et sur le coup d'État du général Pinochet (n° 215 p. 86, et n° 217, p. 92).

DES PROPOS SURPRENANTS



CL KeyStone

« A la page 92 du numéro 217, vous publiez comme chaque mois des lettres de lecteurs. Parmi celles-ci se trouve la lettre de M. Benoît Blin qui tient des propos surprenants.

« Il affirme que le "soulèvement de l'armée [chilienne en 1973 contre le gouvernement du président Allende] fut la conclusion d'une exaspération générale contre l'extrémisme de la gauche chilienne", gauche qui ne respectait d'ailleurs pas "l'État de droit". Avec 36% des voix obtenues à l'élection présidentielle de 1970, l'auteur suggère que Allende n'avait guère

de légitimité pour gouverner.

« N'aurait-il pas été du devoir de la rédaction de signaler que le mode de scrutin en œuvre pour élire le président chilien à cette époque est semblable à celui utilisé pour élire les députés britanniques ? Le scrutin uninominal à un tour permet au candidat arrivé en tête dans la circonscription où il s'est présenté d'être élu avec une majorité, qui n'est souvent pas absolue, et pourtant personne n'a contesté la légitimité de la Chambre des communes britannique !

« De même pourquoi ne rétablissez-vous pas la vérité, en rappelant les milliers de Chiliens arrêtés le jour même du coup d'État du général Pinochet, torturés et disparus, qui n'avaient pourtant jamais utilisé la violence ? »

Philippe Briat

PRÉCISIONS

● Il fallait bien entendu lire, en conclusion de l'article de Guillemette Andreu (n° 216, p. 51) : « Une alternance d'espaces denses, qui s'adressent aux fins connaisseurs, et d'espaces aérés, pour un public plus large, permet de choisir son rythme de visite et d'apprécier cette admirable collection [celle du Louvre], qui se place en deuxième position derrière celle du musée du Caire. »

● Deux erreurs se sont glissées dans la lettre de Benoît Blin, publiée dans le « Forum des lecteurs » de notre n° 217 (p. 92) : Salvador Allende est mort le 11 septembre 1973 ; le nom du théoricien et homme politique allemand Karl Kautsky était mal orthographié.

Par souci de brièveté et de clarté, la rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits des lettres sélectionnées.

NOUVEAU : POUR SES 20 ANS, **L'HISTOIRE** VOUS OFFRE LE MEILLEUR DE L'HISTOIRE

Serge Berstein
Général Buis
François Chaslin
Samy Cohen
Hélène Coulonjou
Jacques Delarue
Jean-Michel Gaillard
François Goguel
Jean-Noël Jeanneney
Philippe Levillain
Henri Mendras
Guy Pervillé
Antoine Prost
Alain Peyrefitte
René Rémond
Jean-Pierre Rioux
Patrick Rotman
Anthony Rowley
Michel Winock



Depuis 20 ans, "L'HISTOIRE" accumule analyses, dossiers et documents sur l'histoire en train de se faire. Regroupés par thèmes et enrichis de commentaires, de cartes et de chronologies, ils donnent aujourd'hui naissance à trois indispensables hors-série annuels : "LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE". Le N°1, consacré aux "Années De Gaulle, 1958-1969", vous attend chez votre marchand de journaux, fin février, au prix de 42 Francs.

LES COLLECTIONS DE **L'HISTOIRE**
Chez votre marchand de journaux fin février 98

BON DE COMMANDE

Le N°1 des COLLECTIONS DE L'HISTOIRE vous attend chez votre marchand de journaux. Vous pouvez aussi le recevoir chez vous sans supplément de prix.

Nom : Prénom : Adresse :
..... Code Postal : |_|_|_|_| Ville :

Règlement joint par chèque de 42 F à l'ordre de "L'HISTOIRE" pour la France, Tom-Dom inclus.
Livraison sous 2 semaines. Etranger : 50 Francs, port inclus.

Loi Informatique & Libertés : vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant et pouvez vous opposer à leur cession auprès de "L'HISTOIRE"

à renvoyer à L'HISTOIRE, 57 rue de Seine 75280 Paris Cedex 06

■ ACTUALITÉ

- 3** FORUM DES LECTEURS
- 8** AGENDA
- 10** EN VUE
- 12** EXPOSITIONS
- 14** MÉDIAS
- 16** L'énigme Pierre Brossolette
entretien avec François Bédarida



- 18** Ce nombril qu'on dit charnel...
par Jacques Berlioz
- 19** Bienvenue sur Mars !
par Philippe Varnoteaux
- 21** Irlande du Nord :
la guerre des berceaux
par Youssef Courbage
- 23** Descartes et les sorcières
par Joël Cornette
- 25** Rome et la Chine :
le partage du monde
par Jean-Louis Mourgues
- 27** La cour de France en 80 000 vers
par Martin Aurell
- 28** Des apaches dans les cités
par Dominique Kalifa
- 30** **PORTRAIT**
La leçon d'économie
de Paul Bairoch
par François Dufay
- 32** **REVUE DE PRESSE**

■ DOSSIER

1938 : le triomphe des nazis



En couverture, cl. BPK.

- 34** L'année d'Adolf Hitler
par Philippe Burrin
- 40** L'apothéose
de la culture « aryenne »
par Éric Michaud
- 42** La Nuit de cristal :
récit d'un pogrom
entretien avec Saul Friedländer
- 46** Les Allemands
étaient-ils tous nazis ?
par Pierre Ayçoberry
- 48** Charlot contre Hitler
par Pierre Sorlin
- 50** Mussolini vassal de Hitler ?
par Pierre Milza
- 52** Munich ou la stratégie
de l'abandon
par Élisabeth du Réau
- 56** Vienne-Prague :
la fin d'un monde
par Jean-Paul Bled
- 58** Pouvait-on résister à Hitler ?
par Jean-Pierre Azéma
- 36** **PORTRAITS**
Les hommes de Hitler
- 38** **CHRONOLOGIE**
- 39** **LEXIQUE**
- 53** **REPÈRES CARTOGRAPHIQUES**
- 60** **DOCUMENT**
« Mein Kampf »
- 61** **POUR EN SAVOIR PLUS**

RECHERCHE

- 62** 1848 : la révolution des femmes
par Michelle Perrot
- 68** Les larmes aussi ont une histoire
par Piroska Nagy-Zombory
- 72** La grande aventure de la 2 CV
par Jérôme Thuez
- 78** Rumeurs et épidémies :
les semeurs de peste
par Yves-Marie Bercé
- 84** Vercingétorix,
l'homme qui voulait être roi
par Yann Le Bohec

« L'Histoire » :
projets pour 1998

L'*Histoire* aura bientôt vingt ans : au mois d'avril, pour fêter cet anniversaire, nous consacrerons un numéro spécial aux deux décennies qui viennent de s'écouler. Vingt années pendant lesquelles votre fidélité ne s'est pas démentie : vous êtes aujourd'hui, chaque mois, 75 000 à acheter la revue, dont 45 000 abonnés, et près de 700 000 à nous lire.

Dès ce mois de février, nous inaugurons l'année en vous présentant une maquette plus claire, plus lisible, plus aérée, conçue par Nathalie Baylaucq et Marc Jézégabel. Un aménagement de ce qui existait déjà et que vous êtes toujours plus nombreux à apprécier et à lire, comme en témoigne votre courrier. C'est du reste par ce courrier, le « Forum des lecteurs », que s'ouvrira désormais la revue, plus que jamais soucieuse de votre opinion.

Vos lettres — de compliments et de critiques — nous le prouvent : vous comprenez nos exigences. Nous n'hésitons pas à aborder les questions les plus controversées. Qu'il s'agisse de la nature du communisme, des débats sur la Résistance, des origines historiques du racisme ou de la nature des guerres de Religion... Avec toujours le même souci : indépendance par rapport aux dogmes ou aux querelles d'école, rigueur dans l'information aussi bien que dans le débat, pluralisme des points de vue. L'histoire doit, selon nous, être accessible à tous, sans taire pour autant sa complexité ou cacher ses zones d'ombre.

1998 est aussi une année décisive pour *L'Histoire* à un autre titre : nos anciens numéros étant épuisés, et nos lecteurs se trouvant toujours plus nombreux à vouloir s'y référer, nous avons décidé de vous proposer, dès le 13 février prochain, et trois fois par an, un numéro hors série thématique qui vous permettra de retrouver les articles que vous avez appréciés, comme ceux dont vous n'avez pas pu encore prendre connaissance.

Le premier numéro de ces *Collections de L'Histoire* sera consacré, à l'occasion de l'accession au pouvoir du Général en 1958, aux « Années de Gaulle ». Vous pourrez y lire les auteurs qui depuis la fondation de *L'Histoire* nous font l'amitié de leur collaboration.

Stéphane Khémis

PS : Si vous avez des souhaits particuliers quant aux sujets que devraient traiter les prochains numéros des *Collections de L'Histoire*, n'hésitez pas à m'écrire : je serais heureux de prendre vos suggestions en considération.

90 LIVRES

98 LA REVUE DES REVUES

TRIBUNE

101 Vive la Nation !
par Yves Lacoste

histoire SUR TPS

présente chaque samedi à 21 h,
multidiffusé, « Le Magazine de l'histoire »,
animé par Patricia Martin.

AVEC LE CONCOURS DE **L'HISTOIRE**

RENDEZ-VOUS

SPLendeur DE SAINT-DENIS

LE 4 FÉVRIER À 12 H 30

■ Le Musée national du Moyen Age, à Paris, a tout récemment fait l'acquisition d'un chapiteau de l'abbaye de Saint-Denis. Sa présentation sera l'occasion d'évoquer ce monument qui, grâce à l'impulsion décisive de l'abbé Suger, demeure l'un des fleurons de l'art gothique.
Rens. 01.53.73.78.00.

AU CŒUR DES VILLES

LES 1^{er}, 14 ET 21 FÉVRIER



Cl. T. Borredon/Hwa Obit

■ Philadelphie, berceau de la nation américaine (le 1^{er}), le rôle moteur de la Seine dans la naissance et l'évolution économique comme politique de Paris (le 14), Barcelone de la cité antique à la métropole contemporaine (le 21) : tels seront quelques-uns des thèmes abordés ce mois-ci dans le cadre des conférences proposées par l'association Regard sur l'art.
à 15 h. *Rens. 01.43.65.42.51.*

MONUMENTS AUX MORTS

LES 2, 9 ET 23 FÉVRIER À 18 H 30

■ Le séminaire sur « Art et société » organisé à l'Institut d'études politiques de Paris prend fin ce mois-ci. Les dernières séances seront consacrées aux monuments aux morts élevés au lendemain de la Première Guerre mondiale (le 2), au rapport entre la guerre et la photographie (le 9), à la mémoire allemande (le 23).
56 rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

GOLFE-JUAN À L'HEURE NAPOLEON DU 21 FÉVRIER AU 1^{er} MARS

■ Le 1^{er} mars 1815, Napoléon débarquait à Golfe-Juan. La municipalité entend aujourd'hui marquer cet anniversaire par dix journées de conférences, repas avec « menu napoléonien » (on appréciera notamment les noisettes d'agneau Rivoli...), exposition. Et, clou du rendez-vous, une reconstitution de l'arrivée de Napoléon, sa rencontre avec la population locale, la revue des troupes, etc.
Rens. 04.93.63.18.38.

VISITER PARIS AVEC UN ARCHITECTE

LES 2 ET 3 FÉVRIER

■ Le stade Charletty, la Fondation Cartier, la Cité de la musique, la bibliothèque François-Mitterrand... : l'Institut français d'architecture organise deux journées de visite en bus des principales réalisations ou réhabilitations urbaines entreprises durant les cinq dernières années.

Rens. 01.46.33.90.36.

LES BATAILLES DE MEXICO

LES 4 ET 23 FÉVRIER

« L'apport des sciences humaines à l'histoire militaire » sera le thème d'une journée d'études au Centre d'études d'histoire de la défense, à Vincennes. Par ailleurs, dans le cadre du cycle de conférences « La guerre et la ville à travers les âges », Paul Hosotte viendra parler des « Deux batailles de Mexico (1520-1521) ».

Rens. 01.41.93.39.78.

FLORENCE AU LOUVRE

LES 2, 9 ET 16 FÉVRIER À 18 H 30



Cl. Hugh Ott

■ Le musée du Louvre poursuit son cycle de conférences sur « La gloire de Florence », consacré à ce XV^e-XVI^e siècle qui vit la ville toscane devenir la capitale de la Renaissance. L'œuvre du peintre et historien d'art Giorgio Vasari, en particulier, sera très largement abordée.

Rens. 01.40.20.51.86.

TRÉSORS ROYAUX EN BELGIQUE

LE 8 FÉVRIER À 10 H 30

■ Le musée royal de Mariemont, en Belgique, propose tout au long de l'année des colloques, cycles de conférences, concerts. La rencontre du 8 février portera ainsi sur « Bijoux mérovingiens de Trivières et des cours princières ».

Rens. 00.32.64.21.21.93.

INITIATIVES

L'AS ET LA DAME AU MUSÉE



Réunissant aussi bien un jeu du milieu du XV^e siècle que des pièces révolutionnaires ou des créations

de Jean Dubuffet, le tout premier musée de la Carte à jouer français a ouvert ses portes à Issy-les-Moulineaux.

DES FRÉGATES AU « CHARLES-DE-GAULLE »

Des premières frégates cuirassées, dans les années 1850, au porte-avion nucléaire *Charles-de-Gaulle*, le musée de la Marine, à Paris, inaugure ce mois-ci un nouvel espace, consacré à cent cinquante ans d'histoire navale contemporaine.

BOURSES ÉGYPTIENNES

La fondation suisse Michela-Schiff-Giorgini, fondée dans le but de promouvoir l'égyptologie, décerne chaque année une ou plusieurs bourses, destinées notamment à aider les chercheurs à publier leurs travaux.

Les dossiers de candidature doivent être déposés avant le 15 mars (c/o OFISA SA, chemin des Charmettes, 1003 Lausanne).

L'ARCHITECTURE EN ASSOCIATION

Parce que l'histoire de l'architecture est sous-représentée dans les expositions ou les colloques, une association réunissant enseignants, chercheurs, étudiants s'est constituée : grâce à des rencontres régulières, mais aussi un bulletin annuel et un annuaire détaillé de ses membres, elle entend promouvoir cette discipline auprès du grand public.

LE POINT SUR L'ACTUALITÉ

Tous les mois, un volume réunissant une sélection d'articles issus de l'ensemble de la presse nationale, portant sur la société, l'économie, la culture ou la géostratégie : c'est *Panorama. La presse parle* proposé par Teana Éditions. L'abonnement général (neuf rubriques) pour un an (11 numéros) est de 5427 F TTC.

CAMPAGNES À BEAUBOURG

LE 6 FÉVRIER À 19 H 30

■ « Les campagnes au XIX^e siècle : une histoire à réécrire ? », se demanderont Alain Corbin et Jean-Clément Martin lors d'une rencontre organisée par le Centre Georges-Pompidou. Ils étudieront dans quelle mesure l'accession du monde rural à la modernité, au siècle dernier, dissimule la perpétuation, ou le renouvellement d'un certain nombre de traditions.
Dans le Tipi (piazza).
Rens. 01.44.78.42.40.

FÉVRIER 1848/1998

LES 23, 24 ET 25 FÉVRIER

■ A l'initiative de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle, dont la présidence d'honneur est assurée par Maurice Agulhon, un colloque international reviendra sur les journées de février 1848. Avec de larges ouvertures sur les provinces et les colonies, mais aussi sur l'Europe et le « Printemps des peuples ».
A l'Assemblée nationale.
Rens. 01.40.63.69.78.

CONTE ARABE

LES 14 FÉVRIER ET 4 MARS À 15 H 30

■ Spectacles musicaux, ateliers artistiques... : l'Institut du monde arabe, à Paris, propose de nombreuses activités pour les publics de tous âges. Ce mois-ci seront ainsi racontées aux enfants, en français et en arabe, les aventures du héros légendaire Antar.
Rens. 01.40.51.39.12.

LA TOLÉRANCE À NANTES

LES 2, 23 ET 26 FÉVRIER À 18 H 15

■ Dans le cadre des cours publics donnés à Nantes à l'occasion du quatrième centenaire de la signature de l'édit de Nantes, Pierre Milza viendra s'interroger, le 2, sur les « Italiens en France : une intégration réussie ? ». Seront aussi abordés : exclusion et intégration des femmes dans la première moitié du XX^e siècle (le 23) et tolérance et intolérance en Bretagne au XVII^e siècle (le 26).
Rens. 3 rue Pierre-Benoît, 44000 Nantes.

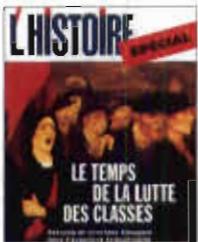
Rubrique réalisée par Cécile Rey

OFFRE SPÉCIALE

11 NUMÉROS DE L'ANNÉE 1996

pour **259 F** seulement au lieu de **404 F** (prix de vente au numéro)
ou **5 numéros au choix pour 149 F**

N° 195 janvier 1996 40 F



SPÉCIAL : Le temps de la lutte des classes. Patrons et ouvriers français dans l'aventure industrielle.
I. Capitalistes et prolétaires (1780-1880)
II. Le triomphe de la société industrielle (1880-1975).
III. La fin d'un monde (1975-2000...).

N° 200 juin 1996 36 F



DOSSIER : 1936 : La guerre d'Espagne.
Le Régent et ses courtisans.
Jérusalem : naissance d'une ville sainte.
La véritable histoire de Frankenstein.
Jean Vilar, le pape d'Avignon.

N° 203 octobre 1996 36 F



DOSSIER : L'Indochine au temps des Français.
Budapest, 1956 : l'insurrection Dieu, l'homme et le Mal dans la Bible.
L'assassinat de Raspoutine
Les Wisigoths en Espagne : splendeur et décadence.

N° 196 février 1996 36 F



DOSSIER : A bas l'impôt ! 300 ans de révolte contre le fisc.
Document : La vie quotidienne, il y a 8 000 ans.
La ligne de démarcation
Les enfants adoptés autrefois.
De Lancelot à Indiana Jones : la gloire des chevaliers

N° 201 juillet / août 1996 40 F



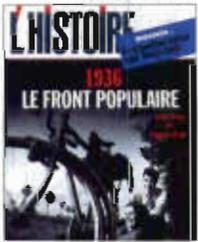
SPÉCIAL : L'explosion des nationalismes. De Volmy à Maastricht.
I. 1789-1815. L'Europe des nations.
II. 1815-1920. Le triomphe des nationalismes.
III. 1920-1996. Les tragédies du 20^e siècle.

N° 204 novembre 1996 36 F



SPÉCIAL : Les Français et l'argent.
Enquête sur la fortune des Français.
Les catholiques sont-ils de mauvais capitalistes ?
Banquiers et marchands du Moyen Âge
Mazarin, le cardinal millionnaire.

N° 197 mars 1996 36 F



1936 : Le Front populaire, vérités et légendes.
DOSSIER : La question noire aux États-Unis.
Dans le labyrinthe du roi Minos.
Grandeur et chute d'un conseiller du roi : l'affaire Pierre de La Brosse.
Princes et architectes de la Renaissance

N° 202 septembre 1996 36 F



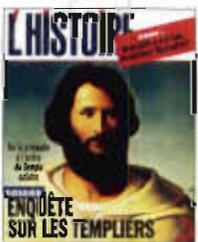
DOSSIER : Les batailles de l'école. De Jules Ferry à François Bayrou.
La légende de Clovis.
1956 : révélations sur la crise de Suez.
Les grands voyages des Romains.

N° 205 décembre 1996 36 F



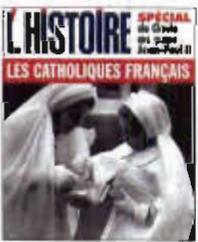
DOSSIER : Le temps des châteaux forts.
Hitler-Staline : la comparaison est-elle justifiée ?
Moïse et Pharaon : faut-il croire la Bible ?
Mermeoz vie secrète.
Le phénomène des enfants abandonnés.

N° 198 avril 1996 36 F



DOSSIER : Enquête sur les templiers.
Débat : Churchill a-t-il fait assassiner Mussolini ?
L'Europe sans défense : du blocus de Berlin à Sarajevo
Les Étrusques savaient lire l'avenir.
Les enfants criminels de la Belle Époque.

N° 199 mai 1996 36 F



SPÉCIAL : Les catholiques français.
De Clovis au pape Jean-Paul II
Naissance du peuple chrétien.
Dieu et Darwin.
Le temps des pèlerinages.
Les secrets d'un concile : Vatican II.
Jean-Paul II est-il démocrate ?

BON DE COMMANDE

(Offre valable jusqu'au 31 / 12 / 1997)

Je souhaite commander (cocher la case choisie) :

- 11 numéros de l'année 1996 au prix de 259 F ; Belgique : 1 950 FB ; Étranger : 340 F
 5 numéros de l'année 1996 au prix de 149 F ; Belgique : 990 FB ; Étranger : 170 F

Indiquer les 5 numéros choisis : _____

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Je règle aujourd'hui la somme de _____ F à l'ordre de L'HISTOIRE par chèque joint carte bancaire

Numéro _____ expire fin _____

signature obligatoire

A retourner à L'HISTOIRE - 57, rue de Seine 75280 Paris cedex 06.
Belgique : Promotion Soumillion, 9, avenue Van Kalkenlaan B-1070 Bruxelles.
Compte N° 210-0402415-14

PIERRE JOXE...

■ Pierre Joxe témoigne de ses « itinéraires » dans un livre-entretien avec Michel Sarrazin, *A propos de la France* (Flammarion). Proche de François Mitterrand depuis 1965, ancien ministre, l'actuel premier président de la Cour des comptes retrace dans ce premier volume l'itinéraire d'une famille républicaine. Il évoque aussi son père, Louis Joxe, l'un des proches du général de Gaulle.

... ET L'ÉDIT DE NANTES

■ Pierre Joxe signe également une réflexion sur *L'Édit de Nantes* (Hachette). Anniversaire autour duquel se bousculent les concurrents, notamment François Bayrou — ancien ministre de l'Éducation nationale — avec un essai chez Grasset, suivi d'un album, *Henri IV raconté* chez Perrin. Également sur les rangs : Janine Garrisson pour Fayard. Tandis que Thierry Wanegffelen élargit le débat vers une *Histoire européenne de la tolérance du XVI^e au XX^e siècle* (Le Livre de poche).

GORBATCHEV, AU SECOURS !

■ L'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a écrit au président de la Diète polonaise pour prendre la défense du général Jaruzelski. Celui-ci avait, en effet, bénéficié en 1996 du non-lieu voté par l'ancienne majorité ex-communiste à l'égard des auteurs du coup de force contre le syndicat Solidarité (1981). Or cette impunité vient d'être remise en cause par le centre-droit, vainqueur des élections. Mikhaïl Gorbatchev explique quelles étaient les relations entre le Politburo et la Pologne, et affirme que Jaruzelski a ouvert à son pays le « chemin de la démocratisation ».

BÉBÉS FOSSILES

■ Les paléontologues Dominique Gommery (Muséum d'histoire naturelle) et José Braga (université de Bordeaux-1) ont retrouvé, dans la région de Pretoria (Afrique du Sud), deux fossiles de bébés vieux de deux millions d'années. Ces petits enfants appartiennent à deux espèces distinctes qui cohabitaient alors : celle des *Homo habilis* et celle des australopithèques.

COMLOT À VICHY ?

■ Après avoir publié le *Journal de guerre* de Henri Qucuille, Olivier Dard rouvre le dossier de *La Synarchie* (Perrin). Depuis 1941, cette prétendue société secrète est suspectée d'avoir manipulé le pouvoir : Pétain, Darlan, voire la jeune IV^e République. Au-delà des hommes et des réseaux, l'historien s'intéresse au mythe du complot financier en politique.

CITIZEN PINAULT

■ Pierre Daix signe une biographie de François Pinault aux Éditions de Fallois. Il a eu accès aux archives personnelles et aux collections de ce petit patron breton devenu, depuis 1981, l'un des principaux dirigeants économiques français.

ROME À L'OUEST

■ Patrick Le Roux suit l'évolution du *Haut-Empire romain en Occident* (Le Seuil, « Points-Histoire »). D'Auguste aux Sévères, l'étude embrasse un vaste espace — de l'Écosse au Sahara —, mettant en valeur l'originalité politique, religieuse et culturelle d'un mouvement inscrit dans la longue durée. Ce livre se présente ainsi comme le pendant de celui de Maurice Sartre sur *L'Orient romain* disponible dans la même collection.

CHARLES QUINT ET JEAN-PIERRE SOISSON



■ Jean-Pierre Soisson rédige, pour Grasset, une biographie de Charles Quint prévue pour le cinquième anniversaire du maître de l'Europe... et de la Bourgogne. L'ancien ministre s'est rendu, pour cette entreprise, aux archives royales d'Espagne, puis au monastère de Yuste où se retira l'empereur à la fin de ses jours.

LA PLUS VIEILLE RELIGION

■ Jean Bottéro présente en « Folio-Histoire » (Gallimard) une synthèse inédite sur *La Plus Vieille Religion*, celle des Mésopotamiens. Il y décrit le panthéon des divinités. Ce premier système de croyances fut le creuset de ce qui deviendra le monothéisme.

VIVE LE BAS DE PAGE !

■ Pour Anthony Grafton, professeur à Princeton, une histoire de la note en bas de page s'impose. Il s'y livre avec humour dans *Les Origines tragiques de l'érudition* (Le Seuil), enquête à suspense parmi les annotations, les sources et les archives.

HOMÈRE, UNE LÉGENDE

■ Gregory Nagy, l'un des grands spécialistes de la civilisation grecque, fait le point sur Homère dans *Poetry as performance : Homer and beyond* (Cambridge University Press) et *Homeric Questions* (Texas University Press). Pour lui, une chose est sûre : Homère n'est qu'une figure de style. *L'Iliade* et *L'Odyssée* connurent longtemps de multiples versions « concurrentes » souvent retouchées.

HEINE ASSASSINÉ ?

■ Heinrich Heine (1797-1856) aurait-il été assassiné ? La question se pose depuis la découverte d'une concentration anormale de plomb (saturnisme) dans le corps du poète que l'on pensait, jusqu'à présent, mort d'une paralysie liée à la syphilis. L'analyse de ses cheveux pousse les experts à reprendre la thèse d'un empoisonnement, soit par des membres de sa famille, soit par des agents prussiens.

COLBERT ET LE MAL FRANÇAIS

■ Philippe Minard (université de Lille-III) fait revivre dans *Les Mémoires du colbertisme* (Fayard) l'action des enquêteurs, conseillers et contrôleurs qui sillonnent la France du XVIII^e siècle. Il réhabilite les « petits soldats du colbertisme », injustement accusés d'avoir étouffé, réglé et régenté l'économie.

BRILLAT-SAVARIN

■ Pascal Ory a établi le texte de la première édition scientifique de la *Physiologie du goût* d'Anthelme Brillat-Savarin (1825). Véritable testament gastronomique, cet ouvrage sera publié par l'Imprimerie nationale à l'automne prochain.

VIENNE, NOSTALGIE

■ Jean-Paul Bled, professeur à la Sorbonne, s'attache aux multiples visages de la capitale autrichienne dans son *Histoire de Vienne* (Fayard). Depuis l'installation des Habsbourgs au XIII^e siècle jusqu'à la ville nostalgique d'aujourd'hui, il rappelle les grandes heures de la Contre-Réforme, les audaces et les replis du XIX^e siècle, les années « rouges » puis les années « noires » du XX^e siècle.

Rubrique réalisée par Jean-Maurice de Montremy

Washington et Jefferson



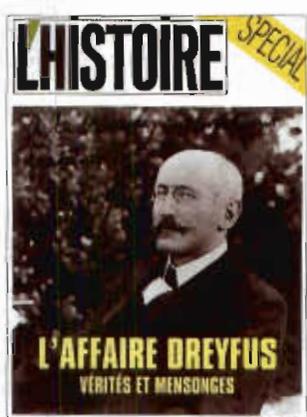
Les autorités scolaires de La Nouvelle-Orléans ont décidé, fin octobre, d'enlever son nom à l'école élémentaire George Washington. Elles appliquent ainsi la directive locale de 1992 interdisant qu'on honore « les anciens propriétaires d'esclaves ou d'autres personnes n'ayant pas respecté des chances égales pour tous ».

Or Washington (portrait ci-contre) possédait, à sa mort, trois cents esclaves dans sa plantation de Virginie. Si bien des généraux confédérés et autres gouverneurs du XIX^e siècle ont déjà fait les frais de cette « correction », c'est la première fois que Washington se trouve visé. L'embarras est grand dans le pays dont la capitale porte le nom du père-fondateur, également présent sur le mythique billet d'un dollar (sans compter cinq cents écoles). D'autre part, plusieurs Noirs se réclament aujourd'hui de la descendance qu'aurait eue Thomas Jefferson de son esclave Sally Hemmings. Ils se sont soumis, dans ce but, aux examens d'une équipe britannique d'Oxford, spécialisée dans les recherches sur l'ADN. Celle-ci a procédé à des prélèvements de sang sur dix-huit personnes (Blancs et Noirs) qui pensent être issues de l'ancien président.

Une association (blanche) des descendants de Jefferson s'indigne. Le président s'était toujours farouchement opposé au croisement des races... ■

L'HISTOIRE

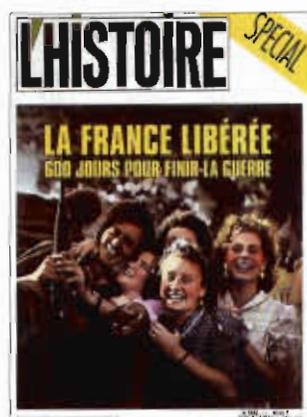
LES GRANDS CLASSIQUES



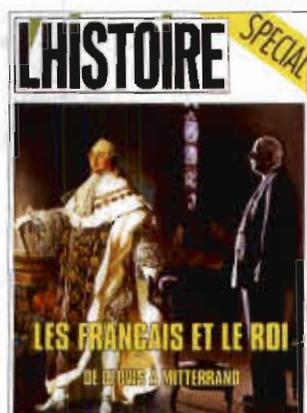
N° 173 - 40 F

OFFRE SPÉCIALE

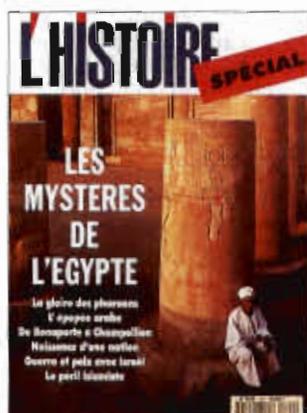
les 6 numéros
pour **165 F**
au lieu de **240 F***
*prix de vente au numéro



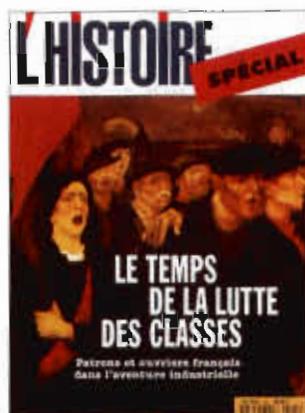
N° 179 - 40 F



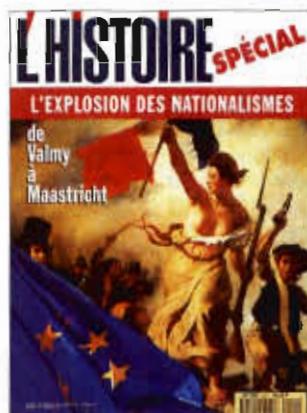
N° 184 - 40 F



N° 190 - 40 F



N° 195 - 40 F



N° 201 - 40 F

BON DE COMMANDE

(Offre valable jusqu'au 31 / 12 / 1997 - Délai de livraison : trois semaines)

Je profite de votre offre spéciale et choisis les 6 numéros pour 165 F (au lieu de 240 F) ; Belgique : 1 100 FB ; Étranger : 210 F.

Je préfère commander les numéros suivants : _____
au prix unitaire de 40 F ; Belgique : 292 FB ; Étranger : 45 F.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Je règle aujourd'hui la somme de _____ F à l'ordre de **L'HISTOIRE** par chèque joint carte bancaire

Numéro de CB _____ expire fin _____ mois _____ année _____ signature obligatoire

A retourner à **L'HISTOIRE** - 57, rue de Seine 75280 Paris cedex 06.
Belgique : Promotion Soumillion, 9, avenue Van Kalkenlaan B-1070 Bruxelles. Compte N° 210-0402415-14



EXPOSITIONS

MONTREUIL

PARIS

Dorothea Lange.

Jusqu'au 22 mars
à la Mission du patrimoine
photographique,
62 rue Saint-Antoine.

Des omnibus au métropolitain, un siècle de transports à Paris, 1830-1930.

Jusqu'au 15 mars
au musée de la Préfecture
de police, 1 bis rue des Carmes.

L'Égypte à Paris.

Jusqu'au 15 avril
au musée de la Légion d'honneur,
2 rue de Bellechasse,
et du 23 avril au 23 mai à la mairie
du X^e arrondissement.

La collection Lemme. Tableaux romains des XVII^e et XVIII^e siècles ; « La Vierge à l'enfant d'Issenheim », un chef-d'œuvre bâlois de la fin du Moyen Âge.

Du 13 février au 11 mai
au musée du Louvre.

Alfred de Vigny et les arts.

Jusqu'au 1^{er} mars
au musée de la Vie romantique,
16 rue Chaptal.

Égyptologie, le rêve et la science.

Jusqu'au 26 avril
à l'Espace Électra, 6 rue Récamier.

RÉGIONS

Au temps des mammouths. Scènes et objets de la préhistoire.

Jusqu'au 31 mai
à la Maison de l'archéologie,
16 rue Saint-Pierre, 28000 Chartres.

L'Arménie, des origines au IV^e siècle.

Jusqu'au 3 mai
au musée de la Civilisation
gallo-romaine,
17 rue Cléberg, 69005 Lyon.

Marc Bloch, historien, résistant.

Jusqu'au 28 février
au Centre d'histoire
de la Résistance
et de la Déportation,
14 avenue Berthelot, 69007 Lyon.

L'œil, le geste et l'espace. Une histoire de la représentation du travail.

Du 11 février au 11 mars
au Centre des archives du monde
du travail. 59000 Roubaix.

Les présidents de la République élus à Versailles de 1879 à 1953.

Jusqu'au 28 février au musée
Les grandes heures du Parlement,
château de Versailles.

Rubrique réalisée par Cécile Rey

Jo Privat, Émile Vacher, Yvette Horner... :
tous les maîtres de l'accordéon sont à retrouver à Montreuil.
Une plongée dans la culture populaire de l'entre-deux-guerres.

L'accordéon, roi du musette

L'Italien Charles Péguri, l'un des pionniers des bals musettes parisiens, Tony Murena, auteur de *Passion*, *Ma Godasse* ou *La Frivole*, Jo Privat, qui joua au dancing *Balajo* durant plus de cinquante ans, ou encore le « roi du musette », Émile Vacher, à qui l'on doit les polkas *Auteuil-Longchamp* ou *Flèche d'or* : ils sont tous là, les maîtres de l'accordéon, réunis, avec quelques-uns de leurs plus beaux instruments, par le musée de l'Histoire vivante de Montreuil.

Au son de valses et autres mazurkas interprétées par des musiciens venus spécialement sur place, et au fil de salles au décor joliment théâtral, se rejoue ainsi la rencontre, au début de ce siècle, dans le quartier des rues de Lappe et de Charonne, à Paris, des communautés auvergnate et italienne autour d'un instrument introduit dans les bals musettes lorsqu'en 1903 Antoine Bouscatel engage Charles Péguri dans son établissement. Mais aussi son succès fulgurant jusqu'au lende-



L'accordéon a accompagné les occupations d'usines en 1936 (ci-dessus) comme les *Tours de France d'avant-guerre* (cf. musée de Montreuil).

main de la Seconde Guerre mondiale : l'accordéon rythmera de ses airs les plus célèbres les Six Jours cyclistes de Paris comme les grèves de 1936, les revues de Mistinguett comme les dimanches dans les guinguettes des bords de Marne.

Photographies, partitions, affiches, instruments anciens nous permettent de suivre les premiers pas de la toute jeune Yvette Horner, de découvrir

quelques-unes des plus anciennes pièces, datant des années 1830, de saisir la structure et la fabrication complexes de l'accordéon.

Au-delà, c'est bien tout un pan de la culture populaire parisienne de la première moitié de ce siècle qui est évoqué. Une collection de jetons de bal vient ainsi rappeler les pratiques en cours dans les musettes jusque dans les années 1930 : les clients ne payaient que pour les valses et autres polkas auxquelles ils participaient ; celles-ci étaient donc interrompues pour permettre au tenancier de récolter auprès des danseurs — « *Passions la monnaie !* » — les jetons qu'ils s'étaient au préalable procurés à l'entrée de l'établissement ; l'opération terminée, le patron pouvait inviter l'orchestre à reprendre, au cri de *Envoyez la musique !*... ■

Jusqu'au 13 avril au musée de l'Histoire vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, 93100 Montreuil.

BRUXELLES

Infirmières ou résistantes, combattantes ou collaboratrices :
une exposition à Bruxelles s'intéresse aux femmes durant les conflits.

Quand les femmes font la guerre

Images de cuisinières ou de filles de joie derrière les troupes de l'Ancien Régime, d'infirmières soignant les « poilus » du premier conflit mondial, de résistantes risquant leur vie à transporter armes ou informations, d'ouvrières remplaçant les hommes à l'usine, de collaboratrices tondues... Les guerres ont conféré un statut particulier aux femmes, leur permettant d'occuper un rôle inédit dans la société, voire celui des hommes eux-mêmes. Ont-elles pour autant été pour ces mères, épouses, sœurs un moyen d'émancipation ?

C'est la question autour laquelle a été organisée une exposition proposée jusqu'à la fin du mois au centre d'études et de documentation Guerre et sociétés contemporaines de Bruxelles. Et qui, à travers œuvres peintes, gravures (ainsi *Les Misères de la guerre* de Jacques Callot), objets divers, costumes et, pour la période contemporaine, photographies, dramatiques — l'exécution d'une résistante — ou joyeuses — la déclaration d'armistice —, évoque la place des femmes au sein des combats, depuis ceux, limités, du XVII^e siècle, jusqu'aux guerres de masse puis totales de notre époque.

Or il apparaît bien que si c'est effectivement à la Libération que les femmes belges, comme les françaises, ont acquis le droit de vote, les conflits n'ont guère contribué, à étendre leurs droits civils ou politiques. Constat pessimiste pour une manifestation qui entend rappeler que les souffrances ont, quant à elles, été très également réparties entre les sexes. ■

Jusqu'aux 28 février aux Archives générales du Royaume, 8 rue Ruysbroeck, 1000 Bruxelles.

Comment les artistes ont-ils témoigné « à chaud » des journées révolutionnaires de 1848 ? C'est ce qu'étudie, à l'occasion de leur cent cinquantième anniversaire, une exposition à l'Assemblée nationale.

1848 : la révolution en images

Son air plein d'assurance n'autorise aucune contestation : les notables l'ont bien compris qui s'affolent à l'arrivée, dans la pièce où ils étaient réunis, de la République coiffée de son bonnet phrygien, osant à peine porter leur regard sur cette incarnation de tout ce qu'ils détestent et redoutent.

Ce dessin d'Honoré Daumier titré « Le dernier Conseil des ministres » et publié dans *Le Charivari* du 9 mars 1848 est assez représentatif de la production artistique qui accompagna la révolution de 1848 : n'illustre-t-il pas la certitude des républicains qui crurent durant quelques semaines que le régime qu'ils appelaient de leurs

La période s'accompagne d'une profusion d'images qui entendent rendre compte des victoires ou défaites des républicains, mais aussi des convictions, espoirs, enthousiasmes, déceptions de leurs auteurs — anonymes, le plus souvent.

Une profusion dont témoigne aujourd'hui une très large exposition proposée à l'Assemblée nationale. Elle rassemble des tableaux, sculptures, objets, mais surtout estampes (lithographies et gravures présentées en très grand nombre) produits « à chaud » dans toutes les capitales européennes embrasées par le « Printemps des peuples » — la manifestation voyagera d'ailleurs, après Paris, en Italie, Suisse et Allemagne.



Les révolutionnaires de 1848 : des ivrognes défaits aux yeux des Anglais... (dessin de Gavarni, Bibliothèque nationale de France).

LA RÉPUBLIQUE, L'INSURGÉ ET LE GAMIN DE PARIS

A travers plus de cent pièces sont évoquées la « campagne des banquets », lancée en 1847 par les républicains en vue d'obtenir du pouvoir une réforme électorale et parlementaire, l'abdication de Louis-Philippe aux Tuileries le 24 février, les personnalités de Ledru-Rollin, Lamartine, George Sand... Puis les journées sanglantes de juin qui mirent un terme à l'insurrection populaire.

Une maquette en bois vient ainsi rappeler qu'il fallut élever une salle provisoire dans la cour du Palais-Bourbon pour accueillir les neuf cents « représentants » élus aux législatives des 23 et 24 avril. Un ensemble d'assiettes, foulards, statuettes témoigne de l'énorme retentissement qu'eut, le 25 juin, la mort de l'archevêque de Paris, Mgr Affre, tué par un faubourien isolé sur une barricade de la place de la Bastille alors qu'il parlementait avec les insurgés. Une série d'estampes anglaises, encore, révèle le regard ironique et condescendant que portaient les Britanniques sur les événements parisiens, preuve éclatante que ces Français étaient incapables de

régler leurs crises politiques autrement que dans un bain de sang...

En quelques semaines, réagissant à l'événement, les artistes forgent et diffusent les symboles et les allégories de notre mythologie républicaine. La République elle-même, bien sûr, représentée sous les traits d'une femme, on l'a vu avec Daumier. Mais aussi l'insurgé sur sa barricade, inspiré du tableau que Delacroix réalisa après les journées de 1830, et représenté notamment par Courbet pour la vignette du titre de l'éphémère *Salut public*. Ou encore le drapeau tricolore, le gamin de Paris ou l'étudiant et le soldat main dans la main.

Ce que souhaitent ces peintres, dessinateurs de presse, c'est montrer une insurrection glorieuse et fraternelle, bien éloignée des violences de la Grande Révolution. « Ça, c'est pour l'ennemi du dehors ! », s'exclame, en légende d'une lithographie, un homme désignant son fusil. Et, alors qu'il glisse son bulletin de vote dans l'urne : « Pour le dedans, voici comment l'on combat loyalement les adversaires. » Tandis que le roi s'esquive discrètement à pied, sac au dos, sans que personne n'y prête attention. Un départ qui, cependant, n'implique pas le rejet des valeurs chrétiennes par les révoltés, comme le révèle ce dessin d'un

homme des barricades représenté sous les traits de Jésus...

Autant, toutefois, les journées de février sont édulcorées par ceux qui s'en font les témoins, autant celles de juin sont dramatisées : ce sont maintenant les maisons qui s'écroulent comme après un cataclysme, les fusils qui fument, les corps qui s'entassent. Meissonnier peindra dans sa *Barricade, rue de la Mortellerie* une voidépavée où gisent les cadavres après les massacres.

La gravure comme la lithographie ont ainsi constitué en 1848 un véritable outil de propagande ; en février les artistes se sont faits les promoteurs des réformes, en juin les spectateurs critiques de la révolte populaire. L'impact de leur production a alors été d'autant plus déterminant que cette « mise en image » des événements parisiens — ceux qui surviennent à Rouen, Lyon ou Marseille ne sont qu'exceptionnellement évoqués — a été largement diffusée dans les provinces, à une époque où cette forme de reportage représentait une source essentielle d'information.

Du 5 février au 30 mars dans la Galerie des fêtes de l'Assemblée nationale, 35 quai d'Orsay, 75007 Paris.



La République de 1848, tableau de Jean-Léon Gérôme (Paris, musée du Petit-Palais).

vœux n'avait qu'à se manifester pour s'imposer ? « Je me rappelle [cette] esquisse où vous rendiez sensible, même aux plus simples, le droit de la République, souligne à son propos Michelet dans une lettre adressée à Daumier en 1851. Elle rentre chez elle : elle trouve les voleurs à table qui tombent à la renverse. Elle a la force et l'assurance de la maîtresse de maison. La voilà définie et son droit clair pour tous. Elle seule est chez elle en France. »

Le dessinateur du *Charivari* n'est pas le seul à avoir « couvert » les événements de 1848.

AGENDA

● « **LE MAGAZINE CULTUREL** », animé par Jean-Maurice de Montremy, sera consacré à « **1938 : LE TRIOMPHE DES NAZIS** ». Sur RFI (89 Mhz à Paris), le 9 février à 16 h 10 et 21 h 40.

● **JOËL CALMETTES** et Erik Orsenna nous invitent le 1^{er} février, dans le cadre de l'émission « Naturellement », sur France 2, à un **VOYAGE SUR LE FLEUVE NIGER**. Le 8, c'est Frédéric Compain et Jean-Noël Jeanneney qui nous emmèneront sur les **RIVES DU RHIN**.

● **ARTE** propose, dans le cadre des « Mercredis de l'histoire », du 11 février au 18 mars, une nouvelle série de six numéros inédits des « **COMPLICES DE HITLER** », documentaire allemand de Guido Knopp. Eichmann, Ribbentrop, Schirach, Mengele, Freisler et Bormann.

● **SUR ARTE TOUJOURS**, dans le cadre de « Grand Format », le vendredi à 22 h 15, un documentaire : « **DU GOLFE AU KURDISTAN : APRÈS-DEMAIN LE DÉLUGE** » (13 février), un voyage géopolitique de l'embauchure du Tigre et de l'Euphrate dans le golfe Persique, jusqu'aux sources des deux fleuves en Turquie.

● « **LIEUX DE MÉMOIRE** », l'émission diffusée sur France-Culture le jeudi de 21 h à 22 h, propose en février : « **LE PÈRE LACHAISE** » par Irène Omélianenko (le 5), « **LA BIBLIOTHÈQUE ROSE** » par Ruth Stégassy (le 12), « **L'ACADÉMIE DES SCIENCES** » par Catherine Poalehi (le 19) et « **LA LIGNE MAGINOT** » par Katarina von Bülow (le 26 février et le 5 mars).

« **LE MAGAZINE DE L'HISTOIRE** », l'émission présentée tous les samedis à 21 h par **HISTOIRE**, sur TPS et le câble, avec « **L'HISTOIRE** », et animée par Patricia Martin, propose notamment :

LE 31 JANVIER :
« 1938, le triomphe des nazis », avec Philippe Burrell ;

LE 14 FÉVRIER :
« La révolution de 1848 », avec Michelle Perrot ;

LE 21 FÉVRIER :
« Les années de Gaulle », avec Serge Berstein.

**Rubrique réalisée
par Laurent Neumann**

Après *La Liste de Schindler* consacré à la Shoah, le réalisateur américain Steven Spielberg aborde le drame de l'esclavage noir aux États-Unis.

Les combats de Steven Spielberg

Amistad, le dernier long métrage de Steven Spielberg, aurait pu constituer une grande leçon d'histoire « afro-américaine ». Il aurait pu être à l'esclavage noir ce que *La Liste de Schindler* fut au génocide juif : un monument du cinéma hollywoodien. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le réalisateur de *ET* s'attaque à cette question. Il l'avait déjà fait, de manière magistrale, dans *La Couleur pourpre*. *Amistad* est sans doute une formidable dénonciation des horreurs de l'esclavage aux États-Unis, mais à vouloir instruire autant que divertir, ce film constitue avant tout un conte « politiquement correct » où les Blancs et les Noirs apparaissent sous leur meilleur jour.

Durant l'été 1839, cinquante-trois Africains enlevés à leur terre natale sont enfermés dans la cale d'un bateau. Alors que cette goélette, *La Amistad*, se dirige vers les côtes américaines, ces esclaves se rebellent, s'arment et exigent leur liberté. Ils n'ont qu'un but : revenir en Afrique. Proches de Cuba et sans aucune expérience de la navigation, ils décident alors de faire confiance à deux des survivants de l'équipage. Quelques semaines plus tard, ils accostent sur les rivages du Connecticut.

Là, à New Haven, ils sont incarcérés et accusés de meurtre et de piraterie. Un esclave affranchi et un homme d'affaires abolitionniste prennent alors leur défense et engagent un jeune avocat. C'est le début d'un procès exemplaire qui passionnera l'Amérique tout entière.

Les « Amistads » sont-ils des esclaves en fuite ou des hommes libres ? Le président Van Buren, esclavagiste, préconise qu'ils soient jugés pour meurtre. Un groupe abolitionniste, conduit par l'ex-président des États-Unis (1825-1829) John Quincy Adams, souhaite soulever un débat national sur la question. L'épopée de ces esclaves noirs suscita « *la compassion de la nation américaine* » et, en février 1841, la Cour suprême ordonna finalement leur remise en liberté.



Djimon Hounsou dans *Amistad* (cf. Foto Blitz/Stills).

**« CE PAYS
N'A JAMAIS
REGARDÉ
SON PROPRE
HOLOCAUSTE
EN FACE »**

Morgan Freeman interprète l'abolitionniste Theodore Joadson, ancien esclave affranchi — son personnage est en fait la synthèse de plusieurs personnalités noires de l'époque —, et Matthew McConaughey le jeune avocat Roger Baldwin. Djimon Hounsou, superbe de vérité, joue le rôle du fermier africain Cinqué, chef de la rébellion sur le bateau. Nigel Hawthorne incarne Martin Van Buren, défenseur acharné de l'esclavagisme, qui se servira de cette affaire pour tenter de préparer sa réélection.

Quant à Anthony Hopkins (qui a déjà joué Nixon à l'écran), il interprète le puritain et moraliste John Quincy Adams. Son immense talent d'orateur (on le surnommait « *Old man eloquent* ») convaincra les juges de la Cour

suprême de libérer Cinqué et ses compagnons.

Steven Spielberg lui-même prétend qu'il s'agit du film « *le plus important* » de sa carrière. Jamais, depuis le mouvement des droits civiques dans les années 1960, la question raciale n'aura été autant au cœur des débats outre-Atlantique. On remet aujourd'hui en cause la politique d'« *affirmative action* » (discrimination positive) favorisant l'accès des minorités à l'enseignement supérieur et à l'administration. De très nombreux livres viennent d'être publiés, les uns soulignant le rôle prépondérant de la minorité noire américaine, les autres la persistance d'un racisme latent dans certains États de l'Union.

Plusieurs villes à majorité noire ont récemment débaptisé des écoles portant le nom de personnalités ayant eu à leur service des esclaves noirs (à commencer par George Washington lui-même). Christie's a même dû renoncer, en novembre dernier, à une vente d'antiquités liées au commerce des esclaves. Et quand un parlementaire de l'Ohio a proposé que les États-Unis fassent officiellement repentance auprès des Noirs, 75 % des Noirs américains l'ont approuvé, 75 % des Blancs l'ont désapprouvé. « *Ce pays n'a jamais regardé son propre Holocauste en face* », a résumé l'historien John Hope Franklin.

Pour éviter toute critique, Steven Spielberg a confié la production du film à une femme noire, l'actrice et réalisatrice de séries télévisées Debbie Allen. Il s'est entouré des plus grands intellectuels que compte la communauté noire aux États-Unis : les professeurs d'Harvard Henry Louis Gates et Cornel West, le réalisateur Spike Lee, le musicien Quincy Jones... Les figurants du film ont été recrutés en Afrique. Enfin, sur le tournage, seuls des Noirs ont été autorisés à passer les chaînes et les fers aux acteurs noirs interprétant les esclaves, de peur de réveiller un passé encore à vif. ■

RADIO

L'Histoire en direct, sur France-Culture, reviendra, les lundis 2 et 9 février, sur la réglementation des publications destinées à la jeunesse. Une loi de censure empreinte d'antiaméricanisme.

Suzette contre Mickey

Le 16 juillet 1949, l'Assemblée nationale votait une loi destinée à réglementer les publications pour la jeunesse. Elle instituait en fait une commission de contrôle chargée de vérifier le contenu des journaux et des bandes dessinées pour enfants. A cette époque, la majorité parlementaire avait deux cibles désignées : le groupe Opera Mundi dirigé par Paul Winckler, les Éditions mondiales de Cino Del Duca, principaux importateurs, en France, de bandes dessinées américaines. L'intention du législateur consistait alors à condamner les bandes dessinées trop violentes ou contenant des allusions sexuelles. L'apologie du crime, sous toutes ses formes, était bannie ; les dessins trop déshabillés étaient gouachés, voire éliminés.

Ce texte, assimilé à une véritable loi de censure, plonge ses racines dans la France d'avant-guerre, lorsque les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire s'attaquaient à la vulgarité et à la bêtise du *Journal de Mickey*, de *Tarzan* ou de *Mandrake*. A la Libération, ce sont les catholiques et les communistes, propriétaires des deux grands groupes de presse



enfantine, Cœurs vaillants et Vaillant qui reprennent ces critiques à leur compte. Il est vrai que face au *Journal de Mickey* (qui tire à huit cent mille exemplaires), *La Semaine de Suzette* ne fait pas le poids.

Le lobby catholique cherche avant tout à défendre certaines valeurs morales. Les représentants du parti communiste, quant à eux, y ajoutent une forte dose d'antiaméricanisme. D'où, d'ailleurs, le titre de l'émission que consacre à cette loi de 1949 *L'Histoire en direct*, sur France-Culture, les lundis 2 et 9 février de 21 h à 22 h : « 1949 : Tarzan, go home ! » La guerre froide ne fait que

commencer. Très vite, les professionnels de la bande dessinée obtiendront même que les dessins français soient estampillés comme tels grâce à un petit logo en forme de coeotte en papier...

Dans les années 1960, et ensuite dans les années 1970, cette loi protectionniste, toujours en vigueur aujourd'hui, deviendra un instrument de censure pur et simple à l'encontre de dessinateurs français et de journaux comme *Fluide glacial* ou *Pilote*. Dès lors, les dessinateurs français, qui avaient pourtant milité en faveur de cette loi, n'auront qu'une idée en tête : la faire abroger. En vain.

Pour retracer cette peu banale aventure législative, Emmanuel Laurentin a invité René

Finkelstein, fondateur du groupe de presse Fleurus, Eudes de La Poterie, spécialiste de la presse pour enfants, Raymond Labois, membre de la première commission instaurée en 1949 et ancien rédacteur en chef de *Cœurs vaillants*, Philippe Farinc, ancien député MRP, Raymond Poivet, créateur des *Pionniers de l'espérance*, mais aussi Uderzo, le père d'Astérix, Morris, le père de Lucky Luke, ainsi que des éditeurs et des historiens. ■



La revue Cœurs vaillants (ci-contre) n'a pas toujours fait le poids, dans le cœur des petits Français, face au mastodonte américain Le Journal de Mickey (en-haut, couvertures datant respectivement de 1954 et 1957, cf. collection Jonas et Kharbine/Tapabor).

ESPOIR EN AFRIQUE DU SUD

Le 3 février, dans le cadre de l'émission « LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE », présentée par Alexandre Adler, Arte rediffuse « BIENVENUE PARMI LA RACE DES HOMMES », un documentaire de Betty et Matthew Wolpert, tourné en 1995, un an à peine après les premières élections libres et démocratiques en AFRIQUE DU SUD.

La réalisatrice, Betty Wolpert, une Sud-Africaine blanche, était alors retournée sur les lieux mêmes du tournage de son précédent film « MAMA,



Bienvenue parmi la race des hommes : une série de témoignages sur l'Afrique du Sud d'après apartheid (cf. Arte).

I'M CRYING » (« Maman, je pleure »), réalisé en 1985. Le constat de Betty Wolpert sur la situation de SOWETO, au plus fort de la politique d'APARTHEID, était

alors désespéré. Dix ans plus tard, elle a retrouvé les témoins de son premier film qui, entre-temps, ont enduré les pires souffrances. Mais ce dernier documentaire propose un message d'espoir et de confiance.

Il suit les premiers pas des deux communautés dans leur volonté commune de se construire une vie paisible.

NIELSON MANDELA, soixante-dix-neuf ans aujourd'hui, est au pouvoir jusqu'aux prochaines élections, en 1999.

L'heure est désormais au dialogue, sinon au pardon.

Ce film, très personnel, raconte l'histoire de l'apartheid,

à travers celle de ces hommes et de ces femmes qui se sont entre-déchirés. Betty Wolpert nous envie notamment à la rencontre émouvante entre deux familles, l'une noire, l'autre blanche. Le fils de la première, un adolescent de dix-huit ans, avait commis un attentat à la bombe dans un supermarché, entraînant la mort du fils de la seconde, âgé de sept ans à peine. Il avait été condamné à mort et exécuté. Pour la première fois depuis ces événements tragiques, les parents se réunissent, parlent et partagent leur deuil. ■

L'énigme Pierre Brossolette

Pierre Brossolette, résistant de la première heure, s'est suicidé en mars 1944 parce qu'il avait été arrêté par la Gestapo. Cette figure de légende de la France libre fait actuellement l'objet de deux biographies aux conclusions contrastées. C'est, nous explique François Bédarida, ancien directeur de l'Institut d'histoire du temps présent, que l'« énigme Brossolette » n'est toujours pas élucidée.

François Bédarida,
directeur de recherche
au CNRS

L'HISTOIRE : Pierre Brossolette, c'est d'abord une figure de légende de la Résistance française ?

FRANÇOIS BÉDARIDA : Absolument. Du fait de sa mort héroïque d'abord : lorsqu'en mars 1944 il se retrouve aux mains de la Gestapo à Paris, après plus d'une journée de torture il se jette par la fenêtre du cinquième étage et meurt dans les heures qui suivent. Personnage de légende, aussi, par son parcours exemplaire, qui l'a mené, de son engagement actif dans la Résistance en zone occupée début 1941, à Londres où il est devenu une figure majeure de la France libre.

“ UN ÊTRE
BRILLANTISSIME
À L'INTELLIGENCE
ÉBLOUISSANTE ”

L'H. : Un gaulliste de la première heure ?

F. B. : Il a en tout cas voulu faire du gaullisme le creuset de la France nouvelle, en ralliant à lui l'ensemble des familles politiques. Il considérait que la défaite avait scellé le sort de l'ancien système des partis et que le gaullisme offrait une occasion unique de rénovation.

L'H. : Est-ce que, selon vous, on a dessiné de Pierre Brossolette une image d'Épinal, qui serait aujourd'hui reconsidérée ? Est-ce que, jusqu'aux deux derniers livres qui viennent de paraître sur lui, sa vie n'aurait été relatée que par des auteurs trop



Pierre Brossolette a, en 1942 et 1943, joué le rôle d'intermédiaire entre la Résistance intérieure et la Résistance extérieure. Ci-dessus : l'une de ses fausses cartes d'identité. Page de droite : à Londres en 1942 ou 1943, enregistrant pour la BBC l'un des discours qui le rendirent célèbre (cf. Keystone).

proches de lui, trop favorables à ce qu'il était, ou représentait ?

F. B. : A vrai dire, il y a eu d'abord deux livres écrits par des membres de sa famille : son beau-frère, René Ozouf, au lendemain de la guerre, et surtout le bel ouvrage de sa femme, Gilberte, qui rassemble des souvenirs et des témoignages. Évidemment, ces livres ne prétendent pas à la scientificité, mais ils sont loin de l'imagerie d'Épinal.

Aujourd'hui viennent de sortir coup sur coup deux livres, l'un écrit par Guy Perrier¹, vivant, de lecture agréable, mais unilatéral et frisant l'hagiographie, l'autre, de Guillaume Piketty², est un gros et savant ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'Institut d'études politiques de Paris. C'est là le premier travail d'historien, fondé sur des archives, et retraçant l'itinéraire complet de Brossolette de sa jeunesse à sa mort.

Né en 1903, il avait été un étudiant brillant, reçu premier

à l'École normale supérieure, second à l'agrégation d'histoire, puis un journaliste remarqué et un militant socialiste de haut vol. Lui qui avait été un fervent de la paix et de la Société des nations, quand Hitler est arrivé au pouvoir, il a immédiatement évalué à sa juste mesure le danger. En 1938, il a été antimunichois.

L'H. : Qu'est-ce qui fait qu'on l'envoie à Londres en 1942 ?

F. B. : Non seulement la qualité des renseignements et des observations qu'il fait parvenir par son réseau, la Confrérie Notre-Dame du colonel Rémy, mais aussi les remarquables analyses qu'il donne, dans ses rapports, de la France occupée. Vous savez, Brossolette, c'est l'homme de tous les talents : un être brillantissime, à l'intelligence éblouissante, à la mécanique intellectuelle hors pair, aux dons de parole et de plume. En même temps, c'était un homme désintéressé et d'un grand courage.

L'H. : Et une fois à Londres ? Durant l'année 1942 et l'année 1943, son rôle a été celui d'un intermédiaire entre l'Angleterre et la France occupée ?

F. B. : Oui, une sorte de passeur entre la Résistance extérieure et la Résistance intérieure. Il effectue d'ailleurs en France trois dangereuses missions, à l'été 1942, au début de 1943, à l'automne 1943. A Londres, il a acquis une stature de premier plan. Il parle à la BBC, où il délivre plusieurs messages très importants — certains discours sont de véritables morceaux d'anthologie.

Son nom devient connu des Français, d'autant qu'il allie le sens des formules — ainsi quand il baptise les résistants de base les « soutiers de la gloire » — à un lyrisme qui n'appartient qu'à lui. Surtout, il est le numéro deux du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action), adjoint du colonel Passy : dans cet organisme qui sert de bras exécutif à la France libre, il est chargé des responsabilités politiques.

L'H. : Après les réussites et la gloire de l'année 1942 et des premiers mois de 1943, commence à partir de l'été une période sensiblement plus sombre ?

F. B. : Oui, et Guillaume Piketty, dans sa thèse, intitule même cette période « La Roche Tarpéienne ». Mais il faut d'abord souligner l'apport considérable de Brossolette lors de ce que l'on a appelé la mission « Arquebuse-Brumaire », effectuée conjointement à Paris au début de 1943 par Passy (nom de code « Arquebuse ») et par Brossolette (nom de code « Brumaire »). Leur tâche consiste à coordonner et organiser l'ac-

NOTES

1. G. Perrier, *Pierre Brossolette, le visionnaire de la Résistance*, Paris, Hachette, 1997.

2. G. Piketty, *Pierre Brossolette, héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998.

tion des mouvements de Résistance qui se sont multipliés en zone occupée.

Brossolette s'y dévoue corps et âme, déployant une activité débordante. Cela l'amène également à préparer l'unification de la Résistance, par la création d'un Conseil national de la Résistance. Et c'est là qu'éclate le conflit devenu célèbre avec Jean Moulin, délégué personnel et représentant du général de Gaulle.

L.H. : Un affrontement violent ?

F.B. : A coup sûr, le conflit a été vif. D'abord parce qu'il comportait une dimension personnelle. Se trouvent, en effet, face à face, deux tempéraments, tous deux entiers, obstinés, autoritaires, deux personnalités aux antipodes l'une de l'autre : Pierre Brossolette, je vous l'ai dit, est un intellectuel, brillant, passionné, mais personnel et solitaire ; Jean Moulin est un haut fonctionnaire, discipliné, ayant le sens de la hiérarchie, viscéralement habitué par le sens de l'État.

Surtout, il y a entre eux des divergences de fond sur deux enjeux essentiels : faut-il faire une place aux partis politiques au sein du CNR ? Convient-il d'y accorder un siège au Front national, émanation du parti communiste, alors que celui-ci est déjà assuré d'y avoir un représentant ? Brossolette, comme beaucoup de résistants, est hostile à la réapparition des vieux partis politiques dans l'organe central de la Résistance, alors que de Gaulle l'exige.

Pour le chef de la France libre, cette concession faite aux partis, même discrédités, c'était le seul moyen d'asseoir son autorité et sa représentativité vis-à-vis des Anglais et surtout des Américains. Car il faut bien voir que le général de Gaulle était alors dans une position très fragile et très menacée, notamment face à Giraud, et il a été à deux doigts de perdre la partie (souvenons-nous que Roosevelt a parlé un jour de l'envoyer comme gouverneur à Madagascar...).

Pourquoi Brossolette, si expert en matière internationale, n'a-t-il pas évalué à sa juste mesure le poids de ce facteur capital dans la stratégie de De Gaulle ? On le saisit mal.

L.H. : Comment le conflit entre Jean Moulin et Pierre Brossolette a-t-il pris fin ?

F.B. : Après une vive altercation, c'est Jean Moulin, muni des instructions du Général, qui a eu le dernier mot. Les partis politiques sont entrés au CNR, et Brossolette est reparti pour Londres.

L.H. : Discrédité ?

F.B. : Assurément son influence tend à décliner. Mais le véritable test survient durant l'été 1943. Vous savez que le 21 juin, Jean Moulin est arrêté à Caluire et que, sauvagement torturé par la Gestapo, il meurt quelques jours plus tard. D'où une question cruciale pour la Résistance : qui va lui succéder ? Le premier nom qui vient à l'esprit, c'est celui de Brossolette.

Or il est écarté car, comme le montre bien Guillaume Piketty, l'opposition à un tel choix est unanime, venant aussi bien des chefs de la Résistance intérieure que des responsables de Londres et d'Alger.

On assiste à un véritable tir de barrage contre lui. De Gaulle lui-même finit par choisir l'ancien préfet Émile Bollaert pour diriger sa délégation en France.

L.H. : Pourquoi une telle hostilité ? Était-ce une question de personnalité, de méthodes, de stratégie ?

F.B. : Plusieurs données ont joué. En fait, Pierre Brossolette était plus admiré qu'aimé. On le jugeait ambitieux. On redoutait son esprit sarcastique qui n'épargnait personne. Compte tenu des rapports difficiles et souvent tendus entre dirigeants de la Résistance et entre Résistance extérieure et Résistance intérieure, il fallait une personnalité capable d'obtenir l'adhésion des uns et des autres. C'est pourquoi il s'est avéré impossible de faire de lui le successeur de Jean Moulin.

Toujours passionné d'action (« *Je ne veux pas devenir un rond-de-cuir de la Résistance* », avait-il confié à sa femme), il sollicite alors une nouvelle mission en France, à laquelle le général de Gaulle ne consent qu'avec hésitation : « *Surtout, Brossolette, lui*

recommande-t-il, *ne brutalisez pas la Résistance !* » Ce sera sa dernière mission, la plus longue, la plus dramatique, la plus décevante aussi, dans la mesure où il y accumule les déboires.

Comme Bollaert manque d'expérience, Brossolette est chargé de l'introduire et de le piloter dans les milieux de la Résistance, mais ceux-ci souffrent de graves dissensions internes, tandis que des pertes terribles éclaircissent les rangs.



“ CE N'EST PAS
LUI QUI A EU
L'HONNEUR
DU PANTHÉON ”

Dans un contexte aussi éprouvant, certaines des initiatives de Brossolette ont du mal à passer. Contesté, souffrant de sa relative marginalisation, il envoie des rapports amers. Londres a beau lui ordonner de rentrer, il prolonge sa mission.

L.H. : Mais il est arrêté alors qu'il s'apprêtait à repartir ?

F.B. : Oui, à la fin de 1943, il a fini par se résoudre à regagner Londres. Mais les liaisons aériennes sont interrompues pendant plusieurs semaines en raison des mauvaises conditions atmosphériques. Aussi décide-t-on de rapatrier Brossolette en Angleterre par la mer. Il s'embarque donc au début de février 1944, en Bretagne, sur une vieille pinasse appelée — ironie du sort — *Le Jouet des flots*. Celle-ci, après quelques embardées dans la tempête, vient s'échouer sur une plage près d'Audierne.

Un détail stupide provoque l'arrestation de Brossolette et de ses compagnons : il leur manque le laissez-passer permettant de circuler sur la bande littorale de cinq kilomètres de large le long de la côte. Ils sont aussitôt incarcérés à la prison de Rennes et assez vite Brossolette est identifié. Il est alors transféré à Paris et interrogé dans les locaux de la Gestapo, avenue Foch. C'est là qu'il se suicide.

L.H. : Depuis cette disparition tragique, quel a été son statut dans la mémoire de la Résistance ?

F.B. : Il en a toujours été et il en demeure une figure de proue, même si l'on peut estimer que l'homme, au cours de ces années, n'a pas exercé des responsabilités à sa pleine mesure, par exemple au Comité national de la France libre à Londres ou au Comité français de libération nationale à Alger. De fait, par la suite, ce n'est pas lui qui a eu l'honneur du Panthéon : c'est Jean Moulin qui y est entré.

L.H. : Peut-être parce que c'était un intellectuel plutôt qu'un politique ?

F.B. : Non. Brossolette avait compris tout de suite que la politique était au cœur de la Résistance. Mais sa stratégie et sa personnalité ne concordaient pas toujours. Si son patriotisme et sa volonté de servir étaient immenses, il était souvent desservi par les apparences : de là ses grandeurs, mais aussi ses points faibles.

Au fond il y a une « énigme » Pierre Brossolette — l'expression est de Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Pour sa part, Daniel Cordier a parlé de « héros prométhéen ». C'est un fait que le tragique de sa vie, que ce soit à Londres ou en France occupée, a précédé le tragique de sa mort.

Toutefois, les insuccès politiques et les ambitions déçues du combattant ont été oubliés par le triomphe moral du héros, dont le sacrifice a scellé le destin à jamais. Vue sous cet angle, la figure de Pierre Brossolette nous lègue une grande leçon à méditer.

(Propos recueillis par Véronique Sales.)

Ce nombril qu'on dit charnel...

L'été dernier — qui ne l'a pas remarqué ? — a vu s'afficher le nombril. Si le sein s'est dévoilé dès le Moyen Age, le ventre jusque-là se livrait peu. Depuis que, commentant la Bible, les Pères de l'Église en avaient fait le symbole du désir féminin, le nombril a été l'objet d'un tabou puissant, enraciné dans la culture de l'Europe.

Jacques Berlioz,
directeur de recherche
au CNRS

L'été dernier — qui ne l'a pas remarqué ? — a vu s'afficher le nombril. Certes, depuis les années 1960, la mode du costume de bain deux-pièces (ou bikini) l'avait mis en valeur. Mais sur les plages. Le couturier français Pierre Courrèges avait aussi imaginé en 1966 des pantalons en paillettes argentées portés avec une large crinoline ouverte sur le devant qui laissait à découvert un triangle de ventre et, naturellement, le nombril. Cette exhibition restait cependant confinée dans un contexte urbain et mondain.

**« UNE COUPE
OÙ LE VIN
NE MANQUE PAS »**

Voilà que montrer franchement le nombril semble entré dans les mœurs françaises, sinon occidentales. Or le nombril est un signal érotique fort. Et sa victoire est sans conteste le viol d'un tabou puissant, bien enraciné dans la culture européenne. Car si le sein se dévoile généreusement depuis le Moyen Age (qui invente le décolleté), le ventre, jusque-là, se livrait peu¹.

Pour comprendre la fin de cet interdit, il faut remonter à l'usage que les auteurs chrétiens firent de la Bible. Selon la traduction latine — la *Vulgate* — qu'en fit saint Jérôme vers 390-405, le mot *umbilicus* se trouve six fois dans l'Ancien Testament. Dans Ézéchiel, il désigne le cordon ombilical ; dans les Proverbes, il renvoie au corps tout entier. Il évoque



Les auteurs du Moyen Age assimilaient volontiers le nombril à la luxure. Ci-dessus : L'Enchantement de l'Amour, tableau d'un anonyme du XV^e siècle (Leipzig, musée des Beaux-Arts ; cl. AKG).

par une image un lieu géographique dans Juges et Ézéchiel : dans ce dernier livre, Jérusalem est appelée le « nombril du monde ».

Dans le Cantique des cantiques, le nombril féminin se trouve exalté comme un exemple de beauté. L'époux déclare à la Sulamite : « Ton nombril forme une coupe, où le vin ne manque pas. » Les *Mille et Une Nuits* reprendront ce trait : « Son nombril, dit Schéhérazade parlant d'une adolescente, dans la sept cent quatre-vingt-septième nuit, pourrait contenir une once de musc,

le plus suave des parfums². »

Mais dans le Livre de Job, Béhémot, bête terrestre et marine, tenue pour un animal sacré en même temps que démoniaque, est dit trouver sa force dans ses reins et sa vigueur « dans le nombril de son ventre ». Cette dernière citation fut fatale pour le nombril... Saint Jérôme (mort en 420), commentant ce passage, déclare que la capacité d'engendrer des hommes est désignée par les « reins », alors que les parties génitales de la femme le sont par le « nombril ». Quant à Béhé-

moth, c'est une figure du diable. « Ce dragon est le serpent antique, qui est appelé diable et Satan ; il trompe le monde entier, et contre les hommes il possède sa force dans les reins, contre les femmes dans le nombril. »

**LE SIÈGE
DE LA LIBIDO
FÉMININE**

Bref, le nombril était pour longtemps identifié à la source du désir féminin — au sexe. Pour Eucher, évêque de Lyon qui commente la Bible au V^e siècle, il signifie « l'appétit de la concupiscence ». Le théologien allemand Raban Maur, au IX^e siècle, écrit dans ses *Allégories sur la Sainte Écriture* qu'il désigne la luxure. Il apparaît encore comme le siège de la libido féminine dans certains traités de physiognomonie (science cherchant à déterminer le caractère de l'être humain à partir de ses caractéristiques physiques), tel celui de l'astrologue écossais Michel Scot (mort vers 1235). Alors qu'il n'est guère évoqué par les médecins occidentaux.

Le passage enflammé et fort érotique du Cantique des cantiques — l'hymne au nombril suit la description de la courbe des flancs de l'aimée, et précède celle de son ventre et de ses seins — est naturellement commenté par les auteurs ecclésiastiques. Le nombril féminin n'est pas condamné, mais entraîné pudiquement sur les voies du commentaire symbolique, de l'allégorie. Pour Bède le Vénérable (historien et théologien bénédictin anglo-saxon mort en 735), cette partie fragile symbolise la faiblesse du corps mortel ; quant à la coupe, elle est le

NOTES

1. Cf. M. Rivière, *Du monde au balcon. L'anthologie des avantages*, Paris, Le Seuil, 1997.
2. Cf. G. Tibón, *Le Nombril centre érotique*, Paris, Pierre Horay, 1979.
3. *Miroir du fouteur. Le Kamasutra catalan*, trad. Patrick Gifreu, Perpignan, Mare nostrum, 1995.

calice de la parole salutaire. Raban Maur, suivant la même idée, fait du nombril la représentation des prédicateurs de l'Église qui portent la coupe du sermon.

Le nombril était-il pour autant une zone d'intérêt érotique au Moyen Âge ? Il est difficile de le savoir exactement, car les témoignages font défaut. Lactance, au IV^e siècle, dans *L'Ouvrage du Dieu créateur*, où il évoque la beauté et la cohérence de l'organisme humain, rend hommage à l'ombilic, après s'être arrêté à

la poitrine de la femme : « *Sous cette dernière a été placée la surface plate du ventre, marquée presque en son milieu par le nombril d'un signe qui n'est point sans majesté, et est destiné à nourrir le fœtus, tant qu'il est dans l'utérus.* »

Un traité de conseils médico-sexuels écrit en catalan au XIV^e siècle, au titre dénué d'ambiguïté, le *Miroir du foutre (Speculum al foder)*, dont la filiation arabe est indiscutable, apporte quelques lumières sur le sujet³. L'un des derniers préliminaires à obser-

ver envers « *la femme qui tarde à avoir le désir* » consiste à la frapper avec les mains sur les jambes, les seins, le nombril, sous ce dernier et sur les bras.

Quant aux façons de faire l'amour, elles sont — suivant l'auteur anonyme — de deux sortes : en bougeant ou en restant immobile. Et bouger, « *c'est étreindre, embrasser, caresser, cirer, pincer, tirer le sexe, le nombril, et autres choses semblables* ». Au XVI^e siècle, Bonaventure Des Périers (mort en 1543) célèbre, dans *Le Blason du nombril*, l'ombi-

lic, où se cache selon lui « *la volonté/De chatouilleuse jouissance* ».

Le nombril était en quelque sorte en réserve de l'érotisme occidental. Si les Pères de l'Église, commentant la Bible, en avaient fait le symbole d'une débordante sexualité féminine, son dévoilement provoqué — et provoquant — restait marginal. Le voilà, sous l'influence d'autres cultures, orientale et sud-américaine (brésilienne notamment), en train de conquérir le Vieux Monde. J. B. ■

ESPACE

Bienvenue sur Mars !

Récemment, le petit robot *Sojourner* nous envoyait d'étonnants clichés de Mars.

Depuis un siècle, la « planète rouge » n'a cessé de fasciner les scientifiques et le grand public.

Au point de devenir l'astre le plus captivant du système solaire.

Philippe Varnoteaux,
titulaire d'un DEA
d'histoire contemporaine

Le 4 juillet dernier, jour de leur fête nationale, a aussi été pour les États-Unis celui de leur grand retour sur la mythique planète rouge¹, avec l'atterrissage très médiatisé du petit robot d'exploration *Sojourner* de la mission Mars Pathfinder. Celui-ci, après un voyage de 497 millions de kilomètres, envoya d'extraordinaires photographies de la vallée d'Arès où il venait de se poser. Le choix de ce site ne relevait pas du hasard : il s'agissait de vérifier l'hypothèse avancée par les scientifiques selon laquelle d'anciennes rivières auraient jadis coulé dans cette vallée, ce qui relançait la question tant débattue de la vie sur Mars. Pourquoi et depuis quand cette planète suscite-t-elle un engouement si intense ?

La véritable découverte de Mars commença avec l'apparition des télescopes au XVII^e siècle. De nombreux astronomes épièrent alors fièvreu-



La mission du robot *Sojourner* sur Mars durant l'été 1997 a marqué le grand retour de la planète rouge dans l'imaginaire des hommes (cf. Nasa/« Ciel et espace »).

sement les planètes, mais, en fait, assez peu Mars. À l'époque, c'est Jupiter qui faisait rêver. Dans ses *Entretiens sur la pluralité des mondes* (1686), le philosophe Fontenelle évoquait ainsi avec éloquence et naïveté le monde jupitérien, tandis qu'il considérait Mars comme indigne d'intérêt : « [Elle] ne vaut pas trop la peine qu'on s'y arrête. » Pourquoi ? Elle apparaissait alors comme une planète pauvre, monotone et isolée, alors que Jupiter, par sa taille, ses couleurs et ses satellites, représentait un système à lui

tout seul, offrant de nombreux sujets d'études, comme le mécanisme tourbillonnaire, lié à ses vastes remous atmosphériques permanents.

Mars ne devint à la mode qu'à la fin du XIX^e siècle, quand l'Anglais John Herschel — le fils du célèbre astronome qui, en 1781, avait découvert la planète Uranus — crut déceler à sa surface de véritables structures organisées, la plupart du temps rectilignes. Pour la première fois, le mot « canal » fut employé pour désigner ces éléments étranges. En 1877, Mars, se rapprochant de notre

Terre à seulement 64 millions de kilomètres, présenta aux scientifiques des conditions extraordinaires d'observation. L'un d'eux, l'Italien Giovanni Schiaparelli, séduit par la planète rouge et probablement par les analyses de Herschel, scruta longuement et minutieusement la planète. Que découvrit-il ?

GÉOGRAPHIE DE MARS : DES OCÉANS, DES CONTINENTS ET DES CANAUX

Dans son livre *Le Opere (Les Œuvres)*, Schiaparelli élabore la première description détaillée de la surface martienne en exploitant une terminologie déjà utilisée à propos de la Lune : une région sombre et de grandes dimensions était baptisée « mer », un espace allongé et plus profond « vallée », une zone lumineuse et vaste « continent », etc. Mais les « canaux » déjà repérés semblaient bien n'appartenir qu'au monde martien. En réa-

NOTE

1. Parce qu'elle prend des teintes rougeâtres au cours de certaines nuits, les Romains baptisèrent la quatrième planète du système solaire du nom de la divinité par lequel le sang coule, Mars, le dieu de la guerre.

lisant l'ébauche d'une cartographie, certes rudimentaire, mais révolutionnaire pour l'époque, Schiaparelli nota que ces canaux quadrillaient toute la planète sur des milliers de kilomètres carrés.

sieurs centaines d'autres... Avec son télescope, il réalisa également de nouvelles cartes de Mars où il démontrait que ce monde était en plein déclin, rongé par la désertification, annonçant ainsi une véritable

celui de Herbert G. Wells, *La Guerre des mondes* (1898). Mais lorsqu'au cours de la Seconde Guerre mondiale il s'avéra que la fusée permettrait dans un proche avenir la conquête de l'espace par l'homme, les rôles purent s'inverser : c'est ainsi que dans ses *Chroniques martiennes* (1951), Ray Bradbury, à l'opposé de Wells, nous fait vivre la colonisation de la planète rouge par les Terriens.

Dans le contexte de la guerre froide et de la concurrence entre l'URSS et les États-Unis, la conquête de l'espace commença. Les premiers points furent marqués par les Soviétiques qui, le 4 octobre 1957, lancèrent le premier satellite de l'histoire, le célèbre *Sputnik*. Le 2 janvier 1959, avec le lancement de *Lunik-1*, en direction de la Lune, l'URSS officialisait le début de l'exploration des autres planètes du système solaire. La course entre les deux superpuissances s'accéléra avec les sondes soviétiques *Venera-1*, le 12 février 1961, vers Vénus, et *Mars-1*, le 1^{er} novembre 1962, vers Mars. Les États-Unis répliquèrent immédiatement avec leurs *Ranger* (Lune) et *Pioneer* (Lune, Soleil, Jupiter, etc.). Cinq ans après l'événement du *Sputnik*, les grandes puissances s'élançaient vers les nouveaux mondes.

Entre 1962 et 1976, malgré des débuts laborieux, Mars devint un spectaculaire enjeu entre l'URSS et les États-Unis. Ces derniers n'entendaient pas laisser aux Soviétiques le monopole des découvertes. Ils prirent rapidement l'avantage et firent la preuve de leur supériorité technologique : le 14 juillet 1965, *Mariner-4* frôla la planète rouge à seulement 9 780 km et en prit 22 images.

Pour la première fois, les scientifiques reçurent des photographies détaillées de la surface de Mars : elles montraient que l'hypothèse des canaux relevait de la plus pure des fantaisies ; il ne s'agissait que de vallées profondes ou d'anciens lits de rivières. En 1971, *Mariner-9* confirma l'existence de ce monde inattendu en envoyant plus de 7 000 photographies, préparant ainsi les missions *Viking*.

La course à l'exploration fut finalement remportée par les États-Unis. Avec l'épopée des sondes *Viking-1* et 2, entre 1976 et 1980, ceux-ci tentèrent de résoudre enfin la question d'une hypothétique vie sur Mars, soulevée un siècle plus tôt par Schiaparelli et Lowell.

Sans pouvoir y répondre fermement et donc clore définitivement l'affaire des « Martiens », les sondes apportèrent malgré tout une somme considérable d'informations inédites sur le sol et l'atmosphère de la planète. Dès lors, Mars perdit de son charme et de ses mystères : elle n'avait probablement jamais connu d'anciennes civilisations, même si de l'eau avait autrefois coulé à sa surface.

« NOUS POURRIONS ÊTRE SUR MARS EN 2010 »

Pourquoi donc retourner dans ce monde aride ? Avec la fin de la guerre froide, des programmes aussi coûteux que la conquête de Mars se justifient plus difficilement. Est-ce parce que la planète rouge reste le dernier grand rêve spatial, maintenant que l'homme a posé le pied sur la Lune ? Ou bien l'Amérique a-t-elle besoin une fois de plus d'une nouvelle frontière pour stimuler son formidable développement industriel ? Les deux hypothèses sont probablement vraies.

Toujours est-il que le projet de vol habité sur Mars fait partie des objectifs de la NASA². En novembre dernier, fort du succès médiatique de *Sojourner*, le patron de l'agence spatiale américaine, Daniel Goldin, qui a récemment indiqué : « Nous pourrions être sur Mars en 2010 », fit une tournée diplomatique en Europe où il proposa aux principaux membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) « une coopération internationale relative à l'exploitation de Mars ». Les enjeux sont bien là : exploiter et coloniser un jour ce monde qui fit rêver des générations entières... Ph. V. ■



C'est à la fin du siècle dernier que prit corps le mythe des Martiens. Il était promis à un brillant avenir. Ci-dessus : couverture d'une revue pour enfants dans les années 1950 (cl. Kharbine-Tapabor).

Selon lui, ils auraient été construits afin de permettre l'écoulement des eaux lors de la fonte des neiges des pôles vers les régions équatoriales. Incontestablement, ils ne pouvaient qu'être l'œuvre d'une civilisation évoluée... Le mythe des Martiens prenait corps.

Dès lors, de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début de l'ère des satellites, Mars devint l'objet le plus captivant du système solaire. De nombreux astronomes amateurs furent fascinés par les révélations de Schiaparelli. L'Américain Percival Lowell confirma en 1894 que les canaux ne pouvaient être que le fait d'êtres intelligents. Il en « découvrit » plu-

« crise écologique ». Au travers de ses analyses, se manifestaient les angoisses et le pessimisme d'un homme vivant dans une société industrielle en pleine expansion, mais à l'avenir incertain.

En France, la vision de Lowell se retrouva dans les théories de Camille Flammarion, auteur d'une *Astronomie populaire* (1880) et fondateur de la Société astronomique de France (1887). Toutefois la presse populaire, alors en pleine expansion, contribua elle aussi au développement du mythe des Martiens. Rapidement, le « gentil » extraterrestre se transforma en dangereux envahisseur dans des romans d'anticipation comme

NOTE

2. Cf. Timothy Ferris, « La conquête de Mars à portée de budget », *La Recherche* n° 304, pp. 66-76.

ROYAUME-UNI

Irlande du Nord : la guerre des berceaux

Les catholiques, longtemps minoritaires en Irlande du Nord, sont en passe d'y devenir majoritaires. Parce qu'ils ont un taux de natalité supérieur à celui des protestants. Et parce que, fait nouveau, ils émigrent moins. La démographie est bien devenue, entre leurs mains, une arme politique.

**Youssef Courbage,
directeur
de recherche à l'INED**

Entre 1968 et 1997, en Irlande du Nord, la guerre civile a causé la mort de quelque 3 500 personnes, et fait dix fois plus de blessés. A l'aune des conflits de cette fin de siècle, ces chiffres peuvent paraître modestes. Mais, rapportés à une population qui compte seulement 1,6 million d'habitants, ils sont l'équivalent de 120 000 victimes pour la France.

Cette guerre semble d'essence religieuse. Et elle oppose certes des catholiques aux protestants. Mais elle est traversée par d'autres clivages : l'origine des populations (autochtone ou immigrée), l'identité (irlandaise ou britannique), les symboles (drapeau tricolore de la République d'Irlande ou Union Jack du Royaume-Uni), enfin le statut constitutionnel futur (maintien dans le Royaume-Uni ou rattachement à la République d'Irlande). Cheminant avec ce conflit depuis le XVII^e siècle, e'est-à-dire depuis qu'en 1541 Henri VIII d'Angleterre a été reconnu roi d'Irlande par le parlement de ce pays, la démographie en demeure plus que jamais l'un des enjeux, et ce d'autant plus depuis qu'en septembre 1997 de difficiles négociations ont repris sur le statut de la province.

En 1921, par le traité de Londres, l'Irlande a été partagée en deux entités : la majeure partie de l'île devenait



Un jeune catholique, des explosifs à la main, au cours des affrontements du mois de juillet 1996 à Londonderry (cf. Mathieu Polak/Sygma).

un État libre, tandis qu'au nord-est, 6 des 9 comtés de la province d'Ulster, en majorité protestante, restaient attachés au Royaume-Uni. Cette nouvelle entité, l'Irlande du Nord (à tort qualifiée d'« Ulster »), a joui jusqu'en 1972 de pouvoirs autonomes assez étendus : gouvernement et parlement séparés de ceux de Londres. Les unionistes, y jouissant alors d'un rapport démographique favorable — présence de deux protestants pour un catholique —, crurent que leur contrôle sur la partie septentrionale de l'île ne serait jamais remis en cause. L'histoire sanglante de la province, qui s'est accélérée depuis 1968, leur a donné tort.

Tout au long du siècle précédent, le Très-Haut avait paru prêter secours aux fidèles de la « vraie religion » en laminant les rangs des « papistes ». La Grande Famine (1845-1855), ce fléau de Dieu, et la saignée migratoire qui lui succéda, avaient en effet clairsemé les rangs des catholiques, déjà mis à mal vers 1815 par l'*Impartible Inheritance*, cette règle de l'héritier unique qui multiplia chez ces derniers le célibat, diminua leur natalité et fit fondre leur part dans la population : 50 % en 1800, 43 % en 1834, 40 % en 1861, 33 % en 1921. Jamais cette « prédiction » faite en 1848 par un journaliste du *Times* de Londres n'avait semblé aussi vraie : « Dans

quelques années, un Irlandais celt sera aussi rare [ici] que dans l'océan Indien ou sur les rives de Manhattan ». Pourtant, en 1997, trois quarts de siècle après la partition, l'Irlande du Nord compte à nouveau 43 % de catholiques, et il paraît inévitable qu'ils deviennent, à moyen terme, majoritaires.

**« LES PROTESTANTS
SERONT
SUBMERGÉS
PAR LES
CATHOLIQUES »**

Ce retournement démographique est un phénomène si rare dans l'Europe occidentale que l'on se croit soudain transporté dans les Balkans ou en Orient. Il aura suffi que s'érige une frontière entre le Nord et le Sud de l'Irlande pour que le mariage ou la procréation y prennent une forte coloration politique. Avant 1921, avec un taux de natalité identique de 20‰, protestants et catholiques mettaient au monde le même nombre d'enfants. Dès 1926, la natalité catholique augmente (23‰) tandis que celle des protestants baisse (18,7‰).

En 1951, l'écart s'est encore creusé : 26‰ contre 18‰. Dans les années explosives, après 1960, le taux de natalité des catholiques d'Irlande du Nord (30‰ en 1964, soit 50 % de plus que celui des protestants) les apparente aux Turcs de Bulgarie, aux Albanais du Kosovo ou aux musulmans de Bosnie, toutes populations minoritaires dans une situation de friction ethnique ou reli-

gieuse. Encore plus déconcertant : les catholiques, au taux de natalité si élevé, sont pourtant plus industrialisés, plus urbains et plus instruits que leurs coreligionnaires du Sud.

Jusqu'à la fin des années 1960, les catholiques vécurent l'existence politique et civile d'une minorité opprimée. Ils subirent des discriminations dans l'instruction, le travail, le logement, la fonction publique et la police. Grâce à un découpage électoral conforme aux intérêts des protestants, la représentation au parlement et au gouvernement nord-irlandais leur fut chichement mesurée. Pourtant, malgré ce verrouillage institutionnel, la démographie catholique menaçait le frêle édifice : les nationalistes pourraient bien un jour remettre en cause la partition en voyant leurs adversaires sous leur nombre. « *La peur fondamentale des protestants d'Irlande du Nord est qu'ils seront submergés par les catholiques. Le fait est aussi simple que ça* », déclarait en 1969 Terence O'Neill, Premier ministre unioniste d'Irlande du Nord.

Comment contrer cette menace, ce complot que les protestants croyaient ourdi par le clergé catholique qui interdisait la contraception à ses ouailles pour des raisons au moins autant stratégiques que religieuses ? En refusant des emplois aux catholiques, les forçant ainsi à émigrer : « *Je recommande à ces gens qui sont loyalistes de ne pas employer de catholiques, 99 % étant déloyaux [...] sinon nous nous retrouverons dans la situation d'une minorité plutôt que d'une majorité* », proclama en 1934 Basil Brooke, Premier ministre. Le succès de ces mesures fut si franc que l'intense exode des catholiques contrebalança les effets de leur natalité. En 1968, au déclenchement des hostilités, le rapport de forces était redevenu identique à celui de 1921.

Les troubles qui mirent alors face à face les deux communautés confessionnelles, leurs partis politiques et de plus en plus leurs organisations paramilitaires, doivent cependant beaucoup à la démographie. L'année 1968 fut précédée d'une forte déformation de la pyramide des âges de l'Irlande du Nord,



Belfast tel que les catholiques l'imaginent, si le pays n'était pas déchiré par la guerre civile (cl. auteur).

résultat d'une natalité explosive. Jamais la pression des quinze-vingt-quatre ans n'avait été si forte. Ces jeunes en nombre croissant se jetèrent dans l'arène politique.

LES TERRIBLES AFFRONTEMENTS DE L'ANNÉE 1968

D'abord pacifiquement, en participant aux marches pour les droits civiques, puis en s'engageant dans la guérilla et le terrorisme contre le pouvoir unioniste, l'ordre d'Orange (créé en 1795), expression du militantisme protestant et les troupes britanniques. Pour les jeunes catholiques issus de ces cohortes trop abondantes et déferlant sur un marché de l'emploi saturé, la marge était restreinte. L'itinéraire d'un Martin MacGuinness, chef d'état-major de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), créée en 1919 par Michael Collins, est représentatif de cette génération. Né en 1950 dans une famille de sept enfants (lui-même en aura cinq), prématurément sorti de l'école, plutôt que d'émigrer, celui-ci s'engagea en politique dès l'âge de dix-neuf ans. Pour de nombreux jeunes catholiques, la mobilité sociale et professionnelle étant faible, le choix était limité : le ferry ou le pistolet.

En retour, les troubles de 1968 furent aussi à l'origine d'une mutation démographique. Ils contribuèrent à desserrer l'emprise du clergé, de plus en plus taxé de mollesse, sur la population catholique. Des acteurs laïques, comme le Sinn Féin et l'IRA, remirent en cause l'institution irlandaise par excellence. « *L'Église a lamentablement échoué dans son rôle en Irlande* », écrit Gerry Adams, le leader du Sinn Féin. Le recul de son influence libéra la pratique contraceptive et provoqua une baisse de la fécondité : 2,6 enfants par femme en 1991 — mais les protestants n'en avaient alors en moyenne qu'un peu moins de deux.

La balance migratoire s'inversa dans le même temps, du fait d'une relance des départs des protestants, jeunes libéraux écœurés par l'ambiance délétère de la province. De leur côté, tirant paradoxalement parti de la prise de contrôle direct de Londres en 1972, de l'instauration du *Fair Employment Legislation*, supposé déboucher les embûches à leur emploi, les catholiques émigrèrent moins. Cependant, si leur situation économique s'améliora, le transfert du pouvoir effectif de Belfast à Londres fut récuse. Pire, il manifestait un sursaut des visions impérialistes de l'Angleterre sur l'Irlande.

Ces nouvelles tendances démographiques marqueront encore la province dans les trois prochaines décennies. Ironie de l'histoire, les catholiques pourraient bien être majoritaires pour le centième anniversaire de la partition, en 2021. Il faudrait alors compter quelque dix années de plus pour que leur part soit prépondérante parmi les personnes en âge de voter. Or le dernier accord anglo-irlandais dit du « 10, Downing Street », signé en décembre 1993, ne prévoit-il pas le changement de statut de l'Irlande du Nord à l'issue d'un référendum à la majorité de la population ? De telles perspectives entretiennent évidemment l'optimisme des nationalistes. D'autant qu'au fil des années, les catholiques sont de plus en plus nombreux à préférer l'option d'une Irlande unie (60 % en 1994, contre 56 % en 1989) au maintien dans le Royaume-Uni (24 % en 1994, contre 32 % en 1989).

Au moment où le Sinn Féin et l'IRA abandonnent les armes pour la négociation, les protestants unionistes et leurs formations paramilitaires pourraient bien prendre le chemin inverse. La bataille démographique leur paraît définitivement perdue. Accepteront-ils sans résister ce qui leur semblera un « diktat » de la majorité et une irlandisation forcée ? Refusant d'accepter une réunification par la coercition, ils pourraient devenir les nouveaux pieds-noirs de l'Irlande du Nord, tenter l'aventure putschiste de l'OAS.

Les négociations, quant à elles, deux mois après leur ouverture, semblent au point mort. Les principes devant mener à un accord final (en mai 1998) ont été présentés par la presse. Ils prévoient : 1) qu'une assemblée régionale élue à la proportionnelle désigne un exécutif de trois membres (dont deux protestants) et surveille l'activité du ministre des Affaires nord-irlandaises (à Londres depuis 1972) ; 2) la création d'institutions nord-sud à parité de membres des deux parlements irlandais sud et nord ; 3) la révision de l'accord anglo-irlandais de 1985 sur le droit de regard de la république d'Irlande et sur la souveraineté britannique ; 4)

l'amendement de la Constitution irlandaise sur l'appartenance du Nord à l'Irlande et le renoncement par les Britanniques à la souveraineté en cas de vote majoritaire en Irlande du Nord (et du Sud).

VERS UN ÉTAT DE GUERRE CHRONIQUE ?

L'échéance de mai 1998 paraît bien proche. Il semble douteux que le zèle mis en œuvre par le Premier ministre travailliste Tony Blair suffise à

mener les négociations à bon port. Déjà des fissures apparaissent dans chaque camp. L'Angleterre civile contemple avec effroi ce conflit tribal, qui, circonstance aggravante, obère ses finances (17 500 hommes de troupes britanniques sont stationnés en permanence dans la province).

Les Américains (les États-Unis comptent près de 50 millions de citoyens d'ascendance irlandaise), ouvertement ou en coulisse, font également pression sur les négociateurs. L'Europe des quinze est lasse de couvrir ce cancer, cet espace de guerre civile en son cœur.

La synergie des pressions, l'affranchissement des travaillistes de l'hypothèque unioniste, qui a pesé sur les conservateurs de John Major, tributaires du vote unioniste à Westminster, augmentent la possibilité d'un règlement autour d'une Irlande du Nord un peu plus irlandaise et un peu moins britannique. Un règlement est difficile mais pas impossible.

Sinon, la province pourrait retourner au *statu quo ante*. Si les scénarios les plus catastrophiques, tels que la réunification forcée et l'expulsion du million de protestants, ou au

contraire une proclamation unilatérale d'indépendance de l'Ulster, ou encore une autre partition selon des frontières ethniques plus homogènes, sont certainement à exclure, il reste ce que beaucoup considèrent, *mezza voce*, comme l'hypothèse la plus vraisemblable : celle d'un « problème sans issue », du moins à moyen terme, jusqu'au jour lointain où la démographie aura radicalement inversé les majorités et minorités. Entre-temps, les Irlandais du Nord devront s'accoutumer à vivre un conflit permanent mais « gérable », car de faible amplitude. Y. C. ■

DOCUMENT

Descartes et les sorcières



Surprise ! Les contemporains de Descartes, même les plus savants, croyaient aux sorcières, aux licornes et aux démons. En plein XVII^e siècle, la révolution de la raison n'avait touché qu'un nombre infime d'entre eux.

Joël Cornette,
professeur d'histoire
moderne à Paris-VIII

A partir du mois de novembre 1632 et jusqu'en septembre 1642, si l'on avait l'esprit quelque peu curieux, il était bon de se rendre, le lundi, entre 14 et 16 h, dans l'étroite rue de la Calandre, sur l'île de la Cité, à Paris, là où habitait une population nombreuse et aisée : des artisans prospères, de très riches marchands et financiers, des officiers au Palais de justice tout proche.

C'est là, dans une maison à l'enseigne du Grand Coq, que Théophraste Renaudot, médecin formé à Montpellier, esprit original, ouvert à toutes

les nouveautés, fondateur de la célèbre *Gazette* (un hebdomadaire rassemblant des nouvelles venues de différentes villes étrangères, mais aussi de France), protégé de Richelieu, avait installé un bureau d'adresses. Celui-ci était réservé à tous ceux qui, nouvellement parisiens, recherchaient un travail dans la capitale. Les lundis étaient consacrés à un « divertissement honnête » : des conférences sur des sujets de métaphysique, de physique ou d'astronomie. Le principe qui présidait à ces rencontres était, suivant les mots de Renaudot lui-même, « *la liberté de notre raisonnement, qui perdrait son nom s'il demeurait entièrement captivé sous la férule d'une autorité magistrale* ».

Les comptes rendus de ces savantes réunions ont été consignés dans cinq volumes représentant deux mille pages en tout. Simone Mazauric s'est attachée à l'étude de cette source exceptionnelle et elle nous offre aujourd'hui le résultat de ses découvertes¹. On en mesurera l'importance quand on saura qu'il s'agit là du seul document qui nous permette d'étudier en détail la vie académique dans la première moitié du XVII^e siècle, c'est-à-dire d'écrire la préhistoire de la « république des lettres », cette république qui nous est bien connue au siècle des Lumières, notamment grâce aux travaux de Daniel Roche².

L'intérêt du « monument Renaudot » est redoublé par la qualité d'informations prove-

nant du détail des trois cent quarante-six conférences tenues en neuf ans. Nous pouvons ainsi apprécier ce qu'était la pensée « moyenne » des contemporains de l'un des événements les plus importants de l'histoire intellectuelle de l'Occident : en 1605, l'astronome allemand Kepler écrivait que son objectif était de « *montrer que la machine céleste est assimilable non à un organisme divin, mais à un mécanisme d'horlogerie* ». Quelques années plus tard, tirant les conséquences théoriques de ses extraordinaires observations à la lunette (des taches sur le soleil, des satellites autour de Jupiter), l'Italien Galilée établissait l'unité physique du cosmos et démontrait de manière irréfutable, dans le *Dialogue sur*

NOTES

1. Simone Mazauric, *Savants et philosophie à Paris dans la première moitié du XVII^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

2. Daniel Roche, *Le Siècle des Lumières en province. Académies et académiciens provinciaux (1680-1789)*, Paris, rééd. EHESS, 1989.

les deux grands systèmes du monde, la rotation de la terre autour du soleil.

Quant à Descartes, il exprimait à la même époque l'unité mathématiquement mesurable de l'univers. Cette nouvelle vision du monde, mécaniste, considérait la terre comme un élément d'une vaste machine sans centre et sans bornes, qui fonctionnait de manière automatique. « Nulle idée n'approche de l'étendue de ces espaces », écrivait de son côté Pascal : « Nous avons beau enfler nos conceptions, nous n'enfançons que des atomes, au prix de la réalité des choses. C'est une sphère infinie, dont le centre est partout, la circonférence nulle part. »

« LES QUESTIONS LES PLUS INTRIGUÉES DE LA SCIENCE ET DE LA PHILOSOPHIE »

Dans le contexte de cette révolution intellectuelle sans précédent, fondement et matrice de notre modernité, on comprend l'intérêt de connaître le détail des débats animés par Théophraste Renaudot, qui veut justement que soient abordées « les questions les plus intriguées de la science et de la philosophie ».

Du reste, chaque conférence se prolongeait par ce que leur maître d'œuvre avait baptisé l'« heure des inventions », pendant laquelle chacun était invité à faire part de la découverte d'une innovation ingénieuse. C'est ainsi que fut présenté le microscope, « un instrument qui grossit tellement les espèces qu'une puce paraît de la grosseur d'une souris, et les petits vers qui se trouvent dans tous les bons vinaigres de la grosseur d'anguilles »...

Ce qui frappe tout d'abord à la lecture des comptes rendus des séances, c'est la grande liberté des échanges — chacun peut intervenir le temps qu'il le désire — et l'éventail très large des points de vue, tous émis en français, preuve évidente que cette langue est alors devenue celle de la communication savante. Tous les

sujets peuvent être abordés. A deux exceptions près, toutefois. Exceptions de taille : « La loi divine et celle du prince, les mystères des affaires d'État tenant aussi de la nature des choses divines, dont ceux qui parlent le mieux sont ceux qui parlent le moins. »

Nous ne connaissons pas, malheureusement, l'identité des orateurs, car le greffier qui a consigné les interventions a scrupuleusement respecté les consignes de l'anonymat. De nombreux indices permettent cependant d'attester que le public de « beaux esprits » qui



La sorcière : figure familière pour les contemporains de Descartes. Ci-dessus : Les Sorcières de Hans Baldung Grien (1484-1545, Paris, Bibliothèque nationale ; cf. H. Josse).

se presse rue de la Calandre est composé en majorité de magistrats, de maîtres des requêtes, d'avocats, de médecins, avec quelques « grands » noms clairement identifiés : Jean-Baptiste Morin, mathématicien et astronome, La Calprenède, dramaturge, Ismaël Boulliau, astronome. Et le père Marin Mersenne, philosophe et savant, fit sans doute l'honneur à l'assemblée de quelques visites.

On remarque en premier lieu l'ampleur encyclopédique des curiosités, la « bigarrure » des sujets : métaphysique (de l'être, des principes, des causes), astronomie (les comètes), physique (du mouvement perpétuel, de l'écho,

du vide), mathématique (du point), alchimie (de la pierre philosophale), biologie (lequel est l'ainé de deux jumeaux), philosophie morale (qu'est-ce qui fait l'homme sage, s'il est plus aisé de résister à la volupté qu'à la douleur), vie sociale et familiale (si la vie civile doit être préférée à la vie rustique, s'il est plus facile de commander que de bien obéir, quelle est à privilégier de la vie contemplative ou de l'active, si les enfants ont plus de tendresse pour leur père que pour leur mère)... Une approche quantitative révèle que les sujets de médecine ont été les plus nombreux (soixante environ), devant ceux de morale (cinquante), de physique (trente), de géophysique, d'astronomie, de chimie, d'alchimie et de biologie.

Mais la plus grande surprise provient de l'abondance des thèmes relevant d'une pensée que l'on pourrait qualifier de magique, bien loin par conséquent des préoccupations contemporaines d'un Descartes ou d'un Galilée.

C'est ainsi que la docte assemblée s'est longtemps interrogée sur l'âge du Phénix, animal fabuleux que l'on supposait pouvoir renaître de ses cendres, et auquel certains assistants crurent bon de prêter mille quatre cent soixante et un ans !, sur le « nouement d'aiguillette » (l'impuissance) provoqué par le démon, sur la réalité et les vertus de la mandragore ou de la licorne, sur les « atomes, peuples des Indes » qui, au témoignage de Pline, « n'ont pas de bouche et ne se nourrissent que d'odeurs », sur le choix des amulettes destinées à se protéger des maladies.

On discuta aussi, le plus sérieusement du monde, afin de savoir si le son des cloches chasse les démons, afin d'éclaircir les raisons pour lesquelles les corps des hommes et des femmes assassinés saignent en présence de leur meurtrier.

La liste des « autorités » auxquelles les orateurs font appel pour cautionner leurs propos dessine le paysage culturel du premier XVIII^e siècle français : malgré l'absence de sujets explicitement théologiques, la Bible est la première des références (20%). Elle permet,

par exemple, de garantir la vérité de la lycanthropie, c'est-à-dire de la métamorphose d'un homme en loup, puisque, comme l'explique l'un des participants, « L'Écriture dit de Nabuchodonosor, roi de Babylone, qu'il devint bœuf, et brouta l'herbe des champs l'espace de neuf ans puis reprit sa bonne forme ; que les verges des magiciens d'Égypte furent changées en serpents, aussi bien que celle de Moïse, que la femme de Loth fut changée en statue de sel ».

LA SIMPLE VUE D'UN LOUP ENROUE ET LE BASILIC TUE DE SON REGARD

La Bible est tout naturellement suivie de la « sage Antiquité » : Aristote, communément appelé « le philosophe », monopolise à lui seul 19% des références, Platon, les platoniciens et les néo-platoniciens 17 %, suivis des stoïciens — Sénèque, Cicéron, Épictète — des médecins Hippocrate et Galien, du mathématicien Pythagore, et le naturaliste Pline l'Ancien.

Avec le soutien de tous ces « sages », il ne fait aucun doute pour la majorité de l'assemblée que le rémora, un poisson « de la grandeur d'une limace », arrête les navires en se fichant dans leur coque et que le chant du coq effraie les lions. Quant aux cerfs et aux corbeaux, ils sont supposés vivre des centaines d'années, et la corneille, elle aussi multiséculaire, peut passer jusqu'à six cents ans sans mâle si le sien vient à être tué. Plus encore : la simple vue d'un loup enroué et le basilic tue de son regard, alors que la sorcière enchante les enfants par un simple coup d'œil.

Grâce à cette immense et précieuse mine d'informations, nous comprenons un peu mieux la complexité des phénomènes de transition intellectuelle, le poids des traditions dominantes, les résistances aux « novelletés » et au « désenchantement du monde » : assurément, bien rares étaient encore les cartésiens dans les années 1640. J. C. ■

GÉOPOLITIQUE

Rome et la Chine :
le partage du monde

Pour les Romains, le monde connu était divisé en deux : d'un côté leur empire, de l'autre celui de la Chine. Deux univers voués à une coexistence pacifique. Car, chez l'un comme chez l'autre, la géographie était aussi affaire de stratégie.

Jean-Louis Mourgues,
titulaire d'une thèse
d'histoire ancienne

La Chine : aujourd'hui encore, une terre mystérieuse qui, vue d'Occident, fascine et inquiète tout à la fois. Ces relations faites d'attirance et d'ignorance sont-elles bien nouvelles ? Assurément pas, mais au contraire beaucoup plus anciennes qu'on ne le pense.

Romains et Chinois de l'Antiquité connaissaient leur existence réciproque, et même rêvaient l'un à l'autre : l'un des noms chinois pour l'Empire romain, c'est « *Dat Qin* », « la grande Chine », désignation extraordinaire et sans équivalent dans un pays peu porté à ce genre de familiarité ; les Grecs et les Romains, quant à eux, avec l'intellectualisme parfois amusant qui les caractérise, avaient développé à partir de cette connaissance une complexe théorie géopolitique à travers laquelle le globe terrestre se trouvait divisé en quatre empires environnés par les océans et les déserts¹.

Dans l'Antiquité, la notion de désert n'est pas climatique ni même à proprement parler humaine : au II^e siècle av. J.-C., le politicien Caius Gracchus parlait comme d'un désert d'une Toscane pourtant bien mise en valeur par de grandes propriétés utilisant des troupeaux d'esclaves. Ce terme désignait un espace de moindre occupation humaine, surtout peu structuré par la



Ci-dessus, la grande muraille de Chine : Hadrien s'en inspira-t-il lorsqu'il fit édifier, au I^{er} siècle, autour de l'Empire romain, le mur qui porte son nom ? (el. Buss Wojtek/Hoaqui).

présence de communautés politiques cohérentes.

Les déserts qui entouraient les oïkoumènes² romano-grecs et chinois n'étaient donc pensés comme tels qu'à cause de la présence en ces zones de Barbares naturellement peu enclins à la vie en cité, et par conséquent, selon les conceptions ethnocentriques alors en vigueur, comme des êtres intermédiaires entre le règne humain et le règne animal, destinés à l'esclavage et même progressant individuellement grâce à lui.

Conceptions à tout prendre beaucoup moins révoltantes que les justifications modernes de l'esclavage ou de la colonisation, car débarrassées de toute visée prédatrice : les mondes romano-grec et chinois développent la même vision d'un empire qui, parce que parvenu à sa maturité et à la pleine occupation de l'espace qui lui était destiné, se garde désor-

mais de toute visée expansionniste ; cela coûterait trop cher en hommes et en argent pour un bénéfice à long terme tout à fait nul, voire négatif, en amenant des Barbares restés barbares à la civilisation ; les simples et inévitables contacts commerciaux provoquent assez cette « romanisation » ou « sinisation » peu désirées car porteuses de menaces.

Dans une Chine que les invasions barbares n'ont jamais barbarisée, une Chine de civilisation continue, ces conceptions ont toujours été d'actualité et les Romains, moins anxieux que nous, n'ont en tout cas jamais craint un expansionnisme chinois dont la seule idée aurait été vécue comme une insupportable lâcheté, attestant surtout un inquiétant manque de confiance dans les forces propres de leur civilisation.

La géographie, de part et d'autre, avait fait assez de pro-

grès pour que les uns et les autres identifient clairement la situation de « l'empire de l'autre côté de la terre » et les routes qu'il fallait emprunter pour y parvenir. Le grand fondateur, en l'occurrence, fut Alexandre le Grand (356-323 av. J.-C.), à la fois par sa conquête, en Asie centrale, de la Bactriane et de la Sogdiane, et par son projet, inspiré de son précepteur et maître Aristote, de rassembler toutes les informations sur le monde connu et de créer partout, par la fondation de cités, des axes de pénétration humaine et commerciale qui permettraient de promouvoir communications et échanges entre la Méditerranée orientale et les confins de l'univers. Ce faisant, il traçait sans en avoir conscience, sur le versant nord de l'Himalaya, la partie occidentale de la route de la soie.

LES ROMAINS SE LIVRENT À L'ESPIONNAGE ÉCONOMIQUE

La Chine doit alors se procurer des chevaux pour faire face aux Barbares, et sa maîtrise des techniques de production et de tissage de la soie lui permet de définir un produit susceptible d'équilibrer ses échanges avec l'extérieur : les ballots de soieries souvent expédiées brutes (pour tissage ou retissage qui les adaptent au goût local) vont très rapidement conquérir le monde méditerranéen, devenant entre le III^e et le I^{er} siècle av. J.-C. l'étoffe royale par excel-

NOTES

1. Cette théorie, formulée pour la première fois à Rome vers 168 av. J.-C., fut ensuite constamment reprise jusqu'aux grandes découvertes du xv^e siècle.
2. L'oïkoumène, ou « (monde) habité », est une expression géopolitique grecque utilisée aux premiers siècles de notre ère comme synonyme d'« empire » du point de vue de la civilisation.

lence — sous l'Empire romain, le produit incontournable du luxe aristocratique, fustigé comme immoral (parce qu'il laisse deviner les formes du corps) avec autant de véhémence par les philosophes stoïciens qu'ensuite par les prédicateurs chrétiens.

Cette mode va provoquer une véritable hémorragie d'espèces monétaires — jusqu'à ce

grignotée à l'ouest par les Romains et leurs alliés, à l'est, précisément, par les Parthes ; et une partie orientale désormais abandonnée à elle-même, politiquement structurée dans les fascinants royaumes gréco-bactriens, qui ont permis la survie, pendant près de quatre siècles, en Asie centrale et en Inde, d'un hellénisme inspirateur du premier bouddhisme.

trafic avec l'Inde et Ceylan, *a fortiori* avec la Chine : ce n'est qu'à partir du 1^{er} siècle que des relations suivies s'établissent par cette voie, réservée aux commerçants assez aventureux pour oser risquer leurs biens et leurs vies dans les mers de Chine. Et ce n'est qu'à partir du IV^e-VI^e siècle que de véritables escadres pourvues d'envoyés officiels sillonneront ces mers.

que des informations ont dû circuler. De part et d'autre, en effet, on conduit l'effort contre les Barbares avec les mêmes moyens : la pénétration commerciale, bien sûr, qui apporte chez ces étrangers les produits de l'empire, créant parmi leurs élites de nouveaux besoins, également en numéraire, qu'ils ne peuvent assouvir qu'en se mettant au service, selon les cas, de la Chine ou de Rome.



Deux routes relient les Empires romain et chinois : celle de la soie, au Nord, qui passait notamment par le royaume parthe, et celle des mers du Sud, contournant l'ensemble du sub-continent indien et de la péninsule tonkinoise. Cette dernière ne fut utilisée qu'à partir du 1^{er} siècle.

que les renseignements romains montent, sous le règne de Justinien (482-565 ap. J.-C.), après plusieurs tentatives infructueuses, une opération réussie d'espionnage économique (déjà !) en faisant sortir de Chine, dissimulées dans des roseaux, des larves de vers à soie qui croîtront et se multiplieront désormais, pour le plus grand bénéfice de l'empire, à l'ombre des manufactures d'État implantées en mer Égée...

PREMIERS CONTACTS PAR LA ROUTE DES MERS DU SUD

Mais la raison pour laquelle ces soieries ont coûté si cher au monde gréco-romain est aussi géopolitique : au 1^{er} siècle av. J.-C., une population nomade originaire des bords de la Caspienne, les Parthes, fondent en Iran un État féodal qui divise l'oïkoumène en une partie occidentale limitée à la Syrie, tout ce qui reste du grand royaume qui s'étendait encore en 196 du Bosphore à l'Indus, véritable peau de chagrin constamment

La route de la soie se trouve dès lors tronçonnée entre quatre, voire cinq ou six grands États tentés d'obérer le trafic de droits douaniers destinés à rétablir leurs finances et surtout de décourager l'établissement de contacts directs porteurs de menaces, à terme, pour le fondement le plus clair de leur prospérité.

Pour cette raison, et quelle qu'en ait été l'envie de part et d'autre, jamais les Romains et les Chinois ne parviendront à entrer en contact par des ambassades dûment mandatées. Ils devront se contenter de relations distendues, instaurées pas le biais de commerçants plus ou moins porteurs de lettres de créance. Une route plus directe existait en effet de manière virtuelle, la route des mers du Sud, contournant l'ensemble du sub-continent indien et de la péninsule tonkinoise jusqu'aux côtes de la Chine, d'utilisation facilitée par le régime saisonnier des vents de mousson.

Mais cette donnée fut découverte trop tard par les scientifiques du musée d'Alexandrie pour permettre un accroissement notable du

La difficulté vient de ce que, dans l'un et l'autre de ces empires, la géographie était une science géostratégique : encore aujourd'hui en Chine les panneaux indicateurs sont une denrée rare. Nous ne pouvons donc savoir avec précision quelles connaissances de détail ont pu filtrer de part et d'autre. Et c'est ce qui rend les parentés encore plus troublantes : l'empereur Hadrien (117-138) avait-il ou non entendu parler de la grande muraille de Chine construite par l'empereur Che Houang-ti (230-210 av. J.-C.) lorsqu'il édifia le réseau défensif du « limes » rhénano-danubien en le faisant identiquement défendre par des troupes en voie de cantonnement définitif ? Antonin doublant en (Grande-) Bretagne le mur d'Hadrien par un second mur aux frontières actuelles de l'Écosse avait-il conscience de reprendre une solution déjà utilisée dans l'Empire chinois ?

A moins de considérer la théorie des « empires des anti-podes » se développant en parallèle comme une conception géopolitique à réhabiliter (ce qui est peut-être le cas), on est bien obligé de considérer

MÊMES MÉTHODES POUR REPOUSSER LES BARBARES

Mais aussi le rassemblement d'otages des familles régnantes, *a priori* plus dociles si les conflits dynastiques, soigneusement entretenus pour maintenir leur état dans l'anarchie, permettent de les faire accéder au pouvoir ; la continue dramatisation du combat contre les Barbares, qui devient l'instrument d'une mobilisation de la société dans une lutte presque métaphysique entre le bien et le mal où même les thaumaturges et les sorciers si présents dans l'entourage de Marc Aurèle sont appelés à jouer leur part — lors de sa victoire de 174 sur les Quades (peuple germanique établi dans l'actuelle Moravie), ne prétendirent-ils pas avoir réalisé le double miracle par lequel l'armée romaine encerclée et assoiffée bénéficia d'une pluie providentielle et du renfort de la foudre ?

Les sorciers chinois, unissant leurs efforts, furent sans doute plus efficaces, puisque à partir du 11^e siècle se développe en Mongolie la grande maladie des herbages qui va obliger les Hiong-Nou, ancêtres des Huns, à relâcher leur pression sur la muraille de Chine pour s'élancer à la recherche de pâturages pour leurs chevaux et de nourriture pour leur peuple, dans une course folle vers l'Occident. Poussant devant eux populations sarmates puis germaniques, ces nomades asiatiques viendront, aux IV^e et V^e siècles, provoquer la chute de l'Empire romain. Les ambassadeurs chinois n'étaient jamais parvenus à destination

J.-L. M. ■

MOYEN ÂGE

La cour de France en 80 000 vers

Qui connaît encore Eustache Deschamps ? Son œuvre constitue pourtant l'un des plus précieux témoignages sur la vie à la cour du roi de France, dans les dernières décennies du Moyen Âge.

Martin Aurell,
professeur
d'histoire médiévale

Eustache Deschamps est aujourd'hui bien oublié. Ce poète du XIV^e siècle est pourtant l'auteur le plus fécond du Moyen Âge : en quarante ans, son inspiration n'a jamais tari ; elle est à l'origine de quelque 1 500 poèmes, 82 000 vers au total ! En outre, ce poète de cour, doté de charges importantes au sein de l'administration royale, a été le témoin privilégié des grands événements de son temps, auxquels il donne un large écho dans son œuvre¹.

**UN ÉCRIVAIN
ENGAGÉ,
NATIONALISTE ET
PROFONDÉMENT
RELIGIEUX**

Eustache Deschamps est né à Vertus, en Champagne, dans une famille modeste de la petite noblesse, vers 1340. Son adolescence se déroule sous le parrainage de son oncle, Guillaume de Machaut (vers 1300-vers 1377), chanoine de Reims, poète et musicien, qui lui transmet le goût des lettres. Devenu familier du duc Philippe d'Orléans, frère du roi, il occupe successivement plusieurs charges dans l'administration de Charles V (1364-1380), puis de son fils Charles VI (1380-1422), jusqu'à être nommé bailli de Senlis. Sa carrière est brillante, même si, nous dit-il, son franc-parler lui vaut parfois d'être mis en quarantaine ! Surtout, il entre en concurrence avec les princes du sang qui aimeraient accaparer les postes de gouvernement — ce qui leur vaut les sarcasmes du poète.

Sa position reprend, sur ce point, celle des « marmousets ». Ce terme, donné par dérision — il signifie gargouille ou singe —, désigne les conseillers de Charles V, en majorité d'origine bourgeoise et méprisés, de ce fait, par la haute noblesse. Leur idéologie politique exalte la monarchie, prône la reconquête nationale contre les Anglais auxquels la France s'oppose depuis 1337 dans le cadre de la guerre de Cent Ans et loue l'idéal de croisade. Les marmousets veulent limiter l'emprise de l'État, qui

Dans un poème rédigé en 1373, Bertrand du Guesclin, connétable de France, héros de la guerre de Cent Ans, incarne ce modèle comme tant d'autres avant lui. Le poète le célèbre en ces termes : « *Si Alexandre, le puissant roi païen, / Jules César, Hector et leurs efforts, / David, Josué, Judas Maccabée, / Arthur, Charlemagne et Godefroy le Fort, / qui s'adonnèrent tant aux armes, / qui sont tenus partout pour des preux, / revenaient au monde / pour faire le bien, la prouesse, l'honneur et la vaillance, / il serait parmi eux*

Cette xénophobie étant l'envers d'un attachement sentimental à la France personnifiée sous les traits d'une femme qui devrait renaître grâce à la venue d'un grand roi...

Profondément religieux, Eustache Deschamps vit enfin une foi tranquille, confiant dans le salut de son âme. Son corps vieillissant, « *pauvre charogne répugnante et vile* », le rapproche de la mort. Et les malheurs du temps, en particulier le grand schisme d'Occident (ou scission de la chrétienté en deux obédiences, celle de Rome et celle d'Avignon), qu'il dépeint comme « *une bête à deux dos qui fait le monde errer, / langue double dont parle l'Écriture, / venin cuisant, serpentine figure, / que l'enfer attend, faux conseil variable, / juge vendant la grâce charitable, / chien envieux, de convoitise plein, / qui prépare la voie de l'Antéchrist* », le convainquent de l'imminence de la fin des temps. On le trouve aussi obsédé par l'omniprésence du mal dans un monde aussi vieux et décrépité que son corps, cette « *charogne à vers et fiente, pourrie et sale, / arbre chargé de toute pourriture, / vivant dans les délires et convoitant des trésors, / garni de pus, de maladie et d'ordure* »...

Cependant, d'autres sujets, plus triviaux, l'occupent également : le gouvernement de la maison, la diététique, la peste et les moyens de s'en prévaloir, les jeux de dés qui lui ont fait perdre tant d'argent... Quant à ses nombreux poèmes amoureux, ils mettent en scène aussi bien la courtoisie la plus éthérée que la plus chanelle des grivoiseries. Abordant ainsi tous les sujets avec la même verve et le même réalisme, l'œuvre de Deschamps traduit à merveille la vitalité du XIV^e siècle, automne du Moyen Âge et aube des temps nouveaux. **M. A.**



L'homme assailli par les sept péchés capitaux (miniature tirée du Double Lai de la fragilité humaine d'Eustache Deschamps, 1383, Paris, BNF).

se doit de respecter les libertés individuelles et collectives ; ils sont même hostiles à l'impôt qu'ils tiennent pour une « exaction ».

Écrivain engagé, Deschamps est aussi un moraliste, qui fustige les travers de ses contemporains dans des satires où la servilité des courtisans apparaît comme le malheureux contrepoint d'une vie idéale, rustique et simple, à la campagne : « *Je demande à Dieu qu'il me donne / de le servir et de le louer en ce monde / et, pour vivre, une tunique ou un pourpoint, / un seul cheval pour porter mon labour.* »

Parallèlement, il prône une éthique qui associe le courage guerrier et le savoir livresque.

bien aimé et venu / Bertrand du Guesclin, connétable de France. » Il doit en aller de même avec le monarque : « *Roi sans lettres est comme l'âne couronné* », écrit-il.

Autre élément très présent dans l'œuvre de Deschamps : le sentiment national qui se développe alors en France à l'occasion du conflit engagé contre les Anglais. La jeunesse du poète a notamment été marquée par les désastres de Crécy (1346) et de Poitiers (1356) où le roi français, Jean II le Bon, a été capturé par l'ennemi. Il tient donc ces derniers pour des assassins, des félons et des gueux, voire pour des monstres cachant la queue qu'ils portent au dos, comme les animaux

NOTE

1. Anthologie commentée des poèmes les plus significatifs : J.-P. Boudet et H. Millet (s.d.), *Eustache Deschamps en son temps*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997. Pour la totalité de ses écrits, voir l'édition des *Œuvres complètes* d'Eustache Deschamps par le marquis de Queux de Saint-Hilaire et G. Raymond, 11 volumes, 1878-1903, rééd. New York, Johnson Reprint corp., 1966.

Des apaches dans les cités

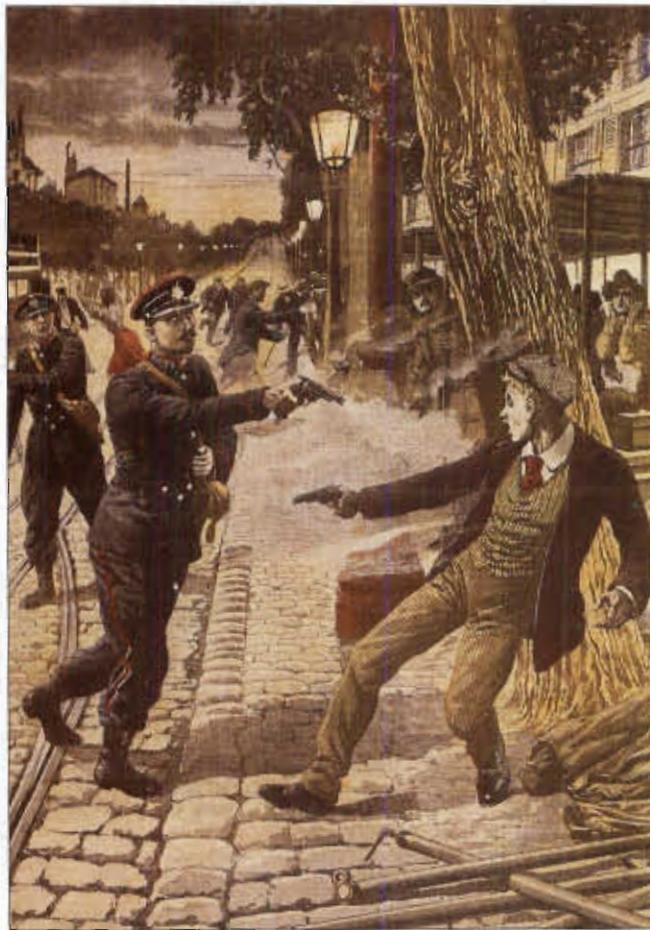
L'aggravation des violences urbaines constitue aujourd'hui la préoccupation majeure des Français. La délinquance des jeunes n'est pourtant pas un phénomène nouveau : dès la fin du XIX^e siècle, elle apparaissait comme un « péril national ». Peut-on pour autant comparer les différentes formes de rébellion ?

Dominique Kalifa,
maître de conférences
à l'université de Paris-VII

La multiplication récente des violences urbaines (vandalisme, agressions dans les bus, poussées de fièvre dans les cités) a relancé la question de la délinquance des jeunes. En inaugurant en octobre dernier le colloque de Villepinte sur la sécurité, le Premier ministre Lionel Jospin prenait lui-même acte de ce qui est désormais l'une des principales préoccupations des Français.

La délinquance juvénile n'est pourtant ni une réalité, ni une inquiétude nouvelle. La question en effet émerge dès la seconde moitié du XIX^e siècle, lorsque l'invention de l'adolescence, cet âge de la vie qui se précise alors, vient relancer l'anxiété face au crime, si vive en ce temps de mutations.

Rapidement présentée comme un « péril national », elle s'exacerbe à partir des années 1880, provoquant une moisson de discours et de publications alarmistes. « *Le mal est immense : c'est l'avenir de notre pays qui est en jeu* », note en 1905 l'avocat Paul Drillon en dénonçant « l'accroissement



La violence des jeunes, hier et aujourd'hui.
Ci-dessus : image tirée du Petit Journal du 26 juillet 1908.
Ci-contre : un bus escorté par la police, à Evry, en décembre 1997
(cf. Kharbine-Tapabor et J. Hekimian/Sygma).

ou de ses marges déclassées, mêmes enfants de migrants et de travailleurs déracinés que l'haussmannisation commençait à rejeter vers les périphéries urbaines, et pour qui la rue, avec son désœuvrement mais aussi ses solidarités, constituait le seul horizon quotidien. Même résistance à la norme et à ses disciplines, même attitude de défi, traversée parfois de relents d'anarchisme, même volonté de revanche face à un ordre social qui niait les jeunes comme individus et comme groupe.

On ne peut cependant pousser plus loin le parallèle, car les formes de la délinquance étaient alors très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Pour l'essentiel, la violence des jeunes procédait alors des valeurs et des modes de vie traditionnels de la classe ouvrière, tout au culte de la force et au désir de prouesse¹. Volontiers rebelle, animé par ce que les moralistes dénonçaient comme un « *instinct de vagabondage* », le jeune ouvrier aimait à courir la ville, braconnant en permanence aux marges de la légalité.

Chapardages, rixes et affrontements de rue relevaient d'une sorte de sociabilité juvénile, où la violence virile et le rôle de la bande tenaient une place essentielle. Tel est bien le sens, en janvier 1902, de cette lutte homérique (combats à la loyale, batailles rangées sur les « fortifs ») que se livrèrent, pour la belle Casque d'Or, Manda et Leca, chefs des bandes rivales des Orteaux et de Popincourt.

Bruyante et provocante, la délinquance des jeunes disait à la fois le refus de l'ordre parental et celui du travail salarié (le « *baigne industriel* »), exprimant un désir confus de liberté face aux contraintes croissantes de l'ère industrielle.

NOTES

1. Cf. Michelle Perrot, « La jeunesse ouvrière : de l'atelier à l'usine », G. Levi et J.-C. Schmitt, *Histoire des jeunes en Occident*, t. II, Paris, Le Seuil, 1996.
2. Cf. Sébastien Roché, *Le Sentiment d'insécurité*, Paris, PUF, 1993, et Hughes Lagrange, *La Civilité à l'épreuve*, Paris, PUF, 1995.



indiscutable de la criminalité et de la perversité juvénile » (*La Jeunesse criminelle*). Diagnostic pour le moins incertain, mais qui suffit, amplifié par la chambre d'écho de la presse populaire, à entretenir le « *malaise de la sécurité publique* » qui se développe alors.

La jeunesse délinquante présentait, par sa sociologie comme par sa psychologie, bien des similitudes avec celle d'aujourd'hui. Mêmes bataillons de jeunes issus du monde ouvrier

Sans doute une partie de ces « *gredins imberbes* » versait-elle progressivement dans la délinquance professionnelle : proxénétisme, petites activités « *de voleurs à la tire, d'arracheurs de réticules, de pillards de fourures féminines, ou de bonneteurs filant la carte sur le talus des fortifications* » (Paul Matter, *Revue politique et littéraire*, 1907), parfois même, pour les plus audacieux, agressions nocturnes et cambriolages. Ainsi par exemple des membres de la sinistre bande de Neuilly (moins de vingt ans en moyenne), condamnés en 1899 par les assises de la Seine pour dix attaques nocturnes commises dans la nuit du 12 au 13 juillet 1897. Ou encore de ces « *Ouisiti de la Butte* », arrêtés en septembre 1910, et dont le « chef », Désiré Pissy, quatorze ans, qu'on disait déjà entretenu par une femme, détroussait les passants attardés.

Mais de telles exactions étaient exceptionnelles. Pour

la plupart de ces jeunes « *vauriens* » ou de ces « *apaches* », la « délinquance » ne constituait qu'une aventure de jeunesse, simple rite de passage avant que ne les rattrapent le temps de l'usine et celui de la famille.

LA FRANCE INDUSTRIELLE ET MÉRITOCRATIQUE DE LA III^e RÉPUBLIQUE N'EXISTE PLUS

En dépit de zones d'ombre persistantes, ce second XIX^e siècle voyait en effet la société se dégager de la logique d'affrontement et d'exclusion qui avait caractérisé ses premières décennies. Les mouirs urbains disparaissaient, l'industrie commençait à signifier autre chose que la misère, et le monde ouvrier, dont les mœurs se pacifiaient et qu'on cessait d'associer systématiquement à une classe dangereuse, pouvait songer à édifier l'avenir.

Les perspectives ne sont évidemment plus les mêmes aujourd'hui, et les formes de la délinquance témoignent de ces mutations. Hors des flambées de violences sporadiques (émeutes, pillages, « rodéos »), l'essentiel du contentieux provient de ce qu'il est désormais convenu d'appeler les « *incivilités* »² : vandalisme et dégradations (voitures rayées, boîtes aux lettres vidées, fenêtres cassées), nuisances et marques d'irrespect, petite délinquance endémique, etc.

Si ces violences nourrissent l'inquiétude et incarnent le désordre, c'est parce qu'elles sont aussi des atteintes à la morale sociale qui semblent signaler une rupture dans le processus de « civilisation des mœurs ». En ce sens, elles menacent autant la sécurité individuelle que l'identité collective, la civilité que la citoyenneté.

Mais leur multiplication traduit également l'impasse dans laquelle se trouvent les jeunes des cités. Alors que la France industrielle et méritocratique des débuts de la III^e République offrait à la jeunesse ouvrière des voies contestées mais effectives d'intégration, notre société de services, plus avare d'emplois, laisse une part croissante des jeunes sur le bord de la route.

Plongée dans une situation difficile, marginalisée sur plusieurs plans, une partie de ceux-ci répond par la violence brute, la surenchère et la provocation, jusqu'à frapper les symboles d'une société matérielle qui produit beaucoup plus de richesses qu'autrefois, mais se montre incapable de trouver un emploi à ces jeunes. Et, d'une façon générale, d'intégrer. Signe, s'il en était besoin, qu'une société a toujours les délinquants qu'elle mérite.

D. K. ■

Europe

Amérique

Proche-Orient

Afrique

Clio

Voyages
Culturels
1998

Pour toute demande de catalogue, contactez :
CLIO - 34, rue du Hameau
75015 PARIS - Lic. 075950468
Tél. : 01 53 68 82 82
Fax : 01 53 68 82 60

BIO EXPRESS

- 1930** : naissance à Anvers.
- 1959-1966** : chercheur à l'Institut de sociologie de l'université libre de Bruxelles. Professeur invité à Harvard.
- 1965-1985** : professeur à temps partiel à l'université libre de Bruxelles.
- 1967-1969** : conseiller économique au GATT.
- 1969-1971** : professeur à Sir George Williams University à Montréal.
- 1971-1972** : directeur d'études associé à l'École pratique des hautes études (6^e section).
- 1972-1995** : professeur à l'université de Genève.
- 1972-1976** : consultant pour le Bureau international du travail (BIT).
- 1982-1983** : Paul Bairoch occupe une chaire d'État au Collège de France.
- 1985** : Paul Bairoch crée le Centre d'histoire économique internationale dans le cadre duquel sont menées et publiées des études, notamment des comparaisons économiques et sociales de tous les pays du monde.
- 1995** : Paul Bairoch prend sa retraite.

POUR EN SAVOIR PLUS

PAUL BAIROCH A PUBLIÉ

- *Révolution industrielle et sous-développement*, Paris, SEDES, 1963.
- *Diagnostic de l'évolution économique du Tiers-Monde, 1900-1966*, Paris, Gauthier-Villars, 1967.
- *Le Tiers-Monde dans l'impasse. Le démarrage économique du XVII^e au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, « Idées », 1971. Rééd. Gallimard, « Folio Actuel », 1992.
- *Taille des villes, conditions de vie et développement économique*, Paris, EHESS, 1977.
- Avec A.-M. Piuze (s.d.), *Le Passage des économies traditionnelles européennes aux sociétés industrialisées*, Genève, Droz, 1985.
- *De Jéricho à Mexico. Villes et économies dans l'histoire*, Paris, Gallimard, « Arcades », 1985, rééd., 1996.
- *La Suisse dans l'économie mondiale* avec M. Korner (s.d.), Genève, Droz, 1990.
- *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 1994, rééd., 1995.
- *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 1997.

Après avoir connu une jeunesse mouvementée, exercé plusieurs métiers, Paul Bairoch a été, à l'université de Genève, un professeur d'histoire économique dont l'œuvre fait autorité.

Son domaine : le monde. Du XVI^e siècle à nos jours...
Son dernier livre retrace ce qui apparaît sous sa plume comme une véritable épopée.

La leçon d'économie de Paul Bairoch

Les Américains, qui ont le génie des termes économiques, appellent cela un « long-seller » : un livre qui, contrairement aux best-sellers au succès parfois éphémère, est appelé à se vendre sur la longue durée. Publié l'automne dernier par Gallimard, le *Victoires et déboires* de Paul Bairoch appartient à coup sûr à cette catégorie d'ouvrages. D'abord, parce que cette « *histoire économique et sociale du monde, du XVI^e siècle à nos jours* », est la synthèse de trente-cinq ans de recherches, menées par l'un des historiens de l'économie les plus réputés. Mais aussi parce que, malgré ses 2 800 pages et son style sans apprêt, cette somme se lit comme un roman, frénétique et chaotique, lumineux et tragique : celui du développement de notre planète.

« *Victoires et déboires* »... L'antithèse, qui sert de (beau) titre à l'ouvrage, pourrait aussi bien s'appliquer à la vie de son auteur. A soixante-sept ans, Paul Bairoch coule une retraite heureuse à Genève, patrie des banques et des organisations internationales. Habitant une avenue cossue, non loin de la faculté où il reste professeur honoraire, cet universitaire affable et cordial, aux cheveux blancs et aux sourcils charbonneux, se consacre à ses travaux et à ses petits-enfants. On a peine à imaginer qu'avant d'être cité et fêté par tous, il a connu un parcours difficile, voire douloureux, qui ne lui a laissé nulle aigreur : seulement une attention, assez rare chez les économistes, aux laissés-pour-compte du progrès.



Paul Bairoch en 1970 au Canada.

DÉFENSE ET ILLUSTRATION DES CIVILISATIONS DU TIERS-MONDE

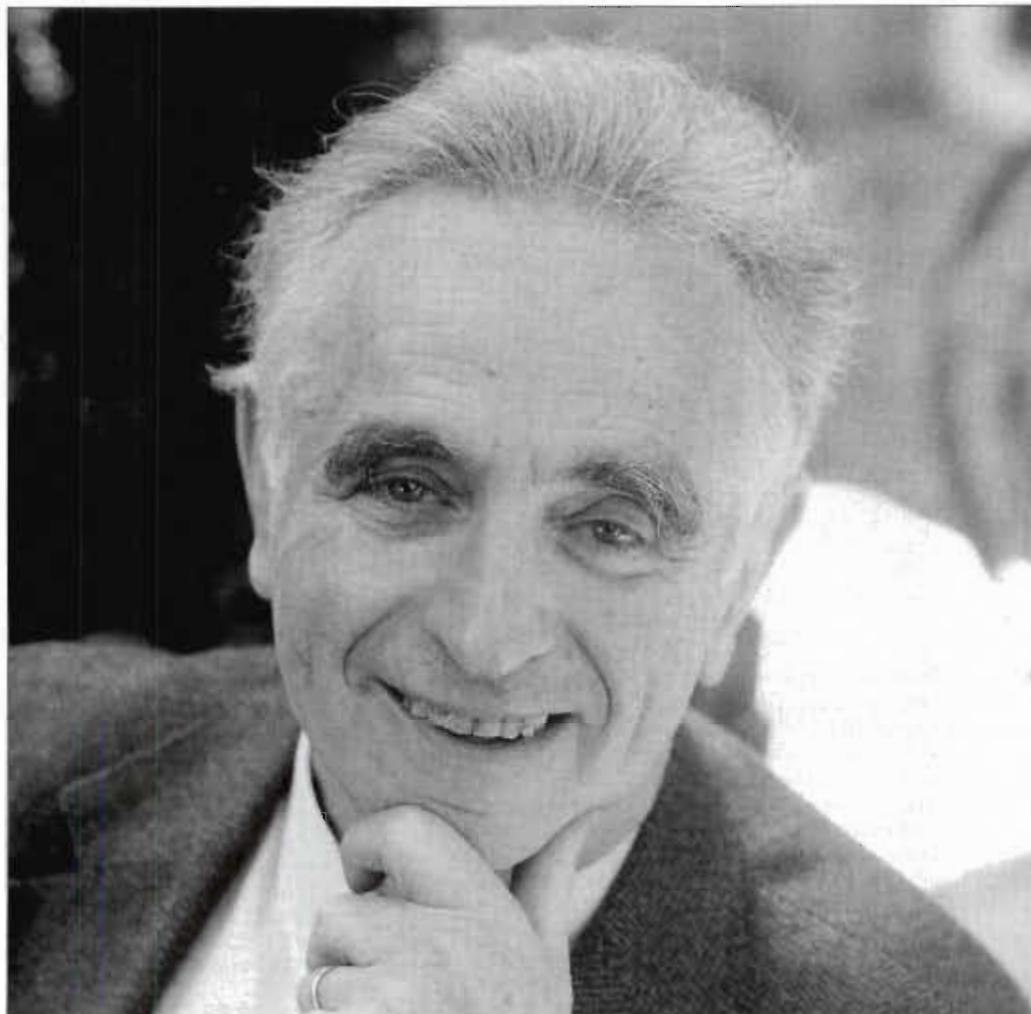
Né à Anvers en 1930 dans une famille juive, Paul Bairoch a en effet su très tôt ce qu'étaient des « déboires » économiques. Enfant, il a d'abord vu prospérer l'entreprise familiale de fabrication de crèmes glacées, vendues dans les cinémas. Jusqu'au jour où une multinationale venue des États-Unis, Frisco, a débarqué en Belgique. Rude éveil aux réalités de l'économie. « *Cette firme, se souvient-il, avait amené avec elle une unité de fabrication de glace carbonique qui, par rapport à la glace traditionnelle utilisée à l'époque, avait l'avantage de créer un froid plus intense et de ne pas nécessiter des vidanges d'eau, et permettait une plus longue conservation des crèmes glacées. Frisco a refusé de nous en vendre. En revanche, ils nous ont*

proposé de racheter notre entreprise. Ma mère s'y est opposée, estimant qu'"on ne vend pas un gagne-pain"... Nous avons péri-chité jusqu'à la guerre. »

La Seconde Guerre mondiale, Paul Bairoch l'a passée à Riscle, village du Gers, où ses parents s'étaient réfugiés, échappant de justesse à la déportation grâce à la protection de la population. Après la guerre, le jeune homme passionné d'histoire, qui rêvait d'être architecte ou ingénieur, a dû, soutien de famille, émigrer en Israël et interrompre ses études. Revenu en Europe au milieu des années 1950, il étudie l'économie, se voue à l'étude de la révolution industrielle et commence à Bruxelles une carrière de chercheur, à l'institut de sociologie Solvay.

Il y développe un centre d'économie politique, tout en réalisant des enquêtes « alimentaires » : prévision de population active, calcul du revenu régional, études sur la reconversion des mineurs... C'est ainsi que Paul Bairoch élabore le premier indice hebdomadaire de la production industrielle de la Belgique, toujours utilisé aujourd'hui. Mais calculer le taux de productivité de la société française au XIX^e siècle, à l'aide de maigres indications sur la population, l'alimentation ou l'urbanisation, ne pose pas plus de difficultés à ce virtuose de la statistique.

C'est en revanche un problème d'actualité brûlant, celui du Tiers-Monde, qui va lui fournir le sujet de sa thèse. Il y pose une question qui ne cessera de le hanter : pourquoi la révolution industrielle ne s'est-elle pas étendue à ces pays défavorisés



Paul Bairoch (cl. J. Sassier/Gallimard).

d'Afrique et d'Asie ? Réponse : parce que la colonisation a impliqué des importations massives de produits manufacturés et a réduit leurs possibilités de faire une révolution agricole, préalable indispensable au développement. Publié en 1963, sous le titre *Révolution industrielle et sous-développement*, ce travail va marquer les esprits. Il vaut à Paul Bairoch un article d'Alfred Sauvy dans *Le Monde*, une traduction en italien dans une collection prestigieuse chez Einaudi, et même un petit mot du professeur Raymond Barre !

Plusieurs ouvrages suivront, toujours consacrés au Tiers-Monde, aux mégapoles modernes, au commerce extérieur et à la population active ou aux mythes de l'histoire économique. La plupart de ses livres ont été traduits dans plusieurs langues. Paul Bairoch, qui voit croître sa renommée, travaille pour le GATT, et enseigne au Canada. C'est là qu'un jour, il prend par erreur ce qui n'est qu'un cadre

général, au sein duquel doit s'inscrire son enseignement, pour le sujet précis du cours qu'il doit donner. Résultat : il se prépare à parler à ses étudiants de « l'histoire économique de l'Europe occidentale des origines à nos jours » ! Rien de moins. Cette méprise — à laquelle s'ajoute l'influence de Fernand Braudel, qui l'invitera à enseigner à l'École des hautes études — lui donne définitivement le goût des vastes perspectives.

A Genève, où il s'établit en 1972, Paul Bairoch, avec une rare humilité, se charge pendant plus de vingt ans du cours de première année d'histoire économique, devant 600 étudiants. Face à cet auditoire novice, son sens pédagogique fait merveille. C'est ce cours qui donnera naissance à *Victoires et déboires*. « *Ce qui à l'origine devait être un polycopié, précise-t-il, est devenu un manuel, puis un livre.* » D'où l'allure très didactique de cet ouvrage-fleuve, sorte de *Guerre et paix* de l'économie, qui en

charrie tous les aspects : histoire agricole, industrielle, commerciale, démographique, financière, technique (fêru d'innovations, Paul Bairoch, se définit comme un « homme à gadgets »), etc.

Rarement on aura si bien mis en lumière la rupture essentielle que fut la révolution industrielle survenue en Angleterre au XVIII^e siècle, la formidable accélération de l'histoire qui en a découlé, mais aussi le terrible déséquilibre pour la majeure partie de l'humanité. Même s'il n'a jamais vécu dans un pays sous-développé, Paul Bairoch, vieil ami d'Alfred Sauvy et de René Dumont, reste, on l'a compris, un « tiers-mondiste » fervent. Refusant pour autant de valider certains mythes (ainsi le « pillage » du Tiers-Monde, auquel l'Occident devrait sa prospérité), il souligne en revanche à quel point les pays du Sud paient aujourd'hui encore le prix de certaines orientations néfastes imposées par le colonisateur.

Même en ce qui concerne l'Occident, Paul Bairoch ne perd jamais de vue les « déboires » sociaux engendrés par les « victoires » économiques. Il faut voir là, très certainement, le souvenir de son expérience de la condition ouvrière. Pour financer ses études, il a en effet travaillé dans l'industrie diamantaire, où il « clivait » des pierres précieuses. Plus tard, en Israël, il est devenu ouvrier en bâtiment. « *J'étais spécialiste de la ferrure en béton armé. Je suis même monté en grade...* »

**LE RÊVE
D'UNE SOCIÉTÉ
OÙ, POUR ÉVITER
LE GASPILLAGE,
LES PRODUITS
MANUFACTURÉS
SERAIENT
GARANTIS CINQ
ANS**

On ne s'étonnera donc pas que, hostile au néo-libéralisme actuel, notre historien s'inquiète de ce qu'il appelle le « démantèlement de l'État-providence ». Ou de l'attitude autodestructrice de ces entreprises qui, dit-il, « *privéligient l'intérêt de leurs actionnaires par rapport à celui de l'entreprise elle-même et de ses personnels. Auparavant, ce n'était pas le cas : même les dirigeants des multinationales tiraient un sentiment de fierté de la taille de leur société.* »

Actionnaire, ou plutôt sociétaire, Paul Bairoch l'est, lui aussi... mais, comme beaucoup de citoyens suisses, de la Migros, célèbre chaîne de supermarchés à orientation sociale où l'on ne vend ni alcool ni tabac. Utopiste raisonnable, il rêve d'une société où, pour éviter le gaspillage, les produits manufacturés seraient garantis cinq ans, où l'on réfléchirait aux conséquences des innovations technologiques avant de les autoriser.

Et l'avenir, comment le voit-il ? Sagement, Paul Bairoch se refuse, quoique l'envie l'en démange, à livrer des prévisions. Lui qui n'a guère vu venir la récente crise asiatique est le premier à savoir que l'histoire se charge parfois de démentir les plus savants.

François Dufay

LA MARCHÉ SUR ROME A-T-ELLE EU LIEU ?

■ La célèbre marche sur Rome du 27 au 30 octobre 1922, qui porta Mussolini au pouvoir, fut-elle une authentique insurrection populaire ? L'événement fut peut-être un « composé subtil d'apparences et d'illusions ».

« Les historiens ont souvent noté l'écart entre les récits contemporains, dont celui de Mussolini, qui décrit la marche comme une violente insurrection, et une réalité plus banale où l'opération militaire fut un échec total. [...] Mussolini fut l'un des premiers à formuler une théorie de la politique à l'âge de la communication de masse. La marche sur Rome pourrait bien avoir été le premier événement historique qui n'eut jamais lieu. Ou plus précisément : le premier à se dérouler en grande partie à travers une politique de la représentation par les médias.

« Mussolini lui-même ne prit aucune part et ne montra aucun intérêt pour les aspects militaires de la marche [...]. Ce qui l'intéressait [c'était] l'assaut médiatique — qui déstabiliserait ses rivaux et créerait un climat d'incertitude, de confusion. »

(London Review of Books, 1^{er} janvier 1998)

LE COMLOT, MOTEUR DE L'HISTOIRE ?

■ « Le président Kennedy a été assassiné par la mafia. Les francs-maçons sont à l'origine de la Seconde Guerre mondiale. Diana et Dodi se sont volatilisés de la place de l'Alma dans un camion dissimulé... »

The Economist (13 décembre 1997) a rapproché la parution d'un ouvrage consacré à l'histoire des théories du complot depuis le Moyen Âge (D. Pipes, Conspiracy), dont « les beaux jours furent le XX^e siècle avec son mélange fertile de peurs relatives à la sécurité nationale, de voyages dans l'espace, d'assassinats et d'innovations scientifiques ultra-secrètes », et celle des transcriptions de deux cents heures d'enregistrements du bureau de Richard Nixon à la Maison-Blanche (Abuse of Power : The New Nixon Tapes, S. Kutler), qui concernent notamment l'affaire du Watergate.

Non seulement parce que « c'est un rappel utile que les théoriciens de la conspiration ont quelquefois raison ». Mais aussi parce que « l'homme le plus puissant de la planète se révèle comme une âme tourmentée qui voyait des conspirateurs partout ».

Le choc des civilisations



Le retentissant Choc des civilisations du politologue américain Samuel Huntington, dont les thèses pessimistes ont soulevé un important débat aux États-Unis, vient d'être traduit en français (Odile Jacob). Son idée maîtresse est que « si le XIX^e siècle a été marqué par les conflits des États-nations et le XX^e siècle par l'affrontement des idéologies, le siècle prochain verra le choc des civilisations, car les frontières entre cultures, religions et races sont désormais des lignes de fracture » : les guerres de demain auront lieu entre l'Occident chrétien

et les civilisations « musulmane » et « confucéenne ».

Interrogé par Le Nouvel Observateur (11-17 décembre 1997), l'historien René Rémond a affirmé : « Pas plus que la lutte des classes, le "choc des civilisations" n'est la pierre philosophale de l'histoire. Mais [...] Huntington a raison de déplacer notre réflexion vers l'univers culturel, car les malentendus et les divergences sur les valeurs culturelles sont déterminants dans les conflits. »

Quant à François Furet, il expliquait peu avant sa mort : « L'idée de définir les groupes par la culture s'appuie sur le spectacle du monde actuel, marqué par la réapparition du sentiment d'identité sous des formes antérieures au phénomène national, comme le fondamentalisme musulman. Je pense pour ma part que ce dernier est un phénomène transitoire, une solution refuge contre la culture de l'ancien colonisateur ou du gouvernement "opresseur" en place. »

Dans Libération (6 janvier 1998), Pierre Hassner, qui relevait les faiblesses de l'ouvrage de Samuel Huntington, concluait : « Le grand historien du XIX^e siècle Jacob Burckhardt disait que ce qu'il craignait le plus pour le XX^e siècle, c'est que ce soit l'ère des "terribles simplificateurs". Il a eu raison. Le livre de Huntington pose la question en termes simplistes. [...] Pourquoi n'y aurait-il qu'une clé ? Cela n'a jamais eu de sens et encore moins à notre époque où les sociétés sont complexes et changeantes. » ■

L'ESCLAVAGE ET LE « POLITIQUEMENT CORRECT »

■ Au Canada, au moment où des tribus de Colombie britannique négocient une forme d'autonomie territoriale, l'ouvrage de l'anthropologue Leland Donald, intitulé L'Esclavage chez les autochtones de la côte nord-ouest d'Amérique du Nord, déclenche la polémique.

The Globe and Mail (Toronto) rapporte que le livre, où il est affirmé que l'esclavage a survécu au Canada jusque tard dans le XIX^e siècle et surtout « qu'il a été longtemps un élément essentiel du système social de certaines nations indiennes d'Amérique du Nord », « alimente le

débat sur la question de savoir qui est en droit de raconter l'histoire des nations indiennes et qui a accès à la vérité : les Amérindiens, qui perpétuent une tradition orale, ou les universitaires, qui s'appuient sur les témoignages historiques laissés par les explorateurs, les marchands et les missionnaires européens ? [...]

« Une conteuse indienne, qui a également reçu une formation universitaire, [a déclaré :] "C'est réellement présomptueux de la part d'un groupe d'universitaires d'essayer d'utiliser les Indiens comme sujets d'observations scientifiques [...]" et souvent en discréditant la mémoire vivante d'un peuple. »

(Courrier international n°369)

LA RÉVOLUTION CUBAINE EN QUESTION

■ Les Américains ne furent pas immédiatement hostiles à la révolution cubaine, nous dit Alexandre Adler dans L'Express (18 décembre 1997), qui insiste sur la responsabilité personnelle de Castro et Guevara dans le raidissement communiste du pays.

« Il n'y a nul complot soviétique dans le basculement communiste de la révolution cubaine, mais la volonté ardente de deux hommes, Fidel Castro et Ernesto "Che" Guevara. L'Amérique eisenhowerienne n'a guère d'intentions hostiles à l'égard du nouveau régime. Le FBI est enchanté de voir disparaître, avec Fulgencio Batista, un protectorat officieux du syndicat du crime. [...]

« L'idée dominante, c'était de laisser la révolution cubaine rentrer dans son lit et de coopter habilement ses élites bourgeoises, afin d'atteindre assez vite un profil d'équilibre de type mexicain : verbalisme progressiste à l'exportation, alliance américaine solide en profondeur, remise en ordre à l'intérieur. [...] Castro a déjà choisi. Il veut précipiter l'irréversible. Imposer un choix socialiste original. Provoquer l'affrontement avec les États-Unis. Éliminer ses contradictoires. »

LES CRIMES DU COMMUNISME (SUITE)

■ La polémique sur les crimes du communisme se poursuit, en France comme à l'étranger. Le débat sur ce qui est, avec le nazisme, l'un des deux événements majeurs du XX^e siècle est loin d'être clos.

Dans Le Monde (7 janvier 1998), Marc Ferro est revenu sur sa genèse en insistant sur la « violence venue d'en bas » que Lénine encourage, y associant aussitôt une terreur émanant du pouvoir. En juin 1918, quand il apprend que la Tcheka freine la violence des ouvriers, il proteste : « Nous nous compromettons [...], nous freinons l'initiative des masses entièrement fondée. Ce n'est pas possible, les terroristes vont nous considérer comme des chiffres molles : il faut encourager l'énergie et la nature de masse de la terreur. »

Pour Marc Ferro, « contrairement à une [...] légende [bolchevique], l'ordonnement et l'exercice de cette violence ont précédé la guerre civile et l'intervention étrangère. Elle avait pour objectif de les prévenir. »

1938 : le triomphe des nazis



Cl. BPK, Berlin.

L'année 1938 marque un tournant dans l'histoire de l'Europe. En quelques mois, le chancelier du Reich, Adolf Hitler, annexe l'Autriche. Il provoque la crise des Sudètes qui se résoudra à son profit, au détriment de la Tchécoslovaquie, et verra surtout à Munich la capitulation des démocraties occidentales, France et Royaume-Uni. Enfin, il déclenche le terrible pogrom dit de la Nuit

de cristal, qui indique clairement au monde entier qu'il est désormais impossible pour les Juifs de vivre en Allemagne. Sur tous ces points, Hitler a appliqué le programme qui était le sien depuis son accession au pouvoir. En face de lui, il n'a trouvé personne pour l'arrêter. Moins d'un an plus tard, la marche à la guerre est inéluctable. Elle résulte de la politique expansionniste mise en œuvre dès 1938. Et de la passivité dont les États européens ont fait preuve, confrontés à la menace nazie.

SOMMAIRE

- 34 L'ANNÉE
D'ADOLF HITLER
par Philippe Burrin
- 40 APOTHÉOSE
DE LA CULTURE
« ARYENNE »
par Éric Michaud
- 42 LA NUIT
DE CRISTAL :
RÉCIT
D'UN POGROM
entretien avec
Saul Friedländer
- 46 LES ALLEMANDS
ÉTAIENT-ILS
TOUS NAZIS ?
par Pierre
Ayçoberry
- 48 CHARLOT CONTRE HITLER
par Pierre Sorlin
- 50 MUSSOLINI
VASSAL
DE HITLER ?
par Pierre Milza
- 52 MUNICH
OU LA STRATÉGIE
DE L'ABANDON
par Élisabeth
du Réau
- 56 VIENNE-PRAGUE :
LA FIN D'UN MONDE
par Jean-Paul Bled
- 58 POUVAIT-ON
RÉSISTER
À HITLER ?
par Jean-Pierre
Azéma
- 36 PORTRAITS
LES HOMMES DE HITLER
- 38 CHRONOLOGIE
- 39 LEXIQUE
- 53 REPERES CARTOGRAPHIQUES
- 60 DOCUMENT
« MEIN KAMPF »
- 61 POUR EN SAVOIR PLUS

Philippe Burrin • Professeur d'histoire des relations internationales
à l'Institut de hautes études internationales de Genève

L'année d'Adolf Hitler

C'en est fini des pions avancés sans crier gare :
en 1938, le Führer parle haut et fort, montre le poing, tape sur la table. Épuration du parti,
annexion de l'Autriche, dépècement de la Tchécoslovaquie,
Nuit de cristal... Cette année sinistre est bien celle du triomphe de Hitler.

Depuis qu'il était arrivé au pouvoir en janvier 1933, Hitler avait multiplié les faits accomplis. Mais jamais autant qu'en cette année 1938, où l'Allemagne nazie fut constamment sous les projecteurs de l'actualité. En mars, l'Autriche est annexée en un tour de main. En septembre, la conférence de Munich vaut au Reich, sans coup férir une fois encore, l'annexion d'une large partie de la Tchécoslovaquie, la région des Sudètes (cf. repères cartographiques, p. 53). En novembre, la violence qui se déchaîne contre les Juifs du Reich pendant la sinistre Nuit de cristal (cf. entretien avec Saul Friedländer, p. 42) suscite l'émotion dans le monde entier.

L'HEURE DE L'EXPANSION A SONNÉ

A la différence des coups précédents, dont le plus notable avait été la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936 (cf. chronologie, p. 38), ceux de 1938 interviennent après une pause de près de deux ans et ils marquent le passage à l'offensive en dehors des frontières allemandes, une offensive où l'intimidation et la menace sont utilisées sans retenue. C'en est fini des pions avancés sans crier gare, mais que suivent immédiatement de bruyantes protestations de paix. En cette année 1938, Hitler parle haut et fort, montre le poing, tape sur la table, en particulier lors du congrès du parti nazi à Nuremberg en septembre, où il réclame le dépècement de la Tchécoslovaquie, en parlant de faire la guerre. Le régime nazi se radicalise, ou plutôt il se réalise : à peine doté d'une puissance militaire, il affiche, à travers son goût du risque et son culte de la force, le fond destructeur de sa nature.

L'AUTEUR

Philippe Burrin a notamment publié *La Dérive fasciste* (Le Seuil, 1986), *Hitler et les Juifs* (Le Seuil, 1989, rééd. 1995) et *La France à l'heure allemande* (Le Seuil, 1995, rééd. 1997).



L'annonce que l'heure de l'expansion allait sonner, Hitler l'avait faite en petit cercle à la fin de l'année précédente. Le 5 novembre 1937, il avait réuni à la chancellerie le ministre des Affaires étrangères, von Neurath, et les plus hauts responsables militaires du Reich, le ministre de la Guerre, von Blomberg, ainsi que les chefs des trois armes, von Fritsch pour l'armée de terre, Göring (cf. portrait, p. 36) pour l'aviation, Raeder pour la marine. Ses propos, consignés dans le fameux protocole Hossbach, du nom de son aide de camp, avaient été de la plus grande clarté¹. Hitler avait ouvert la conférence en demandant que son point de vue fût considéré, dans le cas d'une disparition soudaine, comme son « testament ». Il avait ensuite longuement

justifié la nécessité d'une expansion territoriale en rejetant toute autre solution, que ce fût l'autarcie à l'intérieur des frontières existantes ou le renforcement du pays par une large participation au commerce international.

« Il n'y a que la violence qui puisse apporter une solution au problème allemand, avait-il souligné, et la violence ne va pas sans risque. » L'expansion ne pouvait pas attendre indéfiniment, elle devait être réalisée au plus tard en 1943-1945, sauf à perdre la marge de supériorité que l'Allemagne était en train d'acquérir sur ses adversaires du fait de la précocité de son réarmement. Hitler envisageait cependant de passer à l'action dans un avenir plus rapproché, et il évoqua les deux hypothèses

qui en donneraient la possibilité. La première était une crise intérieure en France qui entraverait sa capacité d'action à l'extérieur. La seconde, l'éclatement d'un conflit en Méditerranée entre la France et l'Italie, en raison de l'intervention de cette dernière dans la guerre civile espagnole. Dans les deux cas, la paralysie de l'armée française, que Hitler tenait à l'évidence pour le seul obstacle militaire à ses projets, devait être mise à profit pour s'emparer de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie.

LE PARI DU FÜHRER : LA FRANCE ET L'ANGLETERRE N'INTERVIENDRONT PAS

Cela ne pouvait pas aller sans risque, Hitler l'avait souligné, mais ce risque lui paraissait limité. Une opération contre les deux pays voisins, si elle était lancée par surprise et surtout si elle était menée rondement, ne devrait pas provoquer d'intervention armée de la part de la France, de l'URSS ou de la Pologne. La première, de surcroît, serait dissuadée de riposter par l'absence de soutien probable de la part de l'Angleterre. Hitler estimait, en effet, que « l'Angleterre, selon toute vraisemblance, et probablement aussi la France, ont déjà secrètement rayé de leurs livres la Tchécoslovaquie, et qu'elles se sont faites à l'idée que cette question serait réglée un jour ou l'autre par l'Allemagne ».

Le procès-verbal de la réunion ne transmet que d'une manière succincte les réactions des autres participants. Les réticences de la majorité d'entre eux, Göring faisant exception, n'en ressortent pas moins nettement. La probabilité que se réalise sous peu l'un des scénarios évoqués par Hitler leur paraissait faible. Et surtout, ils s'effrayaient des risques qu'il était disposé à prendre, en premier lieu celui d'un conflit avec la France et l'Angleterre, alors que l'armée allemande était pauvrement équipée, faiblement encadrée, mal entraînée. La différence de démarche entre Hitler et ses conseillers était ici patente. Le Führer* escomptait-il sérieusement un conflit proche entre la France et l'Italie ? En tout cas, il était convaincu que les Français et les Anglais ne lui feraient pas la guerre pour l'Au-

NOTES

* Cf. lexique, p. 39.

1. Les Archives secrètes de la Wilhelmstrasse. T. I, De Neurath à Ribbentrop (septembre 1937-septembre 1938), Paris, Plon, 1950, doc. 1, pp. 1-12.



Le congrès du parti nazi qui se tint à Nuremberg le 12 septembre 1938 était placé sous le signe de la « Grande Allemagne ». Hitler y formula ses revendications sur les Sudètes. Ci-contre, le chancelier s'avance, en compagnie notamment de Heinrich Himmler, au deuxième rang derrière lui, dans son uniforme noir de la SS (cf. BPK).

PORTRAITS

Les hommes de Hitler

Autour de Hitler, depuis ses débuts en politique, quelques hommes sont prêts à tout pour assurer le triomphe de l'idéologie nazie.

JOSEPH GOEBBELS (1897-1945) : issu d'une famille d'origine paysanne et catholique, fils d'un contremaître dans une filature, il suit des études de littérature et de philosophie. Il écrit, sans qu'aucun de ses romans ne trouve d'éditeur, et devient journaliste. Il est gagné au national-socialisme dès 1922, séduit par le personnage de Hitler à qui il restera fidèle. Chargé d'implanter le nazisme à Berlin, il y mène des campagnes où se manifeste déjà sa violence oratoire. A la tête du nouveau ministère de l'Information et de la Propagande en 1933, il contrôle les médias et la culture, utilisant les moyens d'information modernes, radio et cinéma, pour la propagande du régime.

HERMANN GÖRING (1892-1946) : fils d'un haut fonctionnaire colonial, il entre dans une école militaire à dix-sept ans. Durant la Première Guerre mondiale, il est l'un des as de l'aviation allemande. Il rencontre en 1922 Hitler qui devient un ami intime. Il participe au putsch manqué de Munich, en 1923. Par un premier mariage avec une riche comtesse, il développe ses liens avec l'aristocratie et la haute finance dont il fait bénéficier Hitler. Lui-même, après un remariage, affiche une vie luxueuse. Ministre de l'Air en 1933 (il crée la Luftwaffe), il tente d'obtenir le contrôle de la police et crée la Gestapo. Évincé par Himmler dans ce domaine, il se tourne vers l'économie : il est chargé de l'exécution du Plan de quatre ans lancé en 1936. Il ne cesse alors d'élargir ses pouvoirs, mais son influence décroît pendant la guerre.

RUDOLF HESS (1894-1987) : né à Alexandrie, fils d'un commerçant aisé, il étudie les sciences politiques. Nazi de la première heure — il aide Hitler à rédiger *Mein Kampf* en captivité —, il voue à ce dernier une admiration illimitée. Il est nommé

ministre sans portefeuille et suppléant du Führer à la tête du NSDAP en 1933. Il parvient cependant mal à imposer son autorité sur une administration anarchique. En 1939, il est désigné comme le successeur de Hitler. Il s'envolera vers l'Angleterre en 1941 pour nouer une alliance contre l'URSS, mais sera incarcéré par les Britanniques.

HEINRICH HIMMLER (1900-1945) : fils d'un professeur devenu précepteur du prince à la cour de Bavière, élevé dans une famille profondément catholique, il reçoit une éducation austère. Doté d'un diplôme d'ingénieur agronome, il adhère au NSDAP en août 1923. Il participe au putsch de Munich, la même année, puis entre dans les SS qui ne constituent encore qu'un petit groupe. Remarqué pour ses talents d'organisateur, il est nommé Reichsführer SS en 1929. Après l'accession de Hitler au pouvoir, il fait de la SS la force qui contrôle toutes les polices allemandes — dont la Gestapo — et qui supervise les camps de concentration. Conformément à son idéologie « germanique », Himmler souhaite faire de la SS une nouvelle chevalerie.

JOACHIM VON RIBBENTROP (1892-1946) : employé de banque en Angleterre avant la guerre, pendant laquelle il sert comme officier, il ne rencontre Hitler qu'en 1932, peu après son entrée au NSDAP. Grâce à son mariage avec la fille du plus grand producteur de vin mousseux allemand, Henkell, il vit dans un luxe ostentatoire. Vaniteux et opportuniste, il réussit à s'occuper, à partir de 1934, des questions de sécurité et de désarmement, malgré les sarcasmes de ses rivaux, Goebbels et Göring. Dès cette époque, il concurrence le ministre des Affaires étrangères, poste auquel il est nommé effectivement en 1938.

triche et la Tchécoslovaquie, et, fort de cette idée, qui devait se révéler juste, il était prêt à saisir la première occasion qui se présenterait. Mais avant cela, et c'est la conclusion qu'il n'a pu manquer de tirer de cette réunion, il lui fallait écarter les réticents, éliminer ces conservateurs qu'il traînait comme un boulet depuis les débuts de son régime.

Hitler était arrivé à la chancellerie en 1933 à la tête d'un gouvernement de coalition où les nazis étaient en minorité face à des conservateurs bien décidés à les utiliser pour liquider la république de Weimar au profit d'un régime autoritaire traditionnel. Les choses se passèrent autrement grâce à l'habileté de Hitler et à la puissance de son mouvement, devenu la seule force politique du pays une fois les partis de gauche anéantis et après que les partis de droite s'étaient sabordés. Ce fut alors un jeu pour lui d'écarter du gouvernement les principaux chefs de file conservateurs, à commencer par von Papen et Hugenberg².

UNE ÉPURATION « EN DOUCEUR » DES DERNIERS OPPOSANTS

L'alliance avec les élites traditionnelles du pays n'en demeurait pas moins indispensable et, pendant les années suivantes, Hitler prit soin de les ménager, notamment en leur laissant une place importante au sein du gouvernement et de la haute administration. En 1934, lors de la sanglante Nuit des longs couteaux (cf. *chronologie*, p. 38), il leur sacrifia Röhm³ et les dirigeants de la SA* qui réclamaient d'avoir la haute main sur l'armée renaisante. Mais il leur adressa en même temps un signal sans équivoque en faisant assassiner, lors de la même nuit, quelques-unes de leurs figures de proue, en particulier le général Kurt von Schleicher, son prédécesseur à la chancellerie. Préfiguration d'une autre épuration, infiniment plus sanglante, celle qui allait frapper les conservateurs mêlés de près ou de loin à la tentative d'assassinat de juillet 1944.

En comparaison, l'épuration à laquelle Hitler procéda à la fin de 1937 et au début de 1938 fut à la fois limitée et paisible. Elle n'en marqua pas moins une étape importante dans l'instauration de son pouvoir absolu. La série de succès intérieurs et extérieurs qui avait déplacé le rapport de forces en sa faveur avait également fait apparaître de plus en plus clairement la séparation des chemins. Si l'accord demeurait solide sur la reconstitution de

NOTES

2. Franz von Papen, chancelier en 1932, avait facilité l'accession de Hitler au pouvoir. Hugenberg était chef des Casques d'acier, principale ligue paramilitaire de droite de l'époque.
3. Ernst Röhm avait organisé les SA dans les années 1920. Lorsque Hitler était devenu chancelier, il avait voulu constituer avec ceux-ci les fondements d'une armée du peuple dans laquelle l'armée traditionnelle aurait été intégrée. Hitler, opposé à ces projets, le fit assassiner le 30 juin 1934.

la puissance allemande et sur le rétablissement d'une prépondérance en Europe, les conservateurs laissent deviner leurs inquiétudes sur le tempo de cette politique et surtout sur les risques qu'elle comportait. Que serait-ce alors quand il s'agirait de conquérir l'« espace vital* » du peuple allemand en Europe orientale, avec la chaîne de guerres qu'il y faudrait...

La première éviction fut celle de Hjalmar Schacht, privé en novembre 1937 de son poste de ministre de l'Économie, puis en janvier 1939 de son autre poste, celui de président de la Reichsbank. Schacht, le magicien de l'économie, avait joué un rôle précieux en tirant l'Allemagne de la crise économique. Mais les divergences n'avaient pas tardé à apparaître et à s'élargir au fur et à mesure que le réarmement prenait une place centrale dans la vie économique du pays. Dès 1936, Schacht demandait de le freiner au nom de la stabilité de la monnaie et du maintien des capacités exportatrices de l'Allemagne sur le marché mondial. Hitler entendait, au contraire, le pousser le plus possible, fût-ce en produisant à des coûts prohibitifs les matières premières nécessaires. Une stratégie qui, comme Schacht l'avait bien compris, devait rapidement conduire à une politique extérieure agressive.

En janvier et en février 1938, plusieurs des participants à la réunion de novembre précédent furent à leur tour évincés. Le ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath, fut envoyé dans une retraite dorée et remplacé par un fidèle de Hitler, Joachim von Ribbentrop (cf. *portrait*, p. 36), l'homme des missions officielles à l'étranger et ambassadeur à Londres depuis 1936. Puis, exploitant des affaires de mœurs, Hitler se débarrassa du ministre de la Guerre, le général von Blomberg, dont il reprit les fonctions, et de von Fritsch, le commandant en chef de l'armée de terre, auquel il substitua von Brauchitsch, tandis qu'il plaçait un homme qui lui était tout dévoué, Keitel, à la tête d'une nouvelle structure, le haut commandement des forces armées, qui devait chapeauter les trois armes. Les remous que ces changements pouvaient faire craindre chez les militaires furent apaisés par le succès de l'Anschluss* (cf. *Jean-Paul Bled*, p. 56). Davantage, les militaires eurent à cœur d'accentuer leur alignement sur le régime en introduisant le salut hitlérien dans l'armée.

Signe que ces évictions marquaient un tournant, la collégialité gouvernementale cessa d'être respectée vers la même époque. Les réunions du Conseil des ministres s'espaçaient depuis quelque temps, il est vrai, mais durant toute l'année 1938, il n'y eut qu'une réunion, et ce

fut la dernière. Les ministres et les dirigeants du parti travaillaient de plus en plus de leur côté, chacun dans le fief qu'il s'était taillé. Du coup, Hitler s'imposait plus que jamais en arbitre et en instance de dernier recours quand les disputes entre ses subordonnés ne trouvaient pas d'issue à leur niveau. Si l'on ajoute qu'il gardait sous son contrôle direct les affaires extérieures, les questions militaires et la persécution antisémite, sa liberté d'action et son pouvoir n'en prenaient que plus de relief, une liberté et un pouvoir que les conservateurs ne pouvaient guère limiter désormais, sinon en recourant aux méthodes extrêmes du complot et du putsch. Certains militaires, autour du général Beck, le chef d'état-

Il est vrai que la position de Hitler paraissait désormais inébranlable, campé qu'il était sur le pavois de sa popularité. La réduction progressive du chômage et le retour du plein emploi, le redressement de la puissance allemande sur la scène internationale, la dérivation sur les dirigeants du parti nazi et sur les membres du gouvernement des mécontentements de la population (cf. *Pierre Ayçoberry*, p. 46), l'apparence de stabilisation légale qu'avaient donnée à la persécution antisémite les lois de Nuremberg, tout cela concourait à lui conférer un prestige incommensurable. Les oppositions n'avaient certes pas disparu mais, comme il en allait pour les dissidents et les non-conformistes, la Gestapo* les avait suffi-



major de l'armée, hostile à une opération contre la Tchécoslovaquie et qui démissionna pour cette raison de son poste en été 1938, commençaient d'ailleurs à y penser. Mais tant que le succès couronnerait les initiatives de Hitler, il était peu probable que les élites allemandes, et même ce noyau d'opposants, passent à l'action.

A la fin de l'année 1938, les succès de la politique extérieure et la réduction du chômage confortent la popularité du régime nazi. Ci-dessus, Joseph Goebbels est acclamé lors de sa visite, le 5 décembre, à l'aciérie de Burbach, à Sarrebruck, dans une région rattachée à l'Allemagne en 1935 (cf. AKG).

CHRONOLOGIE

● 1933

30 JANVIER : Hitler est nommé chancelier du Reich.

27 FÉVRIER : incendie du Reichstag. Les dirigeants communistes sont arrêtés ; les libertés fondamentales suspendues.

● 1934

29-30 JUIN : « Nuit des longs couteaux » ; Ernst Röhm et ses lieutenants de la SA sont assassinés.

● 1935

15 SEPTEMBRE : lois de Nuremberg ; les Juifs sont déchés de la citoyenneté allemande ; tout mariage ou relations sexuelles entre Juifs et non-Juifs sont interdits.

● 1936

7 MARS : remilitarisation de la Rhénanie.

● 1937

5 NOVEMBRE : conférence secrète au cours de laquelle Hitler fait part de ses projets expansionnistes (protocole Hossbach).

● 1938

12-13 MARS : l'armée allemande envahit l'Autriche. Hitler proclame l'Anschluss.

10 AVRIL : référendum organisé en Autriche qui confirme l'Anschluss (99 % de « oui »).

MAI : voyage officiel de Hitler à Rome.

12 SEPTEMBRE : discours de Hitler à Nuremberg exigeant la libre détermination des Allemands des Sudètes.

15 SEPTEMBRE : rencontre de Hitler et du Premier ministre britannique, Neville Chamberlain, à Berchtesgaden, sur la question des Sudètes.

22-23 SEPTEMBRE : deuxième rencontre de Hitler et de Chamberlain, à Bad Godesberg.

29-30 SEPTEMBRE : conférence de Munich. Le territoire tchécoslovaque des Sudètes est cédé à l'Allemagne.

9-10 NOVEMBRE : Nuit de cristal. Exposition d'« art dégénéré ».

● 1939

15 MARS : les troupes allemandes entrent à Prague.

1^{er} SEPTEMBRE : l'Allemagne attaque la Pologne.

3 SEPTEMBRE : la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne.

samment atomisées et intimidées pour qu'elles ne représentent plus un danger. Le régime, qui gardait ses ambitions de contrôle total de la population et menait désormais un combat souterrain contre les Églises, se sentait mieux en selle, comme le montre la courbe des détenus dans les camps de concentration : le point le plus bas de leur histoire — environ sept mille cinq cents détenus — fut touché en 1936-1937.

Une fois pourvu en hommes de main, Hitler n'avait qu'à attendre le moment propice. Le contexte lui était favorable, il le savait : ce n'était pas sans de bonnes raisons qu'il pensait pouvoir lancer ses dés avec quelques chances de succès. La remilitarisation de la Rhénanie, en 1936, lui avait permis d'entreprendre la construction d'une ligne de fortifications, la ligne Siegfried, qui rendrait difficile aux Français de venir au secours de leurs alliés de l'Est, à commencer par les Tchécoslovaques. Elle les plaçait, en effet, devant l'alternative peu enviable de rester au balcon ou de plonger dans une guerre longue, pour laquelle il leur faudrait l'appui anglais. Or l'Angleterre, soucieuse d'ajuster des moyens limités et des engagements répartis à la surface du globe, montrait peu d'inclination à s'opposer par la force à une révision des frontières en Europe centrale. Hitler pouvait compter, de surcroît, sur la compréhension de l'Italie fasciste qu'avaient rapprochée de lui la guerre d'Éthiopie et surtout la guerre d'Espagne. Restait la Pologne, neutralisée par le pacte de non-agression qu'il avait conclu avec elle en 1934 ; l'URSS, certes liée par un traité de défense avec la Tchécoslovaquie, mais affaibli par les purges de Staline et qui n'allait pas se risquer à faire barrage toute seule à l'expansion allemande ; enfin, les États-Unis, lointaine puissance qu'éloignait encore un robuste isolationnisme que Roosevelt peinait à rompre.

Le choix de s'en prendre à l'Autriche et à la Tchécoslovaquie était fait pour assurer un succès au moindre risque. Il était bien peu question, ici, de révision du traité de Versailles puisque ces jeunes pays avaient fait partie de l'Empire austro-hongrois avant 1914, et non de l'Empire allemand. Cette révision qui avait la faveur de tant d'Allemands et que Hitler n'avait jamais invoqué qu'afin de camoufler des objectifs autrement plus vastes, eût supposé de diriger les coups vers la Belgique (pour récupérer Eupen-Malmédy), la France (l'Alsace-Lorraine) ou la Pologne (le fameux corridor). Mais c'eût été provoquer la formation d'une large coalition,

alors que l'absorption de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie ne lésait que des intérêts plus dispersés et moins importants, sans compter que l'idée de la réunion des Allemands dans un seul État offrait une très utile arme pour neutraliser les opinions publiques. Pur paravent, naturellement, que cette référence à l'autodétermination des peuples, Hitler visant dès le départ l'écrasement de la Tchécoslovaquie tout entière.

Ses motifs étaient avant tout stratégiques et économiques : éliminer le facteur militaire tchèque, qui était loin d'être négligeable, et s'emparer de ressources dont l'Allemagne avait grand besoin. A cet égard, Hitler avait donné un aperçu, lors de la réunion du 5 novembre 1937, des méthodes qui avaient sa préférence et qu'il emploierait en Europe orientale un peu plus tard. Ces deux pays, avait-il déclaré, pourraient nourrir 5 ou 6 millions d'hommes, et il avait ajouté : « *A condition qu'on ait recours à une émigration forcée de 2 millions d'habitants en Tchécoslovaquie et de 1 million en Autriche.* »

PARI GAGNÉ : L'AUTRICHE ET LES SUDÈTES SONT ANNEXÉS

L'occasion de régler le cas de l'Autriche se présenta bientôt. En 1934, le parti nazi autrichien avait tenté de s'emparer du pouvoir par un putsch au cours duquel le chancelier Dollfuss avait été assassiné. Mussolini avait alors fait monter ses troupes au Brenner pour signifier qu'il s'opposerait à une annexion. Après avoir rongé son frein, Hitler constatait que l'Italie virait dans sa direction (cf. Pierre Milza, p. 50) et que la puissance montante de l'Allemagne, sans compter la pression de ses fidèles en Autriche même, lui redonnait l'initiative. Le 12 février 1938, il soumit le chancelier Schuschnigg, qui s'était résigné à se rendre auprès de lui, à un torrent de menaces et d'ultimatums — de hauts responsables militaires allemands faisaient tapisserie pour souligner le sérieux de la situation, et l'entrevue fut aussitôt suivie de manœuvres militaires le long de la frontière autrichienne.

Hitler ayant exigé notamment la nomination d'un de ses fidèles, Seyss-Inquart, à la tête des organes de sécurité autrichiens, Schuschnigg s'exécuta. Mais, craignant l'engrenage, il pensa trouver un cran d'arrêt en organisant par surprise un plébiscite sur l'indépendance de l'Autriche. Hitler ne lui laissa pas le temps de le battre

avec ses propres armes et exigea sa démission, qui fut obtenue le 11 mars au soir. Le lendemain, il envoyait ses troupes en Autriche où elles furent accueillies joyeusement. Le 10 avril, consultés par plébiscite, Allemands et Autrichiens confondus approuvaient à 99% des voix la réunion de leurs deux pays.

En Tchécoslovaquie, ou plus exactement dans la région des Sudètes, Hitler disposait également de fidèles, groupés dans le parti nazi de Konrad Henlein. Encouragé par le succès de l'Anschluss, il leur donna pour instruction de durcir les demandes d'autonomie adressées à Prague. Parallèlement, il les soutenait publiquement, doublant ses paroles, une fois de plus, de manœuvres militaires voyantes. L'Angleterre, soucieuse de prévenir une agression allemande contre la Tchécoslovaquie qui pourrait jeter la France à la défense de son allié et l'entraînerait elle-même dans une guerre qui n'engageait pas ses intérêts vitaux, intervint alors pour arranger une cession à l'amiable de la région des Sudètes. Une solution qu'allait entériner, après les rebondissements que l'on connaît, et Mussolini aidant, la fameuse conférence de Munich (cf. *Élisabeth du Réau*, p. 52).

Hitler avait gagné son pari. A la fin d'une année de tensions extrêmes, il avait agrégé à l'Allemagne, sans tirer un coup de feu, l'Autriche, avec ses 7 millions d'habitants, et la région des Sudètes, peuplée de 2,8 millions d'Allemands et de 800 000 Tchèques. Il disposait à présent, pour le réarmement, d'un supplément notable, et à certains égards considérable, de main-d'œuvre qualifiée, de capacités productives, de réserves de matières premières, d'or et de devises. Enfin, il avait détruit le potentiel militaire de la Tchécoslovaquie, infligé un coup sévère à la crédibilité de l'alliance française, élargi la méfiance de

Staline envers les deux puissances occidentales.

Mais il n'était pas satisfait pour autant. Il avait voulu détruire la Tchécoslovaquie, et il devait se contenter de lui arracher une partie de son territoire. Il avait voulu imposer sa loi à un petit pays, et il lui avait fallu en passer par une conférence internationale où il n'avait d'autre choix que d'accepter que les nouvelles frontières de l'État tchécoslovaque soient garanties

par les puissances signataires de l'accord de Munich. Une promesse qu'il jeta à la poubelle quelques mois plus tard, en mars 1939, lorsqu'il dépeça, sans rencontrer la moindre opposition, ce qui restait de la Tchécoslovaquie, avant de lancer contre la Pologne, en septembre, l'opération qui allait déclencher la Seconde Guerre mondiale.

Le culte de la force qui transparaît chez Hitler dans ses réactions à la conférence de Munich et, plus généralement, dans toute sa politique au cours de cette

année 1938, se marquait plus nettement encore dans la brutalité croissante de son régime. En Autriche comme dans la région des Sudètes, la Gestapo se déchaîna, aussitôt l'annexion réalisée, contre ses opposants, la gauche marxiste en premier lieu, dont les militants, par milliers, allèrent peupler les nouveaux camps de concentration, tel le sinistre camp de Mauthausen. Les Juifs, surtout, subirent de plein fouet la violence redoublée des nazis. Les humiliations dont ils furent les victimes dans les rues de Vienne, les pressions qui s'exercèrent sur eux pour qu'ils émigrent, et bientôt la spoliation de leurs biens dans tout le Reich forment un crescendo qui trouva ses points culminants dans l'expulsion sommaire des Juifs de la région des Sudètes, puis de 15 000 à 20 000 Juifs de nationalité polonaise résidant dans le Reich, et dans l'explosion de haine de la Nuit de cristal. ■



Moins de six mois après la signature des accords de Munich, par lesquels la France et l'Angleterre garantissaient les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie, les troupes allemandes envahissaient le pays, sans rencontrer la moindre opposition. Elles pouvaient parader sur le pont Charles, à Prague, le 15 mars 1939 (cf. BPK).

LENIQUE

ANSCHLUSS (« RATTACHEMENT ») : ce terme désigne historiquement le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Il était expressément interdit dans les traités de paix, après la Première Guerre mondiale.

CHAMBRE DE LA CULTURE DU REICH : créée à l'initiative de Goebbels en septembre 1933, elle surveille la stricte application de la ligne du régime en matière culturelle. Il est obligatoire d'en faire partie pour exercer une profession dans le domaine de la culture.

FRONT DU TRAVAIL (« DEUTSCHE ARBEITSFRONT ») : créé le 1^{er} mai 1933, il remplace les organisations syndicales désormais interdites et contrôle l'emploi, les salaires et l'assurance sociale. Avec 25 millions d'adhérents, il représente la plus grande organisation de masse du régime.

FÜHRER (« CHEF ») : titre adopté officiellement par Hitler en août 1934. Le Führer incarne la nation et le peuple. Sur le plan légal, Hitler concentre tous les pouvoirs entre ses mains.

GESTAPO (« POLICE SECRÈTE D'ÉTAT », ABBRÉVIATION DE « GEHEIME STAATSPOLIZEI ») : police politique créée en avril 1933 par Göring. Elle passe sous l'autorité de Himmler dès l'année suivante.

JEUNESSES HITLÉRIENNES : fondées en 1926 pour les jeunes de quinze à dix-huit ans. Y appartenir devient obligatoire à partir de 1936. L'organisation compte alors près de 5,5 millions de membres.

LEBENSRAUM (« ESPACE VITAL ») : selon cette expression exposée par Hitler dans *Mein Kampf* (1924), l'Allemagne doit étendre son territoire, par la force en Europe orientale, afin d'assurer son développement (économique et démographique) et sa puissance.

SA (« STURMABTEILUNG ») : milice armée fondée en 1921 afin de combattre les adversaires du parti nazi. Ses dirigeants sont éliminés lors de la « Nuit des longs coutaux », en 1934. Cette formation ne jouera plus, par la suite, qu'un rôle marginal.

SS (« SCHUTZSTAFFEL », « ÉCHELON DE PROTECTION ») : créée en 1923, la SS est alors la garde prétorienne de Hitler. Sous l'impulsion de Himmler, elle devient la police du Reich.

Éric Michaud • Maître de conférences, enseigne l'histoire de l'art
à l'université des sciences humaines de Strasbourg

Apothéose de la culture « aryenne »

De style classique mais d'envergure monumentale, l'architecture, la peinture et la sculpture, telles que Hitler les concevait, devaient incarner la supériorité de la « race aryenne ».

L'année 1938 fut, dans le domaine des beaux-arts comme ailleurs, une année de consolidation et d'expansion des positions conquises par le régime nazi depuis cinq ans. Sous le contrôle du ministre de l'Information et de la Propagande, Joseph Goebbels (cf. *portrait*, p. 36), à peu près tous les artistes d'origine juive (tels le peintre et sculpteur Otto Freundlich et l'artiste expressionniste Ludwig Meidner) et ceux dont les œuvres étaient condamnées pour « *bolchevisme culturel* » étaient exclus de la Chambre de la culture du Reich* (l'appareil central du pouvoir culturel), ce qui signifiait qu'il leur était désormais interdit de pratiquer leur art, de l'enseigner et de l'exposer.

« LA PLUS ORGUEILLEUSE DÉFENSE DU PEUPLE ALLEMAND »

C'était encore Goebbels qui, en 1936, avait interdit la critique d'art dans la presse, au profit du simple « *compte rendu* » : puisque toute critique de l'art de la « *nouvelle Allemagne* » était l'expression du « *pouvoir dissolvant* » de l'esprit juif, il était devenu indispensable de protéger l'esprit du peuple allemand incarné dans son art.

Dans son ouvrage *Art allemand et « art dégénéré »*, l'universitaire munichois Adolf Dresler résumait, en 1938, les conceptions du régime par une confrontation systématique des productions de l'art national et de l'art « *racialement étranger* » : « *Il faut préser-*



La sculpture, pour les nazis, devait représenter l'idéal de beauté allemand. Ci-dessus, le monumental Prométhée sculpté par Arno Breker, qui fut particulièrement apprécié. Son auteur allait devenir l'un des principaux artistes officiels du régime (cf. AKG).

ver l'art de la guerre que mènent les bacilles de races étrangères, parce que les effets de cette guerre ne peuvent jamais être limités au domaine de l'art : ils façonnent également le peuple. » L'art, selon Hitler, constituait non seulement l'expression la plus authentique de l'âme d'un peuple, mais en modelait aussi, en retour, le corps. De même, Adolf Dresler voyait dans l'art le « *miroir* », mais aussi l'« *image directrice* » des Allemands. C'est dire que l'art, sous le III^e Reich, fut investi des mêmes pouvoirs de « *guide* » (« *Führer** ») du peuple allemand que ceux de Hitler lui-même.

Mais surtout, l'unique motif invoqué par Hitler et les idéologues nazis pour définir et justifier la supériorité de la « *race aryenne* » ou « *germano-nordique* » reposait sur l'affirmation qu'elle était la seule race « *créatrice de culture* », les autres n'étant que de simples agents de transmission ou, pire encore, des parasites et des destructeurs de culture. L'art n'était donc pas un simple instrument de propagande mis au service d'un programme politique ; il était tout à la fois la raison d'être et la fin du régime.

À Nuremberg, lors du premier congrès du parti nazi qui suivit son accession au pouvoir, en 1933, Hitler affirma que l'art allemand constituait « *la plus orgueilleuse défense du peuple allemand* ». Dans un pays vaincu et occupé, jugé seul coupable de la guerre de 1914 et accablé d'une dette dont il ne pouvait s'acquitter, l'invocation de la tradition artistique allemande devait d'abord restaurer l'amour-propre d'un peuple humilié. Le réveil à cette tradition allait bientôt

L'AUTEUR

Éric Michaud a notamment publié *Théâtre au Bauhaus (1919-1929)* (L'Age d'homme, 1978), *La Fin du salut par l'image* (J. Chambon, 1992), *Un art de l'éternité. L'image et le temps du national-socialisme* (Gallimard, 1996) et *Fabriques de l'homme nouveau* (Carré, 1997).

prendre une forme religieuse et l'art lui-même devenir l'objet d'un culte national. Mais nul ne savait encore quelle forme prendrait l'incarnation nouvelle de ce génie de la race.

ART ALLEMAND CONTRE « ART DÉGÉNÉRÉ »

La création de la Maison de l'art allemand permettrait de répondre à cette interrogation par une exposition annuelle. Le 15 octobre 1933, le Führer se rendait à Munich afin de poser la première pierre de cette institution, véritable temple néo-classique dont il avait lui-même tracé les plans avec l'architecte Ludwig Troost.

Mais il fallut attendre quatre années

Au sein du bâtiment lui-même, les deux tiers des œuvres sélectionnées dès 1937 représentaient, comme elles le feraient les années suivantes, soit des paysages « allemands », soit des portraits et des types raciaux : autant d'« images directrices », pour reprendre la terminologie d'Adolf Dresler, qui devaient engendrer la figure de l'homme nouveau. Offrant en modèle l'« idéal de beauté allemand » que le régime voulait réaliser dans la vie même, elles constituaient les vrais « critères de sélection raciale pour chacun », selon la formule des idéologues nazis qui répétaient que l'art n'était pas une affaire esthétique, mais biologique.

En contrepoin de cette exposition d'art allemand de 1937, furent rassemblées, dans une vaste exposition d'« art dégénéré »

(Nolde, Schmidt-Rottluff, Schwitters, etc.), fut brûlé à Berlin, dans une caserne de pompiers, au début de l'année 1939. De même que les images de l'art « allemand » devaient anticiper la réalité future d'un peuple purifié, de même la destruction des œuvres déclarées impures anticipait celle de leurs auteurs.

Répondant au slogan qui exigeait que l'on « donne un enfant au Führer », les sculptures, souvent monumentales avec Joseph Thorak ou Arno Breker, dessinaient elles aussi le nouveau « corps du peuple » afin de l'engager aux sacrifices de l'amour et du combat. L'architecture enfin participerait également à la constitution de la « nouvelle Allemagne ». D'inspiration néo-classique, elle commença d'être décrite, en 1938, comme « l'incarnation

Le 15 octobre 1933, Hitler posait la première pierre de la Maison de l'art allemand. Ci-contre, la maquette de ce bâtiment — dont les plans furent tracés par le Führer lui-même et l'architecte Ludwig Troost — transportée à travers Munich, au cours d'une procession officielle (cl. AKG).



d'élimination violente et continue de tout élément jugé « racialement étranger » avant que Hitler ne vienne y inaugurer en grande pompe la première Grande Exposition d'art allemand, le 18 juillet 1937. Dans Munich en liesse, les témoignages des incarnations successives du génie aryen, depuis la Grèce classique jusqu'à l'époque contemporaine, défilaient en un cortège immense — « le cortège solennel du pouvoir allemand ». « Splendides costumes, belles femmes. Deux mille ans d'histoire allemande passent. On en frissonne. Quel passé national ! Et pour finir, notre époque. Nous sommes dignes de notre histoire », notait Goebbels le 11 juillet 1938, après que se fut répétée la même cérémonie où l'historicité des formes s'effaçait au profit de la présentation vivante du mythe.

(visitée par un public nombreux dont les motivations demeurent ambiguës aux yeux des historiens), des œuvres expressionnistes, cubistes et dadaïstes, manifestations du « judéo-bolchevisme ». Celles-ci menaçaient de corruption l'identité aryenne puisqu'elles tentaient, selon Hitler, de « soustraire le passé au regard du présent » et donnaient « en modèle une caricature au lieu de l'idéal ».

Saisies, par milliers, dans les collections publiques du Reich, elles firent l'objet d'une autre exposition qui circula, en 1938, dans les villes allemandes et de l'Autriche annexée. Tandis qu'une partie importante en fut vendue à l'étranger, faisant ainsi rentrer des devises, le « stock non utilisable », soit près de cinq mille œuvres (parmi lesquelles de nombreuses dues à

d'une foi devenue pierre » et « l'éducatrice d'un peuple nouveau »¹. L'architecte Albert Speer, nommé inspecteur général de l'Architecture de la capitale du Reich, se mit à publier le plan d'ensemble du nouveau Berlin, « Germania ». Celle-ci, avec ses dix millions d'habitants, constituerait le centre d'un vaste empire clos, défendu par un « solide noyau racial » dont les héros, tombés à la périphérie, y seraient honorés par d'immenses mausolées. Les pierres, disait Hitler, commencent à parler lorsque les hommes se sont tus. Le combat pour la réalisation de l'essence « créatrice » du peuple allemand (de son génie ou de son dieu) n'exigeait donc pas seulement le sacrifice des peuples « destructeurs », mais bien aussi celui des Allemands eux-mêmes. ■

NOTES

* Cf. lexique, p. 39.

1. L'expression est d'Albert Speer et Gerdy Troost, la veuve du premier architecte officiel de Hitler, qui signèrent un livre ensemble.

Saul Friedländer • Professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv
et à l'université de Californie (UCLA)

La Nuit de cristal : récit d'un pogrom

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, une vague de violence sans précédent se déchaîne contre les Juifs dans toute l'Allemagne nazie. A l'origine de ce pogrom : Hitler lui-même qui a mobilisé les troupes de la SS.
Comment les « Allemands ordinaires » ont-ils réagi à cette tragédie ? Comment l'opinion internationale y a-t-elle répondu ? Et les Juifs, quelle a été leur attitude face à la persécution ? Les réponses de Saul Friedländer.

L'HISTOIRE : La nuit du 9 au 10 novembre 1938 est restée dans l'histoire comme la « Nuit de cristal ». Pouvez-vous nous expliquer dans le détail ce qui s'est passé à ce moment-là ?

SAUL FRIEDLÄNDER : Pour bien comprendre l'enchaînement des événements, il faut remonter deux jours plus tôt. Le 7 novembre, un jeune Juif polonais habitant à Paris, Herschel Grynszpan, désireux de protester contre le sort réservé aux Juifs polonais, dont ses propres parents, brutalement chassés, quelques jours auparavant, par-delà la frontière de Pologne, achète un revolver, se présente à l'ambassade d'Allemagne, demande à voir un responsable et est envoyé au bureau du premier secrétaire, Ernst vom Rath. Il lui tire dessus et le blesse mortellement : vom Rath vivra encore deux jours, jusqu'au 9, et c'est important, car en Allemagne même il y a eu un début d'émeutes antijuives, mais très localisées, entre le 7 et le 9.

L'H. : Des émeutes spontanées, populaires ?

S. F. : On ne le sait pas très bien. Elles ont sans doute été déclenchées par des cadres locaux du parti, mais ce n'est pas non plus un déchaînement tout à fait organisé.

L'H. : Contrairement à ce qui s'est passé le 9 ?

S. F. : Rappelons d'abord que, tous les 9 novembre, les vétérans du parti se réunissaient à Munich pour commémorer le putsch manqué de 1923, et que Hitler était

toujours présent à ces réunions où se retrouvait la vieille garde du parti. Donc, le 9 dans l'après-midi, vom Rath meurt à Paris. Hitler l'apprend le soir à Munich, lors d'un dîner de la vieille garde. S'ensuit une conversation entre lui et Goebbels. Puis Hitler quitte précipitamment la salle. On sait aujourd'hui, parce qu'un fragment du journal de Goebbels a été retrouvé en ex-Union soviétique et publié très récemment, que Hitler lui a donné à ce moment-là l'ordre de mettre en route le mécanisme d'un pogrom à l'échelle nationale.

“ DE PETITS GROUPES DE SS SE RENDENT D'UNE ADRESSE À L'AUTRE ET EXÉCUTENT LES RESPONSABLES DE LA COMMUNAUTÉ ”

Hitler parti, Goebbels fait devant les dignitaires du parti un bref discours leur annonçant que vom Rath est mort, et utilisant cette formule ambiguë et en fait parfaitement comprise par les assistants : là où la colère populaire se manifesterait, il ne faudrait pas que la police intervienne pour l'empêcher de s'exprimer. Ce qui signifie qu'il faut que la violence se déchaîne et que rien ne doit l'arrêter. Suivent des instructions très précises : il faut mettre le feu aux synagogues, détruire les magasins juifs.

L'H. : Il s'est agi, du début à la fin, de crimes commis par les SS ?

S. F. : C'était quelque chose de tout à fait organisé, et perpétré par des SA, des SS, des membres des Jeunesses hitlériennes et du Front du travail ; mais tous avaient reçu l'ordre de se présenter en civil pour donner l'impression qu'ils étaient des « Allemands ordinaires ».

L'H. : Revenons à la soirée du 9. Une fois ces ordres donnés... ?

S. F. : Cela se déclenche de la manière suivante : toute la vieille garde qui était présente à Munich — ce sont tous des *Gauleiter* (chefs régionaux) ou de très hauts membres du parti — se rue vers les téléphones pour informer ses troupes de ce qui vient d'être décidé. Et la machine se met en marche. Cela se passe partout de la même façon : les unités de SS et de SA se présentent à des points de rassemblement d'où elles se dirigent vers les quartiers juifs.

Prenons un exemple précis, celui de la ville d'Innsbruck — l'Autriche a été annexée à l'Allemagne par l'Anschluss de mars 1938. Il y a encore quelques familles juives à Innsbruck, bien que l'ordre ait été donné aux Juifs de province de se rassembler à Vienne s'ils ne pouvaient pas émigrer. De petits groupes de SS se rendent d'une adresse à l'autre et exécutent les responsables de la communauté, tandis que d'autres mettent à sac les magasins juifs et brûlent les synagogues. Richard Berger, le plus haut dignitaire de la communauté, est sorti de son lit et emmené en

L'AUTEUR
Saul Friedländer a notamment publié *L'Antisémitisme nazi. Histoire d'une psychose collective* (Le Seuil, 1971) et *L'Allemagne nazie et les Juifs. T. I, Les Années de persécution (1933-1939)* (Le Seuil, 1997).

voiture, en pyjama ; il est très nerveux : on lui dit qu'on va au siège de la Gestapo mais il se rend compte qu'on n'emprunte pas la bonne direction ; la voiture s'arrête au bord de l'Inn et on le jette dans la rivière après l'avoir tué à coups de crosse de revolver et lui avoir tiré dessus.

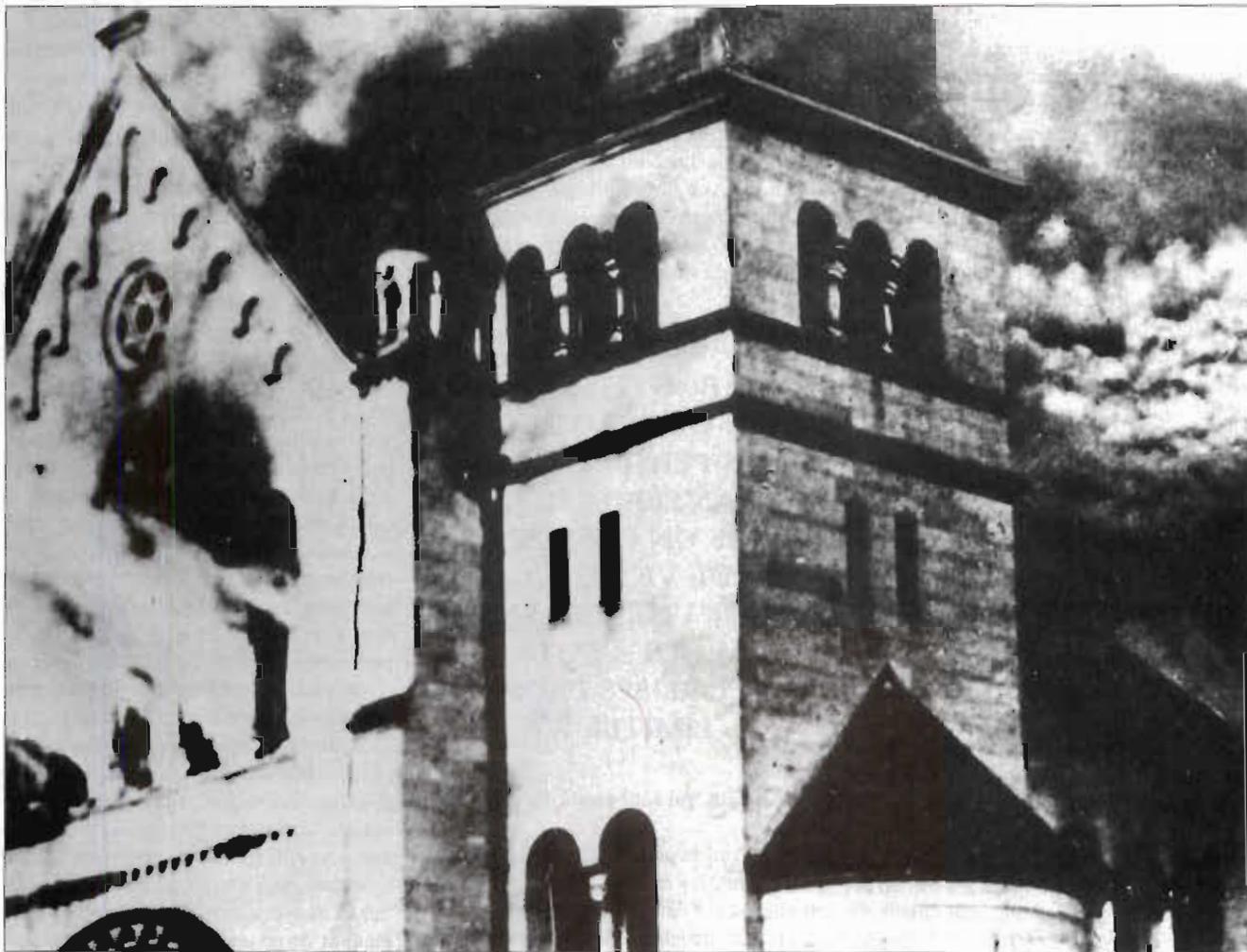
Quelles étaient exactement les instructions ? A-t-on donné l'ordre de tuer ? Sans doute, implicitement. Lorsque Goebbels est officiellement informé de la première mort, celle d'un Juif de nationalité polonaise, il répond qu'on ne va pas faire une histoire pour un Juif polonais. Ce qui indique à ceux qui l'entourent

L'H. : Au total, il y aura eu environ une centaine de morts ?

S. F. : Oui, sur le moment. Il y a eu des meurtres, mais aussi des suicides. Par la suite, environ trente mille hommes sont arrêtés et envoyés dans des camps, ce qui alourdit évidemment le bilan. Pour ce qui est des suicides, j'ai retrouvé un document qui dévoile parfaitement l'horreur et l'absurdité du système : la Gestapo d'Ingolstadt a fait un rapport sur l'« action » du 9 au 10 novembre, où il apparaît que tout « s'est passé sans difficultés » ; seulement, un couple juif s'est jeté dans le Danube, où il s'est

L'H. : Comment s'est manifestée cette désapprobation ?

S. F. : Les gens regardaient en silence. Ou bien on a dénoté chez eux un sentiment de gêne. A Leipzig, où on jette les Juifs dans une petite rivière qui passe à travers la ville, et où on demande aux badauds de leur cracher dessus, de les frapper, les gens qui sont là se détournent ; mais dès qu'une protestation s'élève, les SA ou les SS se montrent très brutaux. Au total, la population a l'air d'avoir peur. Mais il faut nuancer. Certains trouvent que ce que font les nazis n'est pas assez : à Berlin, on a entendu des ouvrières dire



En Allemagne, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, les magasins juifs sont pillés et saccagés, les synagogues brûlées (ci-dessus) par des troupes de SS vêtus en civil comme des « Allemands ordinaires » : c'est la Nuit de cristal (cl. AKG).

qu'on peut continuer dans ce sens. Très vite, il y a à peu près une centaine de morts.

L'H. : Les violences prennent fin au matin ?

S. F. : Cela continue pendant la matinée du 10, puis Hitler décide qu'il est temps d'arrêter, et le fait savoir à Goebbels.

noyé : le rapport s'interroge le plus sérieusement du monde sur les motifs de ce geste !

L'H. : Quelle a été l'attitude de la population face à ces exactions, à ces meurtres ? Comment les « Allemands ordinaires » ont-ils pris la chose ?

S. F. : Il y a eu sûrement des individus qui ont profité du désordre pour se livrer au pillage. Mais la population, dans son ensemble, n'a pas participé à ce qui se passait. On peut plutôt dire qu'elle a exprimé une certaine réticence.

qu'il était dommage que les Juifs n'aient pas été enfermés dans les synagogues quand on les a fait brûler. Ailleurs, à Hambourg par exemple, où les Juifs étaient bien intégrés, où il y avait de nombreux mariages mixtes, la population se désolidarise des violences.

En fait, ce qui semble avoir particulièrement choqué les gens, ce sont les dégâts matériels : on a brisé des vitrines, on a jeté des choses dans la rue, on a piétiné de la confiture ! Cela a fait beaucoup de désordre et de gâchis. Les Allemands n'aiment pas cela. Comment résumer tout

cela ? Un mélange de honte, de passivité, de réticence à l'égard du désordre et de la violence gratuite. Ce n'est pas nécessairement de la sympathie pour les victimes.

L.H. : Il n'y a pas de réprobation morale ?

S. F. : Je ne crois pas. Même les élites, intellectuelles ou religieuses, catholiques ou protestantes, n'ont pas exprimé de réprobation ouverte. Certes, il y a eu des lettres envoyées à des ambassades étrangères en guise de protestation ; et certains journaux privés font vraiment état d'éclats de colère.

Mais je pense que le silence de la majeure partie des élites ne peut pas s'expliquer uniquement par la peur. Dans le clergé, une seule voix s'est élevée, celle de Lichtenberg, le vicaire de la cathédrale Sainte-Edwige à Berlin. Il s'est exprimé publiquement en chaire, pour dire : « *Le temple qui brûle à côté de nous, c'est aussi la maison de Dieu.* » Il reçoit un avertissement de la Gestapo ; ce qui ne l'empêchera pas de recommencer au moment des déportations ; il sera envoyé à Dachau et exécuté en route. En revanche, l'archevêque de Munich ne proteste pas, et dans son sermon de la fin de l'année 1938 il se réjouira d'avoir à la tête de l'État Hitler, ce magnifique exemple de sobriété personnelle, qui n'est accoutumé ni à l'alcool ni à la nicotine...

L.H. : Est-ce exagérer votre pensée que de dire que la majorité des Allemands sont antisémites, mais qu'ils n'ont pas pour autant, forcément, l'intention, ou le souhait, que l'on passe à l'acte ?

S. F. : C'est une question très délicate. Je ne veux pas tomber dans les excès où s'est égaré Daniel Goldhagen. Les Allemands sont antisémites comme on l'est un peu partout en Europe à l'époque, c'est-à-dire pour des « raisons » religieuses, sociales, etc. Et la propagande nazie n'a pas dû arranger les choses. L'idée communément répandue, c'est : « Les Juifs sont des éléments étrangers qu'il vaut mieux ne pas avoir chez soi. » Mais, alors que la Nuit de cristal aurait finalement été l'occasion d'un « passage à l'acte » de masse, celui-ci, en effet, n'a pas eu lieu.

On ne peut pas dire qu'il y avait chez les Allemands une demande de violence. On ne peut même pas dire qu'ils aient souhaité l'expulsion des Juifs du Reich. Cependant, leur antisémitisme est indéniable, d'où leur passivité, et le fait que rien de ce qui pouvait arriver ne les choquait profondément. Ainsi, ils sont assez contents des lois raciales adoptées par les nazis entre 1933 et 1935, précisément

parce qu'elles mettent un terme aux violences désorganisées. Et puis, de cette façon, l'affaire paraît réglée : les Juifs vivront entre eux, ce qui satisfait l'antisémitisme ordinaire.

L.H. : Et les Juifs eux-mêmes, comment ont-ils réagi à cette mise en place progressive d'un système d'exclusion ?

S. F. : Les Juifs eux-mêmes, aussi étrange que cela puisse paraître aujourd'hui — mais il faut faire très attention à ne pas lire l'histoire à rebours — ne se hâtent pas d'émigrer : en 1933, ils sont seulement 37 000 à quitter l'Allemagne, sur 525 000 — la population allemande comptant environ 60 millions d'individus. L'année suivante, ils seront un peu plus de 20 000 à s'enfuir, et de même chaque année, jusqu'en 1938. La Nuit de cristal est de ce point de vue un tournant. Cependant, quand la guerre éclate, en 1939, il y en a encore 200 000 dans l'ancien Reich (soit l'Allemagne sans l'Autriche).

“ C'ÉTAIT
L'ABOUTISSEMENT
DE TOUTES
LES PERSÉCUTIONS
ANTÉRIEURES,
DANS UN CRESCENDO
DE VIOLENCE,
MAIS UNE VIOLENCE
QUI AVAIT
ENCORE SES PROPRES
LIMITES ”

L.H. : Ceux qui sont partis, où sont-ils allés ?

S. F. : Pour la plupart, dans d'autres pays européens. Il y en a qui sont partis en Autriche avant l'Anschluss, et qui ensuite ont dû fuir l'Autriche. D'autres sont allés en Belgique, en Hollande, en France. Dans tous ces pays, avec la guerre évidemment, ils seront rattrapés par les Allemands. Comme ceux qui ont été chassés en Pologne. Les plus chanceux, ce sont ceux qui ont choisi l'Angleterre ou les États-Unis ; mais c'était très difficile, à cause de la loi des quotas. Certains réussissent à gagner la Palestine — 60 000 environ, de 1933 à 1939.

En juillet 1938, les démocraties ont organisé une conférence à Évian, à l'initiative de Roosevelt, pour régler cette question des réfugiés. Or sur les trente pays participants, aucun ne consent à assouplir

ses dispositions restrictives sur l'immigration. C'est un échec total. L'Australie, par exemple, refuse d'accueillir des Juifs, parce que cela pourrait susciter de l'antisémitisme, dans un pays qui en est par bonheur dépourvu !

L.H. : Au total, pendant ces quelques années, il y a à peu près 300 000 Juifs qui ont quitté l'Allemagne, soit tout de même plus de la moitié ?

S. F. : Oui. Mais je préférerais prendre le problème à l'inverse : comment expliquer que près de la moitié d'entre eux soient restés dans l'Allemagne hitlérienne ?

Au début, à mon avis, la plupart ont cru qu'il y aurait toujours moyen de survivre. Les humiliations, les persécutions, cela institue une situation de ghetto, que les Juifs malheureusement connaissent bien. Ils s'y adaptent, même si la rupture avec la culture et la société allemandes est pour eux très douloureuse.

Ce sont surtout les jeunes qui émigrent, ceux qui peuvent retrouver du travail plus facilement. Les autres, ceux qui sont plus âgés, ceux qui ont charge de famille, ont de nombreuses raisons d'hésiter : pour partir, vous êtes obligé de vendre tout ce que vous avez, appartement ou commerce, à bas prix, jusqu'en 1938 60 %, puis 50 %, puis un tiers de la valeur réelle ; ensuite, il faut acquitter une taxe à l'État, exorbitante ; enfin, les reichsmarks ne sont pas convertibles, il faut donc acheter des francs ou des dollars, à un taux fixé par la Reichsbank — pour un Juif, 60 % du taux fixé pour un « vrai » Allemand, au début du processus, et seulement 4 % à la veille de la guerre.

Après avoir ainsi pratiquement tout perdu, vous arrivez dans un pays dont en général vous ne parlez pas la langue, que vous ne connaissez pas, qui ne se montre pas accueillant, où souvent la situation économique n'est pas bonne. Si vous êtes médecin ou avocat par exemple, vous êtes sûr de ne jamais retrouver votre profession et votre position. Par conséquent, pour décider de s'en aller, il faut vraiment être sûr que la catastrophe est imminente.

Certains disent : « Mais enfin, ces Juifs allemands, ou autrichiens, ou tchèques, ils ne voyaient donc pas ce qui allait leur arriver ? » Eh bien non, ils ne pouvaient pas prévoir ce que personne ne prévoyait ; et émigrer était quelque chose d'extraordinairement difficile. Alors, ils se sont dit qu'il valait peut-être mieux rester et essayer de tenir le coup. Dans ce contexte, la Nuit de cristal est vraiment une rupture : ensuite, ç'a été la panique.

L.H. : Mais pour ceux qui veulent partir à ce moment-là, il est déjà trop tard ?

S. F. : En effet, il est devenu à ce moment-là très difficile de sortir d'Allemagne parce que devant l'afflux des émigrants juifs les autres pays ferment leurs frontières. La Suisse en est un fameux exemple, qui demande à ce moment l'aposition d'un « J » sur les passeports des Juifs — ce qui permet de les identifier et de les refouler.

Il y a eu à ce moment de nombreux cas d'escroquerie, des consuls sud-américains qui vendaient des visas, empochaient l'argent et disparaissaient. Il y a eu l'itinéraire du *Saint-Louis*, ce bateau allemand où avaient pris place 900 passagers avec des visas cubains, qui arrive en juillet 1939 en vue des côtes de Cuba, que le gouvernement de Cuba refuse d'accueillir, dont le capitaine, un nommé Schroeder, un « vrai » Allemand qui a fait preuve d'un courage certain, poursuit sa route le plus lentement possible, pour éviter de regagner l'Europe : il zigzague devant les côtes de Floride en espérant que les appels lancés à Roosevelt vont ouvrir la porte des États-Unis, mais le président américain ne veut rien entendre ; et le bateau revient vers l'Europe, puisqu'il n'y a pas d'autre destination possible, accoste en Belgique, où Schroeder est contraint de débarquer ses passagers. Quelques mois plus tard, la Belgique sera envahie par les Allemands...

L.H. : A l'étranger, la Nuit de cristal, comment est-elle ressentie ?

S. F. : Elle suscite un sentiment de dégoût et d'indignation. Les protestations ont été très vives. Il y a eu plus de mille éditoriaux publiés aux États-Unis contre l'Allemagne. Les Américains rappellent d'ailleurs leur ambassadeur à Berlin. Au total, la plupart des démocraties ont protesté officiellement.

L.H. : La plupart... sauf la France ?

S. F. : Oui. La presse française est très critique mais le gouvernement ne proteste pas. A ce moment, c'est Daladier qui dirige le ministère ; on prépare la visite de Ribbentrop ; on en espère un accord franco-allemand de coopération et d'amitié — ce seront les accords Ribbentrop-Bonnet.

Et ce qui est triste à dire c'est que, parmi les Juifs français, il y a aussi des voix qui s'élèvent pour demander qu'on n'accorde pas l'asile à tous ceux qui le demandent. Le président du Consistoire s'exprime dans ce sens ; en 1943 il sera dé-

porté avec sa famille : c'est un cas de célérité absolue. En 1938, il y a eu des Juifs français pour déclarer qu'il ne fallait à aucun prix faire obstacle au rapprochement franco-allemand, alors que le comte de Paris, par exemple, condamnait officiellement et fermement la Nuit de cristal...

L.H. : Donc, dans l'ensemble, réprobation, mais surtout pas de modification de la politique d'émigration ?

S. F. : Non. Aux États-Unis, les sénateurs Wagner et Rogers proposent au Congrès, au début de 1939, un amendement de la loi sur l'immigration, qui permettrait à 20 000 enfants juifs d'Europe, d'Allemagne notamment, mais aussi d'Autriche

qu'ont choisi les nazis eux-mêmes pour qualifier l'événement. Ensuite, parce que c'est en effet une violence subite, et presque immédiatement interrompue, en cela semblable aux pogroms classiques de la Russie tsariste, d'ailleurs eux aussi encouragés par les autorités. C'est largement le même schéma : violence organisée contre les biens, contre les lieux de rassemblement culturels, symboliques etc., et massacres. Cela n'a encore rien à voir avec une politique d'extermination.

L.H. : En 1938, encore, ce que veut Hitler, c'est accélérer l'émigration des Juifs ?

S. F. : A mon avis, à partir de 1933, la démarche suivie est celle d'une exclusion de la société, à partir de 1936 d'une exclusion du territoire, de l'espace allemand. Hitler le dit ouvertement à Walter Gross, en septembre 1935. Mais le processus est beaucoup trop lent à son goût. D'où la Nuit de cristal. Et les Juifs à ce moment-là ont bien le sentiment que désormais ils sont en danger de mort. Mais, j'y insiste, il n'y a pas de plan d'extermination en 1938.

L.H. : Quel parti prenez-vous dans la querelle qui oppose les historiens du génocide, divisés entre les « intentionnalistes » qui pensent que l'extermination était inscrite dans le projet nazi dès l'origine, et les « fonctionnalistes » qui pensent que c'est l'engrenage de la guerre qui a conduit à Auschwitz ?

S. F. : Je crois surtout que cette querelle est dépassée. Il y a certainement eu une impulsion venant des organes dirigeants, et une idéologie qui la structurait, sinon la machine se serait enrayée. Il fallait une terrible volonté

d'y arriver, puisque cela n'avait pas d'autre but en soi. Mais cette volonté, manifeste, s'est quand même heurtée à la réalité — réalité économique, réalité diplomatique... D'où des louvoisements, des accommodements. Cela étant, en 1938, on ne pouvait pas prévoir ce qui allait se passer à partir de 1942. Ce qui était devenu évident, c'était que le nazisme était passé à l'égard des Juifs à une brutalité accrue, et que le but était de les éliminer d'Allemagne. C'était l'aboutissement de toutes les persécutions antérieures, dans un crescendo de violence, mais une violence qui avait encore ses propres limites.

L.H. : L'extermination a été une conséquence de la guerre ?

S. F. : La guerre a été une condition de possibilité de l'extermination.

(Propos recueillis par Véronique Sales.)



En 1933, le Reich comptait 525 000 Juifs. Après la Nuit de cristal, l'émigration s'accéléra. Mais, lorsque la guerre éclate, ils sont encore 200 000 en Allemagne. Ci-dessus, librairie juive à Berlin (cl. AKG).

et de Tchécoslovaquie, de trouver refuge dans le pays. Le Congrès le rejette.

L.H. : Pour conclure, comment interprétez-vous ce qui s'est passé durant cette nuit du 9 au 10 novembre ? Vous avez employé le terme de « pogrom ». Est-ce que, pour vous, cette terrible persécution ressortit encore d'une tradition « classique » de la violence antijuive ? Ou bien est-ce que les nazis ont mis là au point quelque chose de « nouveau », qui annoncerait la Solution finale ?

S. F. : Je dis « pogrom », d'abord, parce que « Nuit de cristal », c'est le terme

Pierre Ayçoberry • Professeur émérite d'histoire contemporaine
à l'université des sciences humaines de Strasbourg

Les Allemands étaient-ils tous nazis ?

Qui était nazi ? Par intérêt ou par conviction, beaucoup ont adhéré au parti national-socialiste. Mais, au-delà, la majorité des Allemands a évolué entre opposition passive et foi véritable dans la personne du Führer.

Le terme d'« adhésion » est susceptible de bien des interprétations. La méthode la plus évidente consiste à calculer le pourcentage d'inscrits au parti nazi par rapport à la population globale, en le ventilant par sexes, tranches d'âge et catégories socio-professionnelles ; puis on reprendra les mêmes calculs pour les différents échelons de la hiérarchie, supposés coïncider avec des degrés croissants de conviction. Les spécialistes des divers milieux sociaux essaieront de leur côté d'expliquer pourquoi tel ou tel se trouvait sur- ou sous-représenté, en fonction des avantages que le régime lui accordait ou lui refusait. Mais l'intérêt était-il le seul ressort de l'adhésion ? Les contraintes, la peur, l'ambition, les courants périodiques et collectifs d'enthousiasme n'ont-ils pas joué un rôle essentiel ?

A ce point, l'historien s'expose à refaire les procès de dénazification de l'après-guerre, en proposant des classements d'apparence objectifs mais affectés pour chaque cas d'un coefficient implicite de moralité positive ou négative ; à ce risque de confondre l'analyse et le jugement de valeur, l'histoire sociale n'échappe pas davantage que la biographie individuelle. Pour l'éviter, on ne peut interpréter les comportements qu'en remontant dans le passé, parfois lointain : « Les convictions que nous découvrons », explique l'historien K. F. Werner à propos de ses prédécesseurs à l'université, « sont elles-mêmes le résultat d'un processus historique, et non pas seulement des témoignages d'habileté, d'aveuglement, de sottise ou de méchanceté. » On se gardera enfin de considérer l'adhésion au parti comme la seule expression valable des convictions, tant étaient nombreux les fanatiques, SS* ou autres, qui s'en dispensaient.

Ces réserves faites, le nombre d'adhérents semblerait fournir une donnée indiscutable. Pourtant, les dirigeants eux-mêmes s'opposaient sur sa signification. Chef du Front du travail*, c'est-à-dire du syndicat unique qui regroupait employeurs et salariés, Robert Ley estimait que le parti avait quant à lui pour vocation d'absorber la société entière, et ses bilans les plus triomphaux paraissaient insuffisants. Pour Rudolf Hess (cf. portrait, p. 36) et Martin Bormann, chargés de la chancellerie, c'est-à-dire de l'appareil interne, sa tâche consistait au contraire à contrôler les masses, et il devait donc se limiter à créer une élite, ouverte certes et nombreuse, mais préservée du gigantisme et de l'inefficacité. D'où les à-coups dans la politique de recrutement depuis la prise du pouvoir : ouverture de 1933 à 1935, puis deux ans de fermeture presque totale, enfin réouverture à partir de 1937. Finalement, à la veille de la guerre, on devait presque atteindre les cinq millions et demi de membres adultes, organisations annexes non comprises.

LE PARTI RECRUTAIT DANS TOUTES LES COUCHES DE LA POPULATION

Mais la répartition sociale de ces adhérents était encore loin de coïncider avec celle de la population dans son ensemble. Les femmes n'y étaient que 17%, sans doute parce que la misogynie des militants leur offrait peu de chances d'initiative et d'avancement, et aussi parce que, accablées par les difficultés quotidiennes et obligées d'aller travailler en usine, elles trouvaient peu de goût pour les séances d'endoctrinement, préférant les réunions

d'éducation ménagère et d'hygiène de l'« *Œuvre national-socialiste des femmes* » où l'idéologie tenait en apparence moins de place. Seules les générations tout juste sorties de la « *Ligue des jeunes filles allemandes* » (BdM) se montraient plus enthousiastes. Le relatif insuccès de la politique nataliste, qui n'avait pu ramener le taux de fécondité des couples légitimes que de 6 à 8,5%, soit moins qu'en 1922, démontre que le comportement intime des couples, et d'abord des mères de famille, échappait encore largement à l'emprise de la propagande.

Les vagues d'inscriptions massives depuis 1937 avaient donc concerné surtout des contingents masculins. Beaucoup d'artisans et de petits entrepreneurs, cette nouvelle aristocratie des classes moyennes qui, ayant échappé aux fermetures autoritaires d'entreprises, profitait largement de la conjoncture de réarmement. Des membres des professions libérales, soulagés par l'élimination de leurs concurrents juifs, et particulièrement des médecins (sur-représentés à 300% !), aux revenus nettement améliorés et au prestige conforté par leur nouveau rôle de conseillers d'hygiène raciale, de « *chefs d'îlots biologiques* ». Des hauts fonctionnaires, sur qui s'exerçait quotidiennement une pression pour leur faire comprendre que l'idéal du « *service apolitique de l'État* » n'était plus de saison. Des chefs d'entreprises et des cadres, séduits par la technolâtrie du régime et désireux soit d'obtenir des commandes publiques soit d'entrer dans les organes de direction de l'économie.

Enfin, 30 à 40% des nouveaux venus étaient des ouvriers, surtout qualifiés, bénéficiaires du plein emploi et de la surenchère entre les entreprises d'armement. Certes, les manifestations de mécontentement,

L'AUTEUR

Pierre Ayçoberry a publié *La Question nazie. Essai sur les interprétations du national-socialisme, 1922-1975* (Le Seuil, 1979) et *Cologne entre Napoléon et Bismarck. La croissance d'une ville rhénane, 1815-1875* (Aubier, 1982). Son ouvrage *La Société allemande sous le III^e Reich, 1933-1945* doit paraître au Seuil cette année.

absentéisme, grèves perlées, étaient encore nombreuses, et la police ne manquait pas de les dénoncer comme des marques d'opposition ; mais, de leur côté, les militants socialistes, dans les bulletins qu'ils adressaient à leurs amis en exil, se lamentaient de constater les renoncements et même les compromissions de leurs voisins d'atelier : les succès diplomatiques du régime, la fierté de fabriquer des armes modernes, l'attrait des œuvres sociales et des loisirs organisés pesaient dans le même sens.

Les cellules de résistance proprement dite, c'est-à-dire de préparatifs pour un soulèvement, avaient été presque anéanties par la Gestapo*, et les survivants, communistes comme socialistes, devaient se contenter de « résister à petit feu », de tenir des réunions amicales et de se passer les feuilles clandestines. Cependant, la pro-

nisations professionnelles, même celles qui arboraient les initiales « NS » dans leur sigle, était considérée comme un acte de conformisme discret, impliquant moins d'obligations de présence et moins de compromissions idéologiques.

ENTRE ADHÉSION ET OPPOSITION : LES « ZONES GRISES » DE LA PASSIVITÉ

Mais pour une minorité non négligeable, l'entrée dans le parti ouvrait des perspectives d'ascension sociale. « *Parti des travailleurs de la main et de l'esprit* », ne cessait de répéter les slogans : donc parti ouvert à tous, offrant des tâches gratifiantes aux dévoués et des postes confortables aux compétents, annihilant les distinctions de

plus occupés, notamment par les innombrables campagnes de propagande, quêtes publiques et meetings divers.

On passait ensuite aux permanents à plein temps : les 20 000 à 30 000 « *chefs de groupes de localités* », à qui revenait la responsabilité d'émettre des « *appréciations politiques* » sur tous les simples citoyens qui sollicitaient une faveur, emploi public, bourse d'études pour leurs enfants, participation aux voyages organisés, etc. Enfin, les 827 « *chefs de cercles* » et les 33 « *chefs de régions* » (*Gauleiter*), qui cumulaient souvent avec des postes, des prébendes plutôt, de sous-préfets ou de chefs des gouvernements régionaux. Si l'on ajoute les employés et cadres techniques des bureaux du parti, les bureaucrates des organisations annexes, lobbies professionnels, SA*, Front du travail (40 000 permanents à lui



Le décor quotidien des Allemands, tout empreint d'exaltation nationaliste : la Potsdamerplatz, à Berlin, où le paisible marché aux fleurs est orné des drapeaux du régime (cl. BPK).

portion des ouvriers dans le parti n'atteignait pas encore le niveau souhaité par ceux des dirigeants qui voulaient en faire le reflet exact de la société. Pour beaucoup de ces nouveaux ralliés, la démarche ne représentait donc qu'une sorte de prime d'assurance. *A fortiori*, la participation aux orga-

classe et de culture. Qu'en était-il dans la réalité quotidienne ? Juste au-dessus de la base, les « *chefs d'îlots* » (plusieurs centaines de mille) restaient bénévoles et continuaient leur activité professionnelle ; mais déjà cette tâche d'encadrement leur donnait un sentiment de supériorité sur le voisinage, particulièrement affiché chez les « *chefs paysans* » de villages, et qui se traduisait souvent — pas toujours — par des dénonciations à la Gestapo. A l'échelon supérieur, les 90 000 « *chefs de cellules* » étaient eux aussi bénévoles, mais encore

tout seul), etc., on arrive à un total de plusieurs centaines de milliers de personnes, le plus souvent masculines.

Or l'analyse des fichiers du parti montre que l'accès à cette hiérarchie était loin d'obéir aux seuls critères officiels du « mérite ». D'ailleurs, sur la définition même de ce mérite, les doctrines divergeaient à nouveau : certains chefs privilégiaient les qualités de « *meneurs d'hommes* », ce qui avantagait d'une part les « *vieux combattants* » (entrés au parti avant 1933), et d'autre part les jeunes qui

NOTE

* Cf. lexique, p. 39.

avaient fait leurs preuves dans la Jeunesse hitlérienne*. D'autres, face à la complexité croissante des tâches administratives, préféraient faire appel à des gens compétents, c'est-à-dire cultivés. Finalement, prévalut l'exigence de bonne gestion : les militants d'origine populaire, déjà sous-représentés au premier niveau des permanents, occupaient une place de plus en plus restreinte au fur et à mesure qu'on gravissait les échelons, au profit des originaires des classes moyennes et même (comme en témoigne

le pourcentage croissant des bacheliers) supérieures.

D'où les rancœurs accumulées, au sein même du monde officiel, contre les privilégiés anciens et nouveaux : plaintes des « vieux combattants » contre les jeunes arrivistes ; polémiques des organismes à vocation populaire (eux-mêmes peuplés de nantis) contre d'autres qui préservaient leur « *Exklusivität* », comme la cavalerie SS et les clubs aéronautiques ; allusions perfides des rapports du « *Service de sécurité* »

SS au train de vie des dirigeants. Exception notable à cette atmosphère délétère : les jeunes garçons et adolescents de la Jeunesse hitlérienne, convaincus de représenter l'avenir, et qui apprenaient à devenir de petits chefs en s'émancipant de la double tutelle de leurs professeurs et de leurs parents ; l'élite de cette jeune élite, le « *Service de patrouilles* », chargé de surveiller les jeunes inorganisés et de repérer les délinquants, pouvait même se flatter de grandir à l'ombre des SS.

Charlot contre Hitler

C'est peut-être de Hollywood qu'est venue, avant la guerre, l'attaque la plus violente, et la plus inattendue, contre Hitler. En 1938, en effet, Charlie Chaplin concevait *Le Dictateur*.

Les États-Unis furent la seule démocratie dont le cinéma mit directement en cause le nazisme, bien avant que le pays n'entrât en guerre contre l'Allemagne. Le risque commercial était pourtant considérable. En Amérique même, les associations allemandes se mobilisèrent contre les films antinazis dont elles parvinrent à limiter la diffusion. En 1940, *Le Dictateur* de Charlie Chaplin, dont on assurait qu'il vaudrait un Oscar au studio United Artists, fut éliminé au profit d'un film de la Metro Goldwyn Mayer (MGM).

Si plusieurs œuvres se contentèrent, pour alerter l'opinion, de reprendre le thème banal de la « Cinquième Colonne » et des menaces qu'elle faisait peser sur la défense nationale, Chaplin se montra infiniment plus audacieux. *Le Dictateur* n'est pas seulement ce qu'on appellerait aujourd'hui une œuvre « engagée » ; il s'agit d'un véritable défi à l'opinion américaine. Chaplin ne voulait pas s'attacher aux seules victimes du nazisme : il entendait mettre en scène Hitler lui-même et attaquer aussi bien ses crimes racistes que ses visées expansionnistes. Les studios américains n'avaient jamais représenté un chef d'État en exercice, ni évoqué la politique d'un pays étranger ; la rupture quasi scandaleuse avec la neutralité observée par Hollywood jusque-là explique pourquoi ce film, conçu dès 1938, sous le choc provoqué par la Nuit de cristal, ne sortit pas sur les écrans avant le 15 octobre 1940.

Deux idées s'étaient vite imposées au réalisateur. Celui-ci voulait d'abord dédramatiser le III^e Reich, le rendre moins effrayant que ridicule. Ce parti pris peut nous surprendre. Mais il faut se rappeler qu'à l'époque, beaucoup d'observateurs ne voyaient en Hitler qu'un ambitieux ayant réussi à prendre le pouvoir parce que personne ne s'était mis en travers de sa route.

Dans son film, Chaplin se moque de la rhétorique du

dictateur, de ses phrases creuses hurlées avec tant de « chaleur » qu'elles font fondre le micro et mettent le feu à ses vêtements ! Après la guerre, le réalisateur assura qu'il regrettait d'avoir minimisé le péril nazi et d'avoir pris Hitler pour un bouffon entouré de stupides adulateurs.

Un second point essentiel aux yeux de Chaplin était l'introduction, dans le scénario, du marginal qui constituait la marque distinctive des « Charlot ». Dans le contexte allemand, cependant, le marginal devait appartenir à un groupe de parias, celui des Juifs. L'évocation des persécutions raciales est certainement la partie la plus émouvante du film. Un petit harbier juif, qui a fait la guerre dans les tranchées, rouvre tranquillement son échoppe après un séjour à l'hôpital. Il ne comprend rien à la haine dont il est soudain entouré, jusqu'au jour où sa boutique est saccagée et lui-même envoyé dans un camp de concentration. La Nuit de cristal, le camp, tels qu'ils sont représentés, nous paraissent bien édulcorés aujourd'hui ; mais les Américains n'avaient aucun point de comparaison, et ces images furent trouvées extraordinairement violentes à l'époque.

Une invraisemblable fuite hors du camp de concentration et un jeu de substitution permettaient au barbier de remplacer Hitler et de prononcer, dans l'Autriche à peine annexée par le Reich, au lieu d'un cri de triomphe, un appel à la conciliation universelle. Quand fut tournée cette séquence, l'Allemagne, ayant conquis la Pologne, commençait à y pourchasser les Juifs...

Si Chaplin s'était montré audacieux en osant dénoncer un pays avec lequel les États-Unis entretenaient des relations sinon cordiales, du moins pacifiques, la dictature dont il se moquait était bien éloignée du régime que Hitler installait en Europe.

Pierre Sorlin



Cl. Prodé/DB.

Quelle que fût la masse de cet appareil, il n'encadrait qu'une partie de la population : même la Jeunesse hitlérienne, proclamée mouvement unique — sinon obligatoire — depuis 1936, ne regroupait qu'environ les deux tiers des classes d'âges visées. Faut-il pour autant conclure que le reste se tenait à l'écart ? Les observations des policiers comme des clandestins, les documents familiaux, les souvenirs postérieurs... permettent d'aller au-delà de cette dichotomie trop simple entre adhésion et non-adhésion, et d'éclairer les « zones grises » de l'opposition passive, de l'abstention et de l'accommodement, également distantes de la résistance et du fanatisme. Non sans lucidité, les sondages d'opinion officiels opéraient une distinction entre les mouvements d'humeur (*Stimmung*) et les attitudes plus durables (*Haltung*) : seules évidemment ces dernières intéressent l'histoire. On peut les résumer un peu abruptement par trois caractéristiques : l'impression de mener une vie normale, le discrédit du parti, et la fidélité au Führer*.

DOUBLE JEU ET DOUBLE LANGAGE

Il est certain d'abord que les avantages matériels du plein emploi, bien qu'inégalement répartis, contribuaient, sinon à abolir toute lutte de classes et à réaliser pleinement la « communauté du peuple » (slogan le plus fréquent et sans doute le plus séduisant de l'époque), du moins à ébranler les solidarités traditionnelles : ainsi l'aristocratie des ouvriers qualifiés, attirée dans les usines d'armement par des primes et des perspectives de promotion, commençait à se sentir plus proche des employés que des manœuvres. Une enquête menée après la guerre auprès des vieux ouvriers de la Ruhr devait révéler qu'ils gardaient bon souvenir de cette fin des années 1930, par contraste avec les épreuves de la crise précédente et de la guerre consécutive, parce que, croyaient-ils se rappeler, chacun avait pu s'y procurer quelques avantages sans trop se compromettre politiquement et en préservant sa vie privée.

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, une bonne partie des anciennes élites se donnait des illusions analogues, même après les remaniements du début de l'année qui avaient écarté du pouvoir les derniers dirigeants conservateurs. Ainsi les officiers de souche ou simplement d'esprit aristocratique tentaient de maintenir dans les régiments et les états-majors leurs traditions de correction distante, de respect pour la religion et de neutralité politique, par contraste avec leurs nouveaux camarades moins distingués et plus imprégnés

d'idéologie ; les plus lucides s'embarquaient dans un étrange double jeu, tels ces généraux qui élaboraient simultanément des plans pour une invasion de la Tchécoslovaquie et pour un putsch au cas où la guerre éclaterait. L'alternative « fonctionner ou conspirer » par laquelle l'historien K. J. Müller a résumé leur situation, ils la tranchaient en fonctionnant et en conspirant — imités en cela par certains diplomates.

De même le monde patronal, à côté de dirigeants nettement engagés dans le Plan de quatre ans et la préparation de l'économie de guerre, comprenait encore des chefs d'entreprises qui pariaient sur le retour à une économie de paix, comme ceux de la fabrique de camions d'Augsbourg (MAN), qui persistaient à développer de nouveaux modèles destinés aux marchés étrangers, ou comme d'autres, également bavarois, qui conservaient dans leurs services commerciaux leurs anciens experts polyglottes — souvent juifs.

Plus exposés, parce que jugés moins indispensables à la construction de la « communauté », en butte aux attaques des nazis radicaux et risquant de se faire exclure de la Chambre de la culture*, des intellectuels et des artistes pratiquaient le double langage : ainsi les rédactions des trois ou quatre quotidiens non encore « mis au pas » appliquaient en première page les consignes du ministère de la Propagande, mais reproduisaient plus loin des dépêches d'agences internationales qui les contredisaient, et multipliaient dans le « feuilleton » culturel les clins d'œil irrévérencieux à l'usage des lecteurs subtils, comme ce critique de cinéma qui, pour rendre compte du film *Le Juif Süß*, s'en tenait aux faits historiques dont celui-ci s'inspirait, sans consacrer une seule ligne à son « actualité » telle que la concevait l'antisémitisme officiel. Ces journalistes non conformistes devaient se demander plus tard, d'ailleurs, s'ils n'avaient pas en fait consolidé le régime en renforçant sa façade de normalité.

En second lieu, le discrédit du parti semble s'être largement répandu, non seulement dans les élites conservatrices que choquait la vulgarité de ses parvenus, mais dans tous les secteurs de l'opinion. Mais il est non moins certain que le prestige de Hitler restait intact. Au scandale de la corruption des « faisans dorés » s'était surajoutée depuis quelque temps la reprise de la lutte antireligieuse, initiée par des potentats locaux et discrètement encouragée à l'échelon national par les éléments les plus « avancés » du parti : encouragements aux « sorties d'Église » (abjurations) ; serment de fidélité imposé aux pasteurs ; suppression des crucifix dans les salles de classes ; brimades contre les associations catholiques de jeunesse, en attendant leur inter-

diction, et parfois arrestation de leurs cadres les plus audacieux.

Mais l'indignation des fidèles ne se traduisait plus désormais par des manifestations publiques comme en 1934 et 1935, lorsque 100 000 et parfois 200 000 catholiques s'étaient retrouvés dans des pèlerinages, et des dizaines de milliers de protestants franconiens étaient descendus dans la rue pour défendre leur évêque. C'est que désormais ils suivaient les consignes de prudence de leurs dirigeants, membres du conseil de l'Église de la Confession comme de la hiérarchie catholique. C'est surtout qu'ils avaient parfaitement intériorisé la distinction entre le parti et le Führer : ce qui se voulait habileté tactique chez les pasteurs et les évêques était devenu conviction intime chez leurs ouailles. Il était bien représentatif, ce catholique bavarois qui écrivait à son fils : « Je prierai pour la conservation du christianisme en Allemagne, pour que le Führer soit éclairé, pour qu'il ait des collaborateurs soumis à Dieu... Heil Hitler ! » Partout, et même dans la rue, on entendait le cri du cœur : « Ah ! si le Führer savait ! »

UNE POPULATION SOUDÉE DERRIÈRE LE VENGEUR DE VERSAILLES

Ainsi beaucoup d'Allemands n'étaient pas nazis, mais bien peu échappaient à la fascination du chef. Les historiens font preuve de beaucoup d'ingéniosité pour qualifier ce comportement, les uns parlant de « conscience divisée » et d'autres même de « schizophrénie ». Pour l'expliquer, ils invoquent, outre l'efficacité de la propagande sous toutes ses formes, l'aura d'infailibilité que lui avaient procurée ses triomphes diplomatiques successifs : à deux reprises encore en cette année 1938, l'opinion fut ressoudée par le cycle des grandes émotions nationales, inquiétude, angoisse devant le risque de guerre, puis soulagement, enthousiasme et gratitude pour le Führer vengeur de Versailles et sauveur de la paix. Et le silence réprobateur qui suivit le pogrom du 9 novembre s'explique probablement moins par la peur de la répression que par la conviction qu'il s'agissait une fois encore des abus d'une minorité d'extrémistes.

Seulement, pour la poursuite du programme à long terme d'élimination des Juifs et d'expansion mondiale, cette confiance passive ne suffisait plus : dès novembre, Goebbels (cf. portrait, p. 36) ordonnait aux journalistes de prendre désormais un ton nouveau, « de telle façon que la voix intérieure du peuple se mette à crier en réclamant la violence ». ■

Pierre Milza • Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

Mussolini vassal de Hitler ?

1938 marque un tournant dans les relations entre Mussolini et Hitler. Longtemps méfiant à l'égard du Führer, le Duce se tourne en effet, cette année-là, vers l'Allemagne pour trouver un soutien à ses projets expansionnistes.

Jusqu'en 1936, les rapports entre le chef de l'Italie fasciste et le maître du III^e Reich ont été plutôt distants. L'avènement du nazisme avait, certes, été bien accueilli à Rome où l'on y voyait un heureux effet de la contagion du système politique inventé par Mussolini. Très vite, cependant, ce dernier avait dû changer d'avis. Non seulement la politique pratiquée par le Führer* dans la zone danubienne lui paraissait dangereuse pour l'Italie — menacée dans son intégrité même par l'agitation de la minorité allemande vivant dans le Haut-Adige italien —, mais il n'éprouvait de sympathie ni pour le régime hitlérien, ni pour son chef. N'avait-il pas déclaré, après avoir rencontré celui-ci pour la première fois à Stra, près de Venise, en juin 1934, qu'il avait ressenti à son égard une véritable « *répulsion physique* » ?

La tentative de putsch perpétrée par des nazis autrichiens à Vienne, en juillet 1934, et l'assassinat consécutif du chancelier Dollfuss, avec lequel le Duce entretenait des relations amicales, ne pouvaient que le confirmer dans ses sentiments germanophobes. « *Trente siècles d'histoire*, affirmait-il dans un discours prononcé peu de temps après, à Bari, nous permettent de regarder avec une pitié souveraine certaines doctrines d'au-delà des Alpes, soutenues par une engeance qui, par ignorance de l'écriture, était incapable de transmettre les documents de sa propre existence, à l'époque où Rome avait César, Virgile et Auguste. »

De là ont découlé les choix politiques de Mussolini entre juillet 1934 et l'été 1935 : envoi de plusieurs divisions sur le Brenner, ce col qui unit l'Autriche à l'Italie, pour contrer une éventuelle tentative d'Anschluss ; rapprochement avec la Grande-Bretagne et la France qui a conduit, en avril 1935, à la conférence tripartite de Stresa — les trois puissances y affirmaient leur attachement au respect du *statu quo* européen. A cette date, le fondateur du fascisme paraissait encore



Exaltation du corps et discipline, embrigadement de la jeunesse : les régimes fasciste et nazi entendent tous deux encadrer la population. Ci-contre, Mussolini et Göring assistent à une parade sportive à Rome, en janvier 1937. Page de droite, Mussolini et Hitler lors de la visite du Duce en Allemagne en septembre 1937 (cf. Roger-Viollet et AKG).

pouvoir incliner du côté des puissances occidentales, dès lors que celles-ci acceptaient, en contrepartie de son engagement en Europe centrale contre les visées allemandes, de satisfaire ses ambitions méditerranéennes et africaines.

Mais le Royaume-Uni et la France vont refuser de s'engager dans cette voie, jugée incompatible avec les principes pronés par la Société des nations (SDN), et surtout avec leurs propres intérêts de puissances coloniales. C'est en fin de compte du côté de Hitler que le fondateur du fascisme va trouver un appui, en octobre 1935, à l'heure où sa décision d'attaquer l'Éthiopie — pays membre de la SDN — suscite le vote de sanctions économiques contre l'Italie. Le Führer, qui a parfaitement saisi au vol l'opportunité d'un rapprochement avec ce pays, fournit du charbon, ainsi qu'un appui diplomatique dont Mussolini lui sait gré. Aussi, lorsque le chancelier allemand décide, en mars 1936, de faire entrer ses troupes en Rhénanie, le Duce se contente-t-il d'un désaveu formel. Il fait savoir à Hitler qu'il désapprouve la position des Franco-Britanniques et laisse son représentant à la SDN, le baron Aloisi, déclarer devant l'assemblée générale :

« *Nous sommes à un tournant de notre politique extérieure.* »

En fait, Mussolini a bel et bien, à cette date, changé de camp. L'avènement en France d'un gouvernement de Front populaire (qui a définitivement mis fin à ses tentatives de collaboration avec Paris) et le déclenchement de la guerre civile espagnole l'ont conforté dans l'idée que l'Europe se trouvait désormais divisée en deux camps : celui des États fascistes et celui des pays promis à la « bolchevisation ». La guerre d'Espagne va ainsi servir de terrain d'expérimentation au compagnonnage de route entre les deux dictateurs.

Pourtant, la proclamation par Mussolini, en novembre 1936, de l'« *Axe Rome-Berlin* », issu de rencontres italo-allemandes, ne marque pas l'abandon définitif par le Duce de toute possibilité d'entente avec les démocraties. Jusqu'à l'automne 1937, il maintient ainsi deux fers au feu, signant en janvier un *gentleman's agreement* (qui reconnaît le *statu quo* en Méditerranée) avec la Grande-Bretagne, tout en multipliant les contacts avec les dirigeants allemands : Göring (cf. *portrait*, p. 36) en janvier, puis le ministre des Affaires étrangères von Neurath et le

L'AUTEUR

Pierre Milza a notamment publié, en collaboration avec Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Le Nœud des Italiens* (Autrement, 1995) et *Sources de la France du XX^e siècle* (Larousse, 1997). Il prépare une biographie de Mussolini, à paraître chez Fayard.

ministre de la Guerre von Blomberg sont ainsi reçus à Rome avec éclat.

C'est, semble-t-il, le voyage de Mussolini en Allemagne, en septembre 1937, qui marque le début de ce qui apparaît bientôt comme une véritable satellisation de l'Italie fasciste par le Reich hitlérien. Ainsi, on assiste à la radicalisation du régime — à la « révolution culturelle » du fascisme décrite par Renzo de Felice (cf. *Pour en savoir plus*, p. 61). Sans doute une telle évolution s'explique-t-elle par des raisons de politique intérieure : la survie du régime passe, aux yeux du Duce, par sa radicalisation et par l'élimination des tendances francophiles et anglophiles. Mais le spectacle d'une Allemagne tout entière mobilisée derrière son Führer et redevenue, en cinq ans, une formidable puissance militaire a exercé sur le chef de l'Italie fasciste une influence considérable.

Hitler a d'ailleurs habilement joué de cette fascination, et de l'illusion qu'avait encore Mussolini d'être un modèle pour le maître du III^e Reich, pour le faire entrer dans sa mouvance. Durant l'ultime séquence du voyage qui avait conduit le Duce et le Führer de Munich à Berlin, via le Mecklembourg et la Ruhr, leurs deux trains roulent côte à côte, à la même vitesse, symbolisant, écrit le *Popolo d'Italia*, « le parallélisme des deux révolutions ». L'apothéose a lieu au stade olympique de Berlin où, le 28 septembre, huit cent mille personnes acclament les deux dictateurs. Conquis, Mussolini prononce un discours resté célèbre, qui dictera désormais sa conduite : « *Quand le fascisme a un ami, il marche avec cet ami, jusqu'au bout.* »

Ultime étape, l'année 1938 est, pour l'Italie fasciste, celle de l'alignement sur les positions hitléricennes. Mussolini s'en défend. Il va même jusqu'à signer en avril le « pacte de Pâques » avec la Grande-Bretagne, sur le règlement du contentieux anglo-italien en Méditerranée, en Afrique orientale et au Proche-Orient¹. En outre, il déclare en privé que si Hitler remettait en cause la frontière du Brenner, il coaliserait contre lui l'Europe tout entière. Mais il ne bouge pas lorsqu'en mars 1938 les troupes allemandes pénètrent en Autriche, sans que le Führer, contrairement aux promesses qu'il lui avait faites, l'ait tenu au courant de l'imminence de l'Anschluss* (cf. *Jean-Paul Bled*, p. 56).

Car si Mussolini est conscient du rapport de forces inégal entre son pays et le Reich, et accepte en quelque sorte, sans le dire, d'être le brillant second du Führer, au moins exige-t-il de ne pas être traité par Hitler en simple vassal. Il y va de son image et de son autorité face à une opinion intérieure qui — y compris parmi de nombreux dirigeants fascistes — ne se

montre guère favorable à l'idée d'une alliance italo-allemande débouchant inévitablement sur la guerre.

Lorsque le Führer se rend à Rome en voyage officiel, en mai 1938, le protocole veut qu'il soit accueilli non seulement par le chef du gouvernement, mais aussi par le roi. Il prend place aux côtés de ce dernier dans la voiture qui le conduit de la gare de San Paolo au Quirinal, où il séjourne pendant quelques jours et fait l'expérience de l'hostilité méprisante du souverain et de la Cour. Mussolini se sent humilié par la dissymétrie existant entre son propre statut, borné par l'existence du roi, et le pouvoir illimité de son homologue allemand. Il n'en éprouve qu'un désir accru d'être traité par celui-ci en égal. C'est pourquoi il engage le régime dans une phase de radicalisation totalitaire destinée à placer l'Italie sur la même orbite que l'Allemagne.

LE DUCE, « ANGE DE LA PAIX »

De là découlent les initiatives visant à « régénérer la race » et à préparer physiquement et moralement les Italiens à la guerre. Pour répondre, à l'avance, à l'accusation de pur et simple alignement sur les positions hitlériennes, celles-ci sont présentées comme relevant des traditions de l'ancienne Rome, qu'il s'agisse du « pas de l'oie » imposé dans les défilés militaires et rebaptisé pour la circonstance « *pas romain* » ou de la législation raciste. Car l'année 1938 voit se développer en Italie, sous l'impulsion directe de Mussolini, une politique de persécution antisémite : les Juifs sont éliminés de la vie publique et de nombreuses professions ; les mariages avec des « non-aryens » sont proscrits ; les élèves juifs sont exclus des écoles élémentaires. Ces mesures, sans atteindre l'amplitude et la gravité de celles qui frappent, au même moment, la communauté juive en Allemagne, ne relèvent pas de la pure et simple gesticulation. Le Duce n'envisage-t-il pas, après avoir menacé d'envoyer les Juifs dans des « camps de concentration », de les déporter massivement en Éthiopie où pourraient ainsi coexister les deux races qu'il juge inférieures : la race noire et la « race hébraïque » ?

Alors, vassal du Führer, le chef de l'Italie fasciste, en 1938 ? Assurément. Pourtant, la crise tchécoslovaque, à l'automne, va donner à ses partenaires l'illusion qu'il peut encore jouer le rôle d'arbitre sur la scène européenne (cf. *Élisabeth du Réau*, p. 52). Dans l'affaire des Sudètes, il se place, d'entrée de jeu, dans le camp allemand, approuvant les revendications hitlériennes. Leur satisfaction, pense-t-il,

rendra caducs les traités de paix de 1919 et ouvrira la voie à une expansion italienne en Europe méridionale. Au fond, il voit dans le Führer l'instrument de cette politique révisionniste dont il poursuit vainement le rêve depuis sa prise de pouvoir en 1922. Mais il souhaite que celui-ci l'emporte sans qu'il soit besoin de recourir aux armes, car il n'ignore pas l'état d'impréparation de l'Italie. C'est pourquoi, suivant les conseils de son ministre des Affaires étrangères, Ciano, devenu méfiant à l'égard de l'Allemagne, il repousse pour l'instant l'idée de l'alliance militaire en bonne et due forme que lui propose Hitler. Il accepte donc avec soulagement de jouer les bons offices entre les protagonistes de la crise, afin de réunir une conférence quadripartite d'où sortiront les accords de Munich.

A son retour en Italie, Mussolini est accueilli par des foules enthousiastes, non pas en chef d'une Italie prête à combattre aux côtés du Reich hitlérien, mais comme « l'Ange de la paix » (selon l'expression de Filippo Anfuso, un dirigeant fasciste de l'entourage de Ciano). A Vérone et à Bologne, on s'agenouille au passage du train qui ramène le dictateur de Munich à Rome. Et tout au long du trajet qui le conduit de la station Termini au centre de la capitale. se mêlent aux traditionnels « *Duce ! Duce !* », les cris de « *Pace ! Pace !* » (« *La paix ! La paix !* »). Ce que confirmeront les nombreuses lettres, venues de toutes les régions de la péninsule, pour le remercier d'avoir, comme l'écrit un ouvrier milanais, « *sauvé l'humanité tout entière et particulièrement notre chère et belle Italie* ».

Le fondateur du fascisme ne peut que se sentir mortifié par l'étalage de ces sentiments pacifistes, en complet décalage avec l'idéal guerrier qu'il avait cru insuffler à son peuple. Pour lui, seule une rupture radicale avec la bourgeoisie et avec sa culture, inspirée des modèles décadents de l'Occident libéral, peut encore permettre de façonner cet « homme nouveau » dont le nazisme hitlérien offre déjà un exemple vivant. Une telle rupture passe, aussi pénible que soit la sujétion de fait au grand voisin du Nord, par l'aval donné aux projets hitlériens et par l'acceptation d'un partenariat inégal conduisant à la guerre aux côtés de l'Allemagne nazie. ■



NOTES

* Cf. *lexique*, p. 39.

1. L'accord portait sur huit points parmi lesquels la décision de ne pas construire de nouvelles bases aériennes ou navales en Méditerranée orientale, la proclamation de l'égalité des intérêts italiens et britanniques en Arabie Saoudite et au Yémen, la reconnaissance par les deux puissances du libre usage du canal de Suez.

Élisabeth du Réau · Professeur d'histoire contemporaine
à la Sorbonne-Nouvelle-Paris-III

Munich ou la stratégie de l'abandon

Munich reste le symbole de la capitulation. Comment la France et l'Angleterre ont-elles pu s'aveugler ainsi et abandonner leur allié tchèque aux appétits du Reich ? Retour sur la longue nuit du 29 septembre 1938.

A l'aube du jeudi 29 septembre 1938, l'Europe est presque tout entière en armes. A Londres, les volontaires de la défense passive creusent fébrilement des tranchées-abris dans la Cité. En France, plus d'un million d'hommes sont sous les drapeaux. A Prague, la mobilisation générale est engagée depuis cinq jours... Ces réactions sont la conséquence des revendications toujours plus pressantes de Hitler sur une région tchèque peuplée en majorité d'Allemands : les Sudètes (cf. repères cartographiques, p. 53).

Les mesures militaires adoptées en Grande-Bretagne et en France pourraient annoncer l'organisation d'un front de résistance contre les menaces nazies. Pourtant, la crise internationale ouverte par Hitler se dénoue brutalement en moins d'une journée, de l'après-midi du 29 septembre 1938 à l'aube du jour suivant. Conviés à Munich par le chancelier du Reich, en même temps que Mussolini, Neville Chamberlain, Premier ministre britannique, et Édouard Daladier, président du Conseil français, cèdent aux exigences nazies.

Les faits sont bien connus et, soixante ans après les événements, la documentation sur le sujet est abondante. Cependant, l'accès à de nouvelles sources, en France et au Royaume-Uni¹, et l'ouverture récente de certaines archives dans les capitales de l'Est européen (notamment à Budapest, Prague et Moscou), permettent de renou-



Selon son propre témoignage, Édouard Daladier ne signa les accords de Munich, à l'aube du 30 septembre 1938, qu'avec amertume, conscient d'avoir été berné par Hitler. Ci-dessus, il paraphe le document sous les regards du Führer, à droite, et de Göring, à gauche (cf. BPK).

veler la présentation de la crise dramatique qui conduit à la « capitulation de Munich ».

Face aux menaces qui pesaient sur l'indépendance de la Tchécoslovaquie, comment les puissances occidentales allaient-elles réagir ? La Tchécoslovaquie était l'allié de la France qui lui avait promis son assistance militaire en cas d'agression. Le gouvernement français était-il disposé à honorer son engagement ? Quelle serait

l'attitude du cabinet britannique dirigé par Neville Chamberlain ?

Appelé à la présidence du Conseil français le 8 avril 1938, Édouard Daladier souhaitait établir avec son partenaire une véritable coopération face aux prétentions de Hitler. A Londres, où il se rendait dans les derniers jours d'avril, il condamnait en ces termes la politique d'« apaisement », suivie par les partisans de l'octroi de certaines concessions aux régimes autoritaires, moyen selon eux de sauvegarder la paix : « Si la France et la Grande-Bretagne continuent de s'incliner devant la violence, si l'esprit politique qui leur est commun est inspiré par la faiblesse, elles ne feront que précipiter de nouveaux appels à la force et en préparer le succès. » Cependant, il subsistait de sérieuses divergences

entre les deux alliés, la ligne de l'apaisement s'étant exprimée à cette occasion beaucoup plus nettement au sein de la délégation britannique qu'au sein de la représentation française. Des divergences que l'on retrouvait à l'intérieur même de l'exécutif français et parmi les experts chargés de conseiller le chef de gouvernement. Ainsi certains membres du haut commandement mettaient précocement en garde contre l'impréparation militaire du pays face au réarmement allemand.

C'est dans ces conditions qu'éclata la crise des Sudètes. Le 12 septembre, à Nuremberg, Hitler lançait un nouveau défi en exigeant la libre détermination des Allemands de la région. Pour trouver une

L'AUTEUR

Élisabeth du Réau est spécialiste de l'histoire des relations internationales.

solution « pacifique » à la question, il invita à Berchtesgaden, le 15 septembre, le Premier ministre britannique à qui il présenta ses revendications : le rattachement des Sudètes à l'Allemagne. Il avait, à dessein, écarté Daladier, espérant trouver le Britannique mieux disposé à son égard : durant l'été, une mission effectuée en Tchécoslovaquie par l'Anglais Runciman avait cautionné les prétentions allemandes. Toutefois, à l'occasion d'une nouvelle visite de Chamberlain à Bad Godesberg, les 22 et 23 septembre, les exigences de Hitler se radicalisèrent. Il annonça qu'il allait réclamer l'évacuation par les Tchèques des territoires qu'il voulait annexer avant le 1^{er} octobre 1938. Si ceux-ci refusaient, c'était la guerre.

A partir de cette date, la situation évolua en Grande-Bretagne. De sérieuses diver-

pothèse d'un conflit localisé. Or, en France, une majorité de ministres, dont Paul Reynaud, Georges Mandel et Jean Zay, obtint de Daladier l'organisation d'un front de résistance. A Londres, le 25 septembre, au cours d'une importante rencontre franco-britannique, le président du Conseil français mit les Anglais au pied du mur : il refusait le mémorandum de Bad Godesberg et déclarait que, en cas d'agression non provoquée, la France remplirait ses obligations à l'égard de son allié tchécoslovaque. La mobilisation fut engagée en France, bientôt suivie par Londres, malgré les réticences du haut commandement britannique.

Cependant, les partisans de la paix, se fondant sur d'importants mouvements au sein de l'opinion publique, tant au Royaume-Uni qu'en France, déployaient une intense activité depuis le début de la

sentée par Mussolini, mais dont l'initiative revenait à Bonnet et Chamberlain.

Si le texte des accords de Munich est bien connu, il n'existe pas de véritable compte rendu officiel de la conférence, mais plusieurs versions transmises par différents participants. Les relations les plus intéressantes et les plus souvent citées sont celles du ministre des Affaires étrangères de Mussolini, qui était également son gendre, Galeazzo Ciano, de l'interprète allemand Paul Schmidt, et de l'ambassadeur de France, André François-Poncet. Il faut aussi souligner l'intérêt de deux témoignages moins connus, celui d'Édouard Daladier et celui d'Étienne de Crouy-Chanel², collaborateur d'Alexis Léger, lui-même secrétaire général du Quai d'Orsay — plus connu sous son nom de plume, puisqu'il s'agit du poète Saint-John Perse.

REPÈRES CARTOGRAPHIQUES

L'EXPANSION DU REICH

L'expansion allemande débute dès 1935, avec le rattachement de la Sarre approuvé par plébiscite (la procédure avait été prévue en 1919).

En revanche, l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie, le 7 mars 1936, dans une zone démilitarisée depuis le traité de Versailles, constitue un premier coup de force.

En mars 1938, la Wehrmacht pénètre en Autriche; l'Anschluss est proclamé par Hitler et ratifié par référendum.*

En octobre, en application des accords de Munich, le Führer s'empare des Sudètes, région de la Tchécoslovaquie peuplée d'une majorité d'Allemands.

En six mois, la Tchécoslovaquie est démantelée : la Pologne obtient la région de Teschen, le 2 octobre; la Hongrie, un territoire situé au sud de la Slovaquie.

Enfin, le 15 mars 1939, les troupes allemandes envahissent ce qui reste de la Bohême-Moravie. La Slovaquie devient un État vassal du Reich.



NOTES

* Cf. lexique, p. 39.

1. Les Mémoires de Paul Reynaud et d'Édouard Daladier (cf. *Pour en savoir plus*, p. 61) complètent les pièces d'archives. L'ouverture plus généreuse des archives de Winston Churchill et de l'ambassadeur britannique en France, Eric Phipps, permet de mieux interpréter l'évolution de la diplomatie britannique.

2. Les fonds personnels d'Édouard Daladier sont aujourd'hui consultables aux Archives nationales.

gences apparurent au sein du cabinet britannique : Duff Cooper, premier lord de l'Aminauté, et Alexander Cadogan, sous-secrétaire permanent au Foreign Office, envisageaient l'adoption d'une ligne de fermeté si la France était déterminée à agir. Ils pensaient qu'une attitude de résistance aux dernières exigences de Hitler le dissuaderait peut-être d'agir, et estimaient nécessaire d'envisager dans le cas contraire l'hy-

crise. A Paris, Georges Bonnet, le ministre des Affaires étrangères, devint l'âme d'une coalition opposée à la guerre, qui trouva de nombreux concours au Parlement et jusqu'au sein du gouvernement. En relation avec les partisans britanniques de l'apaisement, il cherchait la voie d'un compromis permettant d'éviter l'affrontement ; se dessina ainsi la proposition d'une conférence à quatre, officiellement pré-

La conférence commença officiellement le 29 septembre en tout début d'après-midi à la *Führerhaus*, le palais à la gloire de Hitler édifié quelque temps plus tôt à Munich. Mais on devait apprendre, après la conférence, que Mussolini avait rencontré secrètement le chancelier allemand tôt le matin du 29. Ciano note dans ses carnets, à ce sujet : « Désormais le programme est décidé ; ou la conférence réussit

rapidement, ou la solution sera donnée par les armes.»

Édouard Daladier, qui traversa une partie de la ville, de l'hôtel des Quatre-Saisons à la Königsplatz, dans une voiture découverte, s'étonna de l'atmosphère qui régnait dans la foule : « *Ce n'était pas ma personne qu'on acclamait, mais l'espoir de la paix. Ces cris étaient une manifestation contre la guerre [...] et je me suis mis à espérer que cette foule pouvait peser sur les intentions hitlériennes [...] que tout n'était pas entièrement perdu.* »

Dès l'arrivée à la *Führerhaus*, cette impression dut être tempérée. Neville Chamberlain, déjà là, impassible, le salua sans aucune chaleur. Le président du Conseil français confiera plus tard à l'un de ses ministres qu'il se sentit brutalement isolé après ce premier contact ; il dira alors ce qu'il devait répéter plus tard : « *J'avais l'impression d'être tombé dans un traquenard.* » A propos de Hitler, que Daladier rencontra pour la première fois, le Français commentera *a posteriori* — tentant ainsi d'expliquer, sinon de justifier son attitude à la conférence de Munich — : « *Lorsque Hitler arriva au milieu de ses aides de camp, j'ai été très impressionné : une mèche tombant sur le front, le visage dur et fermé, le geste saccadé, la voix rauque [...] tel m'apparaissait l'homme qui, par la ruse, la violence et la force, était devenu dictateur suprême de l'Allemagne. J'avais dû et répété à Londres que son but était d'établir sa domination sur l'Europe. En le voyant, je pensais que je ne m'étais pas trompé.* »

LA LONGUE NUIT DE MUNICH

Pendant cette première séance, Édouard Daladier était accompagné d'Alexis Léger ; ils faisaient face à Hitler. Neville Chamberlain était venu avec deux collaborateurs, Horace Wilson et William Strang. Hitler ouvrit la séance. Selon le récit de Daladier, le chancelier se leva et prononça un violent réquisitoire contre les Tchèques. « *Je regardai Chamberlain, raconte Daladier, il prit la parole pour remercier Hitler de son invitation et Mussolini pour ses bons offices. Voyant que le Premier ministre britannique n'abordait pas le vrai problème, je demandai au Führer* si son but était de détruire la Tchécoslovaquie. "S'il en est ainsi, je n'ai plus qu'à regagner la France."* »

C'est alors que Mussolini intervint. Il pensait qu'il y avait un malentendu et affirma que Hitler ne revendiquait que les

Allemands des Sudètes. Le Führer le confirma : « *Monsieur Daladier, vous me donneriez les Tchèques, je n'en voudrais pas, je ne réclame que mes frères allemands.* » Puis Mussolini proposa un projet de compromis qui prévoyait la constitution d'une commission internationale chargée de contrôler l'organisation d'un plébiscite et la détermination des frontières : la délégation française demanda à l'étudier ; la séance fut suspendue. La pause aurait dû permettre une brève prise de contact entre les délégations française et britannique. Il n'en fut rien.

Après la reprise des discussions, les Français adoptèrent une partie du projet de Mussolini. Les interventions d'Alexis Léger, qui avait notamment montré à plusieurs reprises que certaines assertions de Hitler étaient infondées, entraînèrent une réaction du Führer qui, se retournant vers ses collaborateurs, demanda : « *Qui est ce Martiniquais qui me tient tête ?* » Cependant, si nous suivons les jugements de René Massigli, directeur des affaires politiques et commerciales au Quai d'Orsay, la délégation française ne connaissait pas assez bien le dossier tchèque, Georges Bonnet ayant laissé partir Alexis Léger sans instructions précises. En revanche, le président du Conseil disposait d'un dossier confié par le général Gamelin qui lui conseillait d'éviter un démembrement de la Tchécoslovaquie.

La soirée et la nuit de négociations qui suivirent furent, de l'avis de tous les témoins, plus confuses. Les ministres et secrétaire d'État des Affaires étrangères, Ribbentrop (cf. *portrait*, p. 36) et Weizsäcker, assistaient le Führer, Attolico et Ciano secondaient Mussolini. Hitler parlait peu, Mussolini dirigeant les débats. Le premier point (évacuation des districts à majorité allemande) fut rapidement adopté. En revanche, le délai exigé par l'Allemagne, avant le 1^{er} octobre, donna lieu à d'âpres discussions.

Le président du Conseil français a plus tard livré sa version des faits : « *J'ai défendu les Tchèques de mon mieux. [...] J'ai obtenu que le système des communications est-ouest gardât une certaine cohérence pour que le pays puisse vivre économiquement. J'ai obtenu également qu'une bande de terrain à la frontière de la Silésie soit échangée contre une autre [...] pour conserver à la région une défense homogène. [...] Mais, je le répète, j'étais seul, Chamberlain ne m'a nullement aidé dans cette affaire. Il s'est obstiné à défendre des points de vue financiers* » — les investissements britanniques en Tchécoslovaquie étaient en effet très importants, et Neville Cham-

berlain s'intéressait de près au sort des entreprises à capital mixte avec forte participation britannique.

Dans la correspondance qu'il échangeait avec ses sœurs, celui-ci explique toutefois le déroulement de la conférence d'une tout autre manière ! Il écrit qu'à Munich, Daladier s'était rallié assez rapidement au projet italien : « *La délégation française avait eu une attitude très passive, les Français paraissaient totalement démoralisés.* » Chamberlain aurait souhaité collaborer avec Daladier, « *mais [il] le trouvai[t] si timoré, si peu sûr de lui qu'[il] avai[t] renoncé.* »

LA CAPITULATION DES PUISSANCES OCCIDENTALES

En fait, selon divers témoignages français³, Édouard Daladier aurait montré beaucoup de pugnacité pendant la première partie de la conférence, mais aurait été désorienté par l'attitude de la délégation britannique qui semblait sous-estimer la portée d'un démantèlement des fortifications édifiées avec le concours français, véritable ligne de défense à sauvegarder. D'autre part, Daladier aurait souhaité obtenir une promesse de garantie allemande et italienne avant de signer un quelconque accord, promesse qu'il aurait examinée en étroite concertation avec les Britanniques. Isolé, ne parvenant pas à faire entendre son point de vue, il aurait commencé à céder sur quelques points importants, estimant que la France seule ne pouvait prendre la responsabilité de rompre — car seule elle ne pouvait faire la guerre. Au bout du compte, il considérera avoir été berné autant par Chamberlain que par Hitler et Mussolini.

Pour ce qui est du Premier ministre britannique, les historiens, notamment Alastair Parker, pensent qu'il a privilégié la sauvegarde de la paix, jugeant le compromis négocié à Munich honorable puisque Hitler s'était engagé à faire respecter les accords qui maintenaient la souveraineté de la Tchécoslovaquie. Chamberlain accordait donc sa confiance à la parole du chancelier allemand et à celle de Mussolini. C'est en mars 1939 qu'il réalisera son erreur.

Ainsi, les Anglais reprenaient l'initiative alors que les Français n'avaient pas de plan de rechange. C'est à 1 h 30 du matin, le 30 septembre, que les accords de Munich furent signés. Le président du Conseil français était bien conscient qu'il avait dû céder beaucoup de terrain ; il n'avait pas réussi à prendre l'initiative : du

NOTE

3. Cf. les Mémoires d'André François-Poncet et de Paul Stehlin attaché militaire en Allemagne, auxquels s'ajoute le témoignage d'Étienne de Crouy-Chanel.

côté occidental, c'était bien le point de vue britannique qui l'avait emporté. On peut dès lors comprendre son amertume, confiée *a posteriori* : « *Puis ce fut le moment de la signature. Cette signature qui m'engageait, qui engageait la France. Rien ne m'avait jamais semblé si difficile. [...] J'étais las, éccœuré, j'avais l'impression d'avoir été joué, berné. [...] J'avais beau me dire que la guerre était évitée [...] je savais que le vrai problème n'était pas là. [...] J'avais vu Hitler. Il répondait exactement à l'idée que je m'en faisais. C'était un homme décidé à tout. Il ne reculerait devant rien.* »

L'accord de Munich prévoyait la cession d'importants territoires qui devaient être évacués entre le 1^{er} et le 10 octobre sous le contrôle d'une force internationale, sans promesse de dédommagement. Une commission comprenant cinq membres (des représentants des Quatre et un membre nommé par le gouvernement de Prague) devait être constituée. L'agenda fixé par l'accord prévoyait l'occupation des zones « à prépondérance allemande » et l'organisation de plébiscites à l'instigation de la commission. Celle-ci devait aussi régler le tracé définitif des frontières. Enfin, seules la France et la Grande-Bretagne garantissaient immédiatement les nouvelles limites de l'État tchécoslovaque contre toute agression non provoquée : la garantie allemande ne serait apportée qu'après le règlement de la question des minorités hongroises, qui pouvait passer par un accord entre les gouvernements intéressés. Mais l'attitude de Budapest et de Varsovie, qui avaient précisé leurs propres revendications, rendait peu crédible la signature de cet accord.

Les représentants tchèques avaient été avertis dès 20 h de la tournure que prenaient les délibérations. Après la signature, ils furent introduits dans la salle de conférence. « *Cela ressemblait à une lecture de verdict dans le tribunal*, rapporte Daladier. Chamberlain fit une brève allocution, s'efforça d'expliquer les termes de l'accord. Les Tchèques furent dignes, mais Masaryk [le

représentant de la Tchécoslovaquie à Berlin] *ne pouvait retenir quelques larmes...* » Ils mesuraient l'étendue des pertes qu'ils devaient consentir : les firmes industrielles les plus dynamiques se trouvaient concentrées dans les territoires cédés ; et contrairement aux espoirs initiaux de la délégation française, le système de défense tchèque était largement démantelé.

Les choix opérés ont donc conduit à une dramatique capitulation. Comment en est-on arrivé là ? Les délégations française et britannique ont-elles agi en fonction des mêmes critères ? Poursuivaient-elles les mêmes objectifs ? L'attitude de Chamberlain est tout entière inscrite dans le discours officiel qu'il tint au retour de Munich. Il se fit acclamer le 30 septembre à Londres en

d'ordre militaire ont pesé en septembre 1938 de façon décisive sur les choix du gouvernement français. Le pays ne disposait pas, comme le soulignera un peu plus tard le colonel de Gaulle, de force d'intervention manœuvrière apte à se « projeter » pour apporter un concours efficace à l'allié tchèque : « *Les mêmes institutions militaires qui, le 7 mars 1936 [lors de l'occupation de la Rhénanie par les troupes allemandes], nous contraignaient à l'immobilité, qui lors de l'annexion de l'Autriche nous frappaient d'inertie totale, en septembre 1938 nous imposaient d'abandonner les Tchèques*⁴. »

Toutefois, en apposant sa signature sur le texte de l'accord, on peut estimer qu'il a commis une triple erreur : il a mal apprécié les intentions du partenaire anglais, persuadé d'obtenir son adhésion sur une ligne de résistance ; il a mal évalué le rapport des forces et accepté de signer un texte sans obtenir la promesse signée par Hitler et Mussolini de la garantie du territoire tchèque subsistant après la cession des zones à majorité allemande ; enfin, il a trahi un allié et sous-estimé ses capacités de résistance. En agissant ainsi, il a conforté Hitler dans ses pronostics de novembre 1937 : « *La Grande-Bretagne n'interviendra pas et la France s'alignera.* » Le

Führer pouvait dès lors poursuivre ses projets : abattre Prague et s'attaquer à la Pologne⁵.

Le 2 octobre, dans *Paris-Soir*, Antoine de Saint-Exupéry traduisait en ces termes l'ambivalence des sentiments des Français au lendemain des accords de Munich : « *Nous avons choisi de sauver la paix. Mais en sauvant la paix, nous avons mutilé des amis. Et sans doute, parmi nous, beaucoup étaient disposés à risquer leur vie pour les devoirs de l'amitié. Ceux-là connaissaient la sorte de honte. Mais s'ils avaient sacrifié la paix, ils auraient connu la même honte car alors ils auraient sacrifié l'homme [...]. Quand la paix nous semblait menacée, nous découvrons la honte de la guerre. Quand la guerre nous semblait menacée, nous sentions la honte de la paix.* » ■



La population française, dans sa majorité, a appris avec soulagement la signature des accords de Munich. Ci-dessus, des couturières fêtent l'événement dans leur atelier : elles brandissent des photographies de Daladier et Chamberlain et boivent à la paix (cf. Keystone/Sigma).

promettant aux Britanniques la paix pour une génération — « *It is peace for our time.* » Il avait d'ailleurs conclu avec l'Allemagne un accord séparé de non-agression, le 30 septembre au matin.

Le comportement de Daladier est différent. On connaît la formule prononcée à l'aéroport du Bourget où il s'étonnait de constater l'enthousiasme de la foule : « *Ah les c...s, s'ils savaient !...* » A ses yeux, Munich n'avait été qu'un répit. Les préoccupations

NOTES

4. Extrait du « Mémoire secret du 26 janvier 1940 », dans *Trois Études*, Berger-Levrault, 1945.

5. Hitler bénéficiait aussi de l'abstention de l'URSS : signataire d'une convention d'assistance aérienne avec la Tchécoslovaquie en 1935, Moscou ne proposait en 1938 que la médiation de la Société des nations.

Jean-Paul Bled • Professeur d'histoire contemporaine
à l'université de Paris-Sorbonne

Vienne-Prague : la fin d'un monde

13 mars 1938 : l'Autriche est annexée au Reich. Début avril, 99 % des Autrichiens ratifient l'Anschluss. A quelques mois de là, la Tchécoslovaquie sera dépecée par les accords de Munich. Enquête au sein des populations de l'ancien empire des Habsbourgs.

Pour l'Europe centrale, 1938 est l'année du grand tournant. En l'espace de quelques mois, les feux s'éteignent à Vienne, puis à Prague. Six mois et demi seulement séparent l'Anschluss*, l'absorption de l'Autriche dans le grand Reich, de Munich où s'amorce le dépècement de la Tchécoslovaquie. Les processus conduisant à ces crises présentent d'évidentes analogies. Sans doute la Tchécoslovaquie appartient-elle au camp des vainqueurs de la Première Guerre mondiale, alors que l'Autriche figure au rang des vaincus. Mais les deux États ont en commun d'être des produits du « système de Versailles ». Nés sur les ruines de l'Autriche-Hongrie, l'un et l'autre sont fragilisés par des difficultés intérieures. Maître dans l'art d'exploiter les faiblesses de ses adversaires, Hitler tire parti de cette vulnérabilité.

Le Führer* fait de l'Autriche sa première cible. Ses origines l'y poussent — il est né en 1889 à Braunau, petite ville de Haute-Autriche —, mais aussi son idéologie qui veut réunir tous les Allemands dans le même Reich. Au début de 1938, il trouve en Autriche un terrain favorable. Non que la population soit, dans sa majorité, acquise au national-socialisme. Le taux d'adhésion n'y dépasse sans doute pas 25 %. Mais le pays souffre d'une grave crise d'identité. Après l'effondrement de la monarchie habsbourgeoise, la perte de leurs repères a massivement porté les Autrichiens vers l'idée d'Anschluss.

Si les chrétiens-sociaux s'en sont sans doute rapidement éloignés, les sociaux-démocrates en ont fait, jusqu'en 1933, un article de leur programme et se sont alors contentés de la mettre entre parenthèses ; les successeurs des libéraux, dont beaucoup passent au nazisme dans les années 1930, en sont d'ardents champions. Même

les chrétiens-sociaux, s'ils ont rompu avec l'Anschluss, ne vont pas au-delà d'un patriotisme autrichien qui définit les rapports avec l'Allemagne par la formule : « Une nation, deux États ». Hitler peut, en outre, tirer parti des divisions de la société autrichienne, accusées par les affrontements armés entre les troupes du gouvernement chrétien-social et les ouvriers sociaux-démocrates de février 1934. S'il maintient l'ordre, le régime autoritaire du chancelier Schuschnigg ne pourra pas, face à la menace allemande, s'appuyer sur un consensus national.

MARS 1938 : L'AUTRICHE SE DONNE À HITLER

Une tentative de putsch organisée par des nazis autrichiens, le 25 juillet 1934, s'était soldée par un échec. L'entreprise était alors prématurée. Quatre ans plus tard, la donne a changé. L'Allemagne s'est affirmée sur la scène internationale et a avancé son programme d'armements. Mussolini qui, en février 1934, s'était érigé en protecteur de l'Autriche, s'est détourné de l'Europe danubienne après avoir trouvé auprès de Hitler l'appui que les démocraties occidentales lui refusaient dans la crise éthiopienne (cf. *Pierre Milza*, p. 50).

La marge de manœuvre de l'Autriche s'en est trouvée réduite d'autant. Pris dans un étau, Schuschnigg n'a cessé, depuis 1936, de céder aux injonctions du Führer. Par l'accord du 11 juillet 1936, l'Autriche s'est engagée à régler ses relations avec le III^e Reich sur le fait qu'elle est également un État allemand ; d'autre part, des personnalités sympathisant avec le nazisme sont entrées au gouvernement. Pourtant,

le 9 mars 1938, le chancelier se raidit et annonce la tenue d'un référendum qui, pense-t-il, manifesterà la volonté des Autrichiens de demeurer indépendants.

Cette décision précipite les événements. Par peur d'un vote défavorable à l'Anschluss, Berlin menace, le 11 mars, l'Autriche d'une invasion si le projet de référendum n'est pas retiré, puis contraint Schuschnigg à la démission. Un gouvernement de complaisance est chargé d'assurer la transition. Celle-ci est courte. Dès le 12 mars, Hitler arrive à Linz ; le lendemain, il proclame le rattachement de l'Autriche au Reich ; le 15, enfin, il est acclamé, sur la Heldenplatz, par deux cent mille Viennois enthousiastes.

Si l'union de l'Autriche à l'Allemagne entre aussitôt dans les faits, Hitler entend démontrer au monde que les Autrichiens adhèrent massivement à l'Anschluss. C'est l'objet du référendum organisé le 10 avril. Son résultat est sans surprise : les Autrichiens ratifient le fait accompli à une majorité de 99,7 %. Les méthodes d'un régime totalitaire n'expliquent pas tout. Le vote exprime aussi le désarroi du peuple autrichien. Plus que tout a pesé l'absence d'une conscience nationale autrichienne. Au début d'avril, Karl Renner, figure de proue de la social-démocratie, s'était prononcé en faveur de l'Anschluss. De son côté, le cardinal de Vienne, Mgr Innitzer, avait invité les catholiques à voter « oui ». Son appel avait d'autant plus de chances d'être entendu qu'en dehors du noyau légitimiste des monarchistes, les milieux catholiques n'avaient jamais contesté l'appartenance de l'Autriche à la nation allemande.

L'ordre règne à Vienne. Pourtant, toutes les consciences ne sont pas mises au pas. Dès octobre 1938, des milliers de jeunes catholiques manifestent devant la

L'AUTEUR

Jean-Paul Bled est directeur du Centre d'études germaniques de Strasbourg. Il anime la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* et la *Revue d'Europe centrale*. Il a notamment publié *François-Joseph* (Fayard, 1987), *Les Fondements du conservatisme autrichien (1859-1879)* (Publications de la Sorbonne, 1988) et, tout récemment, *Histoire de Vienne* (Fayard, 1998).

cathédrale de la ville leur soutien au cardinal Innitzer qui a commencé de prendre ses distances par rapport au régime. Recrutant d'abord parmi les catholiques et les communistes, une résistance entreprend de s'organiser. Le soutien à l'Anschluss n'en reste pas moins largement majoritaire. Il faudra attendre 1943 pour que l'opinion bascule.

La France et l'Angleterre n'ont réagi à l'Anschluss que par une condamnation verbale. Dans l'affaire tchécoslovaque, leur responsabilité est encore plus nette.

tion nazie réussit, sous la conduite de son chef, Konrad Henlein, à étendre son emprise sur la majorité des *Sudeten-deutsche*.

Après l'Anschluss, la Tchécoslovaquie sera la prochaine proie du Führer. Selon un plan arrêté, dès le 28 mars 1938, Henlein, docile aux instructions de Hitler, doit présenter un catalogue de revendications telles que Benès, le président de la République tchécoslovaque, et son gouvernement ne puissent les accepter sans remettre en cause l'intégrité du pays.

tchécoslovaques n'ont pas de mots assez durs contre la France qui, estiment-ils, a ignominieusement trahi leur pays : « *C'est une trahison, s'exclame Benès, la France nous a trahis... Je suis resté fidèle à la France et la France nous a jetés par-dessus bord.* »

Au refus de Prague, Français et Britanniques répondent par ce qui a toutes les apparences d'un ultimatum. La Tchécoslovaquie se trouvant sous la menace d'être abandonnée à son sort, Benès considère n'avoir d'autre choix que de se soumettre. Cette acceptation produit sur l'opinion l'effet d'un choc. Dès son annonce, dans la nuit du 21 au 22 septembre, des milliers de Pragoais descendent dans la rue ; le 22, ils sont deux cent cinquante mille à crier : « *Nous voulons combattre !* » ; parmi les manifestants, nombreux sont ceux qui jettent leurs décorations françaises.

MARS 1939 : LA TCHÉCOSLOVAQUIE A DISPARU DE LA CARTE DE L'EUROPE

Le refus de Hitler de se satisfaire de ces concessions relance, sans doute, la crise. Mais l'espoir est de courte durée. La conférence de Munich le brise net. Le climat est, cette fois, tout différent. La décision de Benès de céder aux injonctions des puissances cosignataires de l'accord ne provoque pas de manifestation. La colère n'a pas disparu, mais elle ne s'exprime plus. La lutte paraissant inutile devant la disproportion des forces, c'est maintenant la résignation qui prévaut.

Le bilan de Munich est facile à dresser. La reculade des démocraties occidentales porte le coup de grâce au système français en Europe centrale, l'effacement de la France y ouvrant toutes grandes les portes à l'Allemagne. Munich est aussi le premier acte du démantèlement de la Tchécoslovaquie. Quand Hitler la raie, le 16 mars 1939, de la carte de l'Europe, elle n'est plus qu'un État moribond. Dans les semaines qui ont suivi Munich, elle a dû céder d'autres territoires à la Pologne et à la Hongrie. Affaibli, déjà sous le contrôle de l'Allemagne, le gouvernement de Prague n'a pu s'opposer au mouvement qui, amorcé dès octobre 1938 et encouragé par Berlin, conduit, également le 16 mars 1939, à la sécession de la Slovaquie (cf. *repères cartographiques*, p. 53). La Seconde Guerre mondiale n'effacera pas le traumatisme de Munich. Celui-ci va encore peser longtemps sur la conscience tchécoslovaque. La défiance envers les Occidentaux contribuera notamment à expliquer les succès du parti communiste en Tchécoslovaquie et le tournant de 1948. ■

NOTE

* Cf. *lexique*, p. 39.



En octobre 1938, en application des accords de Munich, Hitler s'empare des Sudètes, région de Tchécoslovaquie peuplée en majorité d'Allemands. Devant la disproportion des forces, la population ne peut que se résigner. Ci-dessus, le salut nazi, et les larmes... (cl. Keystone).

Seule véritable démocratie de l'espace centre-européen, la Tchécoslovaquie reproduit aussi, en miniature, les problèmes nationalitaires auxquels la monarchie autrichienne fut naguère confrontée. Elle abrite plusieurs minorités nationales parmi lesquelles trois millions deux cent mille Allemands sur les bordures de la Bohême et de la Moravie et en Silésie, généralement connus sous le nom de *Sudetendeutsche*. Jusqu'alors correctes, bien que souvent délicates, les relations entre Tchèques et Allemands se dégradent à partir de 1935, lorsqu'un parti d'inspira-

Ayant rendu tout compromis impossible, Hitler dénoncera à la face du monde l'oppression dont les Allemands sont victimes en Tchécoslovaquie (cf. *Philippe Burrin*, p. 34).

Pour mettre ce plan en échec, il faudrait que la France et l'Angleterre soient résolues à défendre l'intégrité de la Tchécoslovaquie. En réalité, leur souci de ne pas se laisser entraîner dans un conflit avec l'Allemagne facilite la tâche au Führer. Pour sauver la paix, Français et Britanniques pressent Benès de faire le maximum de concessions (cf. *Élisabeth du Réau*, p. 52). Lorsque après la visite de Neville Chamberlain à Berchtesgaden, ils adressent, le 19 septembre, au gouvernement tchécoslovaque des propositions prévoyant la cession à l'Allemagne des territoires où les Allemands représentent plus de 50% de la population, à Prague, la première réaction mêle stupeur et colère. Les responsables

Jean-Pierre Azéma • Professeur à l'Institut
d'études politiques de Paris

Pouvait-on résister à Hitler ?

A Munich, les démocraties choisirent la reculade et l'abandon. Ce qui eut pour effet inéluctable de conforter Hitler dans sa stratégie offensive.
Pourquoi les dirigeants français et anglais ont-ils pris le parti d'une capitulation inutile ?



L'AUTEUR

Jean-Pierre Azéma a notamment publié *De Munich à la Libération, 1938-1944* (Le Seuil, 1987, rééd. 1996). Il a dirigé, avec François Bédarida, *La France des années noires* (Le Seuil, 1993), et publié, avec Olivier Wieviorka, *Vichy, 1940-1944* (Perrin, 1997).

Mettant fin à une semaine de tension extrême (les Français, le 24 septembre 1938, rappellent 753 000 réservistes et la Royal Navy, peu après, est mise en état d'alerte), les accords de Munich sont signés le 30 septembre à une heure du matin. Hitler, on le sait, obtenait, à quelques variantes près, ce qu'il avait exigé : il annexerait en dix jours les territoires tchèques dont la population était de langue allemande à plus de 50% (soit plus du tiers de la Bohême-Moravie), sans avoir à garantir les nouvelles frontières du pays ainsi dépecé.

La classe politique et l'opinion des

démocraties libérales qui avaient laissé mettre en pièces la Tchécoslovaquie avaient estimé que le maintien de la paix était préférable à tout. Moins d'un an plus tard, quand Français, Anglais et Allemands rechaussaient leurs bottes, le Reich était en bien meilleure posture. Aurait-il donc été préférable d'arrêter Hitler en septembre 1938, au prix de la guerre ? La réponse, cinquante ans plus tard, va de soi, tant les retombées de Munich ont été désastreuses pour les démocraties libérales, notamment en confortant le pouvoir charismatique du Führer*. Mais pouvait-on le faire ? La réponse est incommode car l'historien raisonne rarement avec des « si ».

Quelques jours seulement après la signature des accords de Munich, Hitler en visite dans la région des Sudètes (cf. AKG).

Il est sans doute plus facile de se demander d'abord si Hitler était prêt à affronter un conflit qui risquait de devenir européen. C'est vraisemblable. Il n'excluait pas de mettre à mal l'Europe de Versailles sans coup férir ; mais il acceptait parfaitement les risques de la guerre qui forgerait un homme nouveau. En tout cas, si l'on en croit le protocole Hossbach, du nom de son officier d'ordonnance qui rédigea le compte rendu de la réunion tenue le 5 novembre 1937 entre Hitler et

les hauts responsables de la Wehrmacht, il proclamait vouloir compenser les insuffisances de l'économie de l'Allemagne nazie grâce à l'occupation, par la force armée si nécessaire, d'un espace vital* indispensable, où se trouvaient la Tchécoslovaquie, l'Autriche, voire la Pologne et l'Ukraine (cf. Philippe Burin, p. 34).

Sans doute une bonne partie des généraux allaient-ils regimber, soulignant les difficultés que la jeune Wehrmacht aurait à affronter : le réarmement intensif n'avait commencé que depuis les premières semaines de janvier 1938, la Kriegsmarine était en pleine réorganisation, la Luftwaffe ne possédait pas de bombardiers stratégiques à long rayon d'action, le « Mur de l'Ouest » (la ligne Siegfried) n'offrirait qu'une résistance médiocre, etc. Mais Hitler balaya ces objections, tança — et de quelle manière ! — les opposants, les traita de défaitistes et d'incapables. Il était décidé à faire sauter le verrou tchèque qui commandait la Mitteleuropa, à « écraser par la force des armes » un pays symbolisant à lui seul le traité de Versailles abhorré.

LA WEHRMACHT N'ÉTAIT PAS INVINCIBLE EN 1938

Il est par ailleurs difficile de dire combien de temps aurait pu tenir l'armée tchèque, pour le cas où la conférence de Munich aurait échoué. Comme nous connaissons la suite des événements et ce qu'allait être la cavalcade triomphante de la Wehrmacht en Pologne en 1939 puis durant la campagne de France en 1940, on serait tenté d'affirmer que les forces du Reich n'en auraient fait qu'une bouchée. On peut pourtant en douter. Il convient en effet de faire remarquer que la technique du *Blitzkrieg* (« guerre éclair ») n'avait jamais été testée, que 80% des forces allemandes n'étaient pas motorisées à l'époque, enfin que Hitler et ses généraux hésitaient sur la mise en œuvre du « Plan vert » d'invasion de la Tchécoslovaquie.

Reste que les Tchèques étaient vulnérables : ils avaient à défendre une frontière de 4 000 kilomètres dont, depuis l'Anschluss* (cf. Jean-Paul Bled, p. 56), 2 000 avec le seul Reich (la France pour sa part n'avait à monter la garde que sur ses 2 000 kilomètres de frontières terrestres dont 400 avec l'Allemagne). Le pays était entouré par quatre nations hostiles (dont la Pologne menée par le colonel Beck qui détestait le président de la République tchèque Benès et entendait monnayer un différend territorial polono-tchèque) sur cinq de ses voisins (seule la Roumanie

entretenait des relations cordiales avec Prague). Si la valeur de l'armée tchèque n'était pas à sous-estimer, avec près d'un million d'hommes mobilisables, 200 000 d'entre eux étaient de langue et de culture allemandes. Ajoutons que, si les Tchèques possédaient des chars de très grande qualité, la Wehrmacht pouvait, elle, en mettre en ligne près de cinq fois plus (2 100 contre 418) ; le déséquilibre se faisait également sentir pour les avions de combat (1 230 contre 600).

Bref, on peut supposer que les Tchèques auraient probablement vendu chèrement leur peau. Il est néanmoins très vraisemblable qu'à eux seuls ils n'auraient pas pu tenir tête aux Allemands plus de trois à quatre mois. Il fallait donc qu'ils bénéficient de soutiens à la fois militaires et diplomatiques. Avant d'analyser les responsabilités franco-anglaises dans la capitulation de Munich, disons quelques mots de l'URSS, qui avait déclaré en 1935 qu'elle défendrait l'intégrité de la Tchécoslovaquie, mais à condition qu'ait joué au préalable le traité d'aide et d'assistance franco-tchécoslovaque. L'Union soviétique, d'ailleurs, ne resta pas totalement inerte : elle exerça notamment des pressions diplomatiques sur la Pologne. Mais elle mettait de plus en plus en doute la fiabilité des démocraties libérales, alors qu'elle-même n'avait aucune frontière commune avec la Tchécoslovaquie. Or si la Roumanie était prête à tolérer le survol de son espace aérien par des avions de guerre soviétiques, la Pologne, elle, refusait le passage à travers son territoire du moindre élément de l'Armée rouge.

C'est dire que c'étaient bien les Français et les Anglais qui détenaient les cartes maîtresses. Pourtant, leur relative impréparation militaire donnait à réfléchir. Notons en premier lieu que Paris et a fortiori Londres n'avaient, depuis 1936, aucunement éprouvé le besoin de provoquer des rencontres d'officiers d'état-major à un haut niveau : c'est en avril 1938 qu'on reprit langue, sans grande conviction, du côté des Britanniques. Si les Anglais avaient veillé à moderniser leur flotte et dans une moindre mesure leur aviation, ils ne pouvaient guère offrir que l'envoi sur le continent de deux divisions. En cas d'affrontement avec le Reich, il faudrait donc gagner du temps. Les Français, eux, passaient pour posséder la meilleure armée du monde ; mais depuis 1937 elle s'était laissée distancer dans l'aviation (le plan V qui allait accélérer la production fut tout juste lancé en avril 1938).

Surtout, le réarmement allemand et la remilitarisation de la Rhénanie (cf. *chronologie*, p. 38) faisaient ressortir la contra-

diction qui existait alors entre la diplomatie et la stratégie françaises : comment porter secours à des nations censées offrir des alliances de revers, alors que de plus en plus, sous l'influence des « grands chefs » Pétain puis Weygand, la défense du « front continu et inviolable » demeurait l'alpha et l'oméga de notre défense ? Si certaines phases d'une guerre de mouvement n'étaient pas a priori exclues, elles étaient censées rester cantonnées aux plaines flamandes (alors que la Belgique avait depuis 1936 dénoncé toute entente préalable en cas de tension), et bannies en Rhénanie (même si la ligne Siegfried était bien plus vulnérable que ne l'affirmaient les généraux français). Le point important est que l'ancien combattant Daladier était convaincu de l'impossibilité de porter, dans un premier temps, secours aux Tchèques.

LA FRANCE À LA REMORQUE DE SA « GOUVERNANTE ANGLAISE »

Les « appeasers » anglais, Neville Chamberlain en tête, ont instrumentalisé à des fins politiques la vulnérabilité relative des forces militaires des démocraties libérales (cf. *Élisabeth du Réau*, p. 52). La politique d'« *appeasement* », de conciliation à l'égard de l'Allemagne, a été une politique constante du Foreign Office depuis le traité de Versailles : un Churchill, par exemple, ne l'a pas désapprouvée avant l'Anschluss. Elle s'est traduite notamment par l'accord naval germano-britannique du 18 juin 1935 et tout autant par l'acceptation de la remilitarisation de la Rhénanie ; à l'époque, il paraissait nécessaire de privilégier l'empire par rapport au continent, en tout cas par rapport à l'Europe centrale qui ne présentait qu'un intérêt médiocre pour les Britanniques. Chamberlain allait durcir cette stratégie politico-diplomatique, en estimant que, si Hitler n'était qu'un parvenu, une Allemagne forte présentait du moins l'avantage d'offrir un barrage au déferlement des hordes bolcheviques.

La France de Daladier, le plus souvent à la remorque des événements, s'est laissée guider par sa « *gouvernante anglaise* » (la formule est de l'historien François Bédarida). Le premier réflexe de Paris était bien de vouloir défendre Prague ; mais son ralliement à la politique d'« *appeasement* » lui fera trahir son allié tchèque. Déchiré, Daladier finit par estimer qu'il fallait gagner le répit nécessaire pour renforcer l'armée française et lui permettre de faire face à la guerre. Il fit alors le jeu

NOTE
* Cf. lexique,
p. 39.

DOCUMENT

« Mein Kampf »

Dans *Mein Kampf*, publié en 1924, les Occidentaux auraient pu lire le sort que Hitler réservait à l'Europe.

« Le droit au sol et à la terre peut devenir un devoir, lorsqu'un grand peuple paraît voué à la ruine, à défaut d'extension. Et particulièrement quand il ne s'agit pas d'un quelconque petit peuple nègre, mais de l'Allemagne, mère de toute vie, mère de toute la civilisation actuelle. L'Allemagne sera une puissance mondiale, ou bien elle ne sera pas. Mais pour devenir une puissance mondiale, elle a besoin de cette grandeur territoriale qui lui donnera, dans le présent, l'importance nécessaire et qui donnera à ses citoyens les moyens d'exister.

« Aussi, nous autres nationaux-socialistes, biffons-nous délibérément l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre. Nous commençons là où l'on avait fini il y a six cents ans. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et vers l'ouest de l'Europe, et nous jetons nos regards sur l'Est. [...]

« [...] Il faut qu'on se rende enfin clairement compte de ce fait : l'ennemi mortel, l'ennemi impitoyable du peuple allemand est et reste la France. [...]

« L'Angleterre désire que l'Allemagne ne soit pas une puissance mondiale ; la France ne veut pas qu'il existe une puissance qui s'appelle l'Allemagne ! [...]

« C'est uniquement en France que l'on remarque aujourd'hui un accord secret entre les intentions des boursiers, intentions dont les Juifs sont les représentants, et les vœux d'une politique nationale inspirée par le chauvinisme. Et c'est précisément cette identité de vues qui constitue un immense danger pour l'Allemagne. [...] Car la contamination provoquée par l'afflux de sang nègre sur le Rhin, au cœur de l'Europe, répond aussi bien à la soif de vengeance de cet ennemi héréditaire de notre peuple qu'au froid calcul du Juif, qui y voit le moyen de commencer le métissage du continent européen en son centre et, en infectant la race blanche avec le sang d'une basse humanité, de poser les fondations de sa propre domination. »

(Hitler, *Mein Kampf*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1934.)

(Les passages en caractères italiques ne figuraient que dans l'édition allemande ; ils avaient été supprimés dans la traduction française de 1934.)

des modérés français, que le ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet, par conviction et encore plus peut-être par opportunisme, allait symboliser. Il soulignait qu'accepter le risque d'un nouveau conflit mondial serait un suicide géopolitique : il fallait faire la part du feu et se dégager au plus vite des alliances de revers.

Précisons que l'opinion penchait pour le refus de soutenir militairement la Tchécoslovaquie, voire pour son abandon à court terme. En France, les « bellicistes » (selon la dénomination perverse donnée par leurs adversaires) avaient à surmonter la peur quasi biologique d'un nouveau conflit européen, tant demeurait prégnant le souvenir de la Grande Guerre. Inutile de rappeler le soulagement viscéral d'avoir évité une nouvelle boucherie qui saisisse ceux qui ne seraient pourtant que des Munichois d'un jour ou d'une semaine. Ajoutons qu'a pu peser la crainte de se retrouver dans le camp de communistes dont le ralliement à la politique de défense nationale en 1935 était trop récent pour ne pas être suspect.

LE « LÂCHE SOULAGEMENT » DES PACIFISTES FRANÇAIS

On s'explique donc que, même s'ils étaient moins nombreux qu'on ne veut bien le dire, les pacifistes aient exercé une pression efficace. Reprenons brièvement leur typologie, puisqu'on distingue généralement parmi eux trois familles. En premier lieu, les pacifistes intégraux — ou presque — pour qui la Grande Guerre devait demeurer à jamais la « *der des ders* » ; on trouve parmi eux des intellectuels, tels Alain ou Giono, rejoints par un certain nombre de syndicalistes. En deuxième lieu, les pacifistes de conviction qui se réclamaient volontiers d'une analyse marxiste, des syndicalistes encore, et une fraction notable de la SFIO derrière Paul Faure — ceux-là se refusaient catégoriquement à entrer dans l'engrenage qui avait amené le déclenchement de la guerre de 1914.

Ces derniers étaient désormais rejoints par différentes sortes de « néo-pacifistes », demeurés quant à eux nationalistes et militaristes, mais animés par des considérations géostratégiques et idéologiques, dont l'antibolchevisme était le noyau dur ; ils estimaient que toute guerre menée en faveur des Tchèques contre l'Allemagne nazie serait idéologique, manipulée par Moscou voire par les Juifs, débouchant

soit sur une défaite de la France soit sur la dévastation de l'Allemagne, ce qui signifierait l'éroulement des systèmes autoritaires, le principal rempart contre la bolchévisation de l'Europe. Déjà *L'Action française*, apôtre du nationalisme intégral, avait titré lors de la remilitarisation de la Rhénanie par l'« ennemi héréditaire » : « *Surtout pas la guerre !* » Presque tous ces pacifistes d'occasion tombaient d'accord pour faire la part du feu en Europe centrale, tout en se repliant sur la ligne Maginot et sur l'empire, tout en s'efforçant de prendre langue avec l'Italie mussolinienne ; ils se refusaient en tout cas à sortir du pré carré pour porter secours aux Tchèques. Ces vues étaient partagées non seulement par la droite ultra mais encore par les néo-radicaux et les gros bataillons des partis de la droite classique.

Les esprits les plus lucides, même s'ils avaient cédé sur le moment au lâche soulagement de voir la paix sauvegardée, convinrent cependant très vite que les conséquences de Munich étaient telles qu'il aurait fallu risquer la guerre. Car les retombées de la reculade de Munich étaient d'autant plus désastreuses qu'elles survenaient après l'inertie manifestée par les deux démocraties libérales lors de la remilitarisation de la Rhénanie, puis lors de l'Anschluss. En quelques semaines, s'effondraient non seulement le prestige mais encore la crédibilité de la Grande-Bretagne et encore plus celle de la France. Comment pouvait-il en être autrement, dès lors que cette dernière avait abandonné un allié avec lequel elle avait signé un traité en bonne et due forme ?

Sans doute la thèse (formalisée après coup) du répit nécessaire, qui devait permettre, en contournant plutôt qu'en affrontant, de gagner du temps, de parfaire le réarmement et de préparer une guerre inévitable, n'est-elle pas pour autant dénuée de tout fondement. Car les démocraties allaient bien accélérer leur programme militaire, notamment les Anglais, en accroissant notablement la production de leur aviation de guerre, ce qui allait les sauver lors de la bataille d'Angleterre.

Mais le côté négatif l'emporte, et de beaucoup. D'autant que la Wehrmacht allait, elle aussi, peaufiner sa machine de guerre, profitant des enseignements tirés de l'examen des fortifications tchèques, qui étaient inspirées de la ligne Maginot et avaient dû être livrées intactes. Ajoutons qu'après le premier coup de Prague, l'armée allemande mettait la main sur des chars de très bonne qualité (un Panzer sur sept au moins était d'origine tchèque) que

les Français allaient retrouver lancés contre eux en mai 1940.

Tous les ambassadeurs français en poste ont noté que le prestige français à l'étranger en avait pris un rude coup. L'influence politique autant qu'économique de Paris et subsidiairement de Londres s'effondrait en Europe centrale et orientale. A Budapest mais aussi à Sofia, à Bucarest, voire à Prague, on se mit à faire sa cour à Berlin, et en tout cas on évita de froisser le Reich. La Belgique, pour sa part, se fit très sourcilieuse sur sa neutralité, s'interdisant de fait toute concertation d'ordre militaire avec ses voisins, en cas d'invasion allemande.

MUNICH MÈNE À LA GUERRE

Quant à l'URSS qui, il est vrai, avait décidé, dès l'automne 1937, d'adopter une position de neutralité dans les conflits qui pourraient opposer le Reich nazi aux démocraties libérales, la capitulation de Munich la confortait dans sa conviction que la Grande-Bretagne et la France n'étaient pas fiables ; Moscou prêta attention à la satisfaction manifestée par nombre de dirigeants britanniques à l'idée que l'URSS, l'une des absentes de Munich, en était de fait l'autre grande vaincue. Staline et son ministre des Affaires étrangères Molotov s'en souviendront dans les journées décisives d'août 1939.

Le Führer voyait son pouvoir notablement renforcé de cette reculade ; il gagnait sur tous les tableaux ; la fin heureuse du suspense guerrier était portée à son crédit, il apparaissait comme l'homme de la paix, tout en restant le personnage charismatique qui exaltait le nationalisme d'une majorité d'Allemands toujours révoltés par l'humiliation de 1919. Il s'imposait également aux responsables de l'armée qui avaient jusqu'alors gardé leur autonomie à l'égard du régime et s'estimaient en droit de trancher de manière ultime dans la décision de la paix et de la guerre : les hauts dignitaires de la Wehrmacht ont été muselés voire matés tout au long d'une crise qui a vu le triomphe des « intuitions » du Führer, désormais consacré comme le chef à part entière de l'armée.

Dernier point digne d'être noté : la déclaration de guerre, en septembre 1939, est dans le droit fil de la reculade de Munich. Pourquoi ? Parce que, dans l'été 1939, Hitler est convaincu que les deux démocraties libérales ne voudront pas mourir pour Dantzig alors qu'elles n'ont pas su défendre Prague en temps utile. Bref, le monde allait payer très cher le triomphe munichois du Führer. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- P. Ayçoberry, *La Question nazie. Essai sur les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Paris, Le Seuil, 1979.
- S. Friedländer, *Reflets du nazisme*, Paris, Le Seuil, 1982.
- I. Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 1992, rééd. 1997 ; *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1995.
- M. Steinert, *Hitler*, Paris, Fayard, 1991.

LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE

- P. Ayçoberry, *La Société allemande sous le III^e Reich, 1933-1945*, Paris, Le Seuil, 1998 (à paraître).
- N. Frei, *L'État hitlérien et la société allemande, 1933-1945*, Paris, Le Seuil, 1994.
- I. Kershaw, *L'Opinion allemande sous le nazisme. Bavière, 1933-1945*, Paris, CNRS éditions, 1995.
- C. Lévisse-Touze et S. Martens (s.d.), *Des Allemands contre le nazisme. Oppositions et résistances, 1933-1945*, Paris, Albin Michel, 1997.

LA CULTURE NAZIE

- H. Brenner, *La Politique artistique du national-socialisme*, trad. L. Steinberg, Paris, Maspero, 1980.
- É. Michaud, *Un art de Péternité. L'image et le temps du national-socialisme*, Paris, Gallimard, 1996.
- P. Reichel, *La Fascination du nazisme*, trad. O. Marmoni, Paris, Odile Jacob, 1993.
- *Nationalsozialismus und « entartete Kunst »*, Munich, Prestel-Verlag, 1989.

L'ANTISÉMITISME ET LA NUIT DE CRISTAL

- Ch. Browning, *Des hommes ordinaires : le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994.
- Ph. Burrin, *Hitler et les Juifs*, Paris, Le Seuil, 1995.
- S. Friedländer, *L'Antisémitisme nazi. Histoire d'une psychose collective*, Paris, Le Seuil, « L'Histoire immédiate », 1971 ; *L'Allemagne nazie et les Juifs. T. I, Les Années de persécution, 1933-1939*, Paris, Le Seuil, 1997.
- D. Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Le Seuil, 1997.

- R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Paris, Fayard, 1988, rééd. Gallimard, « Folio Histoire », 2 vol., 1992.

MUSSOLINI

- R. de Felice, *Le Fascisme. Un totalitarisme à l'italienne ?*, Paris, Presse de la FNSP, 1988.

- P. Milza, *Les Fascismes*, Paris, Imprimerie nationale, 1985.

LA MARCHÉ À LA GUERRE

- J.-P. Azéma, F. Bédarida, *Munich, 1938-1948. Les années de tourmente*, Paris, Flammarion, 1995.
- J. Berenger, *La République autrichienne de 1919 à nos jours*, Paris, Didier, 1971.
- J.-P. Bled, *Histoire de Vienne*, Paris, Fayard, 1998.
- C. Bloeh, *Le III^e Reich et le monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986.
- J.-B. Duroselle, *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Le Seuil, 1983.
- Y. Lacaze, *La France et Munich*, Berne, Peter Lang, 1992.

- Ph. Masson, *Histoire de l'armée allemande, 1933-1945*, Paris, Hachette, « Pluriel », 1996.

- B. Michel, *La Mémoire de Prague*, Paris, Perrin, 1986.

- A. Parker, *Chamberlain and Appeasement*, Londres, 1993.

- É. du Réau, *Édouard Daladier*, Paris, Fayard, 1993.

- G. Vallette, J. Bouillon, *Munich, 1938*, Paris, Armand Colin, 1964.

- D. C. Watt, *How War Came*, Mandarin Paperbacks, 1991.

- G. L. Weinberg, *The Foreign Policy of Hitler's Germany*, 2 vol., Chicago University Press, 1970-1980.

TÉMOIGNAGES

- É. Daladier, *Journal de captivité*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

- P. Reynaud, *Carnets de captivité*, Paris, Fayard, 1997.

« L'HISTOIRE » A PUBLIÉ

- « Les années trente », n° 58 (spécial).
- « L'Allemagne de Hitler, 1933-1945 », n° 118 (spécial), épuisé, rééd. Le Seuil, « Points-Histoire », 1991.
- « Génocide : les Allemands tous coupables ? », débat avec Philippe Burrin et Édouard Husson, n° 206, pp. 80-85.
- Ph. Burrin, « Hitler, la race et la nation », n° 201, pp. 82-85.

Michelle Perrot • Professeur émérite d'histoire contemporaine
à l'université de Paris-VII-Jussieu

1848 : la révolution des femmes

Il y a cent cinquante ans, la révolution de 1848 donne aux femmes, pour la première fois, la possibilité d'intervenir sur la scène publique. Au travers de journaux, pétitions, associations... Femmes célèbres, femmes du peuple, côte à côte, prennent la parole. Brève libération : les hommes confisquent bien vite cette parole révolutionnaire !

C'est, semble-t-il, en juin 1848 que *La Voix des femmes*, journal d'Eugénie Niboyet, parla pour la première fois des « femmes de 1848 », les érigeant, par le langage, en actrices de l'histoire. L'expression a fait fortune, avec des éclipses, des refoulements, des retournements liés aux révisions historiographiques qui menacent particulièrement l'histoire du féminisme, « née dans le même temps où elle se fait »¹, et par les femmes elles-mêmes.

Daniel Stern (nom de plume de Marie d'Agoult), qui fut l'amie de Franz Liszt et la précoce historienne de 1848 (*Histoire de la Révolution*, 1850), oppose les femmes du peuple aux « excentriques » des clubs et des journaux. Moquées par les publicistes, elles sont tournées en dérision par les caricaturistes. Daumier consacre aux « bas bleus », « divorceuses » et autres « vésuviennes » — ces grisettes qui prétendaient porter les armes comme leurs compagnons — des séries à succès du *Charivari*. Le théâtre les prend pour cibles. En 1849, un vaudeville « réactionnaire » met en scène *Les Femmes sau-cialistes*, Mmes Giboyet et Consuelo (où l'on peut reconnaître George Sand puisque c'est le titre de l'un de ses romans), représentées par des comédiens d'âge mûr, aux allures grotesques, voire monstrueuses.

Sand, en raison de sa célébrité et de son engagement aux côtés du Gouvernement provisoire (cf. encadré « Deux siècles de luttes », p. 66), suscite les sarcasmes les plus haineux : « *L'égérie* », « *la Sapho de la République* », « *la belle et sainte muse* » est une « rouge » qui couche et qui touche de l'argent pour ses *Bulletins de la République*; blessée, elle se croira obligée de démentir.

NOTE

1. Cf. Geneviève Fraisse, « Singularité féministe », *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Rivages, 1984, p. 200.

REPÈRES

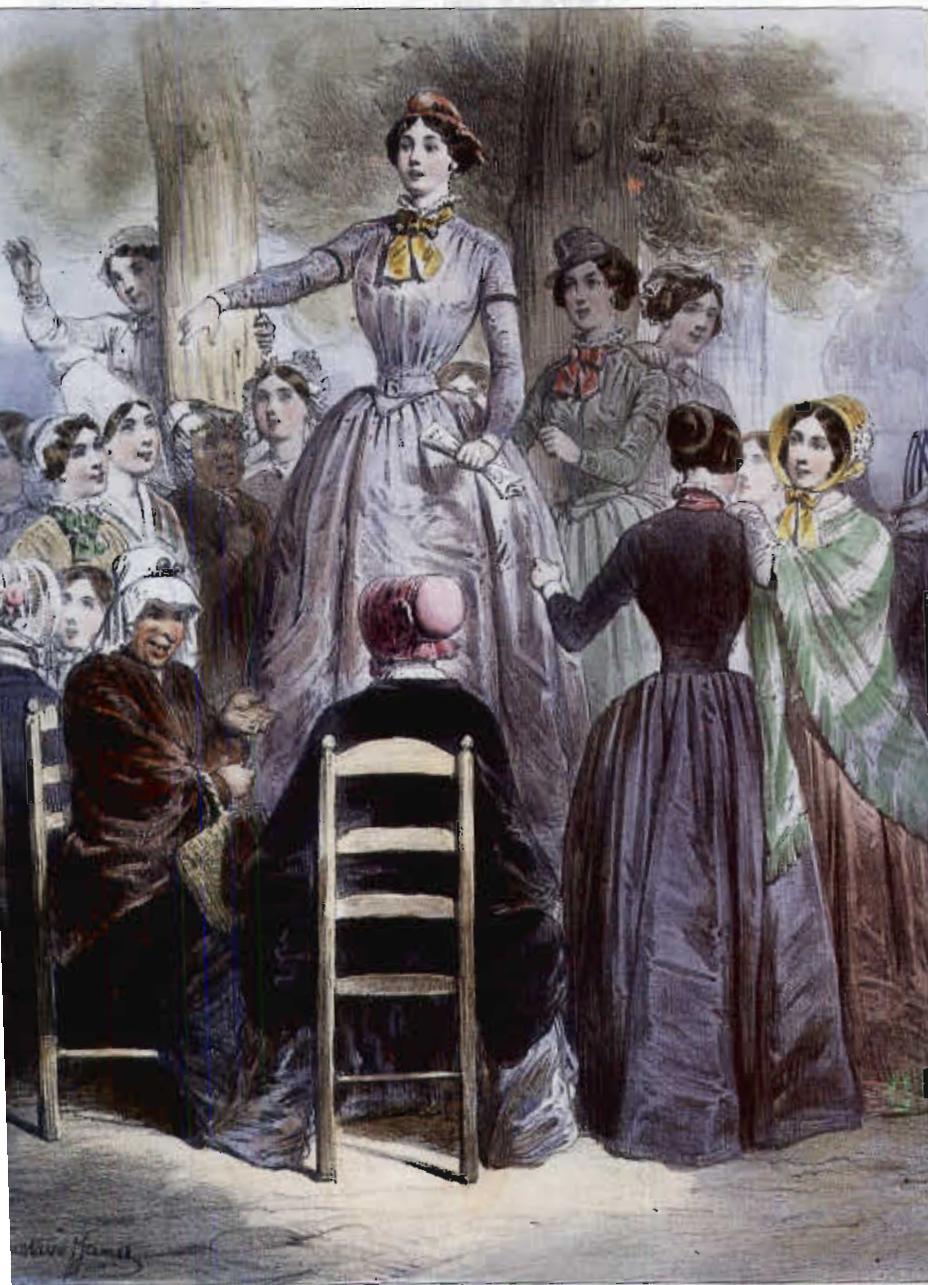
L'auteur : Michelle Perrot a tout d'abord orienté ses recherches vers le monde ouvrier (sa thèse « Jeunesse de la grève », a été publiée dans une version abrégée au Seuil, en 1984), la délinquance et les prisons, puis vers l'histoire de la vie privée. Depuis vingt ans, elle se consacre prioritairement à l'histoire des femmes : elle a dirigé avec Georges Duby une *Histoire des femmes en Occident* (5 vol., Plon, 1990-1991).

Mot clé : 1848 a correspondu en Europe à un formidable soulèvement des peuples, animés d'un même idéal de liberté. En France, le mouvement révolutionnaire renverse la monarchie de Juillet et établit la II^e République. Des émeutes à Vienne, Budapest, Prague et bientôt en Pologne ébranlent le pouvoir autrichien. En Allemagne et en Italie, les idées d'unité nationale progressent. Partout, les pouvoirs en place doivent accorder des réformes en faveur des droits et de l'autonomie des peuples. Mais la réaction va être brutale. Au « printemps des peuples » succède un été de dépression.

Ce qu'il faut retenir : 1848 voit les femmes investir les lieux d'expression nés de la révolution : journaux, pétitions, assemblées, manifestations. Quelques personnalités se détachent, dont George Sand ou Eugénie Niboyet. A travers leurs écrits, s'exprime un puissant désir de reconnaissance et d'autonomie que doit couronner l'obtention du droit au travail, des droits civils, et, selon certaines, du droit de vote. Mais, loin de répondre à leurs attentes, la II^e République condamne ces femmes au silence. Et les hommes les rendront responsables tout à la fois des débordements révolutionnaires et de l'échec final de la République.

Au mieux, c'est le silence : dans la peinture des barricades, les femmes sont absentes, bien plus qu'en 1830, lors de la révolution des « Trois Glorieuses » qui fut à l'origine de la monarchie de Juillet; ou alors dans la position de la femme-qui-aide, ou sous les traits d'une virago qui pré-

figure la « pétroleuse », femme incendiaire de la Commune. En ce milieu de siècle, la barricade devient plus étroitement masculine, dans sa représentation plus que dans sa pratique, manière d'évacuer de l'espace public la présence des femmes, désormais figées en allégories et en symboles. Et les



GOUVERNEMENT DES FEMMES.

«...oyennes, qu'est-ce que la liberté? une femme! Qu'est-ce que la république? Une femme! Pourquoi laisserions nous le pouvoir aux hommes? ... avec ça qu'ils gouvernent si bien! Marchons sur le Provisoire masculin, enlevons le, et qu'il tombe!» ... à nos genoux.

Le « gouvernement des femmes » a fait l'objet en 1848 de caricatures nombreuses. Pourtant, avant même de songer à l'égalité politique et au droit de vote, c'est sur l'égalité civile que portent leurs revendications (illustration de Gustave Jarez, BNF; cf. J.-L. Charmet).

manuels scolaires peuvent, allègrement — aujourd'hui encore —, parler du suffrage « universel » de 1848, sans même indiquer qu'il n'était que masculin...

Cependant, l'historiographie contemporaine a redécouvert les « femmes de 1848 », que nous appellerions plus volon-

tiers « des femmes en 1848 » pour éviter les pièges d'une trompeuse unité verbale : fuitivement d'abord, lors du premier centenaire, grâce à Édith Thomas, cette pionnière (cf. *Pour en savoir plus*, p. 67); de façon beaucoup plus soutenue, aujourd'hui, en raison des développements d'une histoire des femmes devenue plus soucieuse du politique. Les travaux de Michèle Riot-Sarcey, de Christiane Veauvy et de Christine Fauré, dont l'*Encyclopédie politique et historique des femmes* est particulièrement attentive à la dimension euro-

péenne, ont notamment contribué à réévaluer une expérience sans précédent.

Dans un monde construit sur une rigoureuse distinction du public et du privé, « sphères » considérées comme des équivalents des sexes, sur la famille patriarcale, cellule de base et interlocutrice de l'État, sur la subordination civile de la femme mariée et l'exclusion des femmes de la politique, 1848 a constitué sinon une rupture, du moins une brèche, où se sont engouffrées des femmes, avides de leurs droits ou simplement rebelles. Bref épisode qui frappe par son intensité, la variété de ses manifestations, et son extension à la fois sociale et spatiale, sans qu'on puisse mesurer vraiment la part de la contagion ou de la simultanéité. Moment fulgurant d'une prise de parole où les femmes se font, pour une fois, entendre sans médiation.

UNE ÉLITE DE FEMMES URBANISÉES, ÉPRISES DE LIBERTÉ

Mais ces femmes de 1848, qui sont-elles dans leur diversité? Des femmes connues, voire célèbres, et des anonymes; des habituées de l'espace public, au moins littéraire, et d'obscures lectrices, ménagères ou travailleuses des faubourgs et de la province; de moyennes, voire petites bourgeoises, institutrices, publicistes, sages-femmes..., engagées dans un salariat incertain, mais aussi des ouvrières du textile ou de la couture; des femmes seules, célibataires ou séparées, attentives au divorce, et des mères de famille, soucieuses de l'éducation de leurs enfants — un des arguments civiques de toutes; des femmes pauvres, prostituées parfois, libérées de Saint-Lazare (la prison parisienne des femmes) dès les premiers jours d'une révolution généreuse qui voit dans ces « filles perdues » des filles du peuple, et souvent réfugiées dans les lavoirs du bord de l'eau, hauts lieux de la sociabilité féminine.

Les plus actives ont fait leurs premières armes dans les journaux nés de 1830, tel *La Femme libre*. Le socialisme, surtout le saint-simonisme, qui prêchait l'émancipation jumelle des prolétaires et des femmes, appuyé sur l'unité du « couple-prêtre » des deux sexes réconciliés, avait constitué un formidable apprentissage (cf. encadré « *Les socialistes utopistes et les femmes* », p. 65). Toutefois, l'exigence quasi victorienne de respectabilité morale avait refoulé les derniers éclats d'une libération sexuelle dont Claire Démar fut la tragique interprète (en 1834, l'auteur de *Ma loi d'avenir*, désespérée de ne pouvoir l'atteindre, s'était suicidée), et dont les premiers romans de George Sand (*Indiana*, *Lélia*) sont aussi porteurs.



Caricature de George Sand représentée en « égérie » de Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, dont elle tient le portefeuille (Paris, BNF ; cl. J.-L. Charmet).



NOTES

2. Les ateliers nationaux, dont le principe avait été adopté le 25 février 1848, donnaient du travail dans les travaux publics aux ouvriers victimes de la crise économique.

3. Jacques Rancière, *La Nuit des prolétaires*, Paris, Fayard, 1981, p. 433 sq. : « La nuit d'octobre », lettre de Jeanne-Désirée à Victor Considérant, 1890.

4. 1848, « printemps des peuples », est aussi marqué par de multiples mouvements révolutionnaires, en Italie, à Berlin, à Vienne, à Prague, à Bucarest, à Varsovie, etc.

Michèle Riot-Sarcey a évoqué la trilogie Niboyet-Gay-Deroïn, « trois figures critiques du pouvoir » (cf. *Pour en savoir plus*, p. 67). Eugénie Niboyet (1807-1883), une protestante philanthrope, secrétaire de la Société de la morale chrétienne, visiteuse de prison et militante de l'abolition de la peine de mort, publiciste expérimentée, fut la principale animatrice du Club des femmes et de *La Voix des femmes*. Jeanne Deroïn (1805-1894), lingère, puis institutrice, compagne d'un socialiste dont elle eut trois enfants, attachait beaucoup de prix à l'éducation. Elle fut candidate aux élections du printemps 1849, avant de s'exiler à Londres. Jeanne-Désirée Véret (1810-1890), devenue Gay par son mariage avec un disciple du socialiste anglais Robert Owen, rencontré à Londres en 1837, lors de son premier exil, lingère, saint-simonienne, puis fouriériste (cf. encadré « *Les socialistes utopistes et les femmes* », p. 65), s'investit surtout dans les associations ouvrières et mena le combat pour les ateliers nationaux² féminins et le droit au travail des femmes. Déléguée par les travailleurs du Faubourg-Montmartre, elle milita pour la présence des femmes à la Commission du Luxembourg, instituée le 28 février 1848 pour étudier les questions sociales, et fut, pour cette raison, destituée.

Plus qu'aucune autre, cette femme passionnée tenta de vivre ensemble l'amour et la révolution, ce dont témoignent ses superbes lettres³.

Mais il y en eut bien d'autres : Pauline Roland (1805-1852), fille du directeur des Postes de Falaise, montée à Paris pour rencontrer le disciple de Saint-Simon Prosper Enfantin (cf. encadré « *Les socialistes utopistes et les femmes* », p. 65), mère célibataire de quatre enfants, gagnant sa vie par l'aiguille et la plume. Institutrice, elle fonda en 1849 avec Jeanne Deroïn l'Association fraternelle des instituteurs socialistes. Arrêtée, déportée en Algérie, après le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851, elle mourut sur la route du retour en 1852. Et encore Suzanne Voilquin, sage-femme, disciple d'Enfantin, qui fit en 1834 le voyage d'Égypte pour y chercher, conformément à la doctrine saint-simonienne, la « Mère » qui devait s'y trouver ; Adèle Esquiros, Jenny d'Héricourt, Élisabeth Lemonnier, zélatrice de l'instruction professionnelle des filles, la toute jeune Victoire Tinayre, future communarde. Et toutes celles qui écrivent anonymement, signant de leurs prénoms, encore une fois selon la pratique saint-simonienne, dans les colonnes de *La Voix des femmes*, ou le courrier des lectrices. Une élite de femmes,

urbainisées, alphabétisées, voyageuses, gagnant leur vie de toutes les manières, éprises d'écriture et de liberté, « intellectuelles » avant la lettre, forment l'armature de ce mouvement. Elles organisent des réunions, à leur domicile, « chez celle qui aura le plus de chaises », se démènent dans tous les sens, conscientes de vivre une conjoncture historique dont il importe de tirer parti.

Elles s'appuient sur une nébuleuse de lingères, brodeuses, couturières, que Jeanne-Désirée Gay tente d'organiser en coopératives au sein des ateliers nationaux. Mais au-delà — et en dehors —, bien d'autres femmes s'ébranlent, et dans des milieux très divers. Les ouvrières de Saint-Étienne et du Lyonnais manifestent, violemment, contre les couvents qui leur font concurrence. Dans les campagnes du Var, à La Garde-Freinet, les femmes font grève, défilent dans les rues, organisent une société de prévoyance, la Sainte-Madeleine. Le salariat introduit à de nouvelles formes de sociabilité. Le travail, le salariat, la ville : tel est l'horizon brouillé de ces femmes d'un peuple aux contours incédés. Des paysannes, présentes au contraire dans les émeutes de subsistances de 1846-1847, il est peu question.

Ce qui frappe, c'est la force relative du nombre, tant en France qu'en Europe⁴. Les associations se chiffrent pas dizaines, les manifestations par centaines, les pétitions surtout, forme classique de l'expression citoyenne des femmes, par milliers de signatures. A Vienne, en Autriche, une pétition du « Groupe démocratique des femmes » en obtient plus de mille. Mouvement de masse ? C'est beaucoup dire. Néanmoins, avec l'extension de l'alphabétisation et du salariat, on sort du cercle étroit des dames pour entrer dans l'ère moderne des foules. On change, timidement, d'échelle. Frappe aussi une certaine mixité sociale, avec le voisinage de femmes « auteures », ou de patriotes de haut vol liées, par leurs maris souvent, aux mouvements nationaux — ainsi, en Roumanie, Anne Ipatescu et Marie Rosetti, et, en Italie, la princesse Cristina de Belgiojoso —, et de femmes du peuple. Une alliance fragile, qui ne se retrouvera plus au même degré.

1848 a donné le signal d'une incroyable effervescence féminine. « *Après la révolution de février, le Gouvernement provisoire fut assailli par les femmes* », lit-on dans *La Politique des femmes* en août 1848. « Les

unes écrivaint des lettres, d'autres des projets, d'autres arrivaient en troupe un drapeau en tête, et toutes venaient demander protection à la République.» Leurs formes d'action empruntent à l'alphabet démocratique du temps. Elles constituent des délégations, organisent des comités, des clubs à la mode anglaise, avec lectures publiques et discussions sur des thèmes annoncés. A Lyon, à Paris, il y en eut plusieurs, souvent chahutés par de mauvais plaisants, qui se gaussent de la gaucherie des oratrices. Les femmes fondent des associations : coopératives, mutuelles, sociétés fraternelles... Interdites de banquets masculins, sous prétexte de décence, elles en tiennent pour elles-mêmes : à Preysson, petite commune du Lot-et-Garonne, elles sont cent cinquante à s'y retrouver.

DE LA PÉTITION À L'OPUSCULE, ELLES ONT TOUT OSÉ

Elles participent aux manifestations communes, notamment aux cortèges de fêtes, telle celle de la Fraternité, le 20 avril 1848, par lesquelles la Révolution tente de se donner un rituel de gestes et de symboles unificateurs. Mais elles ont aussi les leurs propres, surtout pour le travail. Quelques-unes, les plus jeunes, prétendent patrouiller et monter la garde : on réprovoque ces Amazones, ainsi que les barricadières nombreuses pourtant. L'accès aux armes, à la rue, à la parole publique demeure suspect et sous contrainte.

Au bout du compte, l'expression écrite convient mieux aux femmes. De la pétition à l'opuscule et à la presse, elles ont tout osé. George Sand lance *La Cause du peuple*; l'Allemande Louise Otto, *La Frauen-Zeitung* (« Journal des femmes », premier numéro en avril 1848); Eugénie Niboyet et ses amies font de *La Voix des femmes* (le premier numéro sort le 20 mars) une tribune et un centre de ralliement. Projets et propositions s'y expriment : sur le travail, le logement, les tâches domestiques, les équipements collectifs, elles ébauchent des solutions imprégnées de fouriérisme (cf. encadré, ci-dessus). Elles en appellent à la générosité des riches, organisent des souscriptions et des quêtes, tiennent des conférences sur l'instruction des femmes...

Le plus intéressant réside dans l'existence d'un «courrier des lectrices» où s'expriment des ouvrières en quête d'emploi. *La Voix* reçoit le soutien d'écrivains illustres, de correspondantes étrangères; elle donne des informations sur le mouvement en province et en Europe. Elle prend position pour le vote des femmes et soutient, sans succès, la candidature de George Sand aux élections à l'Assemblée nationale.

Les socialistes utopistes et les femmes

Les socialistes utopistes ont inspiré les femmes dans leur recherche d'une plus grande autonomie.

LES SAINT-SIMONIENS

Ils se réclament du philosophe et économiste Henri de Saint-Simon (1760-1825) qui plaidait pour le développement de la production afin d'améliorer le sort du peuple. A sa suite, Prosper Enfantin (1796-1864) crée une éphémère communauté socialiste à Ménilmontant. A l'analyse économique et sociale, s'adjoint un courant mystique et religieux, manifestant un intérêt pour l'Orient, prônant la recherche de la « Mère ». Les saint-simoniens prêchaient l'égalité des sexes, et l'affranchissement des femmes leur paraissait aussi important que celui des prolétaires, dont ils faisaient deux causes jumelles. Dans la pratique, toutefois, la « publicité des mœurs » (c'est-à-dire la liberté et la transparence) profita surtout aux hommes, et Enfantin se comporta en vrai patriarce. Le saint-simonisme n'en constitua pas moins pour les femmes une extraordinaire occasion de prise de parole, privée et publique, et une expérience inédite d'émancipation, dont *La Femme libre* est le symbole et le fantasme.

FOURIER ET LE FOURIÉRISME

Charles Fourier (1772-1837) invente un modèle de société organisée en phalanstères, groupes d'hommes et de femmes mettant en commun le produit de leur travail et partageant les tâches domestiques. Critiquant la famille monogamique, il plaide pour une communauté sexuelle absolue à l'intérieur du phalanstère, pour les hommes comme pour les femmes, dites « pivotales » quand elles changent de partenaires. Dans la pratique, les choses seront bien différentes, et les disciples de Fourier, Victor Considérant par exemple, mettront une sourdine à cet aspect des choses.

PROUDHON (1809-1865)

Ouvrier typographe, il développe une critique violente contre le capital, l'État et la religion : « Dieu c'est le mal ; la propriété c'est le vol. » Cette critique de toute autorité le mène à l'anarchisme. Mais s'il désire l'avènement d'une société égalitaire, il est hostile à toute intervention publique, voire au salariat des femmes, avant tout mères et ménagères, dans une famille résolument patriarcale.

nues familiales. La princesse Cristina de Belgiojoso, historienne et journaliste, grande figure du *Risorgimento* (mouvement de l'unité italienne), avait créé *L'Autonio* en mars 1846 pour expliquer au public français la situation de son pays. George Sand lance *La Cause du peuple*; l'Allemande Louise Otto, *La Frauen-Zeitung* (« Journal des femmes », premier numéro en avril 1848); Eugénie Niboyet et ses amies font de *La Voix des femmes* (le premier numéro sort le 20 mars) une tribune et un centre de ralliement. Projets et propositions s'y expriment : sur le travail, le logement, les tâches domestiques, les équipements collectifs, elles ébauchent des solutions imprégnées de fouriérisme (cf. encadré, ci-dessus). Elles en appellent à la générosité des riches, organisent des souscriptions et des quêtes, tiennent des conférences sur l'instruction des femmes...

Le plus intéressant réside dans l'existence d'un «courrier des lectrices» où s'expriment des ouvrières en quête d'emploi. *La Voix* reçoit le soutien d'écrivains illustres, de correspondantes étrangères; elle donne des informations sur le mouvement en province et en Europe. Elle prend position pour le vote des femmes et soutient, sans succès, la candidature de George Sand aux élections à l'Assemblée nationale.

Lorsque, miné par les dissensions internes, le journal s'interrompt, Jeanne Désirée Gay lance *La Politique des femmes*, plus ouvrier, et Jeanne Deroin, *L'Opinion des femmes*. Elle y proteste contre le manque de hardiesse du Parlement qui maintient les femmes dans la dépendance. « Ne voulant émanciper la femme ni comme être humain, ni comme chat, chien, tigre, lion, serpent [...], il en a fait une chose. » En quelques mois, un fleuve de textes et de mots s'est écoulé, porteur de revendications nouvelles.

Mais quelles revendications? A travers ces écrits, s'affirme un profond désir d'autonomie, de dignité, de reconnaissance, l'aspiration à être consultées et respectées. Des ouvrières s'agitent-elles? Eugénie Niboyet commente : « Pourquoi ces femmes, ordinairement si paisibles, font-elles leur 93, pourquoi elles se révoltent? Parce que les ateliers de femmes sont dirigés par des hommes, parce que la faveur est à plus haut prix que le mérite [...]. Ce que l'ouvrière veut, ce n'est plus l'aumône organisée, c'est le travail justement rétribué. [...] Les ouvrières ne veulent pas compliquer la tâche du gouvernement; mais elles veulent être consultées en ce qui les concerne. »

Voilà bien l'essentiel : être enfin reconnue comme sujet. Ce qui veut dire : droits civils, y compris droit au divorce, droit au

NOTE

5. Cité par Ch. Fauré, cf. « Pour en savoir plus », p. 67.

Deux siècles de luttes

1792 : les femmes obtiennent l'égalité civile dans le mariage et le divorce.

1804 : promulgation du Code civil. Y prévaut un modèle de famille patriarcale où la femme est placée sous la dépendance de son mari.

1816 : le divorce est interdit.

1848

24 FÉVRIER : Louis-Philippe abdique à la suite de l'insurrection de Paris à laquelle les femmes prennent part. Un gouvernement provisoire proclame la III^e République.

2 MARS : le suffrage « universel » masculin est adopté.

4 MARS : la liberté totale de presse et de réunion est accordée ; les femmes prennent la parole aux côtés des hommes.

23-26 JUIN : « journées de Juin » ; une insurrection ouvrière éclate à Paris, provoquée par la fermeture des ateliers nationaux. Les femmes participent au soulèvement.

27 JUILLET : faisant suite à la répression de l'insurrection, l'Assemblée restreint l'activité des clubs ; un décret préécise que la participation des femmes et enfants à un club ou à une réunion est interdite.

1884 : loi Naquet autorisant le divorce (pour faute).

1900 : le barreau est ouvert aux femmes.

1906 : Marie Curie est la première femme nommée professeur à la Sorbonne.

1920 : loi réprimant les pratiques anticonceptionnelles.

1936 : trois femmes entrent dans le gouvernement du Front populaire.

1940 : l'embauche d'une femme mariée est interdite dans la fonction publique.

1942 : une loi assimile l'avortement à un crime contre la sûreté de l'État.

1944 : une ordonnance accorde le droit de vote aux femmes.

1965 : la permission du mari n'est plus exigée pour l'ouverture d'un compte en banque. Le mari ne peut plus s'opposer à l'exercice d'une profession séparée par sa femme.

1967 : loi Neuwirth autorisant la contraception.

1975 : loi Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse.

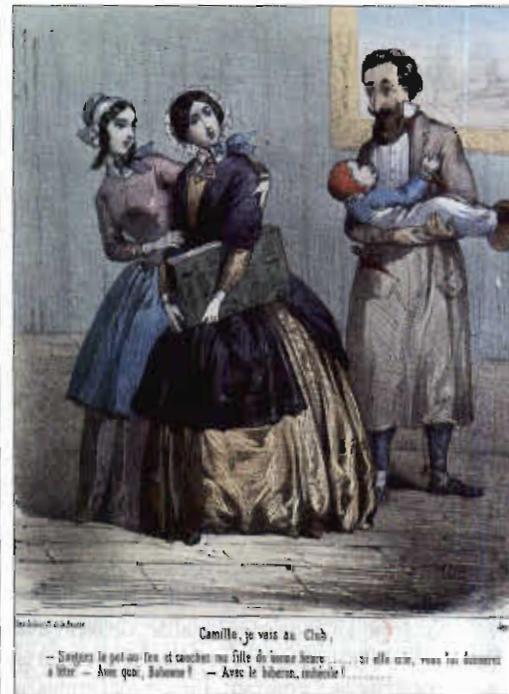
travail, à l'éducation et enfin droits civiques. George Sand considère l'égalité civile comme une priorité absolue. Eugénie Niboyet milite pour le divorce. Le projet de loi en sa faveur, présenté par Crémieux, en mai, est chahuté par les députés et reporté *sine die*. Jeanne-Désirée Gay proteste contre le caractère charitable des ateliers nationaux féminins ; on les fait surveiller par « *des dames à chapeau qui nonchalamment lisent le journal, accompagnent chaque phrase d'une fraise au sucre et au vin de Bordeaux, mais n'aident en rien les petites ouvrières qui songent qu'avec un salaire à la pièce et leur manque de rapidité, elles n'auront que trente centimes, à peine de quoi acheter du pain* ». Selon le socialiste Philippe Buchez, le travail des femmes « *est un de nos plus sérieux embarras* ». On le traite de manière particulière, comme une question à part, prompt à flétrir la concurrence des couvents et prisons, où le travail est interdit par décret, tandis qu'on demeure évasif quant à l'égalité avec les hommes ordinaires. Les femmes sont vues comme des êtres fragiles, à protéger, les jeunes filles surtout, que guette la prostitution. La notion de droits importe moins.

Les femmes allemandes, Louise Otto en tête, insistent surtout sur l'éducation qu'elles veulent réformer de fond en comble, pour les deux sexes, du jardin d'enfants à l'enseignement supérieur, et organisent des établissements indépendants à la fois des Églises et de l'État. Pour former les maîtresses, on institue un « *Collège d'enseignement supérieur du sexe féminin* » à Hambourg, qui accueille près de cent personnes entre 1851 et 1853. En France, Jeanne Deroin et Pauline Roland créent en 1849 l'Association fraternelle des instituteurs socialistes, dont le programme, rédigé par le socialiste et ami de George Sand Pierre Leroux, prévoit l'éducation collective des jeunes enfants des deux sexes, à la manière allemande.

La question de la citoyenneté fut, de toutes, la plus conflictuelle. Le désir de participer à l'espace public — du port des armes au droit de vote, en passant par les libertés de réunion et d'association — était ardent pour une active minorité. Et les interdits, formulés dès le reflux républicain (cf. encadré « *Deux siècles de luttes* », ci-contre), furent ressentis comme une sévère remise en ordre. Le décret du 27 juillet 1848 rappela qu'il était rigoureusement impossible « *aux femmes et aux enfants* » — certains ajoutaient *mezzo voce* « *aux fous* » — de participer à un club ou à un meeting. Comme si l'insurrection de juin était le résultat de la présence insolite de femmes hystériques, qu'il convenait plus que jamais de contenir dans le privé.

Le droit de suffrage, surtout, fut controversé en cette phase cruciale de

redéfinition des limites. Il divisa à peine les démocrates, tant pour l'immense majorité l'exclusion des femmes allait de soi, et il opposa les femmes entre elles. Anne Verjus (cf. *Pour en savoir plus*, p. 67) a montré la mutation décisive qui se produit alors : le passage d'une conception familialiste du vote, qui faisait du père de famille le représentant « naturel » des siens (conception qui ne soulevait pas jusque-là d'objection fondamentale dans une société encore lar-



L'homme donne le biberon : une inversion des rôles traditionnels dans une société construite sur une rigoureuse distinction du masculin et du féminin (Bibliothèque nationale ; cf. J.-L. Charmet).

gement holiste, c'est-à-dire donnant priorité au groupe sur ses composantes), à une conception individualiste, selon laquelle le vote est un acte personnel, indépendant et potentiellement secret (secret entériné ultérieurement par l'obligation de l'isoloir, la loi de 1913 parachevant cette évolution juridique et symbolique). C'est, selon elle, à ce moment-là seulement que se pose avec acuité la question du statut politique individuel des femmes, lequel était loin d'être clair pour les « femmes de 1848 », même quand elles réclamaient le droit de vote.

Celles-ci fondent en effet leur revendication sur les qualités des femmes comme genre et sur ce que, à ce titre, elles peuvent apporter dans la cité. « *C'est une cité mixte, et non pas neutre sexuellement, fondée sur les capacités propres à chaque sexe, que revendiquent les féministes de 1848.* » D'où leur insistance sur la fonction domestique et maternelle des femmes dans ce « *grand ménage* » qu'est l'État. « *Nous n'aspirons pas*

à être bons citoyens, nous aspirons seulement à être bonnes citoyennes, et si nous réclamons nos droits, c'est comme femmes et non comme hommes», peut-on lire dans *La Voix des femmes*, le 11 avril. «C'est comme chrétiennes et comme mères que les femmes doivent réclamer le rang qui leur appartient dans le temple, dans l'État et dans la famille», dit Jeanne Deroin qui souscrit au rôle de pivot représenté par la famille.

Mais elle souhaite une famille égalitaire : «La société est fondée sur la famille : si la famille est fondée sur l'inégalité, la société reprendra son vieux pli.» Et d'ajouter : «C'est parce que la femme est l'égal de l'homme et qu'elle ne lui est pas semblable, qu'elle doit prendre part à l'œuvre de la réforme sociale.» Il n'est pas surprenant que, dans ces conditions, Eugénie Niboyet réclame, à tout le moins, le droit de vote pour les veuves et les filles majeures. En somme, il s'agit moins d'une construction anglo-saxonne du genre — il faut des femmes pour représenter les femmes —, à l'œuvre dans le futur suffragisme anglais⁶ que d'une vision encore relativement traditionnelle des choses.

UN ÉCHEC QUI AGGRAVA LA SOLITUDE DES FEMMES DANS LA CITÉ

Dans ces perspectives, le refus de George Sand d'être la candidate de «ces dames» n'est pas seulement répugnance de star à être manipulée — elles l'avaient officiellement choisie sans l'avoir consultée — mais adhésion à une conception différente et, à certains égards, plus moderne du droit de suffrage et de l'avenir de l'«individue»-femme. Sand fait de l'obtention des droits civils un préalable absolu. «Les femmes doivent-elles participer un jour à la vie politique? Oui, un jour, je le crois avec vous, mais ce jour est-il proche? Non, je ne le crois pas. [...] La femme étant sous la tutelle et dans la dépendance de l'homme par le mariage, il est absolument impossible qu'elle présente des garanties d'indépendance politique, à moins de briser individuellement et au mépris des lois et des mœurs, cette tutelle que les mœurs et les lois consacrent.»

Il convient de ne pas «commencer par où l'on doit finir». «Quant à vous, femmes qui prétendez débiter par l'exercice des droits politiques [...], quel bizarre caprice vous pousse aux luttes parlementaires, vous qui ne pouvez pas seulement y apporter l'exercice de votre indépendance personnelle? [...] Vous prétendez représenter quelque chose, quand vous n'êtes pas seulement la représentation de vous-mêmes.» Ce n'est pas au nom du sexe, mais au nom d'une femme «individue» égale dans l'universalité vraie des droits humains, que Sand revendique, elle aussi, le droit de

suffrage — droit qu'elle refuse de fonder sur la famille. On mesure l'importance du débat politique ouvert en 1848, et d'où les femmes sortent provisoirement vaincues.

En effet, en dépit de l'ampleur d'un mouvement de dimension européenne, où se combinent, dans des proportions indiscernables, effets de similitude et de contagion (entre féministes françaises, belges, allemandes, italiennes, etc., des échanges existent), 1848 fut, à court terme, un échec qui aggrava encore un peu plus la solitude des femmes dans la cité. Entre mouvement ouvrier, dont Proudhon, rigoureusement hostile à toute intervention publique des femmes, est le principal inspirateur (cf. encadré «Les socialistes utopistes et les femmes», p. 65), et féminisme, qualifié désormais de «bourgeois», la rupture est totale. Tandis que le sandisme est rendu responsable du dérèglement des mœurs, Michelet, dans son cours au Collège de France (1850), accuse les femmes de l'échec de la République, incriminant leurs liens avec les prêtres, selon une thèse classique qui fondera la bonne conscience et la défiance républicaines à leur égard. D'où, ajoute-t-il, la nécessité de les éduquer. Tout cela annonce un Second Empire d'une modernité douteuse quant aux rapports de sexes.

Caricaturées, moquées, dans un déferlement d'antiféminisme que seule explique la peur éprouvée de leur présence, les «femmes de 1848», exilées (ainsi pour Jeanne Deroin et Jeanne-Désirée Gay), emprisonnées, déportées (Pauline Roland), réduites au silence, sombrent dans l'oubli, tandis que triomphent bourgeoises et demi-mondaines à crinoline, dames de charité et «petites femmes de Paris». La «bonne Dame de Nohant», Sand, qui n'a pourtant pas varié dans ses convictions républicaines et socialistes, et a poursuivi, par son œuvre, une critique active, notamment anticléricale, participe cependant à ce travail d'antimémoire. Lorsque Michel Lévy, l'éditeur de ses œuvres complètes, lui proposa en 1875 — un an avant sa mort — d'inclure ses écrits politiques, y compris les *Bulletins de la République*, qu'en 1848 elle avait rédigés, elle refusa, parce que, dit-elle, «je n'ai jamais fait de politique proprement dite». Ainsi s'opère, avec la lassitude des acteurs, résignés, la plus subtile des formes de la dénégation historique.

Que la revue *L'Histoire* ait eu, en 1998, pour le 150^e anniversaire d'une Révolution que, dans les fracas d'une fin de siècle marquée par l'effondrement du Mur de Berlin et l'ampleur d'une crise mondiale, on aurait tendance à oublier, l'idée de choisir comme figures du souvenir les «femmes de 1848», est sans doute un heureux signe des temps.

Signe dont il ne faut pas, toutefois,

exclure l'ambiguïté. D'un côté, il souligne l'avancée décisive des femmes dans la cité, au double niveau de l'histoire et des pratiques politiques. D'un autre, il risque d'indiquer, dans une pensée symbolique dont les systèmes de valeur n'ont guère changé⁷, une moindre importance de 1848, enjeu inévitablement affaibli, lieu de mémoire déserté, pour d'autres plus urgents. Les femmes ne seraient-elles que les vestales des temples vides?

Qu'on ne voie ici nulle mélancolie, mais le sentiment de la fragilité du récit historique, pont suspendu entre le passé et le présent, également incertains. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

- M. Agulhon, *La République au village*, Paris, Plon, 1970.
- L. Adler, *A l'aube du féminisme, les premières journalistes (1830-1850)*, Paris, Payot, 1979.
- A. Corbin, J. Lalouette et M. Riot-Sarcey (s.d.), *Femmes dans la cité, 1815-1871*, Grâne, Créaphis, 1997 (notamment les articles de Francis Ronsin et d'Anne Verjus).
- A. Corbin et J.-M. Mayeur (s.d.), *La Baricade*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.
- Ch. Fauré (s.d.), *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF 1997 (notamment les contributions de M. Bouyssy et Ch. Fauré, «En 1848, à Paris», et de Bonnie Anderson, «Les femmes de 1848 dans les États allemands»).
- G. Fraïsse, *La Raison des femmes*, Paris, Plon, 1992 (notamment «Les femmes libres de 1848», article de 1975).
- M. Riot-Sarcey, *La Démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir (1830-1848)*, Paris, Albin Michel, 1994.
- G. Sand, *Politique et polémiques (1843-1850)*, Paris, Imprimerie nationale, 1997 (présenté par Michelle Perrot).
- É. Thomas, *Les Femmes en 1848*, Paris, PUF, 1948; *Pauline Roland : socialisme et féminisme au XIX^e siècle*, Paris, Rivière, 1956.
- Ch. Veauvy et L. Pisano, *Paroles oubliées. Les femmes et la construction de l'État-nation en France et en Italie, 1789-1860*, Paris, Armand Colin, 1997 (cent pages de mise au point, soixante-cinq documents, bibliographie exhaustive font de cet ouvrage un remarquable instrument de travail sur la question, dans une perspective comparative).

MICHELLE PERROT A NOTAMMENT PUBLIÉ

- *Jeunesse de la grève*, Paris, Le Seuil, 1984.
- *Histoire de la vie privée. T. IV, De la Révolution à la Grande Guerre* (dir.), Paris, Le Seuil, 1987.
- *Histoire des femmes en Occident. De l'Antiquité à nos jours* (avec Georges Duby), 5 tomes, Paris, Plon, 1990-1992.
- *Femmes publiques*, Paris, Textuel, 1984.
- «Le XIX^e siècle était-il misogyne?», *L'Histoire* n° 160, pp. 32-37.
- «Femmes à l'usine», *L'Histoire* n° 195 (spécial «Le temps de la lutte des classes»), pp. 30-33.

NOTES

6. Cf. Pierre Rosanvallon, *Le Sacre du citoyen. Essai sur le suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992.
7. Cf. Françoise Héritier, *Masculin/Féminin. La pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob, 1996.

Piroska Nagy-Zombory • Docteur en histoire médiévale,
spécialiste d'histoire culturelle et religieuse

Les larmes aussi ont une histoire

Au Moyen Âge, les hommes comme les femmes semblent avoir beaucoup pleuré : les sources littéraires et les textes religieux en témoignent. Rois, guerriers, amoureuses et surtout moines et saints y sanglotent à longueur de pages. De quoi intriguer l'historien, forcé de s'interroger sur le sens et l'origine de toutes ces larmes...

Lest peu fréquent à notre époque — ou peu conforme aux usages — de verser des larmes en public : cette expression de l'émotion est réservée au domaine privé. Une pudeur ou une réserve qui n'ont pas toujours été de mise, et témoignent au contraire d'un extraordinaire renversement des sensibilités. Car femmes et hommes, au Moyen Âge, semblent avoir beaucoup pleuré : au miroir des sources, moines, papes, pères et mères, enfants, amoureuses et guerriers larminoient, gémissent, sanglotent, au grand étonnement du lecteur contemporain. Il y a plus d'un demi-siècle déjà, l'historien néerlandais Johan Huizinga avait décrit la « facilité d'émotion », la « propension aux larmes » caractéristiques de « l'âpreté du goût », de « la violence de couleur qu'avait la vie » à la fin du Moyen Âge (cf. *Pour en savoir plus*, p. 71).

Les écrits médiévaux témoignent en effet d'une réelle abondance des pleurs — qui s'oppose à l'absence de leurs représentations figurées à la même époque¹. Pourtant, peut-on croire que l'on pleurait alors plus que de nos jours ? Ne seraient-ce pas plutôt le contexte et les circonstances, ainsi que le regard porté sur les larmes

qui auraient changé ? Au lieu de s'étonner du comportement des hommes au Moyen Âge, il conviendrait plutôt de s'interroger sur le sens et l'origine des larmes dans un système de valeurs et de comportements marqué par le christianisme.

Les sources littéraires permettent de dresser un tableau de la diversité des pleurs laïques. Dans la *Chanson de Roland*, texte anonyme que l'on date de la fin du XI^e

siècle, le personnage le plus souvent atteint par l'affliction est Charlemagne lui-même. Ses attitudes révèlent la gradation de ses émotions : touché, il commence par baisser la tête, caresser sa barbe et tordre sa moustache ; enfin il se met à pleurer. Au XIII^e siècle, la chronique de Rigord évoque une scène où Philippe Auguste, encore jeune, égaré lors d'une chasse, se retrouve seul à la tombée de la nuit. Il invoque alors l'aide

du ciel avec des pleurs et des gémissements. Ces exemples nous étonnent : contrairement à ce que l'on peut penser aujourd'hui, rois et chevaliers, au Moyen Âge, ne sont guère humiliés par les larmes de désespoir ou de compassion qu'ils sont amenés à verser ; celles-ci ne remettent pas en cause leur honneur. Plus généralement, ces textes montrent qu'il n'existe pas, à cette époque, d'interdit portant sur les pleurs des hommes.

Chrétien de Troyes, qui écrit à la fin du XII^e siècle, illustre, lui aussi, l'importance des larmes au Moyen Âge. Fait caractéristique, les pleurs, dans ses romans, sont généralement liés à des sentiments négatifs : la crainte qu'éprouve une pucelle lorsque son chevalier doit se battre ; la douleur ressentie par la jeune Énide lorsqu'on accuse son amant, Érec, de couardise, dans *Érec et Énide*. Rares

REPÈRES

L'auteur : docteur en histoire médiévale, spécialiste d'histoire culturelle et religieuse, Piroska Nagy-Zombory a soutenu sa thèse de doctorat sur « Le don des larmes. Un instrument spirituel en quête d'institution. (Occident, V^e-XII^e siècle) » à l'École des hautes études en sciences sociales. Elle a enseigné l'histoire du Moyen Âge à l'université de Paris-I et à l'université des Antilles et de la Guyane.

Mot clé : les larmes, au Moyen Âge, étaient versées aussi bien par les moines, les papes, les pères et les mères, les enfants, les amoureuses, les chevaliers ou les ambassadeurs. Expression de la compassion ou du désespoir, de la gratitude ou de la soumission, moyen d'apaiser la colère de l'interlocuteur ou de le convaincre, les pleurs sont alors un langage connu de tous.

Ce qu'il faut retenir : l'abondance des larmes et la valeur positive qui leur est accordée au XII^e-XIII^e siècle ne peuvent être comprises que dans le contexte d'une culture chrétienne dominante. Tristesse, souffrance, larmes et salut ont noué, avec le sacrifice du Christ, des liens étroits. Dès le VI^e siècle, saint Benoît, comme le pape Grégoire le Grand, invitent le bon chrétien à répandre des pleurs : les larmes sont le signe de la possibilité offerte par Dieu de se purifier. Plus encore, leur jaillissement devient la marque d'une faveur, attestant d'une proximité avec le divin.

NOTE

1. Jusqu'à la fin du XIII^e siècle, l'iconographie médiévale ne connaît pas d'image de larmes, seulement des gestes d'affliction représentés selon les exigences d'un code établi.



Le Christ a pleuré trois fois dans sa vie : lors de l'entrée à Jérusalem ; avant de ressusciter Lazare ; pendant sa prière au mont des Oliviers, avant son arrestation. L'iconographie n'a, pour sa part, retenu que ce dernier épisode, en le transposant au moment de la crucifixion. Ci-dessus : Le Christ à la colonne, d'Antonello da Messina, xv^e siècle (Paris, musée du Louvre ; cl. Giraudon).

sont les larmes de joie, jaillissant à l'issue d'une tension ou d'un risque, comme celles que verse Èrec lorsque, après un rude combat, il fend son ennemi en deux. Même les sanglots d'amour témoignent plus du bou-

versement de l'amoureuse que de sa félicité ; et les parents qui pleurent en donnant leur fille à un preux chevalier expriment une émotion mêlée de tristesse.

À côté de ces manifestations de sentiments privés, les pleurs peuvent avoir une destination publique : certains gestes, apparemment spontanés, sont en fait strictement codifiés, selon un rituel précis. La chronique de Rigord relate ainsi les lamentations d'une ambassade byzantine, demandant l'intervention du roi contre un usurpateur : racontant le sort lugubre de l'empereur légitime et de sa famille, les

envoyés du prince privé de trône ne peuvent s'empêcher de laisser couler leurs larmes. Sachant que le but de l'ambassade est d'obtenir l'aide française, pleurer apparaît ici comme un moyen efficace d'émouvoir et de convaincre l'auditoire.

Cet épisode illustre bien comment de tels comportements servent de moyen de communication : les larmes appartiennent à un ensemble réglementé de gestes utilisables sur la scène publique ; véritable langage connu de tous, elles prennent un sens précis, accompagnant voire supplantant la parole. Indiquant l'hostilité, la colère, la déception, cris, gestes et pleurs peuvent aider à déclencher un conflit politique. De la même façon, lorsqu'ils manifestent le repentir ou la pénitence, ils démontrent la soumission ou la conversion intérieure et permettent d'apaiser l'animosité, divine ou humaine.

LES PLEURS SONT JUGÉS PLUS SINCÈRES QUE LA PAROLE

Peut-on pour autant opposer les pleurs publics, rituels, strictement codifiés, et les larmes spontanées et personnelles ? Un exemple permet de souligner le caractère flou de la frontière entre « naturel » et « rituel », « émotionnel » et « fonctionnel » au Moyen Âge. Dans un récit de miracles, les parents d'une petite fille infirme soudain guérie versent des larmes de joie et rendent grâce à Dieu et à Saint Louis lorsqu'elle commence à marcher. Cet épisode, qui prouve la vigueur de l'amour parental, a aussi une signification religieuse : ces pleurs manifestent à la fois la gratitude de ceux qui ont été sauvés et la profondeur de leur dévotion.

Ainsi, les larmes servent à exprimer un ensemble complexe de sentiments individuels et de pratiques sociales ou religieuses : affection pour un proche, dévotion à un saint ou à Dieu, voire émotions publiquement exposées dans le cadre d'une mise en scène réglementée. Que les pleurs s'adressent à Dieu ou à un autre être humain, ils apparaissent comme un moyen de communication jugé plus sincère que la parole — qui peut cacher ou taire la vérité. Dotant ainsi les larmes de significations fortes, les hommes et femmes du Moyen Âge ne cherchent pas, semble-t-il, à les dissimuler — bien que les traités de bonnes manières à l'usage des laïcs, de même que les règles monastiques recommandent de modérer la véhémence de toute manifestation émotive.

Restent à expliquer l'abondance des larmes à cette époque, ainsi que la valeur positive qui leur est accordée. Que leur

signification soit comprise de tous prouve l'influence d'un modèle culturel dont il faut saisir l'origine. A l'époque où nous avons puisé les exemples précédents — les XII^e et XIII^e siècles —, les auteurs des textes, quelle qu'en soit la nature, sont en général des clercs. Cela ne doit guère étonner lorsqu'on sait que, jusqu'au XII^e siècle, la culture écrite se transmet presque exclusivement en latin, dans les milieux ecclésiastiques. Ces documents reflètent donc une culture chrétienne dominante. Or le christianisme valorise les larmes.

les pieds poussiéreux du Christ — geste d'amour et de repentir qui peut effacer le pire des péchés. Enfin, selon le Discours sur la montagne, pleurer peut mener au bonheur céleste : « *Bienheureux ceux qui pleurent, parce qu'ils seront consolés* », dit le Christ.

Tristesse, souffrance, larmes et salut nouent, dès lors, des liens étroits : le Christ, par son exemple même, montre la voie du sacrifice menant de la douleur terrestre à la rédemption. Les martyrs des premiers temps chrétiens, qui meurent pour Jésus

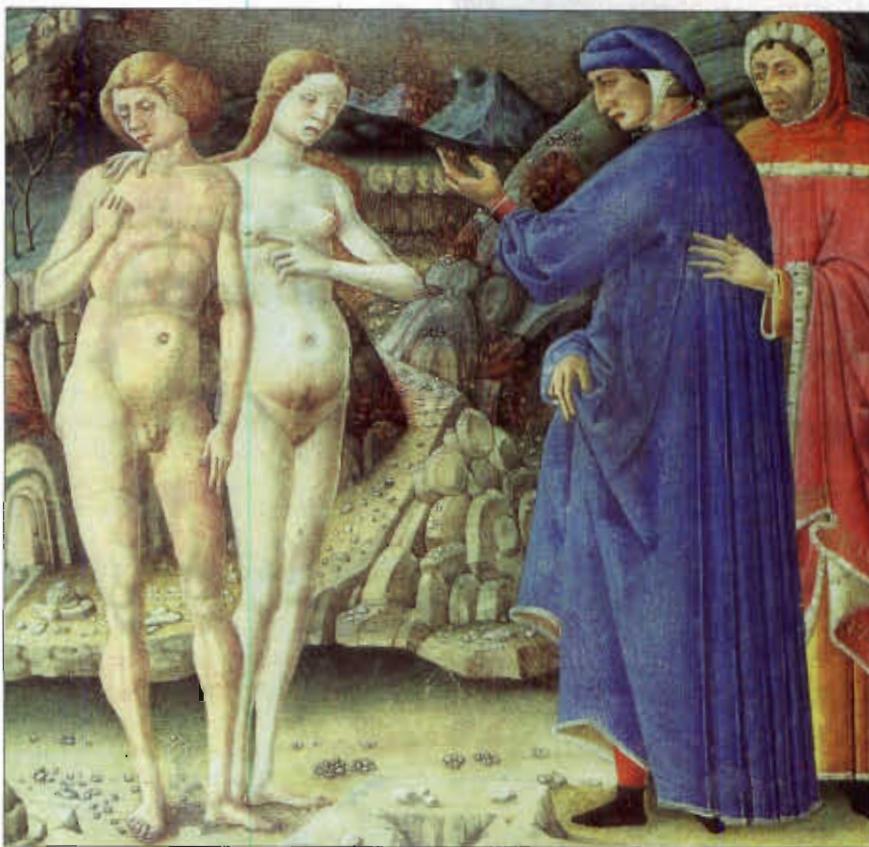
(recueils de paroles mémorables) des pères du désert ou dans les toutes premières règles monastiques des interdictions de rire assorties d'encouragements — argumentés — à verser des larmes. Ces injonctions, d'abord diffuses, sont fixées par la Règle de saint Benoît, rédigée au VI^e siècle, qui régit la vie d'un nombre sans cesse grandissant de moines. L'affliction spirituelle devient l'attitude habituelle de ces derniers : selon un adage, « *le moine, c'est celui qui pleure* ».

Parallèlement, apparaît une réflexion sur les larmes, menée par des auteurs influents : Jean Cassien, moine beaucoup lu au Moyen Âge, affirme leur origine céleste ; le pape Grégoire le Grand, docteur de l'Église, les décrit, à la fin du VI^e siècle, comme un élément du sacrifice que le chrétien doit présenter à Dieu pour être écouté. Tous deux soulignent, enfin, l'utilité des pleurs : ceux-ci peuvent effacer la trace des péchés. Or, dans le monde où ils vivent, l'existence de l'enfer et la crainte du jugement dernier sont les idées chrétiennes les plus répandues et les mieux comprises de tous. Dans cet ensemble de croyances, les larmes deviennent le signe même de la possibilité, offerte par Dieu, de se purifier.

BENOÎT ÉTEINT LE FEU EN VERSANT DES LARMES

Toutefois, les larmes sont, par nature, éphémères. Elles apparaissent de façon inattendue et, au contraire, en les cherchant, souvent on prie en vain. Dès lors s'élabore une théorie de la correspondance entre l'état de l'âme et la capacité de pleurer. Les pleurs abondants renvoient à la « *mollesse* » ou douceur de l'âme — qui s'oppose à la dureté, la « *sécheresse spirituelle* ». Ils témoignent de la disponibilité de l'âme à l'égard du divin, de la tristesse que provoque le sentiment d'indignité de l'homme face à Dieu : c'est la componction, piqûre divine faisant jaillir les larmes. Ainsi se répand peu à peu la conviction que les larmes sont, en définitive, dépendantes du bon vouloir de Dieu. Leur jaillissement devient la marque d'une faveur — celle de la « *grâce des larmes* », selon l'expression qu'emploie le pape Grégoire le Grand au VI^e siècle ; et leur absence, l'objet d'inquiétudes intenses.

Signes d'une élection divine, les larmes restent donc, avant tout, le privilège des religieux. Au VIII^e-IX^e siècle, il en est fait de plus en plus mention dans la *Vie* des saints, ce qui prouve l'attention que les hagiographes leur accordent : elles soulignent la dévotion sincère du saint, témoignent de son repentir, de son humilité dans la prière, de son amour de Dieu. Plus encore, elles



Dans cette scène de L'Enfer, de Dante, ce dernier (en bleu) et son guide, Virgile (en rouge), interrogent Giovanni Malatesta et Francesca, son épouse. Ceux-ci se trouvent en enfer à la suite de la trahison de Francesca qui a trompé son mari avec le frère de celui-ci ; Giovanni les ayant surpris les a tués tous deux. Seul Malatesta, toutefois, pleure sur son péché (manuscrit de La Divine Comédie, fin XV^e siècle ; cl. Bibliothèque vaticane).

Déjà, dans l'Ancien Testament, celles-ci sont souvent recommandées lors de la prière et dans le repentir, dans la mesure où elles témoignent en faveur du postulant et de la sincérité de sa cause. Le Nouveau Testament rapporte que Jésus lui-même a versé trois fois des larmes, alors qu'il n'a jamais ri. Saint Pierre sanglote amèrement après avoir trahi son maître, ce qui rachète sa faute. Quant à Marie-Madeleine, elle lave de ses pleurs et essuie de ses cheveux

comme Jésus est mort pour les hommes, resserrent encore la relation entre la souffrance et le rachat. Après la fin des persécutions, ce lien se spiritualise : les maux physiques, infligés par autrui, sont remplacés par une douleur morale qui se signale notamment par les pleurs. La tristesse est toutefois animée d'espoir : la souffrance n'est pas valorisée en soi, mais en vue de la rédemption qu'elle apporte de façon certaine.

On chercherait cependant en vain, dans les sources des premiers siècles, l'exposé littéral d'une telle théorie. Mais le désir d'imiter le Christ jusque dans ses souffrances, la recherche des larmes et de la tristesse spirituelle, s'incorporent très vite aux pratiques chrétiennes. Dès les débuts de la diffusion du christianisme, se développent des prescriptions et pratiques ascétiques dont font partie les pleurs. C'est ainsi qu'on trouve dans les *Apophtegmes*

NOTE

2. Modernisée par Jacques Le Goff, Saint-Louis, Paris, Gallimard, 1995, p. 376.

attestent, par leur abondance et leur fréquence, d'une proximité avec Dieu, et disent si l'on est, ou non, doté du précieux « *don des larmes* ». La *Vie* de Benoît d'Aniane, réformateur bénédictin du IX^e siècle, traite le sujet avec maints détails. Le biographe mentionne la « *grâce de componction* » dont jouit le saint : ce dernier pleure aussi souvent qu'il le veut. Un peu plus loin, l'auteur relate comment Benoît éteint le feu qui s'est emparé d'une basilique de la Vierge, en versant des pleurs. Un nouveau modèle ascétique se dessine ainsi, centré sur la personne du Christ.

On doit attendre le XI^e siècle pour que les pleurs s'insèrent de manière organique dans le discours religieux. Dans le même temps, le « *don des larmes* » se remplit, petit à petit, d'une teneur mystique. Le premier témoin de cette transformation est saint Romuald (mort en 1027) : sa vie, accompagnée de pleurs dès la conversion, est couronnée par l'écoulement incoercible de larmes auxquelles se joignent, avec l'avancement du saint sur le chemin de la perfection, d'autres phénomènes mystiques, extases et illuminations. Et c'est à ce moment que le désir de pleurer, lié à un intense amour de Dieu, s'étend dans des milieux de plus en plus larges, touchant désormais les laïcs. On voit, au XII^e siècle, des moines comme saint Malachie ou saint Bernard donner, conférer ce don à un autre. Il s'agit, dans les deux cas, de personnes désireuses de pleurer de dévotion : Bernard confère le don des larmes à un moine fraîchement converti ; saint Malachie, à un laïc « *honorable, vivant dans la crainte de Dieu* ». L'aspiration satisfaite par le saint montre la diffusion de l'idée selon laquelle les larmes sont salutaires.

Saint Louis lui-même va, jusqu'à la fin de sa vie, souhaiter posséder cette grâce : « *Le benoît roi désirait merveilleusement grâce de larmes et se complaignait à son confesseur de ce que les larmes lui manquaient, et il lui disait débonnairement, humblement et en privé, que lorsqu'on disait dans la litanie ces mots : "Beau sire Dieu, nous te prions que tu nous donnes fontaine de larmes", le saint roi disait dévotement : "O sire Dieu, je n'ose réclamer fontaine de larmes mais me suffiraient petites gouttes de larmes pour arroser la sécheresse de mon cœur..." Et quelquefois il avoua à son confesseur en privé que le Seigneur lui concédait parfois quelques larmes dans sa prière : lorsqu'il les sentait couler sur ses joues suavement jusqu'à sa bouche, il les savourait très doucement non seulement avec son cœur, mais aussi avec son goût².* »

Ce mouvement est à mettre en parallèle avec l'évolution de la pratique pénitentielle aux lendemains de l'An Mil : plus intérieure, personnelle et affective, celle-ci

jouit d'une faveur nouvelle. La figure chrétienne de Marie-Madeleine incarne parfaitement cette orientation : la piété qui lui est vouée, comme le nombre de textes la concernant, s'amplifie pendant les premiers siècles du second millénaire. La dévotion amoureuse de Jésus, qui pleure autant qu'elle aime, accompagne la figure du Christ souffrant. Par leur forme comme par leur contenu, les pratiques de dévotion valorisent ainsi l'échange direct avec Dieu, sans l'intermédiaire de la parole ou de l'institution ecclésiastique.

Ce mouvement d'expansion, de valorisation et de popularisation des pleurs atteint son apogée à la fin du Moyen Âge. Toutes les sources, écrites et iconographiques, attestent alors de l'abondance des larmes. Pourtant à cette même époque apparaissent les premiers signes de méfiance devant l'usage étendu des pleurs. En effet, les flots de larmes, témoignant d'un lien privilégié à Dieu, semblent peu compatibles avec la masse d'hommes et de femmes qui y ont accès.

Le tarissement des pleurs qui s'observe, lors des siècles suivants, dans la sphère religieuse et laïque, correspond certes à la nouvelle condamnation des manifestations ostentatoires de la piété, jugées dangereuses, mais aussi, à une plus large échelle, au processus de « *civilisation des mœurs* » analysé par Norbert Elias. Il aboutit, avec la modernité et par un mouvement qui n'est pas linéaire, à la circonscription minutieuse des lieux et des temps de pleurer — qui, pour familière qu'elle puisse nous paraître, n'en constitue pas moins une nouvelle curiosité à questionner. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

- P. Adnes, « Larmes », *Dictionnaire de Spiritualité*, t. IX, Paris, 1976, col. 287-303.
- G. Althoff, « Empörung, Tränen, Zecknirsung. "Emotionen" in der öffentlichen Kommunikation des Mittelalters », *Frühmittelalterliche Studien* 30, 1996, pp. 60-79.
- M. Barasch, *Gestures of Despair in Medieval and Early Renaissance Art*, New York University Press, 1976.
- Cioran, *Des larmes et des saints*, Paris, L'Herne, 1986.
- J. Huizinga, *Le Déclin du Moyen Âge*, Paris, Payot, 1967.
- N. Loraux, *Les Mères en deuil*, Paris, Le Seuil, 1990.
- M. Lot-Borodine, « Le mystère du don des larmes dans l'Orient chrétien », *VSS*, 48, 1935-1936, pp. 65-116.
- H. Monsacré, *Les Larmes d'Achille. Le héros, la femme et la souffrance*, Paris, Albin Michel, 1984.
- E. Patlagean, « Pleurer à Byzance », *La Souffrance au Moyen Âge, Cahiers de Varsovie*, n° 14, Varsovie, 1988, pp. 251-261.
- A. Vincent-Buffault, *Histoire des larmes*, Paris, Rivages, 1986.

EDITIONS
EHSS

Éditions de l'École des Hautes Études
en Sciences Sociales

NOUVEAUTÉS

L'ARGENT DU POTOSI

Coercition et marché
dans l'Amérique coloniale

ENRIQUE TANDETER

Préface de Nathan Wachtel

Traduit de l'espagnol par Jean-Paul Zumga

284 pages, 120 F

« *C'est grâce à cette mine que se maintient la Castille, que Rome est Rome, que le Pape est le Pape et que le Roi est le monarque du monde* ». a dit du Potosi (Bolivie actuelle) un chroniqueur indien. Pendant deux siècles et demi la splendeur, puis la survie, du Potosi a été permise par la *mita*, le travail obligatoire de contingents annuels de tributaires indiens. À travers une étude exemplaire d'histoire économique combinant macro et micro-analyse, l'auteur répond aussi à des questions éminemment anthropologiques comme celle du métissage culturel. Il nous restitue une société dans sa complexité et sa singularité, tout en dégagant rigoureusement des principes explicatifs de portée générale.

LA CASAQUE D'ARLEQUIN

Belo Horizonte, une capitale éclectique
au 19^e siècle

HELLANA ANGOTTI SALGUEIRO

Préface de François Loyer

XII + 474 pages, 105 ill., 280 F

Le cas de Belo Horizonte, capitale du Minas Gerais (Brésil), inaugurée en 1897, offre un bel exemple de syncrétisme urbain, d'appropriation de l'architecture européenne dans le contexte de l'éclectisme du 19^e siècle qui emprunte, associe et transfère les modèles artistiques et culturels.

L'INVENTION SCIENTIFIQUE DE LA MÉDITERRANÉE

Égypte, Morée, Algérie

Sous la direction de M.-N. BOURGUET,
B. LEPETIT, D. NORDMAN, M. SINARELLIJS

288 pages, 140 F

Un travail d'enquête et d'analyse qui allie la rigueur historique au plaisir du récit pour examiner trois expéditions scientifiques françaises de la première moitié du 19^e siècle. Placées sous la tutelle de l'État et conduites par des savants, elles ont notamment contribué à la construction intellectuelle d'une représentation globale de l'espace méditerranéen.

DIFFUSION / DISTRIBUTION

ciD

131 Boulevard Saint-Michel, F-75005 Paris
Tél : 01 43 54 47 15 Fax : 01 43 54 80 73

Catalogue (600 titres) sur demande

Jérôme Thuez • Actuellement responsable de l'organisation des archives de la MGEN
(Mutuelle générale de l'Éducation nationale) à Paris

La grande aventure de la 2 CV

Octobre 1948 : la 2 CV Citroën est pour la première fois présentée au public français.

C'est un succès. La petite voiture répond parfaitement aux attentes d'une clientèle toujours plus large et désireuse de s'équiper à bas prix. Au point qu'elle deviendra la plus populaire de toutes les automobiles.

La 2 CV, présentée pour la première fois au public à l'occasion du Salon de l'automobile d'octobre 1948, est incontestablement le véhicule français le plus populaire, dans tous les sens du terme. Par son concept d'abord : la petite Citroën doit rendre l'automobile accessible au plus grand nombre. Par les quantités produites ensuite : son constructeur a vendu plus de 3,8 millions d'exemplaires entre juillet 1949, date de sa mise sur le marché, et juillet 1990, date de son retrait. Par la cote d'amour, hors du commun, enfin, dont elle jouit auprès de tous.

Si c'est en 1948, donc, que les Français découvrent la 2 CV, celle-ci faisait déjà partie des projets de Citroën dès avant le second conflit mondial. Un projet né de la crise, pourrait-on dire. En 1934, en effet, l'entreprise est victime d'une faillite retentissante. André Citroën, archétype de l'entrepreneur industriel audacieux, a sacrifié la rentabilité aux investissements : alors que le marché automobile stagnait — les ventes du constructeur sont passées de



plus de 100 000 véhicules en 1929 à peine plus de 30 000 en 1935 —, il a notamment énormément investi dans le réaménagement de l'usine du quai de Javel. Il faut trouver un reprenneur à la marque. La famille Michelin, le plus important créancier de Citroën, décide de s'engager.

En quelques mois, le personnel de Citroën passe de 25 000 à 11 500, les salaires sont diminués de 5 à 30 %, les dépenses secondaires (publicité, etc.) supprimées. Les nouveaux dirigeants décident par ailleurs de changer leur stratégie, jusqu'alors fondée sur la production d'un seul véhicule de tourisme ; la Traction Avant certes se vend bien, mais le contexte difficile impose de se renouveler. C'est alors que l'idée de mettre au point une voiture populaire permettant au plus grand nombre de se doter d'une automobile se fait jour : le marché français apparaît, dans ce domaine, comme largement sous-équipé.

Or, au cours de ces mêmes années 1930, Fiat lance en Italie la 500 dite « Topolino » (« petite souris » en italien ou « Mickey Mouse »), la première des automobiles populaires. Elle est commercialisée en

REPERES

L'auteur : jeune chercheur spécialiste d'histoire économique, Jérôme Thuez a travaillé dans un domaine jusqu'ici peu exploré, celui de l'histoire des produits. Il est l'auteur d'une étude consacrée à la 2 CV, rédigée sous la direction de Jacques Marseille.

Mot clé : la 2 CV, présentée au Salon de l'automobile d'octobre 1948 après dix ans d'études, est conçue pour « transporter deux cultivateurs en sabots et 50 kilos de pommes de terre, à une vitesse de 60 km/h ». Elle est mise en vente en juillet 1949. Jusqu'en juillet 1990, date de son retrait du marché, plus de 3,8 millions d'exemplaires de la « toute petite voiture » seront vendus.

Ce qu'il faut retenir : avec la 4 CV Renault, la 2 CV fut la plus populaire des automobiles nationales. Ce type de voiture répondait à une réelle attente des Français, comme l'atteste son succès dans les années 1950. Dès le départ, toutefois, elle est concurrencée par d'autres modèles : outre la 4 CV, dotée d'un moteur plus puissant, ceux des constructeurs européens qui ont accès au marché français après la signature du traité de Rome en 1957. Dès les années 1960, le déclin semble inexorable, malgré une légère reprise dans les années 1970. Mais, entre-temps, la 2 CV, présente au cinéma et dans les arts plastiques, est devenue un mythe.

NOTE

J. Cl. Lucien Robin, Citroën à cœur ouvert, document privé, 1977.

France à partir de 1936, par Simca, qui en demande moins de 10 000 F, alors que les voitures nationales les moins chères coûtent entre 13 000 et 14 000 F. La Simca 5 obtient très vite un certain succès : elle sera la première Fiat à être vendue à plus de 500 000 exemplaires.

Citroën se doit de réagir ! Afin de cerner au mieux la demande, la maison Michelin dote l'entreprise d'un outil précieux et inconnu jusqu'alors en France : l'étude de marché. Celle-ci aidera à déterminer le véhicule qu'il faut aux Français et non celui qu'ils aimeraient acquérir. A cet effet, plus de 10 000 témoignages sont, durant plus de cinq mois, recueillis à travers tout le pays. L'enquête est initiée par Pierre-Jules Boulanger, bras droit de Pierre Michelin et qui deviendra président de l'entreprise à la mort de ce dernier, en décembre 1937.

Le cahier des charges dressé pour la réalisation du projet de la « toute petite voiture » (TPV) découle directement de cette étude, comme en témoigne une note rédigée le 23 mai 1938 par Pierre-Jules Boulanger (bien vite appelé PJB) : l'industriel parle « d'une bicyclette à quatre places, étanche à la pluie et à la poussière, et marchant à 60/65 km/h en ligne droite sur route plate ». Oralement, il aurait ajouté que la TPV devait être « une voiture pouvant transporter deux cultivateurs en sabots, 50 kilos de pommes de terre ou un tonnelet à une vitesse de 60 km/h pour une consommation de 3 litres au cent ». Tel est le défi que doit relever le bureau d'études de Citroën.

La brillante équipe d'ingénieurs accueille assez mal un tel projet qui va à l'encontre de tout ce qu'elle a conçu auparavant. Cela explique l'extraordinaire implication du président de l'entreprise qui, pour l'occasion, s'entoure de collaborateurs fidèles : ainsi l'ingénieur André Lefèbre qui s'est déjà illustré dans la réalisation technique de la Traction. L'élaboration de la TPV se déroule toutefois dans le plus grand secret, même au sein de la société.

Les bureaux d'études ne sont soumis qu'à une seule contrainte : le prix. Une contrainte qui ne manque pas, cependant, d'avoir des répercussions sur l'ensemble du projet, comme l'explique l'ingénieur Lucien Robin, qui travailla pour les usines Citroën entre 1937 et 1974 : « Le prix impose la légèreté, la légèreté impose une suspension souple, la souplesse impose une

suspension spéciale. La légèreté permet une faible puissance, la faible puissance impose une faible vitesse. La faible cadence interdit des outillages chers, ce qui impose des formes non galbées¹. » Est donc mise au point une suspension révolutionnaire — quoique simple en apparence — qui permet de faire l'économie de coûteux amortisseurs, tout en conférant à la 2 CV une remarquable tenue de route.

« UNE BICYCLETTE À QUATRE PLACES, ÉTANCHE À LA PLUIE ET À LA POUSSIÈRE »

Les prototypes de la TPV sont en outre des chefs-d'œuvre de dépouillement : le véhicule ne possède qu'un seul phare, il est pourvu d'un essuie-glace manuel et d'un démarreur à manivelle. C'est la recherche de l'économie à tout prix. Enfin, Boulanger et Lefèbre préconisent l'emploi de l'aluminium, léger et solide, malgré son coût prohibitif (qui devait

baïsser, selon PJB) et les difficultés techniques qu'il pose — il ne peut être soudé. Ces exigences rendent la réalisation de la TPV inadaptée à l'outil industriel de l'époque ; sa production n'est pas à l'ordre du jour. D'autant qu'en cette fin des années 1930, un conflit semble imminent et que Citroën doit participer à l'effort de guerre.

Les hostilités et les pénuries de matières premières qui s'ensuivent imposent de rationaliser l'étude de la TPV. L'usage de l'aluminium est ainsi bien vite abandonné. Surtout, avec l'arrivée au sein de l'entreprise du talentueux motoriste italien Walter Becchia, une grande avancée est accomplie dans l'élaboration de la petite Citroën. Celui-ci conçoit en effet le fameux moteur à deux cylindres refroidi par air qui ne cessa, ensuite, d'équiper les 2 CV — même si on en a augmenté la puissance au fil du temps. De plus, il finit par convaincre PJB d'installer un démarreur électrique sur le véhicule.

Le projet TPV se concrétisant, il attire l'attention de l'occupant allemand. Mais



Ci-contre : la 2 CV dans les années 1950.
Page de gauche : prototype de la 2CV, en 1939.
Une silhouette dépouillée : la voiture ne possède qu'un seul phare, est pourvue d'un essuie-glace manuel et d'un démarreur à manivelle.

RECHERCHE

Citroën cultive un certain goût du secret. Boulanger refuse ainsi de livrer un prototype de la petite voiture à Ferdinand Porsche, créateur en 1936 de la « Coccinelle » (Volkswagen) même quand celui-ci en offre un exemplaire en gage de bonne volonté. Lorsque la guerre aura pris fin, il faudra encore attendre trois années pour voir sortir les premières 2 CV des chaînes de production. D'où le surnom de « *Toujours Pas Vue* » que lui attribue la presse qui commence à s'impatienter.

LA « TOUJOURS PAS VUE » FAIT SENSATION AU SALON DE L'AUTOMOBILE

Quand enfin la TPV est présentée au Salon de l'automobile de 1948, la surprise est immense, y compris parmi les collaborateurs de Citroën. L'objectif de PJB est de faire parler du nouveau véhicule même si celui-ci n'est toujours pas prêt à être commercialisé. Il organise donc une mise en scène théâtrale autour de celle que l'on a baptisée la 2 CV, qui est furtivement introduite de nuit dans le Grand-Palais. Lorsque le président de la République Vincent Auriol vient visiter le salon, le dirigeant de Citroën n'hésite pas à se faire photographier à ses côtés auprès de sa dernière création.

Toutefois, la réaction des journalistes à la vue de ce véhicule si insolite n'est pas toujours bienveillante : « *Où est l'ouvre-boîtes ?* », se serait exclamé un reporter américain... Seule la *Revue automobile suisse* saisit immédiatement le nouveau concept proposé au public : la 2 CV ne prétend pas être séduisante, mais 1) elle ne consomme que 4 à 5 litres aux 100 kilomètres ; 2) elle dispose de quatre places confortables ; 3) elle est maniable et agréable à conduire ; 4) elle est remarquablement suspendue ; 5) elle tient admirablement la route ; 6) « *On ne s'[y] ennue pas tout en roulant à 60 km/h !* »

Si la présentation de la 2 CV est, quelles que soient les réserves des journalistes, très réussie, le public se bousculant pour venir voir la curiosité, son lancement, lui, est beaucoup plus laborieux. Et cela même si le directeur de l'usine de Levallois, prévue pour la fabrication de la 2 CV, réussit le coup de force de mettre la nouvelle Citroën sur les chaînes de production, à la grande stupéfaction des bureaux d'études qui poursuivent toujours les essais.

Les capitaux, après guerre, manquent cruellement. Les cadences de fabrication restent donc ridicules, et seuls 876 exemplaires sortent des usines la première

année. Les deux cents premiers possesseurs de 2 CV, qui coûte alors 228 000 francs (près de 40 000 francs actuels), sont d'ailleurs choisis par la marque elle-même : ils doivent être les vecteurs de la publicité de la voiture, le constructeur s'interdisant toute promotion. Les critères de sélection reposent sur l'utilité de l'automobile pour chaque profession. On dénombre ainsi 24 agriculteurs, 13 assistantes sociales et 19 agents d'assurances, qui reçoivent tous une brochure rédigée par PJB expliquant les rudiments de la conduite en 2 CV.

Très vite, pourtant, s'ouvre une période faste pour la Citroën — Boulanger, qui disparaît le 11 novembre 1950 dans un accident de la circulation, n'a pas l'occasion d'y assister. Ce type de voiture répond en effet à une réelle attente des Français, comme l'a prouvé le succès de la 4 CV Renault, premier véhicule à avoir dépassé le million d'exemplaires produits. En outre, comme l'écrit la *Revue automobile suisse*, la 2 CV possède une avance technologique de plusieurs années sur la concurrence.

Au point que la demande est, au cours des premières années, sans commune mesure avec l'offre, même si les cadences de production quadruplent en deux ans : de sorte qu'en 1951, une 2 CV d'occasion coûte plus cher qu'une neuve ; selon *L'Auto-Journal*, il faut en 1952 compter près de vingt mois avant d'obtenir une Citroën.

Le lancement de la version utilitaire (camionnette) en mars 1951 confirme ce succès. Le nouveau modèle, qui offre une charge utile de 250 kg, est un peu handicapé par la poussivité du moteur. Pourtant, la demande est si forte que ce défaut passe bien vite inaperçu ; la camionnette représentera dès 1956 un quart de la production de la 2 CV. Une production qui n'arrive toujours pas, cependant, à contenter tous les acheteurs potentiels.

En effet, comme l'explique Lucien Robin, « *dans le domaine de la 2 CV nous perdions des clients par insuffisance des possibilités de production. [...] La croissance avait été délibérément limitée à 100 véhicules par jour chaque année. Cette décision a été lourde de conséquences* ». Cette faible marge de manœuvre s'explique par le fait que Citroën refuse de s'endetter — la trésorerie de l'entreprise est au plus bas depuis la fin de la guerre, tandis que les taux d'intérêt à l'emprunt sont élevés — bien que ses carnets de commande soient remplis sur deux ou trois ans pour la 2 CV. L'usine de Levallois, qui doit assurer la fabrication de tous les éléments de la voiture, et qui supporte l'essentiel de sa production², est engorgée jusqu'au milieu des

années 1950, date à partir de laquelle elle parvient enfin à assurer une production de masse.

En 1960, plus d'un million de véhicules ont été montés. Citroën a en outre lancé la petite voiture sur le marché étranger, jusqu'alors négligé. Le blocage financier de l'entreprise lui interdisant tout investissement, elle a créé des filiales dans lesquelles elle n'est pas majoritaire mais qui ont été de ce fait bien accueillies dans des pays désireux de s'industrialiser. L'Espagne lui a ainsi ouvert ses portes en 1958, le Chili en 1959, l'Argentine en 1960 ; le Portugal suivra en 1963. Parallèlement, des accords de montage de petites séries de véhicules ont été conclus dans de nombreuses régions, d'Afrique notamment : Citroën peut se vanter de fabriquer des 2 CV au Bénin, au Vietnam, en Indonésie, au Paraguay ou en Iran, sans toutefois que ce marché concerne plus que quelques centaines d'exemplaires. Autant d'opérations qui permettront à la part relative de la production extérieure d'atteindre 31,35 % pour la période 1957-1973 (58,98 % pour la seule année 1968).

Pourtant, si le marché extérieur se porte bien, l'intérieur, lui, doit affronter une difficulté de taille : le lancement, en octobre 1961, de la Renault 4. Il soulève une vague de protestations chez Citroën qui s'indigne de la volonté de l'entreprise nationalisée de copier la 2 CV. Pierre Bercot, qui a remplacé Pierre-Jules Boulanger depuis 1950, parle de « *nombreuses ressemblances* » et, sûr de son bon droit, va jusqu'à envisager un procès — mais y renonce bientôt car « *on ne plaide pas contre l'État* ».

CONCURRENCE AVEC LA FIAT 500 ET LA « COCCINELLE »

Avec le recul, il semble bien cependant que la 2 CV ait été la « *marraine* » de la R4, comme l'avoue d'ailleurs un ingénieur qui travaillait à l'époque chez Renault : « *On a dressé le portrait robot de ce qu'allait être la future R 4. Tout était fait par référence à la 2 CV. Il fallait qu'elle soit moche, montrant aussi un caractère utilitaire.* »

Mais le problème n'est pas que la R 4 copie la 2 CV, c'est qu'elle remédie au handicap majeur de cette dernière : sa sous-motorisation. La Renault est en effet proposée avec un moteur de 603 cm³, bien vite supplanté par la version 747 cm³, contre 425 cm³ seulement pour la Citroën. Cette puissance supplémentaire, ainsi que son volume et sa facilité de chargement donnent un avantage certain à la R 4, qui n'apporte pourtant aucune innovation par

NOTE

2. De 1949 à 1988, 2 812 835 2 CV sortent de l'usine de Levallois, près de 73 % de la production totale. Signalons que le procédé de fabrication y est très original pour l'époque, puisque le montage ne se fait pas à la chaîne mais « hors-ligne », c'est-à-dire que tous les éléments sont montés sur des postes individuels.

rapport à la 2 CV, bien qu'elle soit lancée douze ans après celle-ci.

Le coup est dur pour la marque aux chevrons. Les petits défauts de sa voiture populaire, aisément oubliés dans les années 1950, apparaissent comme rédhibitoires la décennie suivante : la production passe de plus de 160 000 exemplaires en 1966 à moins de 100 000 en 1967, pour à peine dépasser 60 000 en 1968. Une chute accélérée par l'ouverture du marché français aux constructeurs européens, consécutive à la signature du traité de Rome en 1957 : la 2 CV doit désormais compter avec huit concurrentes dont les plus connues sont la « Coccinelle » et la Fiat 500.

situation qui sera aggravée par la fermeture des usines durant tout un mois en mai-juin 1968 et la signature des accords de Grenelle, le 27 mai, entre le gouvernement et les représentants syndicaux, qui l'obligeront à relever de 30 % le salaire minimum de ses employés. Le déclin de la 2 CV semble inexorable. Au point que la fin de sa production est envisagée. Au dernier moment, la direction du commerce de Citroën décide de l'adopter à la Dyane, destinée, à terme, à la supplanter. Le nouveau modèle est commercialisé en juillet 1967 et reprend la mécanique éprouvée de la 2 CV. L'accueil est assez favorable, mais la mise en circulation de la Dyane n'a pas les effets escomptés.

d'entretien et de réparation. Citroën parvient à réaliser techniquement la TPV, mais vingt ans plus tard, et on comprend mieux à quelles difficultés ont été confrontés les ingénieurs de l'époque qui cherchaient avec l'aluminium une solution qui ne vint qu'avec la maîtrise du plastique. La Méhari aura d'ailleurs une carrière honorable puisqu'elle sera produite à 140 800 exemplaires entre mai 1968 et décembre 1984.

De son côté, la 2 CV connaît une reprise dans les années 1970 : sa production redémarre à un rythme annuel supérieur à 100 000 véhicules jusqu'en 1978. En 1980, elle passe en dessous des 100 000 exemplaires montés. C'est que la voiture,



La 2 CV fut présentée pour la première fois au public au Salon de l'automobile de 1948. Citroën voulait que le succès fût total. Une mise en scène théâtrale fut donc organisée autour de la nouvelle création, qui avait été introduite dans le plus grand secret à l'intérieur du Grand-Palais, à Paris (ci-dessus).

Mais si la situation est critique pour la petite voiture, elle l'est également pour son entreprise : la bipolarisation de la gamme depuis la fin de la guerre (2 CV et Ami 6 pour le bas de gamme, Traction puis, à partir de 1955, DS pour le haut de gamme) et la faible rentabilité de ses modèles (la DS est extrêmement coûteuse à produire du fait de sa complexité technique) la font descendre dans le rouge à partir de 1967-1968,

Un autre modèle populaire voit le jour durant cette période, Citroën cherchant toujours à multiplier l'offre pour se sortir de la crise. Il s'agit de la Méhari, lancée en 1968 et, comme la Dyane, dérivée de la 2 CV. Sa mise sur le marché durant les événements de mai 1968 passe quasiment inaperçue. Pourtant, cette voiture répond exactement au cahier des charges de la TPV d'avant-guerre. Avec sa carrosserie en plastique tenue par un système de « clips » — ce qui permet un remplacement aisé des pièces endommagées — et son absence de peinture afin de supprimer de coûteux investissements, elle en a la simplicité, la résistance à la corrosion, l'aspect rudimentaire, la légèreté et la facilité

conçue pour l'immédiat après-guerre, avait une vocation rurale. Or les modes de déplacement sont désormais courts et urbains ou longs et autoroutiers. Le consommateur a élevé ses prétentions, et cherche une « petite voiture de moyenne gamme ». Un nouvel attrait que Renault et Peugeot accompagnent de leur côté en lançant respectivement la R 5 dès 1972 et la 104 en 1973.

En 1985, la Dyane, dont 1,4 million d'exemplaires ont été produits depuis 1967, cesse d'être fabriquée, sans que la 2 CV ne récupère le surcroît de commandes. Sa lente chute se poursuit malgré le succès de la série Charleston : prévue en série limitée à 8 000 exemplaires en 1980,

elle restera au catalogue jusqu'en 1990. En 1986, Citroën lance l'AX, destinée à remplacer définitivement la 2 CV.

Parmi les — rares — automobilistes qui, à cette époque, restent fidèles à l'anachronique « TPV » de 1935-1948, on compte beaucoup de clients étrangers. 32,7 % des exportations intéressent la seule Allemagne, qui devient en 1984 le premier marché pour la Citroën, devant la France. La faible consommation en carburant de la 2 CV explique cet engouement dans un pays qui s'est très tôt préoccupé des questions d'écologie. La fermeture de l'usine de Levallois, le 29 février 1988, s'annonce comme une petite mort pour la 2 CV. L'événement est effectivement compris comme tel, notamment par la presse qui laisse déjà sa part à la nostalgie. L'usine portugaise de Mangualde, qui assure désormais la production, apparaît vite comme peu rentable. L'arrêt définitif de la 2 CV est fixé au 27 juillet 1990.

« MIEUX QU'UNE VOITURE, UN STYLE DE VIE »

Le retentissement de cette décision est énorme, signe de l'attachement du public pour la petite Citroën après quarante-deux ans de bons et loyaux services — une durée exceptionnelle pour une voiture. Les acheteurs des dernières années étaient toutefois plus souvent des amateurs que des consommateurs. « *Adieu la deuche* », « *Adieu à la deux pattes* », titrent les journaux qui couvrent l'événement, comme s'il s'agissait d'enterrer une personnalité. Les témoignages de sympathie et de regret se multiplient, révélant, une ultime fois, la très grande popularité dont jouit la 2 CV auprès des Français.

Une popularité qui, durant toute la carrière de la petite voiture, s'est accrue progressivement et ce, jusqu'en 1968, sans l'aide de la publicité, si ce n'est chez les concessionnaires Citroën. Finalement, la meilleure réclame aura été celle que fournissaient les clients satisfaits. Ainsi, lors du lancement de la 2 CV, un élan de sympathie spontanée se crée autour de la petite voiture dont les chauffeurs se klaxonnent joyeusement lorsqu'ils se croisent.

A cette publicité gratuite et d'ordre privé s'ajoute l'apparition de raids aventureux à partir de 1952, année qui voit le duo Bernier-Huguer parcourir en 2 CV 13 588 kilomètres autour de la Méditerranée. L'exploit n'est pas mince pour les deux hommes, ni pour la voiture qui n'a jamais réalisé une telle distance hors des sentiers battus. Les vocations se multiplient, et l'un des raids les plus remarquables est

accompli par le couple Cornet-Lochon qui, en 1954, roule sur 52 000 kilomètres à travers les Amériques et l'Afrique. Tandis que le récit des aventures de Baudot et Séguéla, qui battent, en 1958-1959, tous les records avec leurs quelque 100 000 kilomètres dans cinquante pays, se vend à plus de 120 000 exemplaires. La 2 CV apparaît bien alors comme l'instrument idéal pour se lancer dans l'aventure.

Une dimension que Citroën ne peut laisser hors de son contrôle. Reprenant une tradition remontant au temps de son fondateur, l'entreprise organise en 1970 un raid entre Paris et Kaboul : 50 000 jeunes de moins de trente ans se proposent pour parcourir les 16 500 kilomètres, parmi lesquels en seront choisis 1 300 répartis entre 494 véhicules. Suivront, en 1972, un raid Paris-Persépolis-Paris et, en 1973, un autre en Afrique. Parallèlement, Jacques Wolgensinger, directeur de la communication de Citroën, lance l'idée des 2 CV Cross, destinées à permettre à tous de pratiquer le sport automobile à moindre coût. La première épreuve a lieu le 22 juillet 1972 à Argenton-sur-Creuse : elle réjouit ses assistants, ravis de voir de vieilles 2 CV enchaîner les acrobaties les plus folles.

En 1968, toutefois, devant les difficultés qui s'accumulent autour de la voiture populaire, et pour faire face à une concurrence de plus en plus menaçante, Citroën prend la décision de recourir à la publicité. Les professionnels de l'agence Delpire puis de RSCG (Euro-RSCG aujourd'hui), notamment Jacques Séguéla, n'ont guère de mal à trouver des idées originales pour vanter les mérites de la 2 CV. L'humour est le vecteur commun de la plupart des campagnes. D'autres insistent sur la singularité du véhicule : « *Mieux qu'une voiture, un style de vie* ». Des campagnes qui ont pourtant une faible part dans le mythe qui se construit progressivement autour de la 2 CV : dans ce domaine, elles suivent plutôt le mouvement général.

Car un mythe se crée, dans lequel l'art sous toutes ses formes a une large part. Les arts plastiques, tout d'abord, qui transforment la Citroën aussi bien en avion qu'en voiture de sport ou même en dirigeable. La bande dessinée ensuite qui l'utilise pour conduire les Dupond(t) dans *Tintin* ou, en Argentine, dans *Mafalda*, où un homme accède au rêve de l'Argentin moyen en acquérant une 2 CV produite dans son pays. Mais surtout le cinéma : on retrouve la Citroën dans *Les Amants* (1958) de Louis Malle, dans la série des *Gendarmes de Saint-Tropez* (à partir de 1964), etc., sans parler du *Corniaud* (1964) de Gérard Oury qui montre Louis de Funès percutant de sa voiture la 2 CV de Bourvil, lequel s'exclame, constatant que son véhicule est en mor-

ceaux : « *Ben, forcément elle va rouler beaucoup moins bien !* »

Tous ces films permettent de dresser le tableau des valeurs — positives — incarnées par la 2 CV : humour, jeunesse, décontraction, mais aussi manque d'argent. Un sondage paru dans le journal *Spécial véhicule d'occasion* du 15 février 1989 révèle d'ailleurs que la Citroën rime avec « *étudiant* » (36 %), « *1968* » (18 % ; résultat paradoxal puisque c'est l'année durant laquelle elle faillit disparaître), « *campagne* » (18 %), et « *hors du temps* » (10 %). L'itinéraire exceptionnel de la 2 CV nous permet aussi d'analyser, dans le détail, le niveau de vie des Français sur plusieurs décennies : si l'on compare son prix nominal au salaire minimum en France depuis 1949, on constate qu'il fallait à un salarié touchant le salaire minimum 3 672 heures de travail pour l'acquérir en 1949 contre 1 291 en 1990 — soit un triplement du niveau de vie.

UNE DES PLUS GRANDES RÉUSSITES DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

La 2 CV est donc un témoin de l'évolution économique depuis l'après-guerre en même temps qu'elle apparaît comme une des plus grandes réussites de l'industrie automobile. A ce titre, elle peut être comparée à la « Coccinelle » de Volkswagen. Certes, cette dernière a été produite à plus de 22 millions d'exemplaires contre un peu moins de 4 pour la Citroën (7 si l'on inclut les modèles dérivés). Mais l'une comme l'autre ont répondu à un concept de voiture minimale permettant d'équiper le plus grand nombre. Surtout, elles sont toutes deux devenues des produits mythiques, la « Coccinelle » allant jusqu'à tenir la vedette dans une série de films produits par les studios Walt Disney. L'avenir de la 2 CV est assuré encore pour de nombreuses années, à travers en particulier ses modèles de collection — les prix des occasions ne cessent d'augmenter. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

- J.-Cl. Baudot, J. Séguéla, *La Terre en rond*, Paris, Flammarion, 1960.
- J. Borgé, N. Viasnoff, *La 2 CV en 300 histoires et 150 photos*, Paris, Balland, 1977.
- J.-L. Loubet, *Un exemple de sortie de crise : Citroën (1935-1938)*, Paris, Le Monde éditions, 1994 ; *Citroën, Peugeot, Renault et les autres. Soixante ans de stratégie*, Paris, Le Monde éditions, 1996.
- J. Wolgensinger, *La 2 CV Nous nous sommes tant aimés*, Paris, Gallimard, « Découvertes », 1995.

en vente chez
votre marchand
de journaux,
32F

magazine littéraire

N° 362 - FÉVRIER 1998

DOSSIER

J.M.G. Le Clézio

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

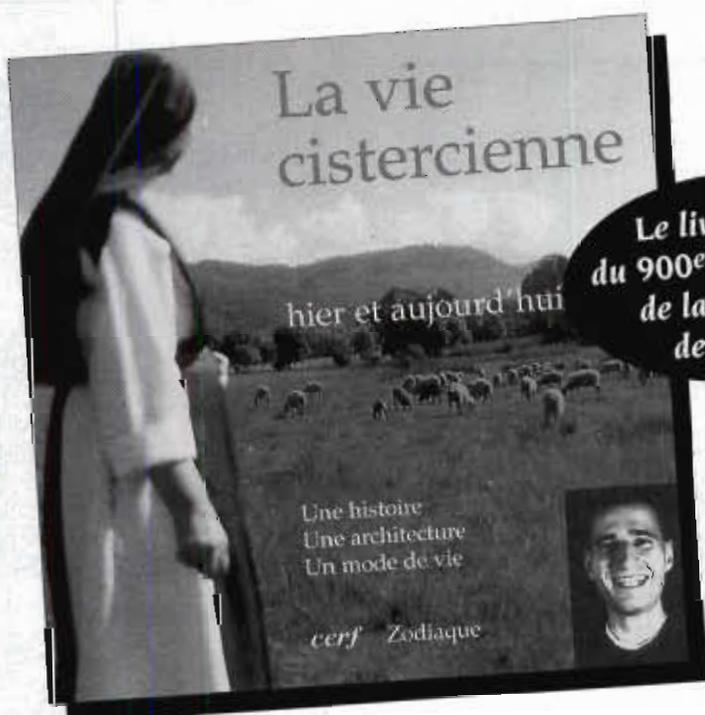
Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Rabelais |
| <input type="checkbox"/> Colette | <input type="checkbox"/> Tchekhov | <input type="checkbox"/> L'existentialisme |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> L'Age du Baroque | <input type="checkbox"/> Paul Verlaine |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Michel Leiris | <input type="checkbox"/> Aragon |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> Montaigne | <input type="checkbox"/> La haine |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> André Gide | <input type="checkbox"/> Michel Foucault |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke | <input type="checkbox"/> Ernst Jünger |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Kant | <input type="checkbox"/> Cioran |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant | <input type="checkbox"/> Schopenhauer |
| <input type="checkbox"/> Sade | <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss | <input type="checkbox"/> Jean Giono |
| <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> La fin des certitudes | <input type="checkbox"/> Les Éductions sentimentales |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Jean Genet | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch |
| <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Roland Barthes | <input type="checkbox"/> Les Exclus |
| <input type="checkbox"/> Céline | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan | <input type="checkbox"/> Ionesco |
| <input type="checkbox"/> Hegel | <input type="checkbox"/> Georges Perec | <input type="checkbox"/> Dino Buzzati |
| <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse | |

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal
magazine littéraire 40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51



Le livre officiel
du 900^e anniversaire
de la fondation
de Cîteaux

Un livre riche de témoignages, enrichi de nombreuses photos couleurs, sur l'histoire d'un ordre qui a ébloui l'Europe durant neuf siècles :

- son architecture, sa spiritualité dépouillée et l'organisation de ses monastères ;
- la vie cistercienne aujourd'hui, ses traditions, son évolution et l'expansion de l'ordre dans le monde.

Format 21x21 - 144 p., 55 F

Coéd. Cerf/Zodiaque (parution février 1998)



Bernard de Clairvaux

fut le correspondant des rois et des papes,

mais aussi des plus humbles.

Ses **Lettres**, un des plus grands ensembles épistolaires du Moyen Âge, sont publiées dans la collection « Sources chrétiennes » :

Lettres - Tome 1

391 p., 215 F

dans la collection

« Les Classiques/Foi Vivante » :

Lettres d'humanité

190 p., 45 F

La ruche de Cîteaux

Choix de textes par Philippe Baud.

Les plus beaux écrits des premiers

Pères cisterciens, disciples

de saint Bernard.

293 p., 95 F

29, bd La Tour-Maubourg - 75340 Paris Cedex 07

cerf

Yves-Marie Bercé • Professeur à la Sorbonne
et directeur de l'École nationale des chartes

Rumeurs et épidémies : les semeurs de peste

A Milan, au début du XVII^e siècle, une terrible épidémie de peste fait des milliers de victimes.

La panique s'empare des habitants, qui cherchent des « responsables », en trouvent et les mettent à mort. Qui étaient ces prétendus empoisonneurs ? A quels motifs étaient-ils censés obéir ? Leur portrait nous renseigne sur les hantises et les fantasmes des hommes de l'époque face à la maladie et à la mort.

Les menaces de la maladie et de la mort invitent naturellement au mystère et à la déraison, et les périodes d'épidémie sont propices aux rumeurs et aux fantasmes. La similitude des comportements adoptés par des populations entières lors des anciennes épidémies de peste, pendant les premiers chocs cholériques du XIX^e siècle, ou encore aujourd'hui face à des contagions nouvelles (cf. encadré « *Les grandes épidémies* », p. 80), ne peut pas ne pas frapper l'historien. A travers ces divers épisodes courent des anecdotes qui semblent défier le passage des siècles : la hantise de la contagion conduit à rechercher des coupables commodes, individus que l'on pourra aisément identifier et considérer comme responsables du malheur commun, dont l'élimination enfin devrait enrayer l'épidémie et venger l'humanité outragée. Selon cette perspective, la maladie ne serait pas une fatalité, un fléau de nature, mais bien un mal voulu par les

hommes, l'objet d'un complot, le résultat d'empoisonnements volontaires.

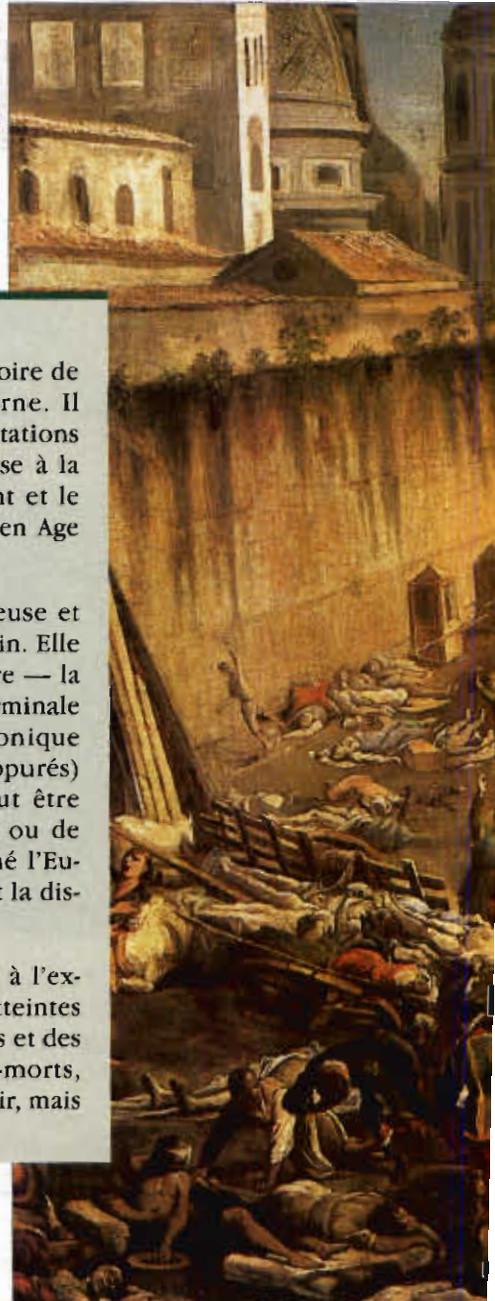
Ces paniques des années de peste, qui ont entraîné la poursuite de boucs émissaires, ont souvent été balayées avec mépris par les historiens du XIX^e siècle, comme des témoignages supplémentaires de l'obscurantisme qu'ils prêtaient au passé. Si l'on prend au contraire la peine

REPÈRES

L'auteur : Yves-Marie Bercé est spécialiste de l'histoire de la société et des institutions de l'époque moderne. Il oriente ses travaux actuels vers l'étude des représentations et des comportements. Dans ce cadre, il s'intéresse à la paranoïa populaire engendrée par le foisonnement et le caractère inéluctable des épidémies depuis le Moyen Âge jusqu'au XX^e siècle.

Mot clé : la peste, maladie infectieuse, contagieuse et épidémique venue d'Asie, est due au bacille de Yersin. Elle existe sous deux formes : bubonique et pulmonaire — la peste pulmonaire étant généralement la phase terminale de la peste bubonique. A l'origine, le mal bubonique (caractérisé par une forte fièvre et des ganglions suppurés) touche essentiellement les rongeurs, mais il peut être transmis à l'homme par l'intermédiaire de puces ou de poux infectés. Plusieurs vagues de peste ont touché l'Europe et le Bassin méditerranéen entre le V^e siècle et la disparition de la maladie, en 1844.

Ce qu'il faut retenir : les paniques consécutives à l'extension de la peste ont entraîné les communautés atteintes à rechercher des boucs émissaires, reflets des envies et des angoisses de l'opinion dominante — les croque-morts, soupçonnés de profiter de l'épidémie pour s'enrichir, mais aussi des minorités supposées menaçantes.



d'écouter les passions, d'analyser ces jours de haine, on peut deviner à travers leurs déchaînements les hantises secrètes d'une époque et d'un lieu. Le catalogue des victimes de ces paniques n'est pas indifférent : il varie avec les âges et reflète chaque fois les envies et les angoisses de l'opinion dominante¹.

Les massacres de lépreux puis de Juifs accusés d'empoisonner les fontaines avaient précédé puis accompagné l'irruption de la peste en Europe en 1348, surtout dans les régions du Rhône et du Rhin. En Italie du Nord, où les communautés juives étaient nombreuses, ce fantasme semble disparu au cours du XVI^e siècle. Si les Juifs furent expulsés de la cité d'Udine en Frioul en 1556, si certains marchands furent accusés à Padoue en 1575, ce n'était pas leur origine qui était en cause mais le fait que la contagion paraissait suivre leur chemin de voyageurs venant du Moyen-Orient, foyer de l'épidé-

mie, ou encore atteindre une virulence particulière dans les ghettos, du fait de leur habitat resserré. Dans la terrible attaque pesteuse de 1630, aucune rumeur ne mentionna les Juifs. Il arriva même qu'à Venise les magistrats viennent à louer la police de la santé de la communauté juive qui avait réussi, dans l'espace étroit du ghetto, à limiter la contagion et à l'arrêter plus tôt que dans le reste de la ville.

Un autre type d'accusation s'était généralisé alors ; il dénonçait particulièrement les médecins chargés de traiter les pestiférés ou, plus souvent et plus précisément, la troupe de croque-morts, « *cureurs* », nettoyeurs ou évacueurs qui s'occupaient des malades et de l'enlèvement des cadavres, ce personnel misérable et sinistre que les villes contaminées devaient recruter d'urgence en lui promettant des salaires considérables et immédiats. Il paraissait scandaleux que l'on pût faire fortune pendant l'épidémie,

gagner sa vie avec la mort des autres ; on accusait donc ces sortes de gens, à tort ou à raison, de détrousser les malades, piller les maisons abandonnées, jeter les mourants parmi les morts, s'emparer des héritages ; on imaginait qu'ils trouvaient tant de profit dans la maladie qu'ils étaient amenés à la provoquer ou, au moins, à en prolonger le cours.

LES FONTAINES ET LES BÉNITIERS SONT-ILS EMPOISONNÉS ?

Les rumeurs d'empoisonnement attribuées à ces individus semblent apparaître pour la première fois à Genève en 1530. Dans toutes les violentes épidémies qui réapparurent ensuite, tous les dix ans environ, jusqu'à la grande vague de 1630-1631, des scènes semblables se reproduisirent. Presque toujours, les supposés cou-



Micco Spadaro, La Peste de 1656 à Naples, (Naples, musée de San Martino ; cl. Dagli Orti).

NOTE

1. Cet article reprend certains arguments déjà développés dans « Les semeurs de peste », *Mélanges offerts à Pierre Chaunu*, Paris, PUF, 1993, pp. 85-94.

Les grandes épidémies

VI^e SIÈCLE : peste de Justinien, première pandémie pesteuse touchant l'ensemble du Bassin méditerranéen.

1348 : arrivée de la « Peste noire » en Europe. On estime que cette terrible pandémie a frappé à la fin du Moyen Age plus du tiers de la population européenne. Elle reviendra en vagues régulières, jusqu'à sa disparition en 1844.

1530 : peste à Genève. Premières rumeurs d'empoisonnement contre les « *cureurs* » ; ils sont accusés d'imprudences, puis de volonté criminelle.

1556 : expulsion des Juifs d'Udine (Italie).

1576 : peste en Italie du Nord (Milan) ; en Savoie (Chambéry).

1628 : peste à Lyon. Accusations contre les protestants.

1630 : peste à Milan. Les personnels de police et de santé sont mis en cause.

1665 : peste à Londres.

1720 : peste à Marseille.

1817 : apparition du choléra en Asie.

1823 : le choléra arrive en Europe.

1832 : irruption du choléra en France.

1837 : terrible épidémie cholérique en Sicile.

1839 : peste de Constantinople. Régression sérieuse de l'épidémie.

1844 : peste en Égypte. Disparition de la maladie et fin de la deuxième pandémie.

1883 : Robert Koch découvre le germe responsable du choléra, le *vibrio cholerae*.

1894-1945 : Alexandre Yersin découvre le germe responsable de la peste. Troisième pandémie pesteuse débutant à Hong-Kong.

1952 : premier cas de sida aux États-Unis.

1959 : premier cas de sida en Europe.

VERS 1960 : disparition du choléra sous sa forme « classique ». Depuis cette date, la maladie a pris une forme bactériologique et sévit surtout en Asie.

1976 : première épidémie du virus Ebola au Soudan et au Zaïre.

1977-1978 : apparition de la pandémie du sida.

1995 : nouvelle épidémie du virus Ebola.

NOTE

2. Une historienne contemporaine, Giulia Calvi, a émis l'hypothèse que des hommes de peine aient pu échapper à la contagion du fait de l'imprégnation d'huile sur leurs vêtements qui les aurait préservés de l'inoculation due aux piqûres de puce. Cf. *Storie di un anno di peste*, Milan, Mondadori, 1984.

pables, dénoncés par la foule et suppliciés sur ordre des autorités, appartenaient à cette main-d'œuvre éphémère chargée de soigner les malades, d'enterrer les morts, de brûler leurs effets, puis, une fois la maladie disparue, occupée à éventer, « *parfumer* » et « *essayer* » (c'est-à-dire habiter provisoirement) les maisons contaminées.

On avait parfois trouvé des « preuves », recueilli des onguents jaunâtres, des pâtes puantes, composées, disait-on, de graisse de morts, réduites en poudre ou roulées en boules visqueuses, jetées dans les puits, saupoudrées sur les étals des marchés, mêlées à l'eau des bénitiers, frottées sur les murs des maisons, sous les bancs des églises, ou plus souvent sur les poignées, anneaux, loquets et verrous des portes.

Les supposés semeurs ou « *bouteurs* » de peste étaient appelés « *engraisseurs* » à Lyon, « *ointeurs* » (*untori*) à Milan. Leurs aveux ne manquaient pas non plus ; ils relançaient les dénonciations et dévoilaient d'odieuses pactes conclus pour s'enrichir des dépouilles des pestiférés. Certains médecins même confirmaient les soupçons en distinguant parmi les formes de contagion des *pestes manufactae*, ou « *épidémies apportées par artifice et non par intempérie de l'air* ». Le médecin protestant lyonnais Jean-Antoine Sarazin, témoin de la peste de Genève en 1571, la classait dans cette catégorie. L'avocat protestant Lambert Daneau, écrivant à Gien en 1574, y reconnaissait une forme de diabolisme particulièrement fréquente en Savoie. Un chirurgien de Saint-Lô avouait en 1627 avoir appris à Venise le secret de maîtriser la « *peste d'envoi* », c'est-à-dire de réussir à la répandre à sa guise, « *de se jouer de la peste comme d'une pelote* », l'envoyant où bon lui semblait.

LES PARFUMEURS SAVOYARDS ONT LE TORT D'ÊTRE CATHOLIQUES

Il faut noter toutefois que ces soupçons ne se retrouvent pas toujours et partout ; on les rencontre presque uniquement dans les villes du pourtour alpin, le pays de Genève, le Lyonnais, les duchés de Savoie et de Piémont, les plaines de Lombardie et de Vénétie. Comment expliquer cette localisation ? Sans doute par le fait que certains habitants des villages montagnards étaient experts en « *parfums* » : comme d'autres, venus des hautes vallées, apprenaient les métiers de ramonneur, maçon, colporteur, instituteur ou moniteur de marmottes, des migrants saisonniers de Maurienne, de Tarentaise et d'ailleurs cherchaient particulièrement à

être embauchés dans les villes des plaines frappées par la contagion.

Ils disposaient pour exercer le métier de « *cureur* » de plusieurs ressources naturelles de leurs montagnes : des lames de talc dites pierres à lard ou craie de Briançon, de la résine de mélèze appelé manne de Briançon (que l'on brûlait dans les maisons contaminées, avec d'autres produits comme le soufre, l'encens ou la poudre à canon), du bois de mélèze réputé imputrescible et antiseptique, de certains champignons (agaric) à vertus médicinales et enfin de la térébenthine dite larme de sapin ; les bergers du Briançonnais recueillaient ces sèves au printemps et à l'automne dans des cornes de vache évidées. Ils disposaient ainsi d'un savoir précieux et dangereux qui les faisait fréquenter les grandes villes en temps de peste, leur permettait de s'y enrichir et de surcroît semblait les rendre indifférents à l'emprise de la maladie².

A Genève, les parfumeurs savoyards avaient le tort d'être catholiques ; ils étaient donc soupçonnés plus vivement encore de méditer la perte de la ville. A Lyon, ils étaient réputés protestants et semblablement conjurés pour faire tomber la cité sans défense entre les mains de ses ennemis. Dans ces pays de frontière confessionnelle, la crainte d'un assaut mené par surprise par les proches adversaires religieux n'était pas une vaine hanse. Au cours d'un moment de contagion, elle offrait une identification évidente des ennemis de l'intérieur. Chaque fois, ceux-ci représentaient une menace particulièrement angoissante puisque silencieuse et invisible, dissimulée dans la troupe anonyme des journaliers et paysans. De 1530 à 1615, au cours de six épidémies différentes, les magistrats de Genève poursuivirent environ deux cents bouteurs de peste et en firent périr quatre-vingt-quatre. Calvin lui-même, présent lors de l'épidémie de 1545, avait cru à la réalité d'une conjuration contre la ville. Après la peste de Chambéry en 1576, le duc de Savoie Philibert-Emmanuel croyait lui aussi à une propagation maligne : il accusait les Turcs d'avoir fait passer à Venise des marchandises infectées.

Lors de l'immense vague de 1628-1631, Lyon et Milan furent le théâtre de tragédies très comparables, survenues l'une et l'autre au début de la contagion, alors que l'angoisse commençait de s'emparer de chacun et avant que le paroxysme de mortalité n'accapare l'attention des autorités. A Lyon, l'alarme avait commencé à la fin de l'été 1628. Tandis que l'on recensait les premiers cas, le bruit courait que le duc de Rohan avec son armée protestante de Languedoc allait tenter de surprendre la ville.

Les familles de bourgeois protestants devenaient suspectes de vouloir trahir leurs concitoyens. La découverte de graisses étranges dans des églises ou sur des anneaux de portes leur fit attribuer le dessein de distribuer la mort autour d'elles. « *Cela anima tellement le peuple contre ceux de la religion prétendue réformée [RPR] qu'ils estimaient auteurs de ces engraissements pour se rendre maîtres de la ville [...] que tous ceux de la RPR que le peuple rencontraient par la ville étaient tués ; et pour un seul jour, ils en tuèrent plus de dix [...]* »³.

Les autorités municipales, pour arrêter l'émeute, choisirent de faire désarmer les

qui donnait des potions aux malades. « *Un coupeur de bourses ayant été pris sur le fait en la place Saint-Nizier fut assommé par le peuple comme engraisseur, criant et protestant parmi les coups qu'il était à la vérité coupeur de bourses et larron mais non pas engraisseur* »⁴.

L'affaire des *untori* de Milan a quant à elle connu une fortune littéraire exceptionnelle, du fait de son insertion dans la trame romanesque des *Fiancés*, la grande affabulation romantique publiée par Alessandro Manzoni en 1827. Les premiers cas de peste étaient apparus dans la ville en octobre 1629. Il semble que l'épidémie cir-

culant dans le détail des interrogatoires, y suivre le train des rumeurs et des opinions qui circulaient dans les boutiques et les places de la ville, et jusque dans le lazaret où étaient parqués les survivants : plusieurs complots, trois au moins, étaient, disait-on, à l'œuvre. Les Français tentaient, en répandant la mort, d'affaiblir la résistance du Milanais ; on avait effectivement vu, aux environs, des déserteurs de leur armée, et l'on savait que leur chef, Richelieu, était bien capable de manigancer de tels crimes. La garnison espagnole était aussi incriminée ; on l'accusait d'être responsable de la cherté ; nombre des engraisseurs arrêtés étaient des soldats espagnols ou des boutiquiers de la zone de franchise sise autour de la citadelle. Enfin, le diable lui-même s'en serait mêlé et aurait pris à cet effet en location une maison bourgeoise au cœur de la ville...

QUI A INTRODUIT LE CHOLÉRA À SYRACUSE ?

La chronique des paniques des temps de contagion ne prend pas fin avec la disparition de la peste des espaces européens. L'éruption du choléra⁵, à partir de 1832, présenta des épisodes très semblables. Le plus dramatique survint en 1837 en Sicile, au moment de l'arrivée de la contagion cholérique dans l'île. Les premiers cas furent déclarés à Palerme et à Messine et affolèrent aussitôt les populations. L'organisation d'hôpitaux se faisait trop lentement, les marchés ne fonctionnaient plus et les prix des denrées quotidiennes montaient en flèche. L'opinion tant du peuple que des notables était portée à accuser l'impéritie ou la lâcheté des autorités napolitaines. Le patriotisme insulaire s'était en effet développé pendant les guerres napoléoniennes, encouragé par les responsables militaires anglais. Un courant libéral s'était enraciné dans une partie de l'aristocratie et avait nourri les ressentiments et les conspirations contre l'autorité du roi de Naples, attisant les mécontentements, faisant circuler des manifestes et hisser des drapeaux jaunes aux couleurs de l'indépendance sicilienne. Ce climat politique rassembla en juillet des foules grondantes qui acclamaient les saints patrons, symboles des autonomies communales, sainte Rosalie à Palerme, la madone de la Lettre à Messine, sainte Lucie à Syracuse.

Dans cette dernière ville, à son tour gagnée par le choléra, la rumeur d'une propagation volontaire circula dès le 15 juillet et provoqua la recherche de coupables. Le sort tomba sur un étrange



Ci-dessus : Charles Borromée visitant les pestiférés, tableau de Cerano (1577-1633). Épisode d'une des plus vastes vagues épidémiques des siècles modernes, celle de 1576 : l'archevêque de Milan, monté sur une mule, vient consoler les malades rassemblés dans des baraquements à l'écart de la ville (cathédrale de Milan ; cl. Scala).

notables protestants qui se calfeutrèrent chez eux. On fit monter des gardes aux grands earrefours et on organisa le procès d'un ouvrier épinglier huguenot accusé d'avoir graissé des portes. Il fut pendu, avec au cou un écriteau le donnant comme « engraisseur de portes et infecteur public ». La traque populaire des semeurs de peste continua en octobre, provoquant une quinzaine de lynchages. Les victimes étaient le plus souvent des cureurs accusés de piller les maisons infectées, un malheureux surpris avec des traces de chandelle sur son costume ou encore un apothicaire

culant en France depuis 1626 avait été transportée au-delà des Alpes par les régiments français envoyés en Italie dans le cadre de la guerre menée pour le duché de Montferrat. Ce fut au cours du printemps 1630, alors que la maladie prenait son essor à Milan, que se répandirent les premières rumeurs d'empoisonnement. Une enquête fit découvrir de prétendus engraisseurs parmi le personnel de la police de la santé, notamment un officier de quartier et un barbier chirurgien. Arrêtés le 22 juin, ils furent suppliciés le 2 août et leurs maisons rasées : une colonne d'infamie érigée à cet emplacement près de la porta Ticinese resta debout jusqu'au cours du XVIII^e siècle. Les procès de comparses n'étaient pas achevés au début de 1631 ; ils furent alors abandonnés du fait du défaut de preuves et du ralentissement de l'épidémie.

Les pièces du premier jugement ont été publiées, dans la foulée du succès du roman de Manzoni, dès 1839. On peut,

NOTES

3. Jean Grillot, *Lyon affligé de contagion...*, Lyon, 1629.

4. *Relation de la contagion de Lyon*, gazette anonyme, Lyon, 1630.

5. Très grave maladie épidémique origininaire d'Asie, le choléra se caractérise par des selles fréquentes, des vomissements, des crampes, un grand abattement. Le virus se transmet par voie orale, par ingestion d'eau ou d'aliments contaminés.

voyageur, un montreur de « *cosmorama* », c'est-à-dire d'images de foire présentant des vues pittoresques du monde. Il était français, s'appelait Joseph Schwentser, venait de Toulon, partait pour une tournée au Moyen-Orient et ne s'était arrêté à Syracuse qu'en raison de l'épidémie qui faisait alors rage à Malte. On prétendit que de sa maison partaient des boules empoisonnées. Pour le tirer des mains de la foule, le maire le fit emprisonner avec sa famille le 18 juillet. Dans les jours suivants, les attroupements de pêcheurs, d'artisans, de voituriers, de journaliers persistaient ; ils débusquaient de supposés coupables, presque tous des employés du gouvernement bourbonien, arrêtés, attachés à des piliers du portail de la cathédrale et mis à mort aux cris de « *Viva santa Lucia !* »

« LE CHOLÉRA N'ÉTAIT PAS ASIATIQUE MAIS BOURBONNIEN »

Les 20 et 21 juillet, Schwentser fut interrogé par une commission extraordinaire de notables syracusains. Il crut opportun d'avouer tout à tort et à travers, de se dire espion du préfet maritime de Toulon et de mentionner un complot d'empoisonneurs qu'il aurait voulu déjouer. La commission, siégeant sous la surveillance de la foule insurgée, examina des bocaux de produits utilisés par le forain pour ses expériences de chimie amusante ; une boulette fit mourir un chien et la commission prononça qu'il s'agissait de nitrate d'arsenic.

Le vieil avocat libéral qui présidait la séance, Mario Adorno, publia aussitôt un manifeste qui commençait ainsi : « *Les Syracusains à leurs frères siciliens. Nous nous hâtons de vous dire que le terrible choléra asiatique qui a fait tant de ravages à Naples et Palerme a déjà trouvé sa tombe dans la patrie de l'immortel Archimède. A peine déclarée chez nous, cette maladie supposée a été reconnue n'être que le résultat de poudres et liquides vénéneux mêlés aux aliments et à l'eau [...]. Cette découverte sera profitable à nos chers frères siciliens et à l'humanité en général.* » La maladie n'avait plus d'existence, ses effets se confondaient avec les conséquences du prétendu mauvais gouvernement napolitain : la découverte et la suppression de ces agissements criminels devaient apporter la santé en même temps que la liberté. La révolte contre l'épidémie se transfigurait en révolte contre l'oppression.

Immédiatement imprimée, diffusée partout, réimprimée à Catane le 24 juillet, cette extraordinaire déclaration déclencha des traques aux empoisonneurs et des

massacres dans des dizaines de bourgades et de villes. A Catane, une commission insurrectionnelle, maîtresse de la cité, proclamait dans un raccourci théâtral que « *le choléra n'était pas asiatique mais bourbonien* ». A Syracuse, le 6 août, Schwentser et une quinzaine d'autres accusés enlevés des prisons par la foule étaient traînés devant la cathédrale et affreusement mis à mort. Le lendemain, des troupes envoyées de Naples débarquaient à Messine et parvenaient à Syracuse le 10. Des commissions militaires furent chargées de la répression. Mario Adorno fut fusillé le 18 août sur la place de la cathédrale. Dans les décennies suivantes, alors que s'accomplissait l'unité italienne, des polémiques opposèrent quelque temps les familles des différents protagonistes, puis cet épisode sanglant et peu glorieux bascula dans l'oubli.

Le détournement de l'angoisse collective contre un ennemi commun traverse donc les temps. La bonne foi des acteurs de ces jours de furie n'est pas en cause. Leurs passions les aveuglent ; ils se convainquent aisément d'un complot d'instances à la fois proches et lointaines, faciles à incriminer comme les machinations du duc de Savoie contre Genève, les prises d'armes des protestants de la vallée du Rhône ou le mauvais gouvernement du roi de Naples. A notre époque, les victimes du virus Ébola⁶, qui a sévi au Congo en mai 1995, se sont grisées du fantasme d'une action secrète des États-Unis et ont été prêtes à soupçonner et dénoncer les infirmiers ou médecins qui les entouraient et tentaient de les secourir. L'épidémie mondiale de sida a donné lieu ici ou là aux mêmes types d'affabulation.

Ajoutons, pour conclure, que les convictions fantasmées ont parfois quelque commencement de vérité. L'hypothèse d'une intention mauvaise, d'une volonté ponctuelle de propagation d'une maladie n'est pas toujours à exclure. Dans les annales des épidémies de variole, on rencontre des cas aberrants de mères désespérées qui cherchaient à contaminer d'autres enfants. Certains faits divers liés à l'épidémie de sida nous enseignent que la menace d'une seringue est devenue un lieu commun criminel. Alors, faut-il ne voir que des fantasmes dans ces motivations attribuées aux engraisseurs lyonnais en 1628 : « *Leur dessein était de faire quitter les maisons pour plus facilement exercer leurs voleries* » ? Ce comportement n'aurait pas été très différent de celui des troupes de pillards qui surgissent après toutes les grandes catastrophes.

Il ne s'agissait pas, bien sûr, d'une grande conspiration pour exterminer la cité. Encore moins de manœuvres susceptibles de créer l'épidémie de toutes pièces.

Les pratiques que redoutaient les magistrats lyonnais pouvaient relever des simples maladresses ou imprudences qui auraient pu échapper aux personnels chargés de traiter les pestiférés. Mais ces magistrats allaient plus loin ; ils imaginaient des malveillances conscientes et des gestes criminels délibérés dans le but de faire désertir des maisons et des quartiers. La possibilité de mal faire, la tentation du profit qui pouvaient exister chez les uns rencontraient les craintes bien réelles des autres. Ainsi prenait forme une nébuleuse de passions, ainsi se préparaient la panique et la persécution. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

- J.-N. Biraben, *Les Hommes et la peste en France et dans les pays européens et méditerranéens*, Paris, EHESS, 1975.
- F. Delaporte, *Le Savoir et la maladie. Essai sur le choléra de 1832 à Paris*, Paris, PUF, 1990.
- M. Foisil (s.d.), « Les semeurs de peste », *La Vie, la mort, le temps. Mélanges offerts à Pierre Chaunu*, Paris, PUF, 1993, pp. 85-94.
- F. Guardione, *Il domino dei Borboni in Sicilia dal 1830 al 1861*, Palerme, 1901, 2 vol.
- M. Lucenet, *Lyon malade de la peste*, Lyon, Palaiseau, 1973.
- E. W. Monter, « Witchcraft in Geneva », *Journal of Modern History*, 1971.
- P. Preto, *Peste e società a Venezia*, Venise, 1978.
- É. Wickersheimer, *Les Accusations d'empoisonnement portées pendant la première moitié du XIV^e siècle contre les lépreux et les Juifs*, Anvers, 1927.
- « Épidémies et populations », *Annales de démographie historique*, 1977.
- *Processo originale degli Untori nella peste del 1630*, Milan, 1839, rééd. 1988.

YVES-MARIE BERCÉ A NOTAMMENT PUBLIÉ

- *Fête et révolte*, Paris, Hachette, 1976, rééd. « Pluriel », 1994.
- *Révolte et révolution dans l'Europe moderne*, Paris, PUF, 1980.
- *Le Roi caché*, Paris, Fayard, 1990.
- *La Naissance dramatique de l'absolutisme, 1598-1661*, Paris, Le Seuil, 1992.
- « Richelieu, portrait d'un ambitieux », *L'Histoire* n° 167, pp. 32-38.
- « Paysans en révolte », *L'Histoire* n° 196, pp. 36-39.

ON POURRA LIRE AUSSI DANS « L'HISTOIRE »

- « Les maladies ont une histoire », n° 74 (spécial).
- J.-N. Biraben, « La peste noire en terre d'Islam », n° 11, pp. 30-40.
- P. Bourdelais (entretien), « Quand le choléra frappait l'Europe », n° 145, pp. 64-66.
- M. Grmek (entretien), « Sida : histoire d'une épidémie », n° 150, pp. 50-55.
- J. Héritier, « La peste des chiffonniers », n° 51, pp. 97-99.

NOTE

6. Le virus Ébola, dont on ignore encore le mode de transmission, se caractérise par de violents maux de tête, de la fièvre, des douleurs auxquelles succèdent des diarrhées conduisant à une complète déshydratation. Deux épidémies se sont développées en 1976 et en 1995 au Soudan et au Zaïre. Le 23 mai 1995, sur cent trente-six cas recensés, on dénombrait cent un décès.

Chroniques de l'histoire

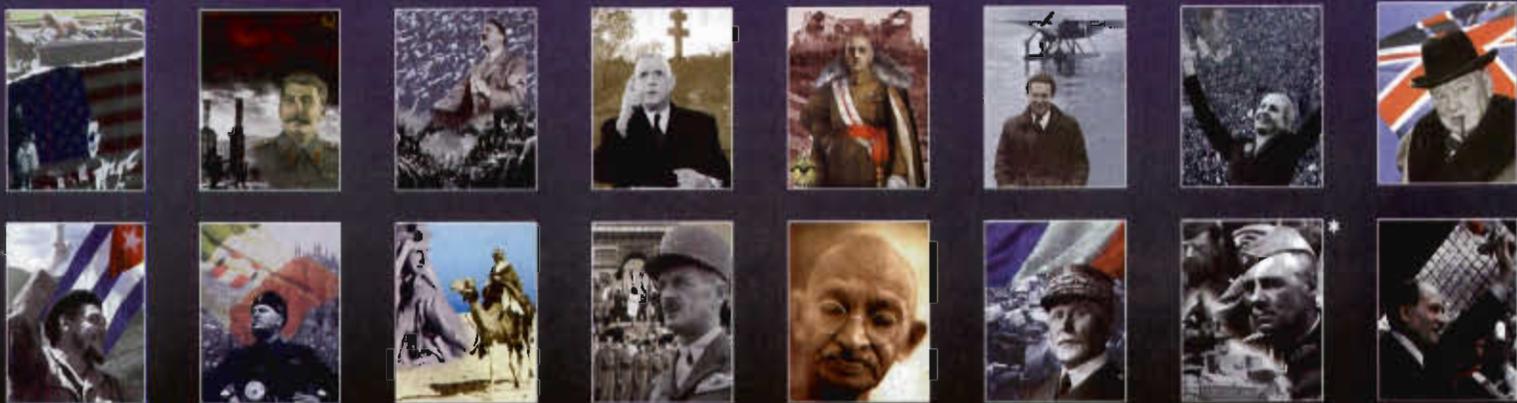
Les personnages qui ont marqué notre siècle



99^F

«Mieux comprendre l'Histoire au travers de ceux qui l'ont faite, nous aidera sans doute à ne plus commettre les mêmes erreurs, à forcer, à préserver la paix sur terre.»

Chronique
24



* mars 98

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Nbre d'exemplaire(s) x 99 F* - TOTAL : F

Règlement à joindre à ma commande (*frais de part et d'emballage compris)

Je choisis de régler par : chèque (à l'ordre de Jacques Legrand SA) carte bancaire

N° de carte bancaire : _____

Date expir. CB : _____

Date et signature : _____

- | | |
|------------------------------------|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Kennedy | <input type="checkbox"/> Che Guevara |
| <input type="checkbox"/> Staline | <input type="checkbox"/> Mussolini |
| <input type="checkbox"/> Hitler | <input type="checkbox"/> L. d'Arabie |
| <input type="checkbox"/> De Gaulle | <input type="checkbox"/> Leclerc |
| <input type="checkbox"/> Franco | <input type="checkbox"/> Gandhi |
| <input type="checkbox"/> Mermoz | <input type="checkbox"/> Pétain |
| <input type="checkbox"/> Evita | <input type="checkbox"/> Rommel* |
| <input type="checkbox"/> Churchill | <input type="checkbox"/> Mitterrand* |

HIST 6

Jacques Legrand SA - Editions Chronique - Aéroport de Périgueux - BP1 - 24330 Bassillac - Tél : 05 53 54 96 60 - Fax : 05 53 54 96 64

Yann Le Bohec • Professeur d'histoire romaine
à l'université de Lyon-III

Vercingétorix, l'homme qui voulait être roi

Vercingétorix : un de nos « grands hommes » ?

Le premier à avoir eu le souci d'unifier le territoire national ? La réalité est sans doute moins belle que cette légende encore largement répandue.

Par un curieux paradoxe, les cérémonies qui ont commémoré en 1996 le baptême de Clovis ont suscité un regain d'intérêt pour Vercingétorix. Des esprits critiques ont en effet voulu rappeler que le héros païen avait précédé le héros chrétien, dans l'espoir de faire attribuer au premier, de préférence au second, la paternité de la nation France. Une telle allégation est à reconsidérer à la lumière de travaux récents. Car Vercingétorix est finalement peu et mal connu et, dès que nous ouvrons le dossier qui lui a été consacré, force est de faire deux constatations : nous n'y trouvons que de rares publications ; le personnage a profondément divisé les historiens.

Ces incertitudes s'expliquent. En effet, nous manquons, d'abord et surtout, de documents à la fois anciens et crédibles : notre principale source d'informations se trouve dans *La Guerre des Gaules* de César, l'ennemi de Vercingétorix, qui s'étendit plus sur ses propres exploits que sur ceux de son adversaire. Les modernes ne sont pas plus objectifs. Vercingétorix est présenté comme un aspirant à la royauté dans l'œuvre de Camille Jullian, publiée en 1901 (« Il [Vercingétorix] a dû songer à une royauté des Gaules comme à une gloire possible », écrit sans doute son meilleur biographe), mais comme un héros républicain dans un livre tout récent d'André

Simon (cf. *Pour en savoir plus*, p. 89). Et, alors que ces deux auteurs, avec beaucoup d'autres, ont loué son patriotisme ainsi que son intelligence politique et militaire, Jacques Harmand ne voit en lui qu'un traître et un mauvais stratège : « Lorsque l'on confronte les capacités intellectuelles éminentes aux stupidités, stratégiques et tactiques, du personnage, l'hypothèse du sot s'évanouit comme celle du héros. Il ne reste plus d'autre explication que celle d'une créature de César. » Ces divergences tiennent à des passions plus ou moins vives : le nationalisme chez le premier, un sentiment antichrétien chez le deuxième, des sympathies proromaines chez le dernier.

On peut néanmoins essayer de reconsidérer la question. Pour cela, il conviendrait d'une part d'extraire le personnage du cadre qui lui a été imposé au XIX^e et au XX^e siècle, pour le replacer dans son temps, celui de l'Antiquité celtique ; cette tâche est aujourd'hui facilitée par plusieurs publications très récentes, fondées surtout sur l'archéologie. Il suffirait d'autre part de relire les textes anciens en les soumettant à une critique raisonnable. Ainsi de César : certes, il fut l'ennemi de Vercingétorix ; certes, il tenait aussi à le grandir pour grandir sa propre victoire ; mais, pour le reste, il ne manifestait que de l'indifférence. En outre, il ne faut pas oublier que certains

auteurs de l'Antiquité ont su garder leurs distances par rapport au conquérant de la Gaule, en particulier Tite-Live et Dion Cassius qui ont chacun rédigé une *Histoire romaine*, respectivement au début du I^{er} et au III^e siècle.

A partir de ces sources et de leur critique, on peut retracer au plus près l'itinéraire de Vercingétorix. Celui-ci est né à Gergovie, capitale des Arvernes*, un peuple celte dont le territoire correspondait à l'Auvergne actuelle (cf. encadré « *Les Gaulois et Rome* », p. 87). Quant à sa date de naissance, on peut la situer entre 82 et 72 av. J.-C. : le mot latin qui est utilisé pour le définir en 52 av. J.-C., « *adulescens* », correspond à la tranche d'âge des vingt-trente ans. Son père, Celtillus, dont César dit qu'il

REPÈRES

L'auteur : professeur d'histoire romaine à l'université de Lyon-III, Yann Le Bohec consacre actuellement ses recherches au personnage de Vercingétorix, à partir des sources traditionnelles, mais aussi des découvertes archéologiques récentes, s'efforçant de dégager la part de vérité historique dans le mythe qui s'est forgé au XIX^e-XX^e siècle autour du chef gaulois.

Mot clé : **Vercingétorix**, défenseur en 52 av. J.-C., face aux armées de César, de Gergovie puis — avec moins de succès — d'Alésia, a, à partir du XIX^e siècle, été élevé au rang de premier des héros français. Le chef arverne incarne aujourd'hui encore le mythe de la résistance nationale contre l'occupation étrangère.

Ce qu'il faut retenir : la postérité s'est emparée de Vercingétorix pour en faire un « lieu de mémoire », allant jusqu'à lui attribuer la paternité de la nation France. Pourtant, le vainqueur de Gergovie était avant tout un chef de guerre. Son souci premier était de devenir roi des Arvernes, et, pourquoi pas ?, d'autres peuples de la Gaule. La passion pour la gloire et l'amour du combat le guidaient bien plus sûrement que les intérêts de la Gaule.

NOTE

* Cf. encadré « Les peuples de la Gaule », p. 86.

*François Ehrmann,
Vercingétorix appelle les Gaulois
à la défense d'Alésia, xve siècle,
(Clermont-Ferrand,
musée Bergoin ; cl. H. Josse).*



Les peuples de la Gaule

ARVERNES : peuple de la Gaule établi en Auvergne, influent sur ses voisins, notamment les **CADURQUES**, dans le Quercy, ou les **GABALES**, dans le Gévaudan, et dont la capitale était Gergovie. Avec leur chef Vercingétorix, ils prirent la tête du soulèvement contre César en 52 av. J.-C.

BELGES : ensemble de peuples d'origine celte et germanique, parmi lesquels on compte les **BELLOVAQUES** (installés autour de *Bratuspantium*, l'actuelle Beauvais), les **TRÉVIRIS** (établis dans la vallée inférieure de la Moselle), les **RÈMES** (dont la capitale était *Durocortorum*, future Reims, qui furent des alliés fidèles de Rome). Les Belges furent vaincus par César entre 57 et 54 av. J.-C.

CARNUTES : peuple de la Gaule installé entre la Loire et la Seine autour d'*Autricum* (Chartres) et de *Genabum* (Orléans). Ce sont eux qui donnèrent le signal de la révolte contre César. Les druides tenaient leurs assises annuelles dans leur territoire.

CELTES : nom d'un groupe de peuples indo-européens qui s'installèrent en Gaule entre le VIII^e et V^e siècle av. J.-C. On compte parmi eux, outre les Arvernes et les Éduens, les **LINGONS** (établis à Langres), les **RUTÈNES** (installés en Aveyron), les **ALLOBROGES** (vivant dans le Dauphiné) ou encore les **HELVIENS** (établis en Ardèche) et les **SÉQUANES** (en Franche-Comté).

ÉDUENS : le plus puissant des peuples de la Gaule avec les Arvernes, très proche des **SÉGUSIAVES** (qui occupent le Lyonnais). Établis sur la plus grande partie de la Bourgogne et du Nivernais, ils ont pour capitale Bibracte (sur le mont Beuvray). Alliés des Romains, ils rallièrent pourtant Vercingétorix lors de l'insurrection gauloise de 52 av. J.-C.

GERMAINS : peuples d'origine indo-européenne installés en Baltique et qui émigrèrent vers l'Europe centrale à partir du III^e siècle av. J.-C.

HELVÈTES : peuple celtique occupant la majeure partie de l'actuelle Suisse occidentale. Ils voulurent émigrer vers la Gaule au I^{er} siècle av. J.-C., mais, vaincus par César (58 av. J.-C.), se virent contraints de retourner dans leur pays d'origine.

VÉNÈTES : peuple établi principalement en Adriatique et en Armorique. Les Vénètes d'Armorique (les **ARMORICAINS**), peuple maritime ayant pour capitale *Darioritum* (Vannes), furent soumis par César en 56 av. J.-C.

avait exercé le pouvoir sur toute la Gaule — ce qui est manifestement exagéré —, fut mis à mort par les plus riches et les plus puissants de ses compatriotes, qui le soupçonnaient de vouloir devenir roi. Cette accusation, on le verra, n'est pas sans fondement, et dans le nom même de Vercingétorix, qui a été évidemment choisi par son père, se trouve la racine « -rix », « roi ».

De fait, des antagonismes politiques violents secouaient alors la plupart des États qui occupaient le centre du pays. Partout l'aristocratie s'imposait au détriment de la monarchie (on ne possède en revanche aucun document laissant soupçonner un quelconque mouvement démocratique). Les Gaulois étaient divisés politiquement et géographiquement (cf. *encadré « Les Gaulois et Rome », p. 87*). Les peuples de la province romaine, conquise entre 125 et 118 av. J.-C., étaient soumis au régime de la cité méditerranéenne et appréciaient finalement la romanisation (ils n'ont pas bougé lors de l'insurrection de 52 av. J.-C.). Leurs frères indépendants se partageaient en trois groupes : les Belges (au nord), les Aquitains (au sud-ouest) et les Celtes (entre Loire et Seine). Les premiers étaient gouvernés par des rois ; les autres s'étaient dotés d'institutions aristocratiques, et étaient dirigés par des sénats, à l'instar de Rome. Mais chaque peuple se partageait en amis et ennemis de Rome, admirateurs et adversaires du régime aristocratique. Des facteurs économiques devaient aussi jouer : dans les trente ans qui précédèrent la guerre, les Éduens*, les Lingons* et les Séquanes* adoptèrent un étalon monétaire calqué sur le modèle romain (on a pu, à ce propos, parler de « zone du denier »¹).

VERCINGÉTORIX FÉDÈRE LES GAULOIS HOSTILES À ROME

Au début de la guerre des Gaules, qui commença en 58 av. J.-C. par une intervention de César contre les Helvètes*, dans la Suisse actuelle, le jeune Vercingétorix entra dans l'entourage du général romain. Il pouvait s'y trouver comme otage ou, peut-être tout simplement, comme compagnon, à l'instar de beaucoup de ses compatriotes appartenant à la noblesse — en effet, tandis que les aristocrates gaulois ennemis de Rome se trouvaient contraints de lui livrer des otages, ses amis étaient nombreux à envoyer leurs enfants s'instruire auprès des Romains. Ce passage par un état-major aussi brillant lui fit connaître des méthodes de guerre assurément révolutionnaires à ses yeux. Car, sans mettre en doute le courage

des Gaulois, reconnu par toutes les sources, il faut bien admettre que l'armée romaine avait atteint un degré de perfection inégalé dans l'Antiquité.

Pour des raisons qui nous échappent, Vercingétorix finit par changer de camp. En 52 av. J.-C., les Carnutes*, dont le chef-lieu était *Genabum*, l'actuel Orléans, massacrèrent tous les Romains qui s'y trouvaient. La nouvelle courut comme une traînée de poudre et atteignit Vercingétorix à Gergovie. Le jeune homme se rallia immédiatement au mouvement, mais se heurta à l'opposition de quelques-uns de ses compatriotes parmi les plus proches, et dut fuir. Il réussit néanmoins à lever des troupes dans les campagnes environnantes, et reprit la ville. Il remporta alors un véritable succès politique, en organisant une première confédération de peuples gaulois hostiles à Rome, refusant d'obéir à ses magistrats, de payer le tribut et de se soumettre à un droit qui n'était pas le leur.

La révolte s'étendit en un premier temps aux régions qui correspondent au Sénonais, à l'Île-de-France, à la Touraine, à l'Anjou, au Quercy, à la Normandie, à la Bretagne et, bien sûr, à notre Auvergne. L'ampleur du mouvement inquiéta César qui se trouvait alors en Italie du Nord et jugea indispensable de venir sur place écraser l'insurrection. L'année 52 av. J.-C. allait ainsi voir la confrontation des deux chefs de guerre.

Il est possible de tracer un portrait de Vercingétorix à ce moment de sa vie, et même un portrait physique. Grand et fort, il possédait une haute stature qui imposait le respect. Quant à ses traits, ils sont connus grâce à des monnaies qui portent son nom, et un buste. Des historiens se sont cependant demandé si le graveur avait reçu l'ordre de représenter le chef arverne, ce qui est au demeurant le plus probable, ou le dieu qui le protégeait. En outre, conformément aux traditions des Celtes*, l'artiste a sans doute travaillé dans un esprit plus symboliste que réaliste, avec un sens certain de l'abstraction. Cependant, on peut reconnaître sur ces pièces, sous une chevelure mi-longue, le visage « paisible et régulier » d'un « *adulescens* », comme le décrit Jean-Baptiste Colbert de Beaulieu, le grand spécialiste de la numismatique gauloise (cf. *Pour en savoir plus, p. 89*).

Au moral, Vercingétorix manifestait, à l'égard de ses subordonnés, une sévérité que César qualifiait de cruauté. Il alliait une éloquence propre à séduire ses compatriotes à l'intelligence indispensable pour mener à bien ses projets. Il savait retourner une assemblée par le verbe ou par la ruse.

NOTE

1. Cf. Jean Andrieu, « Rome et elle inventa le euro ? », *L'Histoire*, n° 216, pp. 11-12.

Certains traits de son caractère résultaient de son origine sociale. Issu de la plus haute aristocratie, il en partageait la richesse et le pouvoir. Il possédait sans aucun doute de très grands domaines et beaucoup d'esclaves. Son appartenance à cette élite lui imposait de manifester des qualités de guerrier, notamment le courage. Elle lui donnait aussi autorité sur de nombreux clients, des hommes libres et pauvres qui dépendaient de lui pour tout, en particulier leur subsistance, et qui, en retour, étaient ses obligés. Grâce à ce soutien massif, il lui revenait d'exercer le pouvoir politique avec ses pairs, ou de le confisquer s'il réussissait à imposer la monarchie.

UN CHEF QUI S'APPUIE SUR LES HUMBLÉS CONTRE SES ÉGAUX

En ceci Vercingétorix a adopté un modèle bien connu de la fin de l'Antiquité, celui du chef qui s'appuie sur les humbles contre ses égaux. Alexandre le Grand (336-323 av. J.-C.) en est l'exemple type, suivi par le Carthaginois Hannibal et les Romains Scipion l'Africain et Scipion Émilien, ou... César lui-même. C'est ainsi qu'après avoir été chassé de Gergovie, au début de la révolte de 52 av. J.-C., Vercingétorix parcourut les campagnes, rassembla ses clients, fit appel à des paysans modestes et même à des hommes que César désigne comme « *des gens sans aveu* », c'est-à-dire des pauvres. À l'opposé, il dut lutter contre les nobles et, au premier chef, contre son propre oncle, Gobannitio. Ce dernier avait obtenu que Vercingétorix fût banni de Gergovie : les partisans du régime aristocratique avaient vite compris le danger que celui-ci représentait pour eux. En effet, le chef arverne aspirait à un pouvoir sans partage, assurément de type monarchique, sur son peuple, et peut-être aussi sur tous les Gaulois, même si l'écrivain grec du I^{er} siècle, Plutarque, dans ses *Vies parallèles des hommes illustres*, ne voit en lui qu'un chef de guerre.

L'ambition de Vercingétorix ne suffit cependant pas à tout expliquer. Certaines caractéristiques propres aux Celtes permettent de mieux comprendre son attitude. César lui-même le note à plusieurs reprises : de nombreux Gaulois luttèrent pour la liberté (*libertas*), contre la domination de Rome (*imperium*). On admet en général, non sans de bonnes raisons, que les druides² appuyaient toutes les formes de lutte en faveur de l'indépendance, même si le clergé celte ne semble pas avoir été unanime dans cette opposition. C'est

dans ce climat que le combat du chef arverne prend sens.

Il avait, pour mener à bien ses projets, été amené à élaborer une organisation militaire aussi efficace que possible. Il fut aidé en cela par la double formation guerrière qu'il avait reçue : celle que lui avait donnée son entourage arverne et celle qu'il avait acquise auprès de César. La suite

ment espérer la victoire ? Assurément, il ne partait pas sans forces. Il avait pour lui une bonne partie des Celtes. Mais tous les peuples de Gaule, notamment ceux de la province romaine, étaient-ils réunis à ses côtés ? Son autorité était-elle reconnue sur l'ensemble du territoire ? Sans doute César lui donne-t-il le titre de roi ; mais il le fait probablement en jouant sur une



A la veille de l'insurrection de 52 av. J.-C., les peuples de la Gaule étaient divisés entre quatre provinces : la province romaine, dite de Transalpine, conquise entre 125 et 118 av. J.-C., et soumise au régime de la cité méditerranéenne, la Belgique, l'Aquitaine et la Gaule celtique, à laquelle appartenaient notamment les Arvernes. Tous ne suivirent pas Vercingétorix lorsqu'il entreprit de se soulever contre la conquête de César. Outre les peuples de la province de Transalpine, les Rèmes, en Champagne, ou encore les Lingons, à Langres, demeurèrent fidèles à Rome.

montra qu'il connaissait l'art de prendre les villes, la poliorcétique. Dès les débuts de la confédération, en 52 av. J.-C., il entreprit de faire fabriquer des armes, et il fixa les contingents que chaque peuple devrait fournir. On vit alors qu'il ne laissait rien au hasard, puisqu'il décida de privilégier la cavalerie et l'archerie : il avait fait le choix d'une tactique qui accordait la première place à la mobilité et à la légèreté.

Mais Vercingétorix avait-il les moyens de ses ambitions ? Pouvait-il raisonnable-

certaine ambiguïté. Vercingétorix voulait assurément devenir roi des Arvernes ; cependant, de plus vastes visées auraient supposé que les Gaulois se soient considérés comme un peuple unique, alors qu'ils se concevaient avant tout comme une mosaïque de tribus. Par tradition, les plus forts opprimaient les plus faibles, en leur imposant ce qui était au mieux une alliance, au pire un véritable impérialisme. L'autorité de Vercingétorix souffrait des divisions et des oppositions

NOTE

2. On connaît mal les druides et, de ce fait, on a beaucoup fantasmé à leur propos. Ils constituaient un clergé, hiérarchisé et spécialisé (devins, bardes, sacrificateurs, etc.). On leur confiait l'éducation des plus jeunes, et ils jouaient un rôle politique que l'on constate sans bien pouvoir l'expliquer autrement que par des hypothèses (ainsi le druide Divicac est chargé d'une ambassade à Rome).

RECHERCHE

quasi permanentes de ses compatriotes.

Ces conflits entre Celtes ont au contraire grandement facilité l'entreprise de conquête menée par César, ceux qui n'étaient pas directement concernés manifestant de l'indifférence au sort de leurs voisins. Les Arvernes n'ont pas bougé pendant que les Armoricains* se faisaient massacrer, et ces derniers ne se sont pas davantage mobilisés quand les gens du Nord passaient à leur tour sous le joug. Quant à Vercingétorix lui-même, de

pine, la partie méridionale de la France actuelle, conquise par les Romains dès 120 av. J.-C. (cf. encadré « *Les Gaulois et Rome* », p. 87). Les Éduens avaient même forgé une légende qui faisait d'eux des frères de sang du peuple romain. Cette recherche d'une alliance avec Rome s'expliquait largement par des conflits locaux anciens : ainsi les Éduens souhaitaient obtenir un appui contre l'hostilité de leurs voisins méridionaux, les Arvernes ; et les Lingons, contre les Séquanes. En outre,

du Maghreb. Ces vastes territoires pouvaient fournir aux armées romaines de l'argent, des vivres et des hommes, pratiquement sans limitation.

Les qualités de tacticien et de stratège du chef arverne, mais aussi ses limites, se révélèrent tout au long de la guerre qu'il mena en 52 av. J.-C., s'efforçant de s'adapter aux circonstances pour changer le cours du destin, toujours avec courage, parfois avec bonheur, mais au total rencontrant plus de déboires que de succès. Contre les légions de César, pouvait-il espérer mieux ? Dans un premier temps, après quelques échecs subis dans des engagements en rase campagne, Vercingétorix décida sagement de renoncer à affronter les légions de face. Pour chasser l'ennemi, il choisit de l'affamer, et proclama la politique de la terre brûlée : il ordonna de rechercher et de tuer les fourrageurs ; il fit détruire tous les troupeaux, saccager tous les champs en culture, incendier tous les greniers et tous les édifices qui se trouvaient dans les régions parcourues par l'adversaire. Il se trompait cependant, et lourdement, s'il croyait venir ainsi à bout des Romains : nous savons maintenant que César avait organisé la logistique de son armée de manière très efficace. Il recourait à des hommes d'affaires, fournisseurs de marchandises diverses, au pillage chez l'ennemi, à l'achat chez les amis, aux réquisitions ; des soldats étaient spécialisés dans la mission d'approvisionnement. Ainsi les légionnaires souffrirent sans doute quelque peu de la faim, mais pas de manière insupportable.



« Vercingétorix prit ses plus belles armes, para son cheval, et franchit ainsi les portes de la ville [Alésia]. Il vint caracolier en cercle autour de César qui était assis puis, sautant à bas de sa monture, il jeta toutes ses armes », raconte Plutarque évoquant la reddition du chef arverne (ci-dessus, tableau de Henri Motte, XIX^e siècle, Le Puy, musée des Beaux-Arts ; cf. H. Josse).

58 à 53 av. J.-C., il n'a rien fait — il lui est peut-être même arrivé d'appuyer les Romains. On peut donc douter de son « patriotisme » gaulois, et penser que la coalition de 52 av. J.-C. n'est qu'une alliance de circonstance : certains peuples celtes avaient fini par comprendre qu'ils étaient condamnés à subir la domination romaine s'ils ne s'unissaient pas contre elle. Ils se conduisirent alors comme s'ils n'avaient qu'un point en commun : leur ennemi.

Toutefois, on distinguait, au sein de chaque peuple, des amis et des adversaires de Rome. Les premiers, qu'ils aient agi ainsi par conviction ou par intérêt, restaient largement majoritaires chez les Éduens (au moins jusqu'en 52 av. J.-C., précisément), les Rèmes* de la Champagne, les Lingons de Langres, et dans toutes les cités de la province de Transal-

les Gaulois étaient aussi divisés, nous l'avons dit, entre défenseurs d'un régime aristocratique, majoritaires dans l'Ouest et le Centre du pays, et partisans de la monarchie, plus nombreux dans le Nord. Nous avons vu comment Vercingétorix a lui-même été en butte à l'hostilité de certains membres de sa propre famille, favorables à un gouvernement par les élites.

Ajoutons à tous ces facteurs de désordre et de déséquilibre le fait que Vercingétorix se trouvait dans une situation très défavorable, parce qu'il affrontait César, l'un des plus extraordinaires chefs de guerre de l'histoire de l'humanité. Ces qualités exceptionnelles sont amplement prouvées par les fouilles effectuées récemment à Alésia, près d'Alise-Sainte-Reine, dans l'actuelle Côte-d'Or : elles ont permis d'établir la parfaite connaissance qu'avait le Romain de la poliœcétique. Par la suite, César s'est montré grand stratège et tacticien. Il a su remporter des victoires éclatantes sur des armées redoutables, servi qui plus est par des troupes aguerries et très efficaces. En outre, les Gaulois coalisés se trouvaient face à un immense empire qui recouvrait l'Italie, la péninsule Ibérique, les Balkans, une partie de l'Anatolie, la Syrie, la Cyrénaïque et un morceau

LES GAULOIS PERDENT LUTÈCE MAIS CONSERVENT GERGOVIE

Sans qu'il l'eût voulu, une guerre de sièges fut imposée à Vercingétorix. César, après avoir détruit Orléans pour venger ses morts, tenta en effet de s'emparer de Bourges (*Avaricum*). Le Gaulois, conscient que la ville était difficile à défendre, avait recommandé de l'évacuer. N'ayant pas été écouté, il y vint avec son armée, dans l'espoir de pouvoir dégager ses alliés ; mais il se contenta de jouer les observateurs, n'osant pas engager une bataille rangée dont l'issue, après les échecs précédents, lui paraissait sans doute trop incertaine. Dans ces conditions, César finit par s'emparer d'Avaricum, et se dirigea vers Gergovie.

Vercingétorix, lancé à ses trousses, le précéda dans la ville dont il sut renforcer les défenses, ce qui lui permit de remporter un premier et brillant succès. L'armée romaine subit des pertes importantes, une

légion fut mise en déroute, et César dut renoncer à prendre la capitale de son adversaire. Il fit alors route vers le nord, en direction de Sens. Un lieutenant de César, Labiénus, eut beau gagner la bataille de Lutèce, le succès de Gergovie l'emporta dans les esprits des Gaulois : il valut à Vercingétorix une grande gloire parmi ses compatriotes. Surtout, le jeune chef se mit à croire qu'il pouvait l'emporter sur les Romains dans une guerre de sièges.

La révolte s'étendit. Les Bellovaques* et même les Éduens joignirent leurs forces à celles des coalisés. Une assemblée se tint au mont Beuvray, à Bibracte, la capitale de ces derniers, que César qualifia de « générale » (« *totius Galliae concilium* »), ce qui est manifestement exagéré : les Lingons, les Rèmes et les Trévires* (de Trèves) ne s'y rendirent point, pas plus que les peuples de la province de Transalpine. Pourtant, Vercingétorix était devenu, par la force des choses, le chef d'une vaste coalition. Nous en connaissons la composition par César, qui énumère un grand nombre de peuples, et donne des chiffres impressionnants, dont il convient de se méfier. Pour ne prendre que quelques exemples, le peuple des Arvernes et ses clients, tout comme celui des Éduens auraient fourni, selon lui, chacun 35 000 hommes ; le contingent armoricain 20 000 soldats. L'armée gauloise aurait atteint, toujours d'après *La Guerre des Gaules*, un total de 254 000 hommes.

Ce moment correspond à l'apogée du rôle de Vercingétorix. Disposant de suffisamment de troupes, le chef arverne put mettre en place une stratégie originale. Il voulut d'abord chasser César vers la province romaine, en faisant attaquer celle-ci par trois armées. Au nord, les Éduens et les Ségusiaves* devaient combattre les Allobroges* du Dauphiné ; au centre, les Arvernes, appuyés par les Gabales*, avaient pour mission d'attaquer les Helviens*, qui vivaient à hauteur de Viviers ; enfin, au sud, les Rutènes* et les Cadurques* reçurent pour objectif la région de Nîmes (cf. encadré « *Les Gaulois et Rome* », p. 87).

Dans un premier temps, l'entreprise parut réussir. Mais tout se joua sur un coup de dés. César entreprit un vaste mouvement tournant depuis la région de Sens vers l'est puis vers le sud, en direction de la province. Dans le même temps, il envoyait des recruteurs au-delà du Rhin pour lever des cavaliers germaniques*, seuls capables de rivaliser avec les Celtes. Il se trouvait à hauteur de Dijon, à l'est de cette ville, quand il apprit que Vercingétorix se mettait en mouvement. Le chef gaulois, quelque peu présomptueux sans doute, avait en effet changé de projet : sans attendre le retour

de César dans la province, il avait conçu le plan suivant : s'enfermer dans une place forte, en l'occurrence Alésia ; les Romains seraient contraints à y mettre le siège ; les Celtes pourraient ainsi prendre les légions en tenaille, entre les assiégés et une armée de secours aux effectifs considérables. La destruction de l'armée de César serait un moyen de terminer la guerre. La suite des événements a montré que c'était là un pari dangereux.

« C'EST UN HOMME COURAGEUX QUE TU AS VAINCU, TOI QUI ES TRÈS COURAGEUX »

L'affaire s'engagea conformément aux prévisions de Vercingétorix qui s'enferma dans Alésia avec 80 000 hommes. César vint en effet mettre le siège devant la place, une longue langue de terre (le mont Auxois) encadrée par deux cours d'eau et de multiples hauteurs, dominant une plaine assez vaste (les Laumes). Dix légions, des alliés et des cavaliers germaniques prirent position autour de la ville. Des travaux considérables furent effectués : une série de camps et deux anneaux d'ouvrages défensifs, comprenant des fossés, des palissades et des pièges multiples, isolèrent totalement les Gaulois. L'armée de secours tant attendue vint pourtant. Elle comptait 8 000 cavaliers et 240 000 fantassins, chiffres rarement atteints dans l'Antiquité (et sans doute exagérés par César : l'armée devait à peine dépasser les 50 000 hommes) qui montrent que les offensives en direction de la province avaient été abandonnées : les Gaulois misaient tout sur l'entreprise d'Alésia. Mais l'infanterie romaine ne pouvait pas être battue, et les cavaliers germaniques rendirent les services attendus. Les renforts gaulois furent donc vaincus à deux reprises et repartirent, abandonnant à son sort un Vercingétorix qui sut vite tirer les conséquences de cet abandon.

Le jeune roi arverne se conduisit avec grandeur et dignité. Il rassembla ses officiers. Reconnaisant son échec et ses responsabilités, il leur laissa le choix : ils pouvaient le livrer à César mort ou vivant. Pour la suite, si les sources divergent sur quelques points, elles s'accordent sur l'ensemble : « *Vercingétorix prit ses plus belles armes, écrivit Plutarque, para son cheval, et franchit ainsi les portes de la ville. Il vint caracolier en cercle autour de César qui était assis puis, sautant à bas de sa monture, il jeta toutes ses armes.* » On ne sait pas si le chef gaulois resta silencieux, dans l'attitude d'un suppliant, ou s'il prononça quelques paroles (« *C'est un homme courageux que tu*

as vaincu, toi qui es très courageux »). Quoi qu'il en soit, César le fit enchaîner, transférer à Rome où il attendit longtemps dans un cachot. A la fin du mois de septembre de l'année 46 av. J.-C., Vercingétorix, couvert de chaînes, orna le triomphe de César, puis fut mis à mort sans délai.

On peut bien sûr compter Vercingétorix au nombre des « grands hommes » qui ont contribué à faire la France. Mais César et Clovis ont eux aussi apporté leur pierre à l'édifice, tout comme d'autres généraux, d'autres hommes politiques, rois, présidents, et des personnages portant des titres divers ou n'en portant pas. Cependant, l'histoire ne s'explique pas seulement par l'action des « grands hommes » : notre pays a aussi été fait par des anonymes, par des peuples, les Bretons, les Basques et les autres. Vercingétorix fut avant tout un aristocrate arverne, rempli de passion pour la gloire et d'amour pour la guerre. Cet « homme qui voulut être roi » prit le pouvoir dans son peuple, et réussit à rassembler une vaste coalition contre Rome. Formé à la tactique et à la stratégie, celtes et romaines, il ne put cependant l'emporter, car il avait avec lui des peuples divisés, contre lui l'armée romaine et César. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

- J.-B. Colbert de Beaulieu, « Les Montagnes de Vercingétorix », *Gallia* n° 28, 1970, pp. 1-9.
- C. Goudineau, *César et la Gaule*, Paris, Errance, 1990.
- C. Jullian, *Vercingétorix*, 1901, édition revue par P.-M. Duval, Paris, Hachette, 1963.
- J. Harmand, *Vercingétorix*, Paris, Fayard, 1984.
- A. Simon, *Vercingétorix, héros républicain, l'anti-Clovis*, Paris, Ramsay, 1996.

YANN LE BOHEC A NOTAMMENT PUBLIÉ

- *L'Année romaine sous le Haut-Empire*, Paris, Picard, 1990.
- Avec M. Le Glay et J.-L. Voisin, *Histoire romaine*, Paris, PUF, 1991.
- *César*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1994.
- *Histoire militaire des guerres puniques*, Monaco, Le Rocher, 1995.
- *Histoire romaine, textes et documents*, Paris, PUF, 1997.
- « Rome : la meilleure armée du monde », *L'Histoire* n° 177, pp. 24-30.
- « Les deux batailles d'Alésia », *L'Histoire* n° 191, pp. 50-55.

ON POURRA LIRE AUSSI DANS « L'HISTOIRE »

- A. Bodson et M. Dubuisson, « Les Gaulois de Belgique », n° 32, pp. 16-24.
- R. Harot, « Vercingétorix, son nom, sa moustache, sa légende », n° 8, pp. 66-71.
- P. M. Martin, « Vercingétorix devant César : quatre récits pour une reddition », n° 119, pp. 87-89.
- « SOS Gaulois ! », dossier, n° 83, pp. 76-84.
- « La vérité sur les Gaulois », dossier, n° 176, pp. 36-52.

MOYEN AGE

Une promenade au long de mille ans d'histoire culturelle : celle du Moyen Age, perçu à travers ses structures éducatives, ses livres, sa langue, et l'omniprésence, bien entendu, de la religion chrétienne. Un pari réussi. Un très beau livre.

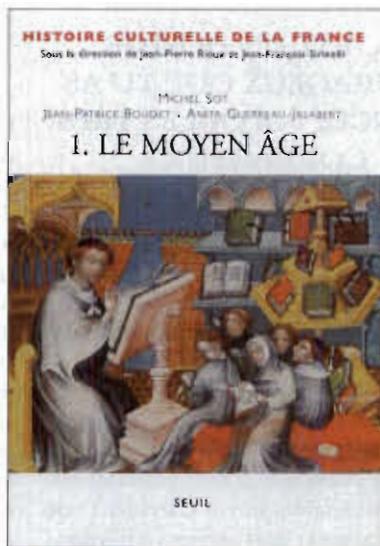
Images et savoirs du Moyen Age

L'ouvrage que publient les éditions du Seuil vient combler une lacune. Car il rend compte, dans une synthèse accessible au grand public, des derniers progrès d'un champ du savoir historique qui a considérablement évolué ces dernières années. Mais surtout, comme l'indiquent les auteurs eux-mêmes dans l'introduction, il relève un véritable défi : appliquer une notion apparue à l'époque contemporaine, celle de culture, à une période qui n'en connaissait pas l'usage — le Moyen Age.

Pour autant, le péché d'anachronisme, faute suprême pour Marc Bloch, est ici évité : la notion de culture permet de mettre en lumière des faits jusque-là ignorés, et se révèle un fructueux aiguillon. Le cas n'est du reste pas nouveau : le beau livre qu'André Vauchez avait consacré à la spiritualité du Moyen Age occidental (Le Seuil, 2^e édition 1994) était déjà fondé sur une notion née au XIX^e siècle.

Trois auteurs se sont partagés le millénaire médiéval. Michel Sot traite des innovations intervenues sous les rois francs, c'est-à-dire la période qui va jusqu'à l'An Mil; Anita Guerreau-Jalabert évoque les XI^e-XIII^e siècles; Jean-Patrice Boudet dépeint le bel automne de la culture médiévale, au XIV^e-XV^e siècle.

Tous trois ont, pour l'essentiel, choisi de s'écarter des catégories générales de la littérature, de l'art ou de la religion pour, sui-



vant en cela les anthropologues, faire porter leurs analyses sur les systèmes de représentation médiévaux. D'où une approche très concrète des rapports entre l'oralité (avec un développement sur la question de la naissance de la langue française) et la culture écrite — même si cette dernière est évidemment privilégiée, du fait des sources. D'où aussi une attention constante aux modes de conservation du savoir antique, et à ses modes de transmission, de l'école

monastique à l'école cathédrale, puis au système des universités du XII^e-XV^e siècle, et enfin à ce véhicule privilégié que fut le livre.

Michel Sot montre que les Carolingiens imposent une écriture commode et redécouvrent la grammaire latine. Anita Guerreau-Jalabert, pour la période suivante, insiste sur la multiplication des ouvrages, l'apparition des écritures gothique et cursive, la mise par écrit des langues vulgaires, mais aussi le développement de la littérature ecclésiastique et l'apparition de la théologie. Puis Paris s'affirme comme capitale culturelle de la France, tandis que, comme le souligne Jean-Patrice Boudet, les clivages demeurent entre hommes et femmes, clercs et laïcs, nobles et non-nobles.

Ajoutons, et ce n'est pas le moindre intérêt de ce remarquable ouvrage, qu'il est magnifiquement illustré. C'est donc aussi à un commentaire des images qu'il nous invite, nous introduisant ainsi de façon plus vivante et plus concrète encore au cœur de ce qu'était l'univers des hommes du Moyen Age.

Histoire culturelle de la France
dir. Jean-Pierre Rioux
et Jean-François Sirinelli.

T. I, *Le Moyen Age*
par Michel Sot, Jean-Patrice Boudet
et Anita Guerreau-Jalabert,
Paris, Le Seuil, 1997, 398 p., 340 F.

BIOGRAPHIE

Jack Lang et François I^{er} : le rapprochement paraît iconoclaste.

L'ouvrage que signe le maire de Blois propose pourtant un récit agréable, et bien documenté, de l'itinéraire et des choix politiques du roi de France.

Portrait d'un prince de la Renaissance



Jack Lang a apparemment construit sa biographie du vainqueur de Marignan comme une tragédie en trois actes : «Un prince italien», «La construction de l'État», «Le labyrinthe européen». L'avantage d'un tel découpage était d'assurer une certaine cohérence à chacun des trois thèmes abordés, mais le risque était grand de faire fi de la continuité chronologique et des évidentes connexions entre les trois domaines.

En réalité, l'inconvénient est en partie évité dans la mesure où l'auteur en prend lui-même à son aise avec son plan initial...

On pourrait multiplier ici les exemples. Citons seulement le fait que Marignan est traité dans le premier acte, Pavie dans le second, et que les deux batailles sont ainsi décrites à trois cents pages l'une de l'autre, alors que dix ans les séparent.

Si l'on dépasse l'impression gênante que laisse cette désinvolture, on mettra à l'actif de l'auteur, outre son style enlevé, la sûreté de son information concernant les aspects les plus importants du règne, comme les finances royales (à partir des travaux les plus récents de Philippe Hamon), le rôle du parlement de Paris, l'attitude du roi à l'égard de l'«hérésie» luthérienne, puis calviniste, les

relations entre François I^{er} et Charles Quint (les pages sur la captivité de Madrid et ses suites sont fort bien venues), et aussi, bien sûr, tous les aspects «culturels» du sujet.

Au total, sans faire oublier le *François I^{er}* de Jean Jacquart, ce livre documenté et agréablement écrit séduit le lecteur, tout autant que François I^{er} a, à l'évidence, séduit Jack Lang.

François I^{er} ou le rêve italien
par Jack Lang,
Paris, Perrin, 1997, 480 p., 139 F.

ANTIQUITE

LES PHÉNICIENS

dir. Sabatino Moscati,
Paris, Stock, 1997,
671 p., 195 F.

Rédition de l'ouvrage paru en 1988 chez Belfond à l'occasion de l'exposition «*I Fenici*», à Venise, cette somme due à d'excellents spécialistes (italiens pour la plupart) des questions phéniciennes accorde une très large place à ceux d'Occident, c'est-à-dire aux Puniques.

On appréciera les chapitres régionaux (Chypre, Malte, Sardaigne, Espagne notamment), ainsi que les études thématiques sur les arts et les techniques. Dommage que la bibliographie n'ait pas été mise à jour pour tenir compte des dernières publications importantes. Ce livre n'en demeure pas moins un outil de référence.

GRAMMAIRE ÉGYPTIENNE

par Jean-François Champollion,
présenté par Christian Jacq,
Arles, Solin/Actes Sud,
555 p., 158 F.

Jean-François Champollion ne vit jamais cette grammaire publiée entre 1836 et 1841 par son frère. Bilan de ses découvertes, cet exposé des « principes généraux de l'écriture sacrée égyptienne appliqués à la représentation de la langue parlée » est reproduit ici à l'identique, quoique en format réduit d'un tiers environ.

Les amateurs qui se pressent aux cours d'égyptien ancien trouveront là matière à méditer sur les découvertes décisives du fondateur de l'égyptologie moderne.

AKHÉNATON,
ROI D'ÉGYPTE

par Cyril Aldred,
traduit et présenté par Alain Zivie,
Paris, Le Seuil, 1997,
330 p., 240 F.

Si l'Égypte porte aux rêves, Aménophis IV-Akhénaton nourrit les fantasmes : son iconographie étrange (crânes démesurément allongés et corps androgynes), les ruptures de son règne (1358-1340 av. J.-C.) avec la tradition thébaine, son monothéisme surtout, à travers le culte d'Aton, alimentent des spéculations incessantes. A ce déluge égyptomane, Cyril Aldred (mort en 1991) opposait la rigueur et l'intelligence du spécialiste, qui ne masque aucune difficulté, mais connaît l'ensemble de la documentation et la replace en perspective.

L'ouvrage se découpe en quatre parties. Après une présentation minutieuse des sources (complétée dans son introduction par Alain Zivie), qui met en évidence les incertitudes d'attribution ou d'interprétation, l'auteur s'intéresse au contexte d'ensemble, l'époque brillante où les grands pharaons de la XVIII^e dynastie imposent la loi de l'Égypte de la Syrie à la Nubie. Cyril Aldred souligne à cette occasion le rôle joué par les femmes dans la transmission du pouvoir royal, phénomène qui préfigure celui

de Néfertiti auprès d'Akhénaton. Tout ceci dans une atmosphère de raffinement dont témoigne le décor des tombes des plus hauts personnages de l'État.

L'auteur ouvre ensuite la boîte aux énigmes. Certaines bien connues. D'autres moins, mais tout de même importantes, comme la possibilité qu'il y ait eu une longue corégence entre Aménophis III et son fils (hypothèse à laquelle Cyril Aldred est favorable) ou l'interrogation sur les destinataires et les utilisateurs réels de la tombe cinquante-cinq de la Vallée des Rois. Cyril Aldred propose, à chaque fois, les enjeux, les éléments de réponse et ses choix personnels, sans toujours trancher de façon définitive : attitude logique du savant devant la part d'inconnu.

On comprend l'intérêt qu'il y avait à traduire enfin en français ce livre indispensable, paru en anglais il y a déjà dix ans.

AMÉNOPHIS IV
ET LES PIERRES DU SOLEIL

par Robert Vergnien
et Michel Gondran,
Paris, Arthaud, 1997, 199 p., 295 F.



Une part indispensable de la documentation relative à Aménophis IV-Akhénaton est constituée par ce que l'on nomme les *talatat* : il s'agit de blocs de grès parallélépipédiques, quasiment standardisés, qui proviennent des édifices construits par Aménophis IV à Karnak.

Lors de la destruction systématique de ces monuments, entreprise sous ses successeurs immédiats puis par la dynastie des Ramsès, on s'employa à faire disparaître les monuments où apparaissait le culte d'Aton. Les blocs furent massivement réemployés pour le remplissage des pylônes (portes monumentales) ajoutés au sanctuaire de Karnak : le démontage partiel du IX^e pylône a livré environ douze mille *talatat*, sur les soixante mille qui doivent se trouver dans l'ensemble des pylônes.

Or ces blocs de grès, rangés comme des morceaux de sucre dans leur boîte, sont pratiquement tous gravés et étaient peints de couleurs vives. Comment espérer recomposer ce puzzle gigantesque ? La seule solution était informatique, combinée avec les méthodes de l'intelligence artificielle. Les auteurs, dont le premier, Robert Vergnien, est un égyptologue incontesté, maîtrisent parfaitement ces techniques et les ont mises au service de ce projet patronné et financé par EDF. Ils en présentent les premiers résultats.

Ce sont des pans entiers des décors du temple d'Aton construit par Aménophis IV à Karnak qui sont ainsi révélés. La nouvelle théologie découlant de la vénération exclusive du roi pour les rayons solaires y trouve une illustration tout à fait claire, alors que s'élabore déjà l'iconographie réaliste de la famille royale qui s'imposera un peu plus tard dans la nouvelle capitale, Akhénaton (Amarna). Grâce à de superbes images de synthèse, on juge mieux de l'ampleur des compositions et de l'éclat de la couleur dis-

capes
agrégation

collection Documents \ Histoire

L'EMPIRE ROMAIN, (192-325)

C. Bonnet et B. Lançon
89 F

LES CAROLINGIENS ET L'ÉGLISE

C. Bonnet et C. Descatoires
69 F

CHRISTIANISME ET CHRÉTIENTÉS
EN OCCIDENT ET EN ORIENT

milieu VII^e, milieu XI^e siècle
J.P. Arrignon, B. Merdrignac, C. Treffort
79 F

LES EUROPÉENS ET LA MER
au XVIII^e : LES IBÉRIQUES DE
L'ATLANTIQUE AU PACIFIQUE

G. Martinière, L. Vidal
65 F

nouveau

INDUSTRIALISATION ET SOCIÉTÉS
EN EUROPE OCCIDENTALE

(1880 - 1960)
A. Broder
79 F

collection Synthèse \ Histoire

LES EUROPÉENS ET LES INDES
ORIENTALES au XVIII^e
ASPECTS MARITIMES ET
COMMERCIAUX

R. Favier
65 F

nouveau

EUROPE OCCIDENTALE :
INDUSTRIALISATION ET SOCIÉTÉS
(1880 - 1970)

G. Dumont et R. Revuz
89 F

Ophrys

10 rue de Nesle
75006 PARIS
tél : 01 44 41 63 75

LIVRES

parue, sans quitter le domaine de l'enquête archéologique.

Car les auteurs s'interdisent tout assemblage qui ne serait pas assuré : ce serait se priver à l'avenir de découvrir des réponses aux innombrables problèmes en suspens. Aussi n'ont-ils réussi à reconstituer qu'une faible partie du puzzle, mais combien spectaculaire, comme cette scène d'adoration où le roi et la reine, l'un derrière l'autre, se prosternent sous les rayons d'Aton. Tout est déjà en place pour la mutation d'Aménophis IV à Akhénoton.

Un livre superbe, complètement indispensable à la magistrale biographie d'Akhénoton due à Cyril Aldred.

L'ÉGYPTE, PASSION FRANÇAISE

par Robert Solé,
Paris, Le Seuil, 1997,
416 p., 139 F.

L'égyptomanie n'est certes pas le propre de la France : l'Égypte fascine bien au-delà de nos frontières. Mais Robert Solé montre, avec talent et précision, en s'appuyant sur des exemples nombreux, combien notre pays a joué, dans l'histoire de l'Égypte, depuis l'extrême fin du XVIII^e siècle, un rôle exceptionnel.

De l'expédition de Bonaparte à la veille de la Grande Guerre pour l'essentiel, la France exerce sur l'Égypte une influence intellectuelle, artistique, scientifique et, plus souvent qu'on ne le croit, économique, qui tranche avec la faiblesse des relations politiques existant entre les deux pays.

Chacun connaît ces grands noms de la présence française dans la région du Nil. Jean-François Champollion, Auguste Mariette, Ferdinand de Lesseps ou Gaston Maspero font partie de notre panthéon. On sait moins à quel point l'Égypte fut francophone et francophile, jusque dans les hautes sphères du pouvoir khédivial, alors même que la Grande-Bretagne jouissait d'une tutelle politique incontestée.

Robert Solé dresse le bilan d'une colonisation sans colons et sans administrateurs (sinon de sociétés), fondée aussi bien sur une acculturation sans contrainte des élites égyptiennes (mais aussi grecques, italiennes, maltaises, syro-libanaises) que sur une symbiose des intérêts économiques, et le partage de rêves communs. L'Égypte occupe ainsi une place absolument unique dans l'histoire coloniale de notre pays au XIX^e siècle, dont elle fut, à sa manière, l'un des plus beaux fleurons.

Le retrait français au XX^e siècle, puis la désastreuse expédition de Suez laissent la communauté francophone égyptienne désemparée et rompent des liens tissés de longue date. C'est finalement par la culture, une fois de plus, par la coopération scientifique maintenue contre vents et marée, que se renoue le dialogue.

Mais, dans l'aventure, l'Égypte francophone et francophile a largement sombré, et Youssef Chahine, Omar Sharif ou quelques rares titres de journaux aux tirages dérisoires ne peuvent faire illusion : il ne reste plus grand-chose du rêve égyptien de la France.

MOYEN AGE

LE CORPS DU PAPE

par Agostino Paravicini Bagliani,
traduit de l'italien par Catherine Dalarun Mitrovitsa,
Paris, Le Seuil, 1997, 395p., 195 F.

Traduction française, avec une postface inédite, d'un ouvrage paru en 1994 et qui s'affirme désormais comme un classique. L'auteur y fait apparaître les dispositifs complexes qui se mettent en place tout au long du Moyen Age pour souligner l'opposition entre le corps mortel du pape et l'institution immortelle de l'Église. C'est aussi à la cour pontificale que l'intérêt pour le corps vivant du pape se développe puisque prolonger sa vie revient à limiter le caractère caduc et transitoire de l'existence. «Livre magnifique», a écrit de cet ouvrage Georges Duby. On ne peut que l'approuver.

SAINT-MÉDARD.

TRÉSORS D'UNE ABBAYE ROYALE

textes et iconographie
réunis par Denis Defente,
Paris, Somogy, 1997, 384 p., ill., 350 F.

Mausolée royal de Clotaire I^{er} (511-561), placé sous la protection d'un saint personnage renommé, Saint-Médard de Soissons connaît des débuts éclatants. Et ce monastère fait longtemps jeu égal avec Saint-Denis. Au début du XII^e siècle, il est reconstruit. Abélard y est consigné à résidence après le concile de Soissons, en 1121, qui a condamné son livre sur la Trinité. Tandis que la guerre de Cent Ans met l'institution en difficulté, la Révolution détruira l'ensemble de l'abbaye. Seuls quelques rares vestiges subsistent.

C'est ce destin brisé que retrace, sous la plume des meilleurs historiens (comme Ghislain Brunel ou Josiane Barbier), cet ouvrage — au prix fort modique en regard de la somptueuse iconographie qui y est présentée.

GRÉGOIRE DE TOURS ET L'ESPACE GAULOIS

actes du congrès international de Tours,
novembre 1994,
édités par N. Gauthier et H. Galinié,
Tours, Revue archéologique
du Centre de la France, 1997, 365 p.,
prix non ind.

Tours se devait de célébrer le quatorzième centenaire de la mort de Grégoire (538-594), et le colloque organisé à cette occasion, sans prétendre à l'exhaustivité, offre un riche panorama de l'intérêt de son œuvre pour l'étude de l'espace gaulois.

Témoin exceptionnel de la Gaule mérovingienne, l'évêque gaulois décrit à travers ses *Histoires* (dont le titre habituel d'*Histoire des Francs* paraît désormais trop réducteur et injustifié) un pays fragmenté, où s'élaborent de nouvelles hiérarchies urbaines autour des évêchés les plus célèbres et des saints les plus vénérés. Familier du monde des cités, Grégoire a beaucoup fréquenté Lyon, Clermont et Tours, pour lesquels on

peut confronter son témoignage aux découvertes archéologiques, du moins en ce qui concerne les deux premières villes.

Pour les campagnes, il fournit indirectement une foule d'indications précises sur le mode de vie, l'outillage, l'alimentation, qui viennent combler fort opportunément les immenses lacunes de l'archéologie, celle-ci souffrant de la relative rareté des sites du VI^e siècle.

Grégoire apporte en outre plus que des lueurs dans les domaines les plus variés : le monachisme, les variations des frontières des royaumes, le culte des saints, l'architecture religieuse, les courants de pensée dans le clergé de Gaule. Chacun de ces aspects fait l'objet dans ces actes d'une synthèse dense et bien informée, donnant à l'ensemble du volume une cohésion bienvenue. A suivre ainsi Grégoire, on voit peu à peu se reconstituer un monde plus vivant et vibrant qu'on ne l'imaginait, attentif aux nouveautés et traversé d'élan inattendus. Tout en cheminant, au quotidien, aux côtés d'un aristocrate gallo-romain devenu évêque métropolitain, soucieux de défendre le prestige de ses saints préférés, Julien et Martin (célébré avec éclat à Tours en 1997), et de leur faire dresser les églises qu'ils méritent.

Les intervenants du colloque de Tours auront ainsi aidé à rendre à Grégoire une notoriété qu'il a, hélas!, perdue auprès du grand public.

XVI-XVIII^e SIÈCLE

DICTIONNAIRE EUROPÉEN DES LUMIÈRES

dir. Michel Delon,
Paris, PUF, 1997,
1 130 p., 820 F.



Non sans avoir rappelé, en manière de clin d'œil, que «la forme discontinue et alphabétique a été un des genres privilégiés des Lumières pour soumettre la tradition à la critique», Michel Delon justifie l'entreprise qu'il a dirigée en soulignant, entre autres, le renouvellement des recherches sur le XVIII^e siècle depuis vingt-cinq ans.

Il évoque aussi le double procès fait actuellement aux philosophes et la nécessité d'y répondre : «La situation idéologique en notre fin de XX^e siècle qui voit disparaître la confrontation entre les deux grandes pensées héritières des Lumières, le libéralisme et le socialisme, remet en discussion les valeurs fondamentales des Lumières», celles-ci étant dénoncées par certains comme la matrice de tous les totalitarismes. Et Michel Delon de poursuivre : «Ce dictionnaire, qui réunit information, problématique, interrogation, venues d'horizons divers, ne se veut pas à l'écart de ces débats contemporains.»

Déception de taille : le volume ignore les noms propres — même si l'index renvoie aux articles où ils sont cités (Diderot venant en tête, avant Voltaire, puis Rousseau). Il n'en reste pas moins que les quelque cinq cents notices, rédigées par près de deux

cents spécialistes, rendront de grands services, d'autant plus que les renvois à celles de sens voisin par lesquels elles se terminent compensent le reproche que l'on peut faire au genre «dictionnaire», c'est-à-dire de fournir un savoir élaté.

En outre, à côté des recherches précises et ponctuelles que l'on peut y faire, la lecture vagabonde de ce bel outil de travail procure le plaisir de respirer un peu de la liberté intellectuelle, de l'optimisme raisonné, du cosmopolitisme européen qui étaient l'essence même des Lumières.

LES CHOUANS

par Roger Dupuy,
Paris, Hachette, «La vie quotidienne», 1997,
290 p., 98 F.



Depuis près de deux siècles, le mot «chouan» s'est chargé d'un sens symbolique assez éloigné des réalités, cependant que chouannerie et Vendée ont été confondues au mépris de la spécificité de ces deux phénomènes connexes. En outre, les travaux sur l'Ouest suscités par le Bicentenaire ont surtout porté sur la guerre de Vendée, la chouannerie continuant à être la grande oubliée de l'historiographie révolutionnaire. C'est pourquoi ce livre, qui allie la sérénité à la clarté de l'exposition et à la solidité de l'information, mérite d'être salué.

Inventeur, dans les années 1980, du concept de «résistance à la Révolution»

beaucoup moins réducteur que celui de «Contre-Révolution», jusque-là indistinctement employé, Roger Dupuy a consacré l'essentiel de ses recherches à la Révolution dans l'Ouest et était mieux qualifié que quiconque pour réussir une telle synthèse. Bousculant au passage, sans iconoclisme affiché, idées reçues et à-peu-près, notamment sur l'attitude des communautés paysannes ou sur le rôle du clergé et de la noblesse, l'auteur propose un regard, enfin global et largement neuf, sur la chouannerie et sur les chouans.

La chouannerie est d'abord étudiée dans son déroulement, depuis les premières manifestations paysannes en 1791-1792 jusqu'à la «rechute» de 1832, en passant par la période cruciale, c'est-à-dire les années qui vont de l'insurrection de mars 1793 à la pacification de 1800, les formes qu'elle revêt allant d'une «micro-chouannerie initiale» à la guérilla classique, avant de tomber dans le brigandage : la violence de la répression entraîne, selon un schéma connu, la pérennité de la rébellion.

Enfin, les chouans sont présentés de façon très vivante dans leur diversité : leur nombre, leur origine, essentiellement paysanne, leurs manières de vivre et de mourir, leurs chefs, dont le rôle fut déterminant, leurs femmes et leurs prêtres, dont l'influence fut beaucoup moins importante que ne l'écrivit Michelet.

Une carte et une brève chronologie ajoutent à l'intérêt d'un livre qui comble de la meilleure façon un vide manifeste.

LES RÉVOLTES PAYSANNES EN EUROPE, XIV^e-XVII^e SIÈCLE

par Hugues Neveux,
Paris, Albin Michel, 1997, 332 p., 150 F.

Ce livre reprend de façon radicalement neuve un dossier ouvert parfois par les contemporains des événements eux-mêmes, mais plus encore par les historiens des années 1960 et 1970 : quelle a été la spécificité et la signification des révoltes paysannes qui se produisirent un peu partout en Europe entre le xiv^e et le xvii^e siècle ?

Dépassant la question et les réponses diverses et contradictoires qui lui ont été données, Hugues Neveux met le problème à plat. Sans prétendre étudier à nouveau la totalité des révoltes en question, il part des données fournies par les travaux antérieurs les plus importants. Mêlant le récit et l'analyse structurelle, il s'efforce de retrouver sans *a priori* les tactiques et les stratégies d'insurrection, en même temps que les objectifs et les éventuels succès des insurgés. Comme l'écrit son préfacier, Jean-Claude Perrot, il «va multiplier inlassablement les bilans pour redonner substance à son enquête, examiner ce qui put passer pour révolte paysanne auprès des contemporains ou dans la tradition historique».

La démonstration procède par questions successives. Quels sont les rapports entre prises d'armes et vicissitudes économiques ? Comment les acteurs se sont-ils représentés les événements auxquels ils étaient confrontés ? Comment justifiaient-ils leur attitude ?



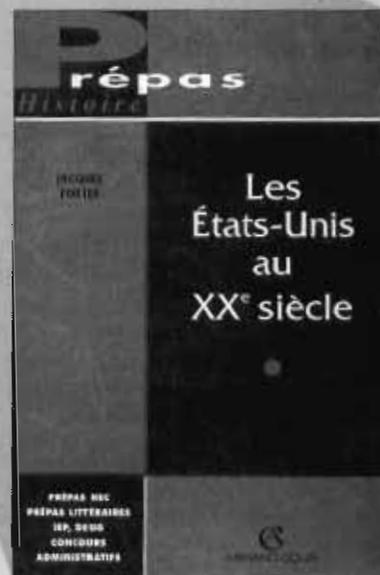
ARMAND COLIN

Tout e l' Histoire



La France passe en vingt ans, de 1939 à 1958, du rang de grande puissance à celui, plus modeste, de puissance moyenne. Elle dut pour ce faire accepter de nombreux changements tant politiques et institutionnels que sociétaux et culturels. De la fin de la III^e à celle de la IV^e République, en passant par les années du régime de Vichy, l'auteur présente les évolutions fondamentales de la France, désormais engagée, au sortir de la guerre, sur la voie européenne.

Cette histoire globale des États-Unis organisée de façon chronologique, aborde aussi bien les faits politiques que les grandes tendances économiques, les contradictions sociales, les relations internationales ou les phénomènes culturels. La période couverte, de 1900 jusqu'à la deuxième élection de Bill Clinton en 1996, permet de prendre conscience de l'extraordinaire montée en puissance de ce grand pays mais aussi des heurts qui l'ont accompagnée.



256 pages, 98 F

256 pages, 98 F

LIVRES

Comment apprécier le succès ou l'échec de tel ou tel mouvement ? A toutes ces questions sont apportées des réponses argumentées et jamais dogmatiques. Ajoutons que le livre s'inscrit entre deux chapitres dont les titres sont significatifs de la démarche pragmatique de l'auteur : le premier s'intitule « Qu'entend-on par révolte paysanne ? », le dernier, « Peut-on parler de révoltes paysannes ? »

Cette nouvelle lecture d'un épisode important de l'histoire de l'Europe moderne est une découpante leçon de méthode historique.

XIX-XX SIÈCLE

DICTIONNAIRE DU XIX^e SIÈCLE EUROPÉEN

dir. Madeleine Ambrière,
Paris, PUF, 1997, 1 376 p., 990 F.

Cet ambitieux travail est une somme visant à inventorier tous les aspects historiques du siècle dernier : la littérature, la science, la technique, la religion, la politique, l'économie, etc. Le maître d'œuvre, Madeleine Ambrière, secrétaire générale de la Société d'histoire littéraire de la France, co-dirige ce dictionnaire avec huit collègues, dont les deux historiens Jean-Marie Mayeur et Jean Tulard.

C'est un vrai plaisir que de butiner dans cette réserve de savoirs, où les occurrences se narguent d'une page à l'autre, « Anesthésie » suivant « Andrassy » (Gyula), « Mobilier » précédant « Moissan » (Henry) et « Peinture troubadour », « Pellico » (Silvio). Immense poème à la Prévert qui réjouirait la pensée Oulipo et que Georges Pérec ou Raymond Queneau eussent adoré.

Néanmoins, on ne trouve pas tout dans cette encyclopédie, où l'histoire des mœurs fait étrangement défaut : rien par exemple sur la prostitution, pourtant étudiée par Alain Corbin, et si « Aluminium » a droit à une entrée, « Amour » est inconnu — ô Romantisme ! Ne boudons pas pour autant notre intérêt : on sait bien que tout dictionnaire est arbitraire, et celui-là comme les autres. Mais il nous offre des mises au point remarquables d'information ; il rendra de bons et loyaux services.

LES CARNETS DE CAPTIVITÉ

par Paul Reynaud,
Paris, Fayard, « Pour une histoire du XX^e siècle »,
1997, 390 p., 180 F.

Trente et un ans après sa mort, les éditions Fayard publient les carnets de captivité de Paul Reynaud, avant-dernier président du Conseil de la III^e République qui, arrêté en septembre 1940, sur ordre du maréchal Pétain, passa les cinq années du conflit en prison sans jamais avoir été jugé. L'occasion de redécouvrir de manière tout à fait inattendue l'un des principaux responsables politiques de l'entre-deux-guerres.

Deux regrets cependant. L'ouvrage, en premier lieu, ne commence qu'à la date du 1^{er} janvier 1941 : dans une introduction, la fille de Paul Reynaud, E. Demey, conceptrice et réalisatrice du projet, explique qu'après avoir été dérobés, les carnets sont réapparus... amputés de l'année 1940. En

second lieu, elle avoue avoir procédé à certaines coupes sans toujours en expliciter le motif et surtout sans révéler la teneur principale des passages retranchés.

Le jugement sur l'action menée par le gouvernement de Vichy tient une place essentielle dans ces réflexions notées scrupuleusement jour après jour par Paul Reynaud. Au début, il s'attaque surtout aux hommes qui composent le régime. Au fur et à mesure des événements, cependant, et en particulier après qu'en novembre 1942 Vichy l'eut livré avec Georges Mandel à Hitler, la critique se fait plus acerbe à l'encontre du maréchal Pétain. On peut aussi relever, entre autres jugements politiques, la condamnation de la création de la Légion des volontaires français, considérée comme « le comble de l'abjection ». Lucide — malgré le peu d'informations dont il dispose —, Paul Reynaud se félicite par ailleurs de l'attaque du Japon contre les États-Unis ; il prédit que la guerre du Pacifique sera plus longue que celle qui oppose les Alliés aux deux « gangsters » — l'Allemagne et l'Italie. Quant aux mesures antisémites prises par Vichy, elles ne retiennent guère son attention.

Mais ces pages, et c'est tout leur intérêt, nous révèlent surtout un homme blessé, amer, tour à tour combatif et résigné. Blessé tout d'abord dans sa vie privée : le souvenir de sa femme, disparue au début du mois de juillet 1940, le hante. Blessé aussi d'avoir été trahi : Weygand, qu'il tient pour responsable direct de la défaite, Gamelin, qu'il qualifie de « notaire de province », Pétain, ce « colonel en retraite », deviennent ses cibles privilégiées. En revanche, l'ancien président du Conseil ne voit pas en quoi la débâcle pourrait mettre un terme à sa propre carrière politique. Au point qu'avant 1944, il ne mentionne presque jamais le nom de De Gaulle...

13 JANVIER 1898, J'ACCUSE... I

par Alain Pagès,
Paris, Perrin, 1997, 294 p., 119 F.

Alain Pagès, bon connaisseur de Zola — il est l'éditeur de sa *Correspondance* et dirige *Les Cahiers naturalistes* consacrés aux études de Zola et à l'école naturaliste —, a eu l'heureuse idée de retracer par le menu la journée du 13 janvier 1898, date de la publication de la lettre ouverte de Zola au président de la République Félix Faure dans *L'Aurore*.

Style volontairement narratif (« Un ciel gris et brumeux couvre la Seine, le long des quais. Le froid est vif, chargé d'humidité », etc.), récit bien mené : la chronique nous entraîne de l'aube de ce jour glorieux, qui voit l'arrestation du colonel Picquart et l'impression du fameux numéro de *L'Aurore* contenant le « J'accuse » de Zola, jusqu'à l'évocation, dans la soirée, d'un Edmond Rostand refusant de signer la pétition en faveur de Dreyfus, de peur de compromettre le succès extraordinaire de son *Cyrano*. Plein de petits faits vrais, de personnages, de scènes en tous genres, de la Chambre des députés aux coulisses des théâtres, cet ouvrage qui n'a pas l'intention de bouleverser l'histoire de l'affaire Dreyfus en est une bonne entrée en matière, vivante à souhait.

GÉNÉRAL

DICTIONNAIRE DE LA PENSÉE POLITIQUE (AUTEURS, ŒUVRES, NOTIONS)

par Dominique Colas,
Paris, Larousse, 1997, 296 p., prix non ind.



Les dictionnaires nous inondent, mais celui-ci nous semble particulièrement bien venu. Rédigé par un spécialiste de Lénine et du léninisme qui a aussi travaillé sur l'État de droit, ce vademecum de la pensée politique rendra d'éminents services, offrant les entrées les plus diverses, de Hobbes à Mao et Hayek (pour les auteurs), du *Contrat social* de Rousseau à la *Société ouverte et ses ennemis* de Karl Popper (pour les œuvres), de « Corruption » à « Totalitarisme » (pour les notions)... Un index des auteurs et un autre des ouvrages rendent l'utilisation de cet outil de travail, dont l'information est rigoureuse, encore plus aisée.

HISTOIRE DES SCIENCES ARABES.

T. I, ASTRONOMIE, THÉORIQUE ET APPLIQUÉE ;

T. II, MATHÉMATIQUES ET PHYSIQUE ;

T. III, TECHNOLOGIE, ALCHIMIE ET SCIENCES DE LA VIE

dir. Roshdi Rashed,
traduit de
l'Encyclopedia of the History of Arabic Science
(Londres, Routledge, 1996),
Paris, Le Seuil, 1997, 383 + 431 + 330 p.,
295 F chaque volume.



Aucun historien n'ignore l'importance de la science arabe au Moyen Âge. Mais bien peu seraient en mesure d'en énumérer les apports essentiels. Avec cette première synthèse, à laquelle ont collaboré les meilleurs spécialistes, on pourra apprécier plus clairement les résultats atteints il y a dix siècles ou plus par les savants d'al-Andalus, du Maroc, de Bagdad ou de Samarcande.

Ce que montre bien ce livre, c'est le rôle double joué par les Arabes au Moyen Âge et au début de l'époque moderne. Héritiers de la science grecque antique, ils ont, d'abord, aidé de façon décisive à transmettre ce legs dont plusieurs pièces maîtresses seraient, sans eux, perdues.

Mais ils ne se cantonnèrent pas à ce rôle d'intermédiaires : ils assimilèrent et améliorèrent de façon considérable les connaissances de leurs devanciers dans à peu près tous les domaines. Certes, ils furent plus passionnés d'astronomie que de chimie. Aucun grand domaine de la science ne leur fut cependant étranger, et les auteurs mettent tous en évidence l'existence d'une vraie culture scientifique du monde arabe médiéval. Culture si impressionnante qu'elle ne cessa de fasciner l'Occident, jusqu'à ce que des savants tels que Galilée, Copernic ou Fermat mettent en œuvre de nouvelles « révolutions » conceptuelles.

L'ouvrage est trop riche pour qu'on le résume, et certains chapitres, très techniques, déroutent sans doute les historiens qui ne sont pas forcément astronomes ou mathématiciens. Mais d'autres, moins ardues, donnent une belle illustration des avancées scientifiques dues aux Arabes, dans le domaine de la géographie ou de la médecine notamment. Quant au chapitre final sur les institutions (observatoires, hôpitaux, bibliothèques, écoles, etc.), il nous éclaire sur l'intérêt porté à ces disciplines par les hommes du Proche-Orient médiéval.

Grâce à Roshdi Rashed et à ses nombreux collaborateurs, nous disposons désormais d'un livre de référence indispensable.

CD-ROM

LE SÉNAT

Index +, Mac et PC, 299 F.

ÉLYSÉE 2. L'ENCYCLOPÉDIE MULTIMÉDIA DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Infotronique/Génération 5, Mac et PC, 350 F.

Le Sénat ne veut rien ignorer de la modernité. Il vient d'ouvrir sur le réseau Internet un site qui présente les sénateurs dans leur vie quotidienne de parlementaires. Parallèlement, la Chambre haute de la V^e République cherche à se faire mieux

connaître du grand public avec un CD-Rom de qualité.

Le disque reprend avec succès la recette d'une entreprise plus ancienne consacrée au palais de l'Élysée — et remise à jour cette année de manière très réussie. *Élysée 2* offre en effet un riche panorama sur l'histoire de la présidence de la République, en mêlant agréablement notices et divertissements. Quarante-cinq minutes de films, une heure et demie de documents sonores, des centaines de pages d'archives, textes et illustrations invitent à découvrir la première fonction de l'État, ceux qui l'ont exercée, les coulisses du palais de l'Élysée, mais aussi le déroulement des six dernières campagnes électorales, de 1965 à 1995.

Le Sénat s'organise autour de trois thèmes : le présent de la Chambre, le passé de l'institution, depuis le conseil des Anciens de 1795 jusqu'à l'époque contemporaine, et l'exploration du palais du Luxembourg. Chacun peut tester ses connaissances en répondant aux questions d'un jeu bien fait. Complétant images et sons, la base documentaire se révèle satisfaisante. Elle livre les références attendues : règlement, articles du Code électoral, statistiques. Les portraits de soixante sénateurs d'hier et d'aujourd'hui, de Victor Hugo à Michel Debré, s'imposaient également. Un « trombinoscope » des parlementaires siégeant actuellement au Sénat ne manque pas non plus à l'appel.

Plus intéressant, un outil de navigation mémorise le parcours de consultation du CD-Rom. Par ce moyen ingénieux, on peut faire une recherche particulière sans consulter tout le programme, se constituer un dossier personnel ou reprendre la découverte du disque à l'endroit où on l'avait arrêtée la fois précédente.

EN BREF

MONT-SAINT-MICHEL. HISTOIRE D'UN MYTHE

Rennes, Ouest-France, 1997, 271 p., prix non indiqué.

● Une vue informée et enthousiaste de ce lieu mythique. Hélas, une typographie compacte et confuse, comme la lourdeur de l'exposé en rend la lecture bien difficile. Il manque un index.

HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

par Yves Durand, Bruxelles, Complexe, 1997, 988 p., prix non ind.

● Les aspects politiques, militaires, mais aussi psychologiques de la Seconde Guerre mondiale, disséqués par un historien incontesté. Une opportune synthèse.

L'HISTOIRE

ABONNEZ-VOUS !

ABONNEMENT (ne pas utiliser pour les réabonnements)

Je souscris un abonnement à L'HISTOIRE :

	France (TTC)	Belgique	Suisse	Autres pays	Étudiants
<input type="checkbox"/> 1 an (11 numéros dont 2 numéros spéciaux)	338 FF	2550 FB	103,50 FS	413 FF	299 F
<input type="checkbox"/> 2 ans (22 numéros dont 4 numéros spéciaux)	630 FF	4990 FB	195,00 FS	780 FF	545 F

(France uniquement) fournir photocopie de la carte d'étudiant

VENTE DE NUMÉROS DÉJÀ PARUS (délai d'expédition : 15 jours; numéros épuisés : 1 à 172)

Veuillez m'envoyer, franco de port, les numéros suivants de L'HISTOIRE :

Prix de l'exemplaire	France (TTC)	Belgique	Suisse	Autres pays
n° 173 « spécial » L'affaire Dreyfus	40 FF	292 FB	12 FS	45 FF
n° 179 « spécial » La France libérée	40 FF	292 FB	12 FS	45 FF
n° 184 « spécial » Les Français et le roi	40 FF	292 FB	12 FS	45 FF
n° 190 « spécial » Les mystères de l'Égypte	40 FF	292 FB	12 FS	45 FF
n° 195 « spécial » Le temps de la lutte des classes	40 FF	292 FB	12 FS	45 FF
n° 201 « spécial » L'explosion des nationalismes	40 FF	292 FB	12 FS	45 FF
n° 212 « spécial » Israël	40 FF	292 FB	12 FS	45 FF

RELIURES :

Veuillez m'envoyer, franco de port, un écrin relieur L'HISTOIRE pour les 11 numéros de l'année ou prix de 78 F (TTC) pour la France, 495 FB pour la Belgique, 20 FS pour la Suisse, 88 FF (TTC) pour les autres pays (envoi en recommandé)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Je règle aujourd'hui la somme de _____ F à l'ordre de L'HISTOIRE par chèque ci-joint par mandat

par carte bancaire, numéro _____ expire à fin _____ mois _____ année

Signature obligatoire :

Pour une expédition par avion, veuillez nous consulter. **Changement d'adresse :** Joindre la dernière étiquette-adresse.

A renvoyer sous enveloppe à L'HISTOIRE, 57 RUE DE SEINE, 75280 PARIS cedex 06.

BELGIQUE : Éditions Soumilhon, avenue Kalkenlaan 9, 1070 Bruxelles. GB 210.04024.15.14. SUISSE : Édigrout SA, case postale 393 - CH 1225 Chêne-Bourg.

VENTES ET ABONNEMENTS : 57 RUE DE SEINE, 75280 PARIS CEDEX 06. TÉL. 01 44 32 05 30 - FAX 01 44 07 01 99

INDEX DES ANNONCEURS : p. 5/9/11/102 - L'Histoire, p. 29 Clo, p. 71 EHESS, p. 77 - Le Magazine littéraire - Le Cerf, p. 83 Chronique, p. 93 Ophrys, p. 95 Masson, p. 97 Publicat, p. 2/103 Le Seuil. Encarts : « L'Histoire », I et II (entre les pages 2 et 3) ; « Le Grand Livre du mois », I à IV (entre les pages 74 et 75) ; Atlas, encart jeté.

Directeur de la publication : Stéphane Khémis. Imprimerie Roto Euro Graph, 70 rue Ampère, 77400 Lagny-sur-Marne. Dépôt légal 1^{er} trimestre 1998.

LIVRES

MOYEN AGE

- C. Arnaud-Gillet (présenté et traduit par), *Entre Dieu et Satan. Les visions d'Ermine de Reims (1396) recueillies et transcrites par Jean Le Graveur*, Florence, Sismel Edizioni del Galluzzo, 286 p., 80 000 Lires.
- E. Baumgartner, L. Harf-Lancner (études recueillies par), *Entre fiction et histoire : Troie et Rome au Moyen Age*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 250 p., 130 F.
- J. Harpur, E. Hallam, *Le Moyen Age. Voyage au cœur du monde médiéval*, Paris, Éd. Solar, 119 p., 160 F.
- M. Henry-Claude, L. Stefanon, Y. Zaballos, *Principes et éléments de l'architecture religieuse médiévale*, Gavaudun, Les Éditions Fragile, 36 p., 89 F.
- Actes de Colloque, *Le Mariage au Moyen Age (X^e-XV^e siècles)*, Clermont-Ferrand, Association Il était une fois Montferrand, 171 p., 140 F.
- Coll., *Dictionnaire du Moyen Age. Histoire et société*, Paris, Encyclopaedia Universalis/Albin Michel, 923 p., 170 F.

XVI-XVIII SIÈCLE

- G. Bouchon, *Vasco de Gama*, Paris, Fayard, 409 p., 150 F.
- C. Desplat, *Village de France au XVIII^e siècle, autoportrait. Sadournin et la baronnie d'Esparros (1772-1773)*, Biarritz, Atlantica, 152 p., 250 F.
- P. Haudrère, *Le Grand Commerce maritime au XVIII^e siècle*, Paris, Sedes, 155 p., 120 F.
- R. Hernandez Martin, *Francisco de Vitoria et la « leçon sur les indiens »*, Paris, Le Cerf, 159 p., 145 F.
- F. Lebrun, *L'Europe et le monde, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles*, Paris, Armand Colin, 350 p., 138 F.
- F. Meyer, *Pauvreté et assistance spirituelle. Les franciscains récollets de la province de Lyon aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Publications de l'université de Saint-Étienne, 507 p., 270 F.
- G. Postel-Vinay, *La Terre et l'argent. L'agriculture et le crédit en France du XVIII^e au début du XX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 462 p., 180 F.
- J.-A. Tournier, *Criminels et vagabonds au siècle des Lumières*, Paris, Imago, 250 p., 130 F.
- P. Tucoc-Chala, *Catherine de Bourbon. Une calviniste exemplaire*, Biarritz, Atlantica, 342 p., 150 F.

XIX-XX SIÈCLE

- Ch.-R. Ageron (s.d.), *La Guerre d'Algérie et les Algériens, 1954-1962*, Paris, Armand Colin, 340 p., 120 F.
- A. Baubérot, *L'Invention d'un scoutisme chrétien. Les éclaireurs unionistes de 1911 à 1921*, Paris, Les Bergers et les mages, 218 p., 150 F.

- M. Bertherat, M. de Halleux (s.d.), *100 ans d'inventions*, Paris, Atlas, 128 p., prix non ind.
- F. Carasso, *Primo Levi. Le parti pris de la clarté*, Paris, Belin, 173 p., 100 F.
- N. Carré de Malberg (établi, présenté et annoté par), *Entretiens avec Roger Goetze, haut fonctionnaire des finances. Rivoli-Alger-Rivoli, 1937-1958*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 450 p., 149 F.
- E. Chadeau, *Louis Renault*, Paris, Plon, 458 p., 149 F.
- M. Charpentier-Morize, *Jean Perrin, 1870-1942. Savant et homme politique*, Paris, Belin, 285 p., 105 F.
- G. Cholvy, *Être chrétien en France au XIX^e siècle, 1790-1914*, Paris, Le Seuil, 177 p., 120 F.
- J. Delumeau, *L'Italie, de la Renaissance à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 366 p., 180 F.
- C. de Gaulle, *Lettres, notes et carnets. Compléments, 1924-1970*, Paris, Plon, 131 p., 119 F.
- M. D. Grmek, *Le Legs de Claude Bernard*, Paris, Fayard, 439 p., 160 F.
- B. Joly, *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français (1880-1900). Boulangisme, Ligue des patriotes, mouvements antidreyfusards, comités antisémites*, Paris, Honoré Champion, 687 p., 580 F.
- N. Marie-Schwartzberg, *La Russie du crime*, Paris, PUF, 191 p., 128 F.
- P. Milza, *De Versailles à Berlin, 1919-1945*, Paris, Armand Colin, 316 p., 150 F.
- B. Pasternak, *Correspondance avec Evguénia, 1921-1960*, Paris, Gallimard, 606 p., 250 F.
- F. Pouillon, *Les Deux Vies d'Étienne Dinet, peintre en islam. L'Algérie et l'héritage colonial*, Paris, Balland, 312 p., 160 FA.
- Prost, *Petite Histoire de la France au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 143 p., 84 F.
- J.-L. Robert, F. Boll, A. Prost (s.d.), *L'Invention des syndicalismes. Le syndicalisme en Europe occidentale à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 331 p., 150 F.
- S. Schafer, *Children in Moral Danger and the Problem of Government in Third Republic France*, Princeton University Press, 232 p., \$ 49,50.
- P. Sorlin, *Les Fils de Nadar. Le « siècle » de l'image analogique*, Paris, Nathan, 206 p., 129 F.
- Z. Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Gallimard, « Folio », 602 p., 72 F.
- N. Sutton, *Bruno Bettelheim. Une vie*, Paris, Hachette, « Pluriel », 758 p., 80 F.

SECONDE GUERRE MONDIALE

- P. Bauduin, E. Charon, *Normandie 44. Les photos de l'avion espion*, Caen, Mait' Jacques, 96 p., 195 F.
- P. Masson, *La Bataille de l'Atlantique*, Paris, Tallandier, 212 p., prix non ind.
- C. Singer, *L'Université libérée, l'université épurée (1943-1947)*, Paris, Les Belles Lettres, 430 p., 185 F.
- Coll., *Jusqu'au bout de la Résistance*, Paris, Stock, 514 p., 170 F.

ASIE

- J.-M. Bouissou, *Le Japon depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 192 p., 73 F.
- D. Grandclément, *Bao Dai ou les derniers jours de l'empire d'Annam*, Paris, J.-Cl. Lattès, 382 p., 139 F.
- A. Peyrefitte, *De la Chine. Quand la Chine s'éveillera... L'Empire immobile. La Tragédie chinoise. La Chine s'est éveillée*, Paris, Omnibus, 1720 p., 179 F.

AMÉRIQUES

- R. Dupuis, *Tribus, peuples et nations. Les nouveaux enjeux des revendications autochtones au Canada*, Montréal, Boréal, 170 p., prix non ind.
- C. V. Mc Kanna Jr., *Homicide, Race and Justice in the American West, 1880-1920*, Tucson, The University of Arizona Press, 206 p., \$ 40,00.
- F. Mauro, M. de Souza, *Le Brésil du XV^e siècle à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Sedes, 220 p., 140 F.
- J. P. Sanchez, *Explorers, Traders and Slavers. Forging the Old Spanish Trail, 1678-1850*, Salt Lake City, University of Utah Press, 186 p., \$ 29,95.

FRANCE RÉGIONS

- J.-L. Bodinier, J. Breteau, N. de La Casinière, *Le Quai de la Fosse*, Rennes, Apogée, 92 p., 198 F.
- C. Bouneau, *Modernisation et territoire. L'électrification du grand Sud-Ouest de la fin du XIX^e siècle à 1946*, Talence, Fédération historique du Sud-Ouest, 736 p., 440 F.
- P. Boyer, *Les Fortifications du Briançonnais, 1700-1840-1880-1930*, Aix-en-Provence, Édisud, 143 p., prix non ind.
- P. Coftier, *L'Éveil d'un monde ouvrier. 1789-1919, Calvados*, Cabourg, Cahier du temps, 167 p., 140 F.
- O. Guelliot, *Dictionnaire historique de l'arrondissement de Vouziers*, t. I, Charleville-Mézières, Terres ardennaises, 95 p., 100 F.
- P. de Moncan, *Les Grands Boulevards de Paris. De la Bastille à la Madeleine*, Paris, Le Mécène, 208 p., 390 F.
- J. Sellier, *Atlas historique des provinces et régions de France. Genèse d'un peuple*, Paris, La Découverte, 223 p., 295 F.

EMPLOI



• Hauts-de-Seine
• 50.000 habitants
Ville accueillante et dynamique, à l'écoute de ses habitants



RESPONSABLE DU CENTRE DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Archiviste-documentaliste titulaire du grade d'attaché de conservation du patrimoine, vous avez en charge l'encadrement du service affecté à la collecte, à la conservation et à la promotion des archives communales et de la documentation. Outre le management des agents, l'organisation des activités et la gestion du budget, vous assurez l'animation technique (élaboration et suivi des tableaux de tri, cotation, rédaction des instruments de recherche, indexation des registres, administration et développement des bases de données archivistique et documentaire, mise en place d'une base de données juridiques). Vous contribuez également à la recherche historique sur la ville d'Issy. Expérimenté, vous disposez d'un DESS en techniques d'archives et de documentation. Maîtrise des logiciels Avenio et Alexandria appréciée.

Adresser lettre, CV et photo à M. le Député-Maire, CAM, 47 rue du Général Leclerc, 92131 Issy-les-Moulineaux cedex.

Ville de Narbonne



• 50.000 habitants
• Sous-préfecture de l'Aude, carrefour de l'Europe du Sud
• Site touristique exceptionnel en bordure de la mer

bibliothécaire territorial ou conservateur territorial de bibliothèque

de 2ème classe pour la nouvelle médiathèque

Vos missions : constituer le fonds audio et vidéo (acquisition, indexation, catalogage), préparer l'ouverture de la nouvelle médiathèque, contribuer à la politique de développement de la lecture publique ouverte aux nouvelles technologies, gérer la mise en valeur du secteur, suivre l'informatisation de la médiathèque, animer l'espace et plus largement, au sein de l'équipe, animer la médiathèque.

Vos atouts : bonne culture musicale, aptitude à l'innovation et à la communication, aptitude au management, sens du service public, sens de l'organisation et des responsabilités, connaissance de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information. expérience dans un poste similaire. **Poste à pourvoir au 1.4.1998.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo à M. le Maire, Vice-Président du conseil régional, hôtel de ville, BP. 823, 11108 Narbonne cedex.

FORMATION

ÉCOLE DU LOUVRE

Inscription au test probatoire d'entrée en première année de premier cycle du 1^{er} décembre 1997 au 23 février 1998 inclus.

Retrait des dossiers :
34, quai du Louvre, 75001 Paris,
ou par correspondance.

Dépôt des dossiers :
par correspondance uniquement
avant le 3 mars 1998
(cachet de la poste faisant foi).

RENSEIGNEMENTS :
01.40.20.56.15.

RENTÉE 1998/1999

Devenez Responsable DE DEPARTEMENT EN LIBRAIRIE



Vous avez plus de 25 ans, un niveau Bac + 2 ou plus, une expérience professionnelle, de réelles aptitudes pour la vente et un intérêt prononcé pour le livre et les produits culturels.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, dans le cadre de l'Institut de Promotion Commerciale Librairie et Multimédia, vous propose une formation de haut niveau d'une durée de 7 mois, rémunérée et validée par un titre homologué de niveau III (Bac +2).

Cette formation offre, depuis 1979, des débouchés dans toute la France (librairies traditionnelles, grandes librairies, grande distribution). Prochaine session : 16 mars 1998.

Vous êtes salarié(e) d'une entreprise et envisagez un Congé Individuel de Formation, ou demandeur d'emploi, envoyez



lettre, photo et CV à IPC Librairie et Multimédia - Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon - CP 305 - 14 rue Gorge de Loup - 69337 Lyon cedex 09.

BREVES



● **Mozart : Le 17 novembre 1763, une famille autrichienne, les Mozart, faisait étape à Gournay, au cœur**

de la Picardie, sur la route de Paris où Wolfgang, qui n'avait pas huit ans, allait faire merveille. Le 10 mai 1776, venant de Londres, la même famille traversait encore la commune. Entre-temps, le petit génie était devenu un génie tout court.

ANNALES HISTORIQUES COMPIÉGNOISES n° 69-70.

● **Narcotrafiquants : Le « Triangle d'or » qui s'étend sur une partie de la Birmanie et sur lequel a longtemps régné la figure mythique de Khun Sa est une des « zones grises » grosses productrices d'opium et d'héroïne. Histoire d'un puissant gang criminel et de ses complicités politiques.**

NOTES D'INFORMATION DES LABORATOIRES MINOS.

● **Anatomie : Grâce à l'imagerie numérique, il est possible de reconstituer des visages à partir de crânes et de déceler les malformations ou les handicaps dont souffraient nos ancêtres. Plusieurs nécropoles médiévales du Val-de-Marne viennent d'être l'objet d'une vaste étude à partir de ces nouvelles données.**

ARCHEOLOGIA n° 340.

● **Guillaumet : Un des as et un des martyrs des ailes françaises, dans la grande lignée des Mermoz et des Saint-Exupéry. 396 fois la Cordillère des Andes, 84 fois l'Atlantique Sud, 12 fois l'Atlantique Nord... Jusqu'à ce 27 novembre 1940 où il fut abattu au-dessus de la Méditerranée par un chasseur italien.**

ICARE n° 162.

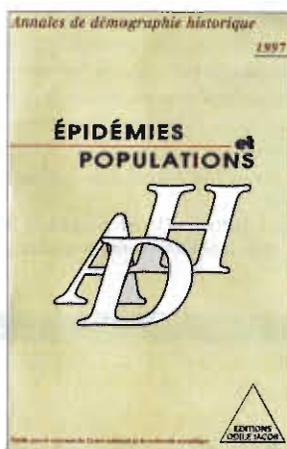
Rubrique réalisée
par Daniel Bermond

Les *Annales de démographie historique* font peau neuve. Avec un numéro consacré aux grandes épidémies qui ont ravagé l'Europe.

Populations, médecine et épidémies

Ce n'est pas une nouvelle revue mais c'est assurément une revue qui se renouvelle. Les *Annales de démographie historique*, fondées il y a plus de trente ans par les papes de la démographie historique en France (Marcel Reinhard, Louis Henry, Jacques Dupâquier, Pierre Goubert, Jacques Armengaud), viennent de reparaitre en ce début d'année sous un autre parrainage (les éditions Odile Jacob), un autre habillage (fini le titre en caractères rouges sur couverture blanche) et suivant une autre fréquence (d'annuelle la revue devient semestrielle).

Jean-Pierre Bardet et Jean-Pierre Poussou, les directeurs, Patrice Bourdelais, le rédacteur en chef, s'efforcent de sensibiliser les lecteurs aux nouveaux axes de recherche de la démographie historique et à ses méthodes. Dans ce volume inaugural, intitulé « Épidémies et populations », on lira ainsi l'intéressante contribution de Scarlett Beauvalet (Paris-IV) et Pierre Boutouyrie (hôpital Broussais) sur les causes de la recrudescence des fièvres puerpérales au milieu du XIX^e siècle



étudiées à partir des observations chiffrées de la maternité de Port-Royal. La multiplication des gestes interventionnistes (le déplacement de l'enfant dans l'utérus en vue d'une présentation plus favorable avant l'accouchement, le forceps, le perforateur, la césarienne, etc.) dans des conditions d'hygiène très aléatoires explique la surmortalité maternelle (jusqu'à 15% de décès autour de 1860). Il faudra une prise de conscience du corps médical, l'usage systématique d'antiseptiques et l'introduction de règles

de désinfection rigoureuses pour que la tendance s'inverse à la fin du siècle.

Joseph Bernabeu Mestre et Teresa Ballester Artigues (université d'Alicante) analysent pour leur part les singularités démographiques et régionales du retour de la lèpre dans l'Espagne contemporaine (1878-1932), et Olivier Faron (Paris-IV) les aspects sociaux de l'épidémie de choléra qui sévit à Milan en 1836 (cf. *Yves-Marie Bercé*, p. 76). Une mention particulière aussi à l'article de Patrice Bourdelais (EHESS), en ouverture de ce numéro, sur l'état des recherches en matière d'histoire des épidémies. Une histoire qui fait partie de notre actualité, comme nous le rappelle malheureusement le cas du sida.

ANNALES DE DÉMOGRAPHIE HISTORIQUE

Rédacteur en chef :
Patrice Bourdelais
Centre Roland-Mousnier
Université de Paris-Sorbonne
1 rue Victor-Cousin
75230 Paris cedex 05

ICI, LONDRES

La guerre de propagande, dans laquelle les Allemands étaient passés maîtres les premiers, mais où s'engagèrent bientôt les Résistances européennes, apporta une dimension nouvelle à la Seconde Guerre mondiale. Quelle fut le pouvoir de la radio de Londres sur l'opinion publique française ? Jean-Louis Crémieux-Brilhac s'attache à en évaluer la portée et les limites. D'abord destinée à justifier la poursuite des combats et à soutenir l'espoir des Français tout en démystifiant la figure de Pétain, la BBC française devint après 1942 un catalyseur de la Résistance et une arme pour l'action, donnant des ordres, engageant les jeunes à rejoindre les maquis, jouant un rôle clé dans la phase du débarque-

ment. Son influence fut indéniable.

Pour autant, la marge entre *faire croire*, objectif de toute propagande, et *faire agir* restait immense. La proportion des résistants actifs (3%) en témoigne. Plus que leur degré d'engagement, c'est le désir des Français de voir la victoire des Alliés et la libération du pays que reflète le taux d'écoute de la BBC. Quant à leur optimisme, il dépendait à l'évidence plus des événements militaires que des émissions. Mais, au-delà, la radio a agi sur les représentations mentales, conféré sa dimension légendaire à de Gaulle et contribué au mythe d'une nation se libérant par elle-même. Elle a également participé à la réhabilitation de l'Union soviétique.

Mélanges de l'École française de Rome t. 108, 1-1996.

QUERELLES D'HUMANISTES

Les querelles entre humanistes étaient régies, sous la Renaissance, par un code admis de tous. Il y allait de leur honneur. Selon Isabelle Pantin (université du Maine), l'affrontement pouvait même être annoncé à l'avance, comme ce fut le cas lorsque Pic de la Mirandole, en 1486, se rendit à Rome pour soutenir la contestation des neuf cents thèses de ses *Conclusiones* ou, un siècle plus tard, lorsque Giordano Bruno vint à Paris pour défendre ses *Cent Vingt Articles sur la nature et le monde contre les péripatéticiens*. Il arrivait aussi que des maîtres laissent le soin à l'un de leurs brillants élèves de les représenter, surtout s'ils devaient s'opposer à un anonyme, ce qui était déchoir.

Enquête n° 5.

POUCHKINE L'AFRICAIN

Alexandre Pouchkine — « *le premier des Russes* », disait Dostoïevski — avait du sang africain. Son arrière-grand-père maternel, Abraham Petrovitch Hanibal, originaire d'Abyssinie ou, plus probablement, selon les recherches de Dieudonné Gnamankou (EHES), de l'actuel Cameroun, illustre, par son cas particulier, le fait qu'il existait bien une « *route de l'esclave* », drainant de Constantinople à Moscou un marché, il est vrai de peu d'importance, d'enfants africains. Ce personnage, devenu général d'artillerie, disciple de Vauban, fut le fameux « *Nègre de Pierre le Grand* » dont Pouchkine ressuscita la mémoire dans une œuvre remarquable malheureusement restée inachevée.

A plusieurs reprises, l'auteur d'*Eugène Onéguine* se flatta de cet héritage, en dépit des avanies qu'il dut subir de la part d'une certaine société russe, peu disposée à accepter en son sein un écrivain, fût-il illustre, aux origines si décriées. La lettre par laquelle il apprit que sa femme le trompait avec l'officier français qui allait le tuer en duel n'était-elle pas cachetée d'un sceau estampillé de deux huttes, symboles du sauvage dans l'imaginaire raciste ?

Diogène n° 179.

PREMIERS GHETTOS JUIFS

C'est à partir du XIV^e siècle que les Juifs des cités italiennes sont tenus de se rassembler dans des zones de ségrégation qui donneront naissance aux ghettos (du nom de ce quartier de Venise où ils commencent à se fixer en 1516). Le phénomène va s'accroissant au XVI^e à la suite de la bulle de Paul IV *Cum nimis absurdum* (1555). Donatella Calabi (Institut d'architecture de Venise) date d'ailleurs de cette année-là les murs encerclant l'espace réservé aux Juifs de Rome. D'autres villes pontificales suivront (Bologne, Ancône, Ascoli, Imola), de même que Florence et Sienne où est entreprise à cette occasion une vaste rénovation urbaine.

A Ferrare, les Juifs bénéficièrent au cours du XV^e siècle de la protection des ducs qui accueillirent même les réfugiés d'Espagne, du Portugal, d'Allemagne, de Naples ou de Milan. Lorsque la ville passa sous tutelle pontificale, les ducs d'Este

transportèrent leur capitale à Modène où les suivirent nombre de leurs sujets juifs. Pour ceux qui restèrent, les vexations commencèrent, tandis que Ferrare se dotait d'un ghetto hérissé, comme ailleurs, d'une enceinte et de grilles.

Annales 1997-4.

VAUBAN, MARÉCHAL ET AGRONOME

Vauban n'était pas seulement le bâtisseur de forteresses qui contribua à donner consistance au « *pré carré* » royal. Emmanuel Le Roy Ladurie brosse de ce technicien de l'art militaire un portrait tout en contrastes. Le maréchal de France n'était pas étranger aux choses de la terre et aux questions d'irrigation, il se mêlait volontiers de politique et, tout en ayant l'oreille de Louis XIV qui le ménageait, il ne rechignait pas à jouer auprès de ce dernier d'un droit de remontrance.

Vauban désapprouva la révocation de l'édit de Nantes et son *Projet d'une dîme royale*, publié l'année de sa mort (1707), rencontra l'hostilité du roi qui le fit condamner « *à la saisie et au pilon* ». Le grand serviteur conçut-il une amertume telle qu'il n'aurait pas supporté l'affront ? Saint-Simon, qui ne le tenait guère en grande estime, le dit, mais sans doute à tort. Vauban ? Un esprit libre dans le système louis-quatorzien.

Histoire et sociétés n° 69

JARDINS D'ORIENT

Dans le paysage médiéval, les jardins étaient omniprésents : « *courtils* » inséparables de la demeure paysanne, objets de tous les soins, auréole de végétation autour des remparts urbains et jardins minuscules ou véritables parcs à l'intérieur des murailles, jardins des châteaux, jardins des cloîtres. La littérature en régorge également.

L'Orient demeure toutefois le lieu par excellence de ces espaces d'agrément, symboliques et réels. Christiane Deluz montre combien les pèlerins goûtent, à travers le prisme des souvenirs bibliques, aux jardins de Terre sainte. Marco Polo et d'autres auteurs évoquent aussi longuement celui, fabuleux, du Vieux de la Montagne et de ses Assassins. Jardin peuplé de femmes « *bien instruites à faire aux hommes toutes caresses et privautés imaginables* ».

Cahiers du Léopard d'or n° 6.

UN DREYFUS ANGLAIS ?

Pourquoi Chamberlain se sépara-t-il de son secrétaire d'État à la Guerre, Leslie Hore-Belisha, le 4 janvier 1940 ? En raison de son arrogance et de son incapacité à s'entendre avec l'état-major ? Parce qu'il avait voulu imposer à l'armée des réformes brutales et s'était davantage soucié des conditions matérielles de la troupe que de la modernisation de l'armement ? Ou bien faut-il voir dans ce départ la pression de plus en plus forte à laquelle était soumis le Premier ministre de Sa Majesté de la part d'un commandement général fortement antisémite ? Pour Richard Wilkinson (Marlborough College), cette mise à pied frappait un politique peu conventionnel, dont les origines et les manières heurtaient des officiers issus de la meilleure société.

History Today vol.47 (12).

MYSTÉRIEUX MANUSCRITS DE QUMRÂN

Qui étaient les Esséniens habitant le site de Qumrân où furent retrouvés en 1947 les manuscrits de la mer Morte ? De quand datent ces documents et que disent-ils ? En quoi ont-ils bouleversé les études bibliques ? Et qu'en est-il de la polémique sur le retard mis à la publication de certains textes au motif qu'ils comporteraient des révélations embarrassantes ? Autant de questions auxquelles tente de répondre Émile Puech (CNRS), l'un des meilleurs spécialistes des manuscrits, du site et de la communauté de Qumrân.

Le Monde de la Bible n° 107.

BESTIAIRE QUÉBÉCOIS

Le castor, l'outarde, l'ours, le caribou et le saumon font partie du patrimoine canadien, et l'ethnologue Michel Noël montre la place éminente et sacrée qu'occupaient ces animaux dans les mythes amérindiens. Le castor apparaissait même dans l'héraldique du Canada au XVII^e siècle. Quoi de plus normal pour une société qui tirait une de ses principales richesses du commerce de la fourrure ? Au fait, qu'est-ce que ce mammifère au corps étonnant, à la queue de poisson ? Les naturalistes de l'époque se perdent en conjectures, raconte François-Marc Gagnon (université de Montréal).

Cap-aux-Diamants n° 51.

BRÈVES

● **Léopold III : Un roi controversé pris dans la tourmente de la Belgique occupée et sur le comportement duquel Flamands et Wallons se déchirèrent après 1945.**

SEPTENTRION décembre 1997.

● **Tamerlan : De Samarcande à Hérat, de Boukhara à Bursa, entre Asie centrale, Inde, Iran et Asie Mineure, le rayonnement de la culture timouride (XV^e-XVIII^e siècle) dans les domaines artistique, politique et économique. Actes du colloque de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale qui s'est tenu durant l'automne 1996.**

CAHIERS D'ASIE CENTRALE 3-4.

● **Toponymie : L'histoire des villes commence par celle de leurs rues, mais l'entreprise est difficile si l'on considère les obstacles qu'ont rencontrés trois historiens amateurs de Marseille (XVIII^e-XIX^e siècle).**

LE MONDE ALPIN ET RHODANIEN 2-4/1997.

● **France : Un regard anglo-saxon sur l'école sociologique et ethnologique française du XX^e siècle (de Durkheim à Bourdieu, de Mauss à Lévy-Strauss) et un instantané sur la France d'après les législatives du printemps 1997.**

MODERN AND CONTEMPORARY FRANCE vol. 5, n° 4.

● **Résistance : Un mythe ? Douglas Porch bat en brèche l'idée que l'action de la Résistance ait eu sur l'issue des combats en France le poids que la geste gaulliste a voulu lui attribuer longtemps après la guerre.**

THE QUARTERLY JOURNAL OF MILITARY HISTORY VOL. 10, N° 2.

● **François Furet : au sommaire du dernier numéro de *Commentaire*, la revue dirigée par Jean-Claude Casanovo, la suite et la fin de la publication des lettres échangées entre François Furet et Ernst Nolte concernant le fascisme, le communisme et l'histoire du XX^e siècle.**

COMMENTAIRE n° 80.

REVUE MENSUELLE ÉDITÉE
PAR LA SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS SCIENTIFIQUES
57, RUE DE SEINE, 75280 PARIS CEDEX 06
TÉL. 01 53 73 79 79

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Stéphane Khémis

ASSISTANTE DE DIRECTION : Christie Mozataud (79 77)

RÉDACTION 01 53 73 79 79
e-mail rédaction : courrier@histoire.presse.fr
DOCUMENTATION, RÉALISATION 01 53 73 79 79
PROMOTION 01 53 73 79 79
TÉLÉCOPIEUR 01 46 34 75 08
VENTES, ABONNEMENTS 01 44 32 05 30
75280 PARIS CEDEX 06
CCP PARIS 20288-35 L

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Stéphane Khémis (79 70)

CONSEILLERS DE LA DIRECTION : Michel Winock,
Jean-Noël Jeanneney, Jean-Michel Gaillard

DIRECTION ÉDITORIALE : Valérie Hannin (79 59)

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE : Véronique Sales (79 73)

CHEF DE RUBRIQUE : Séverine Nikel (79 91)

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Cécile Rey (79 85)

RÉDACTION : Héroïse Kalebka, Huguette Meunier

COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Assouline, Jacques Berlioz,
Pierre Chuvin, Joël Cornette, Jean-Michel Gaillard,
Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, François Lebrun,
Jean-Maurice de Montremy, Jean-Pierre Rioux,
Maurice Sartre, Michel Winock

CORRESPONDANTS : Claude Aziza, Jean-Louis Biget,
Catherine Brike, Philippe Burrin, Jacques Chiffolleau,
Jean-Luc Domenach, Hervé Duchêne, Jacques Marseille,
Pascal Ory, Anthony Rowley, Nicolas Werth,
Olivier Wieviorka

CONCEPTION GRAPHIQUE : Natalie Bailoucq, Marc Jézégabel

RÉDACTRICE GRAPHISTE : Béatrice de Clédat Bizet (79 56)

DOCUMENTATION-RÉDACTION : Sophie Marcus-Antier (79 51)

DIRECTION TECHNIQUE ET FABRICATION : Gérard Mazaloud
(79 79)

RÉALISATION : Daniel Fouché (79 79)

CONSEILLER ARTISTIQUE : Jocelyne Vaude (79 76)

A COLLABORÉ À CE NUMÉRO : Légendes Cartographie

VENTES ET ABONNEMENTS : Emmanuel Chodkiewicz
(01 44 32 05 30)

PROMOTION : Sophia Malek (79 69)

COMPTABILITÉ : Laurent Itier (01 43 54 57 67)

PUBLICITÉ

Selling Media (directeur Arnaud Camus)
5 rue de Chazelles, 75017 Paris
Tél. 01 47 63 50 50 - Fax 01 47 63 50 52
CHEF DE PUBLICITÉ : Thierry Vimal de Fléchat

La rédaction de L'Histoire est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L.122-4 du code de propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins 75006 Paris, tél. 01 44 07 47 70, fax 01 46 34 67 19.

L'éditeur s'autorise à refuser toute insertion qui semblerait contraire aux intérêts moraux ou matériels de la publication. Les noms, prénom(s) et adresse de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes liés contractuellement avec L'Histoire, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de certification dans le cadre légal.

Représente l'éditeur en Belgique :
Jean-Philippe Tondeur,
9 Avenue Van Kalken, 1070 Bruxelles
Tél. 555.02.22 - Fax 555.02.29

© 1998 Société d'éditions scientifiques
Printed in France
Commission paritaire n° 60634.



■ THIS MONTH

- 3 LETTERS
- 8 AGENDA
- 10 FOCUS
- 12 EXHIBITIONS
- 14 MEDIA
- 16 The Strange Case of Pierre Brossolette
an interview with François Bédarida
- 18 This Supposedly Erotic Navel...
by Jacques Berlioz
- 19 Welcome on Mars !
by Philippe Varnoteaux
- 21 Northern Ireland : the War of Cradles
by Youssef Courbage
- 23 Descartes and Witches
by Joël Cornette
- 25 Rome and China: the Sharing of the World
by Jean-Louis Mourgues
- 27 The French Court in 80 000 Lines
by Martin Aurell
- 28 Hooligans in the Suburbs
by Dominique Kalifa
- 30 PORTRAIT
Paul Bairoch's Economics Lesson
by François Dufay
- 32 PRESS REVIEW

■ SPECIAL REPORT

- 1938 : The Triumph of Nazism
- 34 Adolf Hitler's Year
by Philippe Burrin
- 40 The Triumph of "Aryan" Culture
by Éric Michaud
- 42 Crystal Night: the Story of a Pogrom
an interview with Saul Friedländer
- 46 Were all the Germans Nazis ?
by Pierre Ayçoberry
- 48 Chaplin vs Hitler
by Pierre Sorlin
- 50 Portrait of Mussolini as Hitler's Vassal
by Pierre Milza
- 52 Munich or the Strategy of Renunciation
by Élisabeth du Réau
- 56 Vienna-Prague: the End of a World
by Jean-Paul Bled
- 58 Could One stand up to Hitler ?
by Jean-Pierre Azéma

■ RESEARCH

- 62 1848 : the Revolution of Women
by Michelle Perrot
- 68 The History of Tears
by Piroska Nagy-Zombory
- 72 The Great Adventure of the 2 CV
by Jérôme Thuiez
- 78 Rumors and Plague Epidemics
by Yves-Marie Bercé
- 84 Vercingetorix, the Man who would be King
by Yann Le Bohec
- 90 BOOK
- 98 REVIEWS
- TRIBUNE
- 106 Three Cheers for the Nation!
by Yves Lacoste

Index 1997

sommaires

N° 206. JANVIER 1997

- A qui appartiennent les archives des présidents ?**, Daniel Bermond, p. 6-8
L'Empire gaulois n'a jamais existé !, Bertrand Lançon, p. 10-11
Amours d'un tisserand dans l'ancienne France, François Lebrun, p. 12-13
Et l'Église condamna les philosophes, Jacques Verger, p. 13-14
Les Martiens ont cent ans !, Claude Aziza, p. 15-16
Quand une femme sur deux mourait à la maternité, Scarlett Beauvalet-Boutouyrie, p. 16-19
Jean Clottes, Cro-Magnon et les Bushmen, Jean-Maurice de Montremy, p. 20-21
- DOSSIER : Quand la Révolution russe ébranle le monde**, p. 22-49
La prise du pouvoir par les bolcheviks, Nicolas Werth, p. 24-35
Kerenski, le héros malheureux, Gaël Moullec, p. 26
Un Américain sur la place Rouge, Claude Aziza, p. 34
Brest-Litovsk : le prix de la paix, Sabine Dullin, p. 36-37
La guerre civile pour avenir, Catherine Gousseff, p. 38-39
Combien de victimes ?, Alain Blum, p. 40-43
Aux origines du parti communiste français, Stéphane Courlois, p. 44-45
Les premiers missionnaires de la cause, Sophie Cœuré, p. 45-47
Les Russes croient-ils encore à Lénine ? (entretien), Hélène Carrère D'Encausse, p. 48-49
Les prophètes de la fin du monde, Martin Aurell, p. 50-54
Atatürk, ou la naissance de la Turquie moderne, François Georgeon, p. 56-62
« Il faut détruire Carthage ! », Yann Le Bohec, p. 64-69
La carrière brisée de Jean de La Fontaine, Patrick Dandrey, p. 70-73
Le phénomène Goldhagen, Édouard Husson, p. 81
Il n'y a pas de peuple assassin !, Philippe Burrin, p. 82-85
Le métier d'historien, François Bédarida, p. 98

N° 207. FÉVRIER 1997

- Platon est-il africain ?**, Maurice Sartre, p. 6-7
Génocide et grand spectacle, Anne Grynberg, p. 8-10
Lettres d'amour du Moyen Âge, Jacques Berlioz, p. 10-11
De Gaulle intime : la mélancolie d'un grand homme, Jean-Noël Jeanneney, p. 12-13
On a retrouvé les légions de Varus !, Yann Le Bohec, p. 14-15
Les combats du « New York Times », Nicole Baeharan, p. 15-17
Le sacre du canal du Midi, Joël Cornette, p. 17-18
Jean-Louis Flaudrin, archéologue du sexe et de la cuisine, François Dufay, p. 19-20
- DOSSIER : Les soldats de la France, de la levée en masse à la fin des conscrits**, p. 22-49
Les Français ont-ils encore une patrie ?, Michel Winock, p. 24-27
Aux armes, citoyens !, Maurice Vaisse, p. 28-39

- La levée en masse a sauvé la Révolution !**, Jean-Paul Bertaud, p. 30
C'est Louis XIV qui a inventé le service militaire ! (entretien), André Corvisier, p. 40-41
Les Invalides : de l'hospice au musée, François Robichon, p. 42-43
Les officiers sont-ils de droite ? (entretien), Raoul Girardet, p. 44-45
Les gaités de l'escadron, Claude Aziza, p. 45
Les soldats de la paix ou la grande illusion, Jean-Christophe Rufin, Thierry Tardy, p. 46-47
Le bel avenir de l'armée, Marie-Catherine Oppenheim, p. 48-49
Les Vikings à la conquête de la Normandie, Jean-Yves Marin, p. 50-57
Hong-Kong : les beaux jours d'une colonie anglaise, Jean-Luc Douneau, p. 58-65
D'une guerre de l'opium à l'autre, Stéphanie Lautard, p. 60
1^{er} Juillet 1997 : quel statut pour Hong-Kong ?, Stéphanie Lautard, p. 65
Chrétiens et martyrs dans l'Arabie heureuse, Joëlle Beaucamp, Françoise Briquel-Chatonnet, Christian Robin, p. 66-69
La rançon d'un roi : deux millions pour libérer François I^{er}, Philippe Hamon, p. 70-74
Comment Fernand Braudel a écrit « La Méditerranée », Paule Braudel, p. 84-89
Les pouvoirs et la presse, Jean-Marie Colombaui, p. 101

N° 208. MARS 1997

- La Résistance ordinaire de Lucie Aubrac (entretien)**, Olivier Wieviorka, p. 6-7
Et Calvin fit régner l'ordre moral à Genève, Léon Jettroët, p. 8-9
On a volé les reliques de Marie-Madeleine !, Jacques Berlioz, p. 10-11
Un parti pour de Gaulle (entretien), Pierre Lefranc, p. 11-12
Les Francs sont-ils allemands ?, Pierre Monnet, p. 14-16
Ulysse, le roi chasseur, Hervé Duchêne, p. 16-17
Les savants fons de l'unité 731, Christian Kessler, p. 18-19
Les douze travaux de Jacques Marseille, Jean-Maurice de Montremy, p. 20-21
- DOSSIER : Venise, l'aventure d'une République maritime**, p. 22-47
Une cité au péril des eaux, Elisabeth Crouzet-Pavan, p. 24-29
Venise se noie !, Fabrice Nicolino, p. 28
Marchands et navigateurs à la conquête du monde (entretien), Philippe Braunstein, p. 30-35
Les mille petits métiers de l'arsenal, Bernard Douuere, p. 32
Venise, capitale de l'imprimerie, Florence Langevin, p. 34
12 mai 1797 : la République meurt sans combattre, Jean-François Chauvard, Xavier Tabel, p. 36-41
Venise, mère des arts : quelques figures illustres, Jean-Maurice de Montremy, p. 40-41
Casanova et la fête vénitienne (entretien), Maurice Lever, p. 42-43

Venise l'autrichienne, Alvisé Zorzi, p. 44-45
Économie d'une ville-musée (entretien), Massimo Cacciari, p. 46-47
Enquête sur un rite médiéval : le démembrement des corps, Agostino Paravicini Bagliani, p. 48-53
Lutte de classes chez les fermiers d'Ile-de-France, Jean-Marc Moriceau, p. 54-59
Fastes et splendeurs de la cour de Perse, Pierre Briant, p. 60-67
1957 : le traité de Rome est-il une invention américaine ?, Jean-Michel Gaillard, p. 68-73
Faut-il avoir peur du « politiquement correct » ?, Claire Zalc, Ruth Zylberman, p. 80-84
Bonnes intentions et effets pervers, Sabine Raffy, p. 83
Violence et civilisation, Olivier Mongin, p. 98

N° 209. AVRIL 1997

« Le Monde » : cinquante ans d'une entreprise de presse, Jean-Michel Gaillard, p. 6-7
Extravagantes coiffures du Moyen Age !, Sophie Jolivet, p. 8-9
Hector, le Troyen malheureux (entretien), Jacqueline de Romilly, p. 9-10
Du mauvais usage du Dalai-Lama, Odon Vallet, p. 11-12
Sodomite et hérétique : un pape en accusation, Patrick Boucheron, p. 13-14
Comment le siècle des Lumières a découvert Pompéi, Joël Cornette, p. 16-17
Jacques Dupâquier : au nom du Vexin !, Daniel Bermond, p. 18-19
DOSSIER : 1947, le monde entre dans la guerre froide, p. 22-47
De Yalta à la guerre de Corée : comment le monde a basculé dans la guerre froide, Pierre Grosser, p. 22-31
17 milliards de dollars contre le communisme, Véroïque Genlis, p. 24
Entre l'Est et l'Ouest, la France, Pierre Grosser, p. 28
De Gaulle choisit son camp (entretien), Jean-Louis Crémieux-Brilhac, p. 29
Harry Truman, le champion du monde libre, André Kaspi, p. 32-33
La stratégie de Staline, Laurent Rucker, p. 34-35
Veillée d'armes chez les espions, Gildas Le Voguer, p. 36-37
« Le Rideau de fer » : Hollywood en armes, Claude Aziza, p. 37
Les partis communistes dans la bataille, Marc Lazar, p. 38-41
Le camarade Vietto a perdu le Tour de France !, Denis Condroyer, p. 42-43
Raymond Aron, le visionnaire mal-aimé, Nicolas Baverez, p. 44-45
La guerre est finie..., Michel Winock, p. 46-47
Tontatis, Ésus, Taranis : étranges dieux gaulois, Jean-Louis Cadoux, p. 48-51
Vendée : les criminels de guerre devant leurs juges, Jean-Clément Martin, p. 52-57
Frédéric II, le dernier empereur universel, Pierre Monnet, p. 58-65
Athlètes et gymnastes de la Belle Époque, Ronald Hubscher, p. 66-71
La Suisse, les Juifs et l'or des nazis (entretien), Jean-Claude Favez, p. 78-85
Le malaise français, Henri Mendras, p. 98

N° 210. MAI 1997

L'âge d'or de l'Albanie, Gilles Veinstein, p. 6-8
L'« affaire » du zyklon B, Cécile Duret, p. 8-10
Comment Ceaucescu a réhabilité Dracula, Claude Aziza, p. 10-11
Le scarabée, insecte sacré, Patrick Jean-Baptiste, p. 12-13
Euromissiles : la dernière bataille Est-Ouest, Marie-Catherine Oppenheim, p. 14-16
Ce que l'Algérie a coûté à la France, Jacques Marseille, p. 16-17
Le Nouveau Monde d'André Kaspi, Jean-Maurice de Montremy, p. 18-19
SPECIAL : Jeanne d'Arc, une passion française, p. 20-73
Un drame en trois actes, Philippe Contamine, p. 22-23
Itinéraire d'une rebelle, Claude Gauvard, p. 24-29
Guerrières, bergères et prophétesses, Colette Beaune, p. 26
Le patriotisme aux frontières, Colette Beaune, p. 30-32
Domremy, sur la Meuse, Jacques Berlioz, p. 31
Saint Michel ne se rend jamais !, Colette Beaune, p. 32-33
Jeanne d'Arc était-elle un génie militaire ?, Philippe Contamine, p. 34-39
Jeanne devant ses juges (entretien), Jacques Chiffolleau, p. 40-45
Bruits, rumeurs et propagande, Philippe Contamine, p. 46-47
Naissance d'une sainte, Jacques Dalarun, p. 50-55

Voltaire, Michelet, Péguy et les autres, Géraldi Leroy, p. 56-57
Le dossier médical, Olivier Bouzy, p. 58-59
La mystique et le psychiatre, Alain Bôtéro, p. 59
Jeanne d'Arc est-elle d'extrême droite ?, Michel Winock, p. 60-66
L'affaire Thalamas, Anne Rasmussen, p. 62
Le tour du monde de la Pucelle, Gerd Krumeich, p. 68-69
Des frères Lumière à Rivette : une héroïne de cinéma, Christian-Marc Bosséno, p. 70-71
Jeanne, son livre d'or, ses fidèles, François Dufay, p. 72-73
Usages et objets quotidiens au siècle des Lumières (entretien), Daniel Roche, p. 80-84
Les murs de Rodez, Joëlle Barnouf, p. 98

N° 211. JUIN 1997

Le Puy-du-Fou est-il réactionnaire ?, François Lebrun, p. 6-7
Le voyage en Orient de W. J. Bankes, Annie Sartre-Fauriat, p. 7-9
Asie centrale : comment naissent les nations, Pierre Chuvin, p. 10-12
Mais à quoi sert le baccalauréat ?, Jean-Michel Gaillard, p. 12-13
La grande saga des petits soldats de plomb, Laurent Lemire, p. 14-15
Ces Italiens qui ont fait la France, Joël Cornette, p. 15-16
Une visite à Noyon, Laurent Theis, p. 17
François Furet, de la Révolution à l'Académie, François Dufay, p. 18-19
DOSSIER : Faut-il réhabiliter Napoléon III, p. 20-47
Louis Napoléon, le mal-aimé (entretien), Alain Corbin, p. 24-25
L'empereur était-il démocrate ?, Jean Garrigues, p. 26-31
L'énigme Morny, Emmanuel de Waresquiel, p. 30
Un socialiste au pouvoir ?, Alain Plessis, p. 32-35
La révolution haussmannienne : une ville pour les riches ?, Florence Bourillon, p. 36-37
Le « grand bond en avant » de l'économie française, Francis Demier, p. 38-41
L'empereur de la vie quotidienne, Roger-Henri Guerrand, p. 40
Sedan, 1870 : l'effondrement d'un rêve européen, Jean-Michel Gaillard, p. 42-45
Westerns mexicains, Claude Aziza, p. 44
Napoléon III, roi de l'époque (entretien), Alain Minc, p. 46-47
Napoléon III, aux oubliettes ! (entretien), Max Gallo, p. 46-47
La crue du Nil : religion et géographie, Maurice Sartre, p. 48-54
La famille noble est née en l'An Mil, Martin Aurell, p. 56-60
Le lobby militaire a-t-il gouverné la France ?, Samy Cohen, p. 62-65
Un secret d'État : la mort de Soliman le Magnifique, Gilles Veinstein, p. 66-71
Ma part de vérité (entretien), Raymond Aubrac, p. 78-80
Un livre d'histoire, pas un réquisitoire ! (entretien), Gérard Chauvy, p. 80
Il n'y a pas d'affaire Aubrac, Jean-Pierre Azéma, p. 81-85
Les grandes oreilles du monarque, Emmanuel Le Roy Ladurie, p. 98

N° 212. JUILLET-AOÛT 1997 SPÉCIAL

Israël, terre promise et convoitée, de Moïse aux accords d'Oslo
La Terre promise ou le récit des origines, Jean Bôtéro, p. 8-13
Géopolitique du Proche-Orient : du roi David à Alexandre Le Grand (entretien), André Lemaire, p. 14-20
Israël, Palestine : le sens des mots, Odon Vallet, p. 18
Salomon, roi de légende, Mireille Hadas-Lebel, p. 22-25
Le temps des Grecs, Maurice Sartre, p. 26-29
Hérode, portrait d'un roi maudit, Maurice Sartre, p. 28
Souvenirs d'un archéologue au pays de la Bible (entretien), Jean Perrot, p. 30-33
135 : la destruction de Jérusalem, Claude Aziza, p. 34-37
La Palestine sans les Juifs, Michel Abitbol, p. 40-43
L'extraordinaire odyssee des ashkénazes, Sylvie Anne Goldberg, p. 44-49
De Séville à Salonique : itinéraires sépharades, Esther Benbassa, p. 50-55
Missionnaires, diplomates et savants en Terre sainte, Catherine Nicault, p. 56-59
La grande solitude des sionistes, Dominique Bourel, p. 60-63
Des Juifs contre le sionisme, Esther Benbassa, p. 62
« A Bâle, j'ai fondé l'État juif... », Richard Millman, p. 64-65
Renaissance de l'hébreu, Jean-Marie Dériaux, p. 66-67

La faillite du mandat anglais, Henry Laurens, p. 68-71
14 mai 1948 : ce jour-là, Israël est né, Alain Dieckhoff, p. 74-75
Israéliens et arabes : la guerre de cinquante ans, Alain Dieckhoff, p. 76-83
Les héros sont fatigués..., Édouard Waintrop, p. 84-85
Les pères de la nation (entretien), Zeev Sternhell, p. 86-88
Ben Gourion et la question palestinienne, Benny Morris, p. 90-93
Le procès Eichmann, ou la révélation de la Shoah (entretien),
 Idith Zertal, p. 94-95
Russes, Marocains, Falashas et Arabes : les peuples d'Israël,
 Youssef Courbage, p. 96-99
Une démocratie comme les autres ? (entretien), Ilan Greilsammer,
 p. 100-101
La fin des kibboutz, Anne Grynberg, p. 102-105
Israël vu de Palestine (entretien), Camille Mansour, p. 106-107
Si Israël n'existait pas..., Élie Barnavi, p. 108-109

N° 213. SEPTEMBRE 1997

Maurice Papon : le procès d'un fonctionnaire, Marc-Olivier Baruch, p. 6-8
Le Louvre a retrouvé la Perse !, Annie Caubel, p. 9-10
Inde : la démocratie au péril des castes, Odon Vallet, p. 11-13
Olivier de Serres, le fermier gentilhomme, Joël Cornette, p. 13-14
Les Français et l'industrie : le grand malentendu, Jacques Marseille,
 p. 15-16
Sainte-Reine : un pèlerinage en Bourgogne, Philippe Boutry,
 Catherine Vincent, p. 16-18
Marc Fumaroli, l'homme du grand siècle, François Dufay, p. 19-20

DOSSIER : La France, pays du vin, p. 23-47
La Gaule, pays du vin, Bertrand Langon, p. 24-25
Les vignes des seigneurs, Jean-Louis Gaulin, p. 26-29
Pourquoi le vin de messe est blanc, Pascal Collomb, p. 28
Vincent, patron des vigneron, André Julliard, p. 29
Naissance des grands crus, Gilbert Garrier, p. 30-35
À la conquête de la Californie !, Annick Foucier, p. 36-37
Les fièvres du Midi rouge, Jean-Michel Gaillard, p. 38-40
La France est-elle un pays d'alcooliques ?, Didier Nourrisson, p. 42-45
Éloge du vin et de l'ivresse, Anthony Rowley, p. 46-47

Le suaire de Turin est-il un faux ?, Odile Celier, p. 48-55
Le scepticisme d'un dominicain (entretien), Jean-Michel Maldamé, p. 52
Deux scientifiques qui croient à l'authenticité ! (entretien), Anne-Laure Courage, André Marion, p. 53
Le viol d'enfant : de la tolérance au scandale, Georges Vigarello, p. 56-60
Justinien, le plus grand empereur de Byzance, Georges Tate, p. 62-67
La gauche au pouvoir : les rendez-vous manqués, Michel Winock, p. 68-77
Les treute-cinq heures de tous les dangers, Nicolas Baverez, p. 98

N° 214. OCTOBRE 1997

Che Guevara : la face cachée d'un guérillero romantique, Pierre Vayssière, p. 6-8
Images et fantasmes du Moyen Age, Jérôme Baschel, p. 9-10
Pakistan : la guerre des religions, Christine Delsol, p. 11-13
Jean-Paul Laurens, peintre de la IIIe République, Pierre Vaisse, p. 13-15
La mosaïque de Madaba, une carte touristique du VIe siècle,
 Maurice Sartre, p. 16-17
Sputnik : « Bip, bip, bip, hurra ! », Philippe Varnoteaux, p. 17-18
L'historien, l'espion et le KGB (entretien), Christopher Andrew, p. 18-20
Les mondes juifs d'Esther Benbassa, François Dufay, p. 21-22

DOSSIER : Les trois âges du racisme, p. 25-53
Préhistoire de la pensée raciste, Joël Cornette, p. 26-31
Le Moyen Age était-il antisémite ?, Dominique Iogna-Prat, p. 32-33
Quand on pensait le monde en termes de races (entretien),
 Pierre-André Taguieff, p. 34-41
Paul Broca : des chiffres et des crânes, Claude Blanckaert, p. 40
Démocratie et ségrégation : le système américain, André Kaspi, p. 42-44
Noirs et Blancs en Afrique du Sud : l'apartheid triomphant,
 Paul Coquerel, p. 46-47
Le siècle des génocides (entretien), Yves Ternon, p. 48-49
Les races à l'épreuve de la science (entretien), André Langaney, p. 50-51
Le racisme et la loi, Madeleine Rebérioux, p. 52-53

La chute de la maison Fouquet, Jean-Christian Petitfils, p. 54-59
Mari, une cité au bord de l'Euphrate, Henri de Saint-Blanquat, p. 60-63
Itinéraire d'un saint : Martin de Tours, Nancy Gauthier, p. 64-69
Terrorisme et torture : la bataille d'Alger de 1957, Guy Pervillé, p. 70-77
Quel avenir pour la droite ?, Alain-Gérard Slama, p. 98

N° 215. NOVEMBRE 1997

Les fièvres anticommunistes (entretien), Jean-Jacques Becker, p. 6-7
Alexandre le Grand, héros de roman, Laurence Harf-Lancner, p. 8-9
Qui se ressemble s'épouse !, Olivier Faron, p. 9-10
Le rêve médiéval de Georges Duby (entretien), Jacques Le Goff, p. 12-14
Quatre galets et les origines de l'écriture, Maurice Sartre, p. 15-16
Le juge, le psychiatre et le criminel, Véronique Fau-Vincenti, p. 16-17
Prague, Paris, Jérusalem : itinéraire de Saul Friedländer,
 Jean-Maurice de Montremy, p. 19-20

DOSSIER : Les guerres de Religion. Catholiques et protestants,
 de la Saint-Barthélemy à l'édit de Nantes, p. 232-45
Catholiques et protestants : le Grand Schisme, François Lebrun, p. 24-27
Chronique de huit guerres qui ont déchiré la France,
 Jean-François Dubost, p. 28-31
La Saint-Barthélemy : religion et barbarie (entretien), Denis Crouzet,
 p. 32-37
La guerre, une affaire de femmes, Claude Aziza, p. 36
La prise du pouvoir par Henri IV, Joël Cornette, p. 38-39
L'édit de Nantes est-il vraiment un édit de tolérance ?, Olivier Christin,
 p. 40-45
Ni vainqueur ni vaincu : le cas allemand, Christophe Duhamelle, p. 42
L'énigme du sceau de l'édit de Nantes, Bernard Barbiche, p. 44
La saga des huguenots, Janine Garrisson, p. 46-48
1998 : faut-il commémorer l'édit de Nantes ?, Laurent Theis, p. 50-51
Secrets des plantes et magie chez les Romains, Patricia Gaillard-Seux,
 p. 52-55
Six questions sur la crise économique française, Jacques Marseille,
 p. 56-65
La traite des Noirs et l'enrichissement de l'Europe,
 Olivier Pétré-Grenouilleau, p. 66-71
Le jour des morts : une invention du Moyen Age, Dominique Iogna-Prat,
 p. 72-76
Le jour des morts : 1^{er} ou 2 novembre ?, François Lebrun, p. 73
Le roman de Vichy, Marc Lambron, p. 98

N° 216. DÉCEMBRE 1997

17 octobre 1961 : trois récits pour un massacre (entretien),
 Guy Pervillé, p. 6-8
Le pape, le sexe et le crapaud, Jacques Berlioz, p. 10-11
Rome a-t-elle inventé l'euro ?, Jean Andreau, p. 11-12
« Le Bossu » ou la régence en folie, Claude Aziza, p. 13-14
Indien ou Blanc : qui était le premier Américain ?, Philippe Jacquin,
 p. 14-16
Indonésie : les incendies du siècle, Olivier Sevin, p. 16-17
Le travail est-il soluble dans les 35 heures ?, Jean-Michel Gaillard, p. 18-19
Anthony Rowley : la passion d'un gourmet, François Dufay, p. 20-21
**DOSSIER : La découverte des Pyramides. Bonaparte et l'expédition
 d'Égypte**, p. 23-51
L'expédition d'Égypte : une révolution scientifique, Patrice Bret, p. 24-29
Vrais et faux mystères des pyramides, Patrice Bret, p. 30-31
Les pyramides, un succès fou !, Jean-Marcel Humbert, p. 32-33
Champollion en Orient, Michel Dewachter, p. 34-35
La vie de pharaon dans l'Au-delà, Pierre Grandet, p. 36-40
La malédiction des momies, Claude Aziza, p. 42
Moi, archéologue à Saqqara (entretien), Jean-Philippe Lauer, p. 44-45
Bonaparte a-t-il colonisé l'Égypte ?, Henry Laurens, p. 46-49
Vivant Denon, bienfaiteur du Louvre, Guillemette Andreu, p. 50-51
Franco a-t-il sauvé les Juifs ?, Joseph Pérez, p. 52-56
Paris : naissance d'une capitale d'exception, Jean Favier, p. 58-62
Delhi, 30 janvier 1948 : l'assassinat de Gandhi, Christophe Jaffrelot,
 p. 64-69
Magie et raison d'État : l'affaire des poisons, Hervé Drévilion, p. 70-74
L'archéologue, le pithécantrophe et la SNCF, Jean-Louis Cadoux, p. 98

ABITBOL Michel, La Palestine sans les Juifs, 212, p. 40-43.

ANDREAU Jean, Rome a-t-elle inventé l'euro ?, 216, p. 11-12.

ANDREU Guillemette, Vivant Denon, bienfaiteur du Louvre, 216, p. 50-51.

ANDREW Christopher, L'historien, l'espion et le KGB (entretien), 214, p. 18-20.

AUBRAC Raymond, Ma part de vérité (entretien), 211, p. 78-80.

AURELL Martin, Les prophètes de la fin du monde, 206, p. 50-54. La famille noble est née en l'An Mil, 211, p. 56-60.

AZEMA Jean-Pierre, Il n'y a pas d'affaire Aubrac, 211, p. 81-85.

AZIZA Claude, Les Martiens ont cent ans !, 206, p. 15-16. Un Américain sur la place Rouge, p. 34. Les gaietés de l'escadron, 207, p. 45. « Le Rideau de fer » : Hollywood en armes, 209, p. 37. Comment Ceaucescu a réhabilité Dracula, 210, p. 10-11. Westerns mexicains, 211, p. 44. 135 : la destruction de Jérusalem, 212, p. 34-37. La guerre, une affaire de femmes, 215, p. 36. « Le Bnssu » ou la régence en foie, 216, p. 13-14. La malédiction des momies, p. 42.

BACHARAN Nicole, Les combats du « New York Times », 207, p. 15-17.

BARBICHE Bernard, L'énigme du sceau de l'édit de Nantes, 215, p. 44.

BARNAVI Élie, Si Israël n'existait pas..., 212, p. 108-109.

BARUCH Marc-Olivier, Maurice Papon : le procès d'un fonctionnaire, 213, p. 6-8.

BASCHET Jérôme, Images et fantasmes du Moyen Âge, 214, p. 9-10.

BAVEREZ Nicolas, Raymond Aron, le visionnaire mal-aimé, 209, p. 44-45. Les trente-cinq heures de tous les dangers, 213, p. 98.

BEAUCAMP Joëlle, Chrétiens et martyrs dans l'Arabie heureuse, 207, p. 66-69.

BEAUNE Colette, Guerrières, bergères et prophétesses, 210, p. 26. Le patriotisme aux frontières, p. 30-32. Saint Michel ne se rend jamais !, p. 32-33.

BEAUALET-BOUTOUYRIE Scarlett, Quand une femme sur deux mourait à la malédiction, 206, p. 16-19.

BECKER Jean-Jacques, Les fièvres anticomunistes (entretien), 215, p. 6-7.

BÉDARIDA François, Le métier d'historien, 206, p. 98.

BENBASSA Esther, De Séville à Salonique : itinéraires sépharades, 212, p. 50-55. Des Juifs contre le sionisme, p. 62.

BERLIOZ Jacques, Lettres d'amour du Moyen Âge, 207, p. 10-11. On a volé les reliques de Marie-Madeleine !, 208, p. 10-11. Domremy, sur la Meuse, 210, p. 31. Le pape, le sexe et le crapaud, 216, p. 10-11.

BERMOND Daniel, A qui appartiennent les archives des présidents ?, 206, p. 6-8. Jacques Dupâquier : au nom du Vexin !, 209, p. 18-19.

BERTAUD Jean-Paul, La levée en masse a sauvé la Révolution !, 207, p. 30.

BLANCKAERT Claude, Paul Braca : des chiffres et des crânes, 214, p. 40.

BLUM Alain, Combien de victimes ?, 206, p. 40-43.

BOSSÉNO Christian-Marc, Des frères Lumière à Rivette : une héroïne de cinéma, 210, p. 70-71.

BOTTÉRO Alain, La mystique et le psychiatre, 210, p. 59.

BOTTÉRO Jean, La Terre promise ou le récit des origines, 212, p. 8-13.

BOUCHERON Patrick, Sodomite et hérétique : un pape en accusation, 209, p. 13-14.

BOUREL Dominique, La grande solitude des sionistes, 212, p. 60-63.

BOURILLON Florence, La révolution haussmannienne : une ville pour les riches ?, 211, p. 36-37.

BOUTRY Philippe, Sainte-Reine : un pèlerinage en Bourgogne, 213, p. 16-18.

BOUZY Olivier, Le dossier médical, 210, p. 58-59.

BRAUDEL Paule, Comment Fernand Braudel a écrit « La Méditerranée », 207, p. 84-89.

BRAUNSTEIN Philippe, Marchands et navigateurs à la conquête du monde (entretien), 208, p. 30-35.

BRET Patrice, L'expédition d'Égypte : une révolution scientifique, 216, p. 24-29. Vrais et faux mystères des pyramides, p. 30-31.

BRIANT Pierre, Fastes et splendeurs de la cour de Perse, 208, p. 60-67.

BRIQUEL-CHATONNET Françoise, Chrétiens et martyrs dans l'Arabie heureuse, 207, p. 66-69.

BURNOUF Joëlle, Les murs de Rodez, 210, p. 98.

BURRIN Philippe, Il n'y a pas de peuple assassin !, 206, p. 82-85.

CACCIARI Massimo, Économie d'une ville-musée (entretien), 208, p. 46-47.

CADOUX Jean-Louis, Toutatis, Éons, Taranis : étranges dieux gaulois, 209, p. 48-51. L'archéologue, le pithécanthrope et la SNCF, 216, p. 98.

CARRÈRE D'ENCAUSSE Hélène, Les Russes croient-ils encore à Lénine ? (entretien), 206, p. 48-49.

CAUBET Annie, Le Louvre a retrouvé la Perse !, 213, p. 9-10.

CELIER Odile, Le suaire de Turin est-il un faux ?, 213, p. 48-55.

CHAUVAUD Jean-François, 12 mai 1797 : la République meurt sans combattre, 208, p. 36-41.

CHAUVY Gérard, Un livre d'histoire, pas un réquisitoire ! (entretien), 211, p. 80.

CHIFFOLEAU Jacques, Jeanne devant ses juges (entretien), 210, p. 40-45.

CHRISTIN Olivier, L'édit de Nantes est-il vraiment un édit de tolérance ?, 215, p. 40-45.

CHUVIN Pierre, Asie centrale : comment naissent les nations, 211, p. 10-12.

COHEN Samy, Le lobby militaire a-t-il gouverné la France ?, 211, p. 62-65.

COLLOMB Pascal, Pourquoi le vin de messe est blanc, 213, p. 28.

COLOMBANI Jean-Marie, Les pouvoirs et la presse, 207, p. 101.

CONDROYER Denis, Le camarade Vietto a perdu le Ton de France !, 209, p. 42-43.

CONTAMINE Philippe, Un drame en trois actes, 210, p. 22-23. Jeanne d'Arc était-elle un génie militaire ?, p. 34-39. Bruits, rumeurs et propagande, p. 46-47.

COQUEREL Paul, Noirs et Blancs en Afrique du Sud : l'apartheid triomphant, 214, p. 46-47.

CORBIN Alain, Louis Napoléon, le mal-aimé (entretien), 211, p. 24-25.

CORNETTE Joël, Le sacre du canal du Midi, 207, p. 17-18. Comment le siècle des Lumières a découvert Pompéi, 209, p. 16-17. Ces Italiens qui ont fait la France, 211, p. 15-16. Olivier de Serres, le fermier gentilhomme, 213, p. 13-14. Préhistoire de la pensée raciste, 214, p. 26-31. La prise du pouvoir par Henri IV, 215, p. 38-39.

CORVISIER André, C'est Louis XIV qui a inventé le service militaire ! (entretien), 207, p. 40-41.

COURAGE Anne-Laure, Deux scientifiques qui croient à l'authenticité ! (entretien), 213, p. 53.

COURBAGE Youssef, Russes, Marocains, Falashas et Arabes : les peuples d'Israël, 212, p. 96-99.

COURTOIS Stéphane, Aux origines du parti communiste français, 206, p. 44-45.

COEURÉ Sophie, Les premiers missionnaires de la cause, 206, p. 45-47.

CRÉMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, De Gaulle choisit son camp (entretien), 209, p. 29.

CROUZET Denis, La Saint-Barthélemy : religion et barbarie (entretien), 215, p. 32-37.

CROUZET-PAVAN Élisabeth, Une cité au péril des eaux, 208, p. 24-29.

DALARUN Jacques, Naissance d'une sainte, 210, p. 50-55.

DANDREY Patrick, La carrière brisée de Jean de La Fontaine, 206, p. 70-73.

DELMAIRE Jean-Marie, Renaissance de l'hébreu, 212, p. 66-67.

DELSOL Christine, Pakistan : la guerre des religions, 214, p. 11-13.

DEMIER Francis, Le « grand bond en avant » de l'économie française, 211, p. 38-41.

DEWACHTER Michel, Champollion en Orient, 216, p. 34-35.

DIECKHOFF Alain, 14 mai 1048 : ce jour-là, Israël est né, 212, p. 74-75. Israéliens et arabes : la guerre de cinquante ans, p. 76-83.

DOMENACH Jean-Luc, Hong-Kong : les beaux jours d'une colonie anglaise, 207, p. 58-65.

DOUMERC Bernard, Les mille petits métiers de l'arsenal, 208, p. 32.

DREVILLON Hervé, Magie et raison d'État : l'affaire des poisons, 216, p. 70-74.

DUBOST Jean-François, Chronique de huit guerres qui ont déshérité la France, 215, p. 28-31.

DUCHÈNE Hervé, Ulysse, le roi chasseur, 208, p. 16-17.

DUFAY François, Jean-Louis Flandrin, archéologue du sexe et de la cuisine, 207, p. 19-20. Jeanne, son livre d'or, ses fidèles, 210, p. 72-73. François Furet, de la Révolution à l'Académie, 211, p. 18-19. Marc Fumaroli, l'homme du grand siècle, 213, p. 19-20. Les mondes juifs d'Esther Benbassa, 214, p. 21-22. Anthony Rowley : la passion d'un gourmet, 216, p. 20-21.

DUHAMELLE Christophe, Ni vainqueur ni vaincu : le cas allemand, 215, p. 42.

DULLIN Sabine, Brest-Litovsk : le prix de la paix, 206, p. 36-37.

DURET Cécile, L'« affaire » du zyklon B, 210, p. 8-10.

FARON Olivier, Qui se ressemble s'épouse !, 215, p. 9-10.

FAU-VINCENTI Véronique, Le juge, le psychiatre et le criminel, 215, p. 16-17.

FAVEZ Jean-Claude, La Suisse, les Juifs et l'or des nazis (entretien), 209, p. 78-85.

FAVIER Jean, Paris : naissance d'une capitale d'exception, 216, p. 58-62.

FOUCRIER Annick, À la conquête de la Californie !, 213, p. 36-37.

GAILLARD Jean-Michel, 1957 : le traité de Rome est-il une invention américaine ?, 208, p. 68-73. « Le Monde » : cinquante ans d'une entreprise de presse, 209, p. 6-7. Mais à quoi sert le baccalauréat ?, 211, p. 12-13. Sedan, 1870 : l'effondrement d'un rêve européen, p. 42-45. Les fièvres du Midi rouge, 213, p. 38-40. Le travail est-il soluble dans les 35 heures ?, 216, p. 18-19.

GAILLARD-SEUX Patricia, Secrets des plantes et magie chez les Romains, 215, p. 52-55.

GALLO Max, Napoléon III, aux oubliettes ! (entretien), 211, p. 46-47.

GARRIER Gilbert, Naissance des grands crus, 213, p. 30-35.

GARRIGUES Jean, L'empereur était-il démocrate ?, 211, p. 26-31.

GARRISSON Janine, La saga des huguenots, 215, p. 46-48.

GAULIN Jean-Louis, Les vignes des seigneurs, 213, p. 26-29.

GAUTHIER Nancy, Itinéraire d'un saint : Martin de Tours, 214, p. 64-69.

GAUVARD Claude, Itinéraire d'une rebelle, 210, p. 24-29.

GENLIS Véronique, 17 milliards de dollars contre le communisme, 209, p. 24.

GEORGEON François, Atatürk, ou la naissance de la Turquie moderne, 206, p. 56-62.

GIRARDET Raoul, Les officiers sont-ils de droite ? (entretien), 207, p. 44-45.

GOLDBERG Sylvie Anne, L'extraordinaire odyssée des ashkénazes, 212, p. 44-49.

GOUSSEFF Catherine, La guerre civile pour avenir, 206, p. 38-39.

- GRANDET Pierre**, La vie de pharaon dans l'Au-delà, 216, p. 36-40.
- GREILSAMMER Ian**, Une démocratie comme les autres ? (entretien), 212, p. 100-101.
- GROSSER Pierre**, De Yalta à la guerre de Corée : comment le monde a basculé dans la guerre froide, 209, p. 22-31. Entre l'Est et l'Ouest, la France, p. 28.
- GRYNBERG Anne**, Génocide et grand spectacle, 207, p. 8-10. La fin des kibboutz, 212, p. 102-105.
- GUERRAND Roger-Henri**, L'empereur de la vie quotidienne, 211, p. 40.
- HADAS-LEBEL Mireille**, Salomon, roi de légende, 212, p. 22-25.
- HAMON Philippe**, La rançon d'un roi : deux millions pour libérer François Ier, 207, p. 70-74.
- HARF-LANCNER Laurence**, Alexandre le Grand, héros de roman, 215, p. 8-9.
- HUBSCHER Ronald**, Athlètes et gymnastes de la Belle Époque, 209, p. 66-71.
- HUMBERT Jean-Mareel**, Les pyramides, un succès fou !, 216, p. 32-33.
- HUSSON Édouard**, Le phénomène Goldhagen, 206, p. 81.
- IOGNA-PRAT Dominique**, Le Moyen Âge était-il antisémite ? 214, p. 32-33. Le jour des morts : une invention du Moyen Âge, 215, p. 72-76.
- JACQUIN Philippe**, Indien ou Blanc : qui était le premier Américain ? 216, p. 14-16.
- JAFFRELOT Christophe**, Delhi, 30 janvier 1948 : l'assassinat de Gandhi, 216, p. 64-69.
- JEAN-BAPTISTE Patrick**, Le scarabée, insecte sacré, 210, p. 12-13.
- JEANNENEY Jean-Noël**, De Gaulle intime : la mélancolie d'un grand homme, 207, p. 12-13.
- JETTROËC Léon**, Et Calvin fit régner l'ordre moral à Genève, 208, p. 8-9.
- JOLIVET Sophie**, Extravagantes coiffures du Moyen Âge !, 209, p. 8-9.
- JULLIARD André**, Vincent, patron des vigneron, 213, p. 29.
- KASPI André**, Harry Truman, le champion du monde libre, 209, p. 32-33. Démocratie et ségrégation : le système américain, 214, p. 42-44.
- KESSLER Christian**, Les savants fous de l'unité 731, 208, p. 18-19.
- KRUMEICH Gerd**, Le tour du monde de la Pucelle, 210, p. 68-69.
- LAMBRON Marc**, Le roman de Vichy, 215, p. 98.
- LANÇON Bertrand**, L'Empire gaulois n'a jamais existé !, 206, p. 10-11. La Gaule, pays du vin, 213, p. 24-25.
- LANGANEY André**, Les races à l'épreuve de la science (entretien), 214, p. 50-51.
- LANGVIN Floreance**, Venise, capitale de l'imprimerie, 208, p. 34.
- LAUER Jean-Philippe**, Moi, archéologue à Saqqara (entretien), 216, p. 44-45.
- LAURENS Henry**, La faillite du mandat anglais, 212, p. 68-71. Bonaparte a-t-il colonisé l'Égypte ? 216, p. 46-49.
- LAUTARD Stéphanie**, D'une guerre de l'opium à l'autre, 207, p. 60. 1er Juillet 1997 : quel statut pour Hong-Kong ? 216, p. 65.
- LAZAR Marc**, Les partis communistes dans la bataille, 209, p. 38-41.
- LE BOHEC Yann**, « Il faut détruire Carthage ! », 206, p. 64-69. On a retrouvé les légions de Varus !, 207, p. 14-15.
- LE GOFF Jacques**, Le rêve médiéval de Georges Duby (entretien), 215, p. 12-14.
- LE ROY LADURIE Emmanuel**, Les grandes oreilles du monarque, 211, p. 98.
- LE VOGUER Gildas**, Veillée d'armes chez les espions, 209, p. 36-37.
- LEBRUN François**, Amours d'un tisserand dans l'ancienne France, 206, p. 12-13. Le Puy-du-Fou est-il réactionnaire ? 211, p. 6-7. Catholiques et protestants : le Grand Schisme, 215, p. 24-27. Le jour des morts : l'ou 2 novembre ? 216, p. 73.
- LEFRANC Pierre**, Un parti pour de Gaulle (entretien), 208, p. 11-12.
- LEMAIRE André**, Géopolitique du Proche-Orient : du roi David à Alexandre Le Grand (entretien), 212, p. 14-20.
- LEMIRE Laurent**, La grande saga des petits soldats de plomb, 211, p. 14-15.
- LEROY Gérard**, Voltaire, Michelet, Péguy et les autres, 210, p. 56-57.
- LEVER Maurice**, Casanova et la fête vénitienne (entretien), 208, p. 42-43.
- MALDAMÉ Jean-Michel**, Le scepticisme d'un dominicain (entretien), 213, p. 52.
- MANSOUR Camille**, Israël vu de Palestine (entretien), 212, p. 106-107.
- MARIN Jean-Yves**, Les Vikings à la conquête de la Normandie, 207, p. 50-57.
- MARION André**, Deux scientifiques qui croient à l'authenticité ! (entretien), 213, p. 53.
- MARSEILLE Jacques**, Ce que l'Algérie a coûté à la France, 210, p. 16-17. Les Français et l'industrie : le grand malentendu, 213, p. 15-16. Six questions sur la crise économique française, 215, p. 56-65.
- MARTIN Jean-Clément**, Vendée : les criminels de guerre devant leurs juges, 209, p. 52-57.
- MENDRAS Henri**, Le Malaise français, 209, p. 98.
- MILLMAN Richard**, « A Bâle, j'ai fondé l'État juif... », 212, p. 64-65.
- MINC Alain**, Napoléon III, roi de l'époque (entretien), 211, p. 46-47.
- MONGIN Olivier**, Violence et civilisation, 208, p. 98.
- MONNET Pierre**, Les Francs sont-ils allemands ? 208, p. 14-16. Frédéric II, le dernier empereur universel, 209, p. 58-65.
- MONTREMY Jean-Maurice de**, Jean Clottes, Cro-Magnon et les Bushmen, 206, p. 20-21. Les douze travaux de Jacques Marseille, 208, p. 20-21. Venise, mère des arts : quelques figures illustres, p. 40-41. Le Nouveau Monde d'André Kaspi, 210, p. 18-19. Prague, Paris, Jérusalem : itinéraire de Saul Friedländer, 215, p. 19-20.
- MORICEAU Jean-Marc**, Lutte de classes chez les fermiers d'Île-de-France, 208, p. 54-59.
- MORRIS Benny**, Ben Gourion et la question palestinienne, 212, p. 90-93.
- MOULLEC Gaël**, Kerenski, le héros malheureux, 206, p. 26.
- NICAULT Catherine**, Missionnaires, diplomates et savants en Terre sainte, 212, p. 56-59.
- NICOLINO Fabrice**, Venise se noie !, 208, p. 28.
- NOURRISSON Didier**, La France est-elle un pays d'alcooliques ? 213, p. 42-45.
- OPPENHEIM Marie-Catherine**, Le bel avenir de l'armée, 207, p. 48-49. Euromissiles : la dernière bataille Est-Ouest, 210, p. 14-16.
- PARAVICINI BAGLIANI Agostino**, Enquête sur un rite médiéval : le démembrement des corps, 208, p. 48-53.
- PÉREZ Joseph**, Franco a-t-il sauvé les Juifs ? 216, p. 52-56.
- PERROT Jean**, Souvenirs d'un archéologue au pays de la Bible (entretien), 212, p. 30-33.
- PERVILLE Guy**, Terrorisme et torture : la bataille d'Alger de 1957, 214, p. 70-77. 17 octobre 1961 : trois récits pour un massacre (entretien), 216, p. 6-8.
- PETITFILS Jean-Christian**, La chute de la maison Fouquet, 214, p. 54-59.
- PÉTRÉ-GRENOUILLEAU Olivier**, La traite des Noirs et l'enrichissement de l'Europe, 215, p. 66-71.
- PLESSIS Alain**, Un socialiste au pouvoir ? 211, p. 32-35.
- RAFFY Sabine**, Bonnes intentions et effets pervers, 208, p. 83.
- RASMUSSEN Anne**, L'affaire Thalamos, 210, p. 62.
- REBÉRIOUX Madeleine**, Le racisme et la loi, 214, p. 52-53.
- ROBICHON François**, Les Invalides : de l'hospice au musée, 207, p. 42-43.
- ROBIN Christian**, Chrétiens et martyrs dans l'Arabie heureuse, 207, p. 66-69.
- ROCHE Daniel**, Usages et objets quotidiens au siècle des Lumières (entretien), 210, p. 80-84.
- ROMILLY Jacqueline de**, Hector, le Troyen malheureux (entretien), 209, p. 9-10.
- ROWLEY Anthony**, Eloge du vin et de l'ivresse, 213, p. 46-47.
- RUCKER Laurent**, La stratégie de Staline, 209, p. 34-35.
- RUFIN Jean-Christophe**, Les soldats de la paix ou la grande illusion, 207, p. 46-47.
- SAINT-BLANQUAT Henri de**, Mari, une cité au bord de l'Euphrate, 214, p. 60-63.
- SARTRE Maurice**, Platon est-il africain ? 207, p. 6-7. La crue du Nil : religion et géographie, 211, p. 48-54. Le temps des Grecs, 212, p. 26-29. Hérode, portrait d'un roi maudit, p. 28. La mosaïque de Madaba, une carte touristique du VI^e siècle, 214, p. 16-17. Quatre galets et les origines de l'écriture, 215, p. 15-16.
- SARTRE-FAURIAT Annie**, Le voyage en Orient de W. J. Bankes, 211, p. 7-9.
- SEVIN Olivier**, Indonésie : les incendies du siècle, 216, p. 16-17.
- SLAMA Alain-Gérard**, Quel avenir pour la droite ? 214, p. 98.
- STERNHELL Zeev**, Les pères de la nation (entretien), 212, p. 86-88.
- TABET Xavier**, 12 mai 1797 : la République meurt sans combattre, 208, p. 36-41.
- TAGUIEFF Pierre-André**, Quand on pensait le monde en termes de races (entretien), 214, p. 34-41.
- TARDY Thierry**, Les soldats de la paix ou la grande illusion, 207, p. 46-47.
- TATE Georges**, Justinien, le plus grand empereur de Byzance, 213, p. 62-67.
- TERNON Yves**, Le siècle des génocides (entretien), 214, p. 48-49.
- THEIS Laurent**, Une visite à Noyon, 211, p. 17. 1998 : faut-il commémorer l'édit de Nantes ? 215, p. 50-51.
- VAÏSSE Maurice**, Aux armes, citoyens ! 207, p. 28-39.
- VAISSE Pierre**, Jean-Paul Laurens, peintre de la III^e République, 214, p. 13-15.
- VALLET Odon**, Du mauvais usage du Dalai-Lama, 209, p. 11-12. Israël, Palestine : le sens des mots, 212, p. 18. Inde : la démocratie au péril des castes, 213, p. 11-13.
- VARNOTEAUX Philippe**, Spoutnik : « Bip, bip, bip, hurra ! », 214, p. 17-18.
- VAYSSIÈRE Pierre**, Che Guevara : la face cachée d'un guerrier romantique, 214, p. 6-8.
- VEINSTEIN Gilles**, L'âge d'or de l'Albanie, 210, p. 6-8. Un secret d'État : la mort de Soliman le Magnifique, 211, p. 66-71.
- VERGER Jacques**, Et l'Église condamna les philosophes, 206, p. 13-14.
- VIGARELLO Georges**, Le viol d'enfant : de la tolérance au scandale, 213, p. 56-60.
- VINCENT Catherine**, Sainte-Reine : un pèlerinage en Bourgogne, 213, p. 16-18.
- WAINTROP Édouard**, Les héros sont fatigués..., 212, p. 84-85.
- WARESQUIEL Emmanuel de**, L'énigme Morny, 211, p. 30.
- WERTH Nicolas**, La prise du pouvoir par les bolcheviks, 206, p. 24-35.
- WIEWIORKA Olivier**, La Résistance ordinaire de Lucie Aubrac (entretien), 208, p. 6-7.
- WINOCK Michel**, Les Français ont-ils encore une patrie ? 207, p. 24-27. La guerre est finie..., 209, p. 46-47. Jeanne d'Arc est-elle d'extrême droite ? 210, p. 60-66. La gauche au pouvoir : les rendez-vous manqués, 213, p. 68-77.
- ZALC Claire**, Faut-il avoir peur du « politiquement correct » ? 208, p. 80-84.
- ZERTAL Idith**, Le procès Eichmann, ou la révélation de la Shoah (entretien), 212, p. 94-95.
- ZORZI Alvisio**, Venise l'autrichienne, 208, p. 44-45.
- ZYLBERMAN Ruth**, Faut-il avoir peur du « politiquement correct » ? 208, p. 80-84.

Vive la Nation !

La nation : une idée dépassée ? Certainement pas, répond ici le géographe Yves Lacoste, qui vient de publier chez Fayard un vibrant plaidoyer en sa faveur.

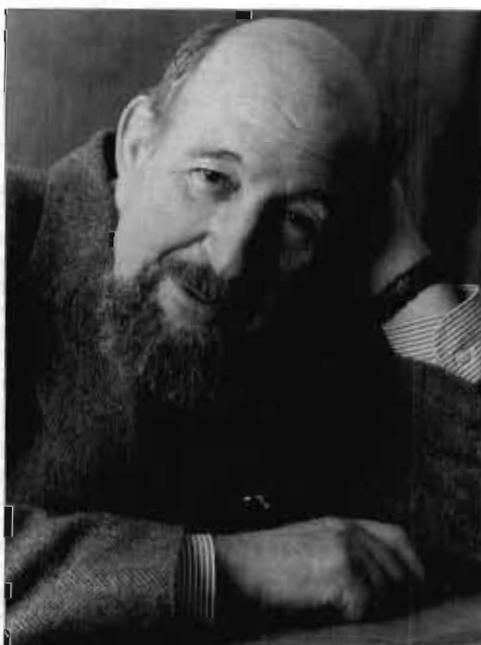
Une idée constitutive, au contraire, de la démocratie française. A laquelle il faut rendre son poids d'histoire et de pédagogie.

C'est bien beau de rappeler la clameur de Valmy et de vouloir, à partir de là, tenter de s'opposer à la diffusion croissante des slogans nationalistes xénophobes, dans les milieux populaires notamment. Encore faut-il y être compris et même tout simplement entendu. Pour cela, il faut d'abord que s'ouvre progressivement un large débat sur l'idée de nation et sur ses très dissemblables significations dans le contexte actuel de chômage, d'Union européenne et d'immigration.

Mais un tel débat n'est pas facile, même chez les intellectuels : non seulement on ne l'a jamais vraiment mené, mais depuis des années on évite même de parler de la nation. On se contente de vertueux anathèmes, à l'encontre des nationalistes qui s'en targuent pour prôner comme solution au chômage l'exclusion de ceux qui ne seraient pas de « véritables Français » même s'ils sont nés en France.

Aujourd'hui, les risques de la victoire du Front national aux prochaines élections et la prise de conscience de ce qui peut en résulter pour la France incitent à réfléchir nombre de citoyens. Et d'abord, ceux qui ont le goût et le souci de l'histoire — et ils sont nombreux dans notre pays. Ils commencent à rompre le silence embarrassé mais « politiquement correct » que depuis des décennies la plupart des intellectuels et des hommes politiques entretiennent à l'égard de l'idée de nation, préférant prudemment invoquer la République — ce qui, en fait, laisse le champ libre au discours des nationalistes.

En effet, il faut avoir le sens de la complexité du vrai raisonnement historique pour réfléchir sérieusement à l'idée de nation, et admettre que depuis deux siècles elle a eu des significations contradictoires et des conséquences très différentes pour ce qui est de la démocratie. C'est en vérité faire le jeu des nationalistes que de répéter le discours simpliste selon lequel l'idée de nation, surgie d'abord « à gauche » comme expression



Yves Lacoste.

majeure de la démocratie, puis de la volonté d'indépendance d'un peuple, serait ensuite devenue « réactionnaire », et ne pourrait plus être désormais qu'un slogan xénophobe d'extrême droite. Car, qu'on le veuille ou non, pour la plupart des gens, la nation reste une idée-force. Aussi faut-il leur faire comprendre que leur intérêt véritable et celui de leurs enfants n'est pas qu'elle produise de l'exclusion, mais l'intégration de tous ceux qui vivent en France.

L'idée de nation, en France, exprime aujourd'hui encore des valeurs et des volontés très différentes selon les forces politiques qui la proclament. La récuser, comme le prônent certains, pour favoriser le développement de mouvements identitaires (qu'ils soient régionaux ou religieux, qu'il s'agisse de la Corse, de la Bretagne ou des quatre millions de musulmans), c'est oublier qu'elle est un des fondements de notre démocratie et de notre vie politique. Mais c'est surtout laisser cette idée-force au Front national qui depuis quinze ans l'utilise pour arriver au pouvoir, en réclamant la « préférence nationale », c'est-à-dire l'exclusion d'abord des immigrés, puis de ceux qui ne sont pas « Français de souche ». Le très classique dictionnaire Larousse ne dit-il pas, hélas ! sans mesurer la portée de ces termes dans un pays où près du tiers de la population a des ancêtres immigrés, que « la nation est un ensemble d'êtres humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions... » ?

Il est donc urgent d'ouvrir le débat sur les différentes conceptions de la nation, telles qu'elles s'expriment plus ou moins clairement dans les divers milieux sociaux. Et non moins urgent d'écouter ce qui s'y dit, même s'il s'agit de propos erronés, stupides ou scandaleusement racistes, afin de pouvoir mieux les réfuter. Il est nécessaire de faire l'inventaire des diverses façons dont en France, selon les régions et les milieux culturels, on parle plus ou moins confusément de la nation.

Yves Lacoste ■

L'HISTOIRE

PRÉSENTE LE MOIS PROCHAIN

UN GRAND DOSSIER

L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE

de Charles Maurras à Jean-Marie Le Pen

Ya-t-il eu
un fascisme français ?

Les théoriciens
de la Contre-Révolution

Itinéraire
d'un intellectuel dévoyé :
Pierre Drieu La Rochelle

Pétain
ou la figure du père



Cl. Keystone

Le Front national :
portrait historique
d'un national-populisme

De Boulanger à Poujade :
la tentation de l'insurrection

Panorama de l'extrême
droite en Europe

D'où vient le succès
de l'extrême droite

A LIRE AUSSI :

Qui a assassiné Martin Luther King ?

N° 219 - MARS 1998 - EN KIOSQUE LE 25 FÉVRIER 1998 - 38 F



Photo AKG

PIERRE AYÇOBERRY
LA SOCIÉTÉ
ALLEMANDE
SOUS LE III^e REICH
1933-1945

U:1
L'UNIVERS HISTORIQUE
SEUIL



A la suite de *La Question nazie* (1979), Pierre Ayçoberry, un des meilleurs historiens français de l'Allemagne, refait ici la synthèse magistrale des apports renouvelés de l'historiographie consacrée à la société sous le Troisième Reich.



Ce livre est publié simultanément dans la collection **l'Univers Historique** et dans la collection de poche **Points Histoire**

Editions du Seuil

